

# LA VERITE

Revue théorique  
du Parti communiste internationaliste  
section française de IV<sup>e</sup> Internationale  
(Centre international de reconstruction)



- Après le XXIX<sup>e</sup>  
Congrès du PCI :  
Chronique politique
  - La révolution politique  
en Pologne (2<sup>e</sup> partie)
  - Le déclin de l'impérialisme  
français et le chômage
  - Le PCF et les institutions
- 

- Chroniques
- Notes de lecture
- Documents

*« La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire.*

*Votre hebdomadaire s'appelle « La Vérité ». On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution. »*

Léon Trotsky

# LA VERITE

Revue théorique  
du Parti communiste internationaliste  
section française de IV<sup>e</sup> Internationale  
(Centre international de reconstruction)

Numéro 595 - février 1985

(nouvelle série)

## SOMMAIRE

3 —  Présentation

11 —  D. VIVIERS  
**Chronique politique  
d'après congrès**

17 —  A. FORESTIER  
**La révolution politique en  
Pologne (2<sup>e</sup> partie)**

39 —  C. SALLERS  
**Le déclin de l'impérialisme  
français et le chômage en  
France**

55 —  C. FOSTIER  
**Le PCF et les institutions de  
la V<sup>e</sup> République**

65 —  Chroniques  
P. RAPHAEL  
**A propos du « déclin du  
marxisme » de L. Colletti**

« La vie de Karl Marx »  
de Franz Mehring

M. DAUBERNY  
**Prévisions et souhaits de  
l'OCDE**

(1) Voir l'article de C. Sallers sur « Le déclin de l'impérialisme français et le chômage en France » et celui de M. Dauberny sur « Les prévisions et souhaits de l'OCDE ».

84 —  Notes de lecture (*Lettres de Prison*) d'E. Baluka. Deux livres sur « *L'Amérique de Reagan* ». « *PCF-Kremlin-Conversations secrètes* ». « *TROTSKY, textes et débats* ». « *L'Ecole en miettes* »

99 —  Les archives de notre mouvement

**Extraits du rapport préparatoire au XX<sup>e</sup> Congrès de l'OCI**

105 —  Correspondance :  
**Lettre du Moyen-Orient**

## présentation

**L**E mois de janvier est traditionnellement celui des « prévisions », notamment de celles émanant d'organismes internationaux. Ces « prévisions » sont aussi des « indications » quant à la manière dont les représentants de la bourgeoisie évaluent la situation et quant aux mesures qu'ils jugent nécessaires.

Dans ce numéro de *La Vérité*, on trouvera notamment un article sur le chômage en France et un autre se fondant essentiellement sur le rapport de décembre 1984 de l'OCDE. Ils analysent et illustrent une situation, qu'à propos de la France, la déclaration de la liste « pour un parti des travailleurs » lors des élections européennes résumait en qualifiant de « rage destructrice » la politique du gouvernement Mitterrand-Mauroy, poursuivie sans solution de continuité par le gouvernement Mitterrand-Fabius (1).

### « TOUT RELACHEMENT EST INTERDIT »

Sous des formes spécifiques dans chaque pays ce sont les mêmes plans tous dirigés contre les conditions de vie et de travail de la classe ouvrière, contre ses droits, ses organisations. Que l'on lise, par exemple, les recommandations adressées par l'OCDE au gouvernement belge : « **Tout relâchement dans la politique économique actuellement suivie est interdit.** » C'est la politique économique qui a déjà placé la Belgique dans le peloton de tête du chômage européen (plus de 13 % de la population active). Pour qu'il n'y ait pas d'ambiguïté, l'OCDE ajoute que les efforts « **doivent avant tout porter sur la politique budgétaire, le processus de détermination des revenus et le marché du travail** ». Traduisez coupes dans les dépenses sociales, blocage des salaires, chômage.

Mais si l'OCDE propose et que le gouvernement de Belgique tente d'imposer, c'est finalement la lutte des classes qui décide. Et les puissants mouvements de la classe ouvrière de Belgique indiquent qu'il y a loin de la « coupe aux lèvres »...

### LA GREVE DES MINEURS

Et le Royaume-Uni ! Avec officiellement 12,5 % de la population active jetée au chômage, des régions industrielles entières désertifiées, Mme Thatcher se vantait d'avoir sauvé la livre. Mais voici que celle-ci dégringole alors que la scène politique est tout entière dominée par la grève des mineurs.

Depuis 11 mois maintenant, l'essentiel de l'activité des charbonnages britanniques est paralysée par la grève. Unis avec leur organisation syndicale, la NUM, les mineurs se sont dressés contre un « plan de restructuration » entraînant 20 000 suppressions d'emploi dans l'immédiat et, à terme, un démantèlement de l'industrie minière dont les effectifs passeraient de 190 000 à 120 000.

(1) Voir l'article de C. Sallers sur « *Le déclin de l'impérialisme français et le chômage* » et celui de M. Dauberny sur « *Les prévisions et les souhaits de l'OCDE* ».

Le courage, la détermination des mineurs et de leurs familles tiennent à ce qui est en jeu dans ce conflit. « **Si mon puits ferme, ce n'est plus pour moi un espoir réaliste que de retrouver du travail** », disait un mineur, exprimant ce qui est au cœur de ce farouche combat.

Ce qui est en cause, c'est le droit au travail, le droit de vivre, l'avenir de centaines de milliers d'hommes et de femmes, de communautés entières. La simple revendication de ce droit élémentaire au travail et du droit pour l'organisation syndicale des mineurs de négociier (c'est-à-dire de ne pas considérer les plans décidés par la Direction des charbonnages et le gouvernement comme un cadre qu'il faut préalablement accepter) met en cause toute la politique du gouvernement Thatcher et donc son existence même. C'est cette réalité politique qui a mis à l'ordre du jour la grève générale.

« **Ce que nous demandons des dirigeants, puisqu'ils assurent parler au nom de la classe ouvrière, c'est de nous être aussi fidèles que Thatcher l'est à la classe qu'elle représente** », déclarait un délégué mineur.

La direction de la Confédération syndicale britannique (le Trade-Unions Congress, TUC) et celle du Labour Party se sont refusées à entendre cet appel. On peut appliquer à la grève des mineurs ce que Trotsky écrivait à propos de la grève générale de 1926 en Angleterre : « **Il nous faut regarder la réalité en face : les efforts essentiels des dirigeants du Labour Party et d'un nombre considérable de dirigeants des syndicats ne tendront pas à paralyser l'Etat bourgeois au moyen de la grève générale, mais à paralyser la grève générale avec l'aide de l'Etat bourgeois.** » Mais la situation internationale comme celle de l'Angleterre est tout autre que celle qui prévalait en 1926.

Aussi, bénéficiant en dépit des obstacles d'un large appui de tous les travailleurs, malgré le déchaînement contre eux de la violence policière et de l'intervention juridique contre leur organisation syndicale, les mineurs ont tenu.

Il serait artificiel à ce stade de spéculer sur ce que sera l'issue précise de la grève. Mais une chose est certaine : elle a si profondément marqué toute la situation politique et les conditions existant au sein des organisations de la classe ouvrière qu'il ne sera pas possible d'effacer ses conséquences. Elle marque un commencement et en aucun cas une conclusion...

## JARUZELSKI A L'AIDE DE THATCHER

Thatcher a reçu l'appui de toutes les forces contre-révolutionnaires. Alors que dès le mois de mars 1984 *Solidarité* avait apporté son appui à la grève des mineurs, Jaruzelski a doublé les importations de charbon polonais à l'Angleterre (du « bon charbon polonais » comme le déclarait le Secrétaire d'Etat à l'Energie du gouvernement Thatcher). Jaruzelski qui, par tous les moyens, tente d'interdire l'expression et l'organisation indépendantes des travailleurs polonais, apporte ainsi son aide directe au gouvernement le plus réactionnaire que l'Angleterre ait connu depuis longtemps pour tenter de briser la grève des mineurs.

Et si, en France, le secrétaire général de la CGT, Krasucki, a bruyamment proclamé sa solidarité avec les mineurs anglais, il reste — alors que la CGT est l'organisation majoritaire parmi les dockers — que rien n'a été même tenté pour imposer l'embargo sur le charbon et les produits énergétiques à destination de l'Angleterre.

Cette coopération contre-révolutionnaire de Jaruzelski avec le gouverne-

ment Thatcher n'est pas un fait accidentel ou marginal, mais une expression des développements de la lutte des classes internationale. La révolution politique contre la bureaucratie commencée en Pologne en août 1980 se poursuit et s'approfondit en dépit des coups qui lui ont été portés. La résistance révolutionnaire des masses travailleuses de Pologne les place à l'avant-garde du combat international de la classe ouvrière pour son émancipation. Et le fait que, dans le monde, les travailleurs ressentent le combat qui se mène en Pologne comme le leur est directement lié aux questions que leur propre expérience met au premier plan. C'est ce que manifeste, du côté de la réaction internationale, l'alliance entre les ennemis directs de la révolution politique en Pologne, et le gouvernement conservateur qui fait face à l'une des expressions les plus avancées de la mobilisation des masses des pays capitalistes contre l'avenir que leur offre le système impérialiste (2).

C'est dans ces conditions et en relation avec la manière concrète dont elles s'affirment en France que le XXIX<sup>e</sup> Congrès du PCI s'est tenu : la chronique politique du camarade D. Viviers s'attache à suivre les développements de la situation politique en France et l'intervention du PCI dans cette situation. Désormais, chaque numéro de *La Vérité* contiendra une telle chronique politique (3).

Certes, la situation politique ne se limite pas aux aspects évoqués plus haut. C'est pourquoi les prochains numéros de *La Vérité* contiendront une étude sur les Etats-Unis et le mouvement ouvrier américain après la réélection de Reagan, ainsi qu'un article sur les rapports entre l'impérialisme américain et la bureaucratie stalinienne à l'étape présente.

Mais, dès maintenant, dans les limites de cette présentation, il est quelques points sur lesquels il faut s'arrêter.

## LA REELECTION DE REAGAN

Le premier, c'est que si la réélection de Reagan a pu apparaître, à l'échelle américaine, comme une simple confirmation, voire une formalité, elle n'est nullement à l'aune de ses conséquences internationales. Elle donne une impulsion à l'accentuation des tendances de la politique de l'impérialisme américain, déjà dégagées lors de son premier mandat. Elle ne signifie pas seulement un renforcement de l'offensive de l'impérialisme américain sur tous les terrains (contre la révolution, contre les droits des peuples, sur le terrain du pillage des pays dominés comme dans ses exigences à l'égard de ses rivaux et partenaires impérialistes), c'est aussi un facteur qui conforte partout la réaction. Si dans chaque pays la pression croissante de l'impérialisme américain aggrave les conséquences de la crise économique, précipite la nécessité de réaliser des « politiques d'austérité » radicales, même si les conditions politiques de leur réalisation font défaut, c'est simultanément un point d'appui pour toutes les forces réactionnaires. Ainsi, si la détermination de Thatcher s'appuie bien évidemment avant tout sur l'attitude de la direction travailliste et de la direction des TUC, elle est aussi nourrie par ce que signifie la réélection de Reagan.

## L'AMERIQUE CENTRALE ET L'EUROPE

Pour ce qui est de l'Amérique centrale, le maintien de Reagan à la Maison-Blanche n'a pas tardé à manifester sa signification. Au Salvador,

(2) Voir l'article d'A. Forestier sur « *La révolution politique en Pologne* ».

(3) Voir « *Chronique d'après Congrès* » par D. Viviers.

après avoir engagé des négociations avec les représentants de la guérilla, le gouvernement Duarte se dérobe et la violence redouble. A l'égard du Nicaragua, les contacts bi-latéraux établis avec les Etats-Unis sont rompus par décision de l'administration Reagan et le ton monte encore dans la dénonciation du gouvernement légitime du Nicaragua.

Mais cette nouvelle accentuation de l'escalade n'est qu'une réponse à l'approfondissement du processus révolutionnaire dans toute l'Amérique centrale. Au Salvador, l'aide financière et militaire n'a pu permettre ni l'écrasement militaire des forces de la guérilla ni le développement, à nouveau, par des grèves et des manifestations de l'action des travailleurs dans les villes. Au Nicaragua, soumis à un blocus de fait, connaissant une véritable agression sur ces deux frontières, les élections — les premières élections démocratiques de l'histoire du pays — ont non seulement confirmé, par l'appui librement exprimé du peuple, la légitimité du gouvernement du FSLN. Elles ont aussi constitué un appel et un encouragement à la lutte de tous les peuples d'Amérique latine.

Dans un meeting convoqué à Paris par le « Comité Coordinateur » issu de la conférence européenne de solidarité avec le Nicaragua, les peuples d'Amérique centrale et pour la paix, le représentant du FDR-FMLN du Salvador déclarait justement :

**« Certains doivent se demander pourquoi je parle de l'Europe et de ses problèmes avec Reagan, alors que je suis ici pour vous parler de l'Amérique centrale. Mais cette question de l'Amérique centrale nous concerne tous. Il s'agit d'une question fondamentale. En effet, si les grandes puissances sont au-dessus des lois internationales, si nous acceptons une théorie selon laquelle ces puissances sont des nations spéciales, si nous acceptons ce principe pour l'Amérique centrale, on l'appliquera ensuite à l'Europe. »**

Il établissait ainsi le lien entre la lutte des travailleurs en Europe contre les plans anti-ouvriers déterminés par les besoins du système impérialiste et celle des peuples d'Amérique centrale contre l'oppression. C'est pourquoi le PCI, qui a apporté son soutien militant au meeting du 20 janvier, s'engage dans la campagne décidée à ce meeting pour apporter une aide aux organisations syndicales salvadoriennes.

C'est aussi pourquoi le PCI considère que l'appel lancé par la section pour un parti des travailleurs de Saint-Nazaire, face au plan de démantèlement des chantiers navals, indique la voie à suivre :

**« La question du démantèlement de la navale se pose dans tous les chantiers du monde. C'est en Europe que la mobilisation des travailleurs des chantiers est la plus profonde. Grève aux chantiers Euskalduna dans le Pays Basque en l'Etat espagnol, aux chantiers Ifestos en Grèce. Nous suivons également avec un intérêt passionné le combat de nos camarades polonais de Gdansk et de Szczecin en défense de leur représentation *Solidarnosc*.**

Nous constatons que leurs problèmes sont les nôtres. Nous ressentons le besoin de bâtir ensemble une collaboration étroite, d'échanger nos expériences, d'organiser la solidarité par-dessus les frontières, d'unifier et de coordonner nos luttes contre la politique de nos gouvernements et patrons respectifs qui, sur le fond, conduisent la même offensive anti-ouvrière.

Nous proposons d'envisager ensemble, par une discussion démocratique, de conjuguer nos efforts pour ouvrir la voie à la construction d'une vérita-



ble représentation politique internationale de la classe ouvrière. C'est pourquoi nous proposons à nos camarades espagnols, grecs, anglais, belges, allemands, de préparer ensemble une CONFERENCE OUVRIERE EUROPEENNE CONTRE LE DEMANTELEMENT DES CHANTIERS NAVALS. »

## REAGAN ET LA BUREAUCRATIE DU KREMLIN

« *Nous serons plus impatientes et plus agressifs* », dit un haut-fonctionnaire de l'administration Reagan, que cite l'article de Michel Dauberny. Il parle là précisément des rapports des USA avec les autres puissances impérialistes. Mais la formule s'applique parfaitement à la politique d'ensemble que l'impérialisme américain tente d'appliquer.

Pourtant, dans les relations avec la bureaucratie contre-révolutionnaire qui détient le pouvoir en URSS, Reagan fait montre d'une patience et d'une modération toutes diplomatiques. Et, à l'occasion de la reprise des négociations sur le contrôle des armements nucléaires, on a beaucoup commenté le fait qu'il cessait de brandir les foudres nucléaires pour tendre aux dirigeants du Kremlin un rameau d'olivier...

Il n'y a là nulle modification de la politique de l'impérialisme américain. Contre le mouvement international des travailleurs pour leur émancipation, contre les droits des peuples, l'impérialisme s'appuie sur le concours de la bureaucratie contre-révolutionnaire aujourd'hui directement menacée par les développements de la révolution politique. Il n'y a nulle contradiction entre le blocus et les provocations militaires permanentes à l'égard du Nicaragua et les facilités consenties sur le terrain économique au gouvernement de Jaruzelski, le fait que le FMI se déclare prêt à prendre en charge l'économie polonaise. Mais cette coopération contre-révolutionnaire va de pair avec les exigences de plus en plus pressantes de l'impérialisme à l'égard de la bureaucratie, avec la poursuite de ses propres fins. Si dans la reprise des négociations sur les armements nucléaires — qui ne sont nécessairement que la partie dévoilée de négociations d'ensemble —, quelqu'un va à Canossa, ce n'est certes pas Reagan.

Les négociations précédentes avaient été interrompues lors de la décision d'installer les missiles américains en Europe. C'est alors que leur déploiement est pour l'essentiel accompli, qu'elles reprennent, et dans un cadre voulu par l'impérialisme américain alors que celui-ci développe un fantastique programme de production d'armements nucléaires et spatiaux.

Plus qu'un long commentaire à ce sujet, la citation suivante du New York Times est éclairante : « **Il y a à la fois la réalité économique à laquelle ils doivent (les dirigeants du Kremlin) faire face et la réalité des armes stratégiques. Ils voient la course aux armements comme déstabilisatrice... Les difficultés de l'économie soviétique ont été évoquées par Tchernenko qui a parlé du fardeau des dépenses militaires pour l'économie nationale. Le coût gigantesque de la "guerre dans l'espace" (le programme initial US est évalué à 26 milliards de dollars) disloquerait tous les plans prévus. Un officiel soviétique écrivait à ce sujet : "Il faudrait mettre au rancart nos plans de développement pour les vingt prochaines années."** »

Ainsi se confirme ce qu'expliquait le rapport sur la révolution politique adopté par le XXVIII<sup>e</sup> Congrès du PCI : « **L'impérialisme US, par une pression frontale exercée sur la bureaucratie du Kremlin combat sans cesse pour réintégrer dans le marché mondial les pays d'où il est évincé par**

**l'expropriation** », et se confirme surtout dans ce qui en constituait la conclusion :

« Dans tous les pays de l'Est, en URSS même, la question de l'avenir des nouveaux rapports de propriété est celle de la survie physique d'un prolétariat puissant, pour qui le maintien du pouvoir de la bureaucratie est devenu un danger mortel et qui a déjà accumulé cette profonde et ample expérience politique qui a conduit à la constitution de ces multiples groupes "d'opposition", signes qu'ici également la classe ouvrière a déjà amorcé la reconstruction de sa conscience sur un nouvel axe ».

## LA VERITE

# chronique politique d'après congrès

## Cahiers Léon TROTSKY

Revue éditée par l'Institut Léon Trotsky

Président : Pierre Broué

2, rue Bayard 38000 Grenoble

Prix du numéro : 45 F

Abonnement 4 numéros : 150 F

Abonnement 8 numéros : 300 F

*(Règlement à l'administration des Cahiers Léon Trotsky par  
chèque bancaire ou postal libellé à l'ordre de JOUBERT -  
CLT)*

Dans le numéro 20 : L'année 1934

Pierre BROUE : 1934, une année charnière - Les « léninistes » du  
PSOE. S. SCHWARTZ : 1934 sur la Côte Ouest. G. VERGNON : Des  
socialistes révolutionnaires en France. J.-P. JOUBERT : L'affaire  
KIROV commence en 1934.

---

## Léon TROTSKY ŒUVRES

Publiées sous la direction de Pierre BROUE

Tome 18

juin 1938 - septembre 1938

(Publications de l'Institut Léon TROTSKY)

Prix : 55 F

L'URSS même, la question de l'avenir des  
physiques et de celle des sciences sociales.  
Le mouvement est profond et simple.  
C'est à ces multiples problèmes que Léon  
TROTSKY a consacré sa vie.

LA VERITE  
Revue éditée par l'Institut Léon Trotsky

Président : Pierre Broûé  
2, rue Bayard 38000 Grenoble

Prix du numéro : 45 F

Abonnement 4 numéros : 150 F

Abonnement 8 numéros : 300 F

(Règlement à l'administration des Cahiers Léon Trotsky par  
chèque bancaire ou postal libellé à l'ordre de JOUBERT -  
C.I.T.)

Dans le numéro 20 : L'année 1934

Pierre BROUË : 1934, une année charnière - Les « féministes » du  
P.S.O. S. SCHWARTZ : 1934 sur la Côte Ouest. G. VERGNON : Des  
socialistes révolutionnaires en France. J.-P. JOUBERT : L'affaire  
KIROV commence en 1934.

---

## Léon TROTSKY ŒUVRES

Publiées sous la direction de Pierre BROUË

Tomé 18

juin 1938 - septembre 1938

(Publications de l'Institut Léon TROTSKY)

Prix : 55 F

# chronique politique d'après congrès

par D. VIVIERS

**L**E XXIX<sup>e</sup> CONGRES du PCI s'est tenu du 26 au 30 décembre 1984. Trois semaines depuis se sont écoulées. Les processus politiques s'y sont accélérés comme s'ils étaient mûs par le souci de vérifier l'une après l'autre les conclusions du XXIX<sup>e</sup> Congrès.

13 Janvier 1985 : premier tour de l'élection cantonale partielle de St-Ambroix (Gard). En mars 1982, l'abstentionnisme y avait été particulièrement faible, comparé à l'ensemble du pays : 26 %. En moins de trois ans, il a doublé pour atteindre 47 %. Le même jour, c'est le premier tour de l'élection cantonale partielle de Laval (Mayenne). L'abstentionnisme y dépasse 71 % ! Comparés à ceux de la précédente élection — 1979 — marqués par une très forte poussée à gauche au plan national, les résultats des différents candidats sont quasiment identiques (la seule variation en 6 ans est + 2 % pour le RPR, - 2 % pour le PCF). Ainsi se confirme une tendance déjà exprimée, quelques semaines plus tôt, dans l'élection de Perpignan.

## La leçon de Laval

Qu'est-ce que cela signifie ? A l'abstentionnisme ouvrier (qui se développe depuis mars 1982) vient désormais s'ajouter un abstentionnisme de droite. Il y a, dans toutes les couches de la société désaffection pour le processus électoral. Or, qu'est-ce que les élections dans un régime tel que la V<sup>e</sup> République ? C'est le moyen par lequel les antagonismes de classe, les conflits politiques, s'expriment sans

déborder le cadre des institutions. Lorsque des couches de plus en plus larges, dans tous les secteurs de la société, se détournent du processus électoral (alors même que leurs conditions d'existence sont de plus en plus menacées) c'est que les institutions ne jouent plus leur rôle pour contenir les contradictions sociales dans le cadre de la domination du capital. C'est désormais sur un autre terrain — en dehors des élections, en dehors des institutions — que vont tendre à se déplacer et à exploser les conflits les plus aigus. Est-il exagéré de dire que c'est là le processus de gestation de toute crise révolutionnaire ?

Ce constat est à la base de l'angoisse qui étreint toutes les représentations politiques dans le pays. Le directeur des études politiques de la SOFRES en vient lui-même à s'inquiéter de ce qu'il appelle « le double divorce de l'opinion ». Dans une étude publiée sous ce titre par le journal *Le Monde* (1), M. Jérôme Jaffré note d'une part que les abstentionnistes issus de l'électorat PS-PCF « ne constituent pas une armée de réserve dont la levée en masse interviendra automatiquement en 1986

(1) En date du 16 janvier 1985

devant le péril d'une victoire de la droite. Cet abstentionnisme-là est de nature politique et il s'analyse plutôt comme un itinéraire de détachement » ; et d'autre part, il estime que « l'opposition est surtout forte du discrédit qui frappe la gauche. Elle bénéficie plus du rejet de son adversaire que d'une adhésion des Français en sa faveur ». Et de conclure : « En définitive, les handicaps de la gauche et les difficultés de l'opposition constituent deux véritables fossés entre les forces politiques et les Français, même s'ils ne sont pas de la même nature. A gauche, il s'agit d'un véritable divorce entre le pouvoir et l'opinion ; à droite, d'un manque d'adhésion lié à la période d'avant 1981 et aux incertitudes sur les buts et les moyens de l'opposition. Le premier fossé est si profond qu'on ne voit pas comment il pourrait être entièrement comblé d'ici à 1986, le second si ancien qu'il pourrait rendre le jeu politique très ouvert pour l'après-1986. »

### « Un itinéraire de détachement »

On pourrait discuter sur le fait de savoir si « le jeu politique », sans attendre l'après-1986, n'est pas d'ores et déjà « très ouvert ». Il reste que M. Jaffré, prudent observateur de la vie politique française, nous livre un constat sans appel : toutes les représentations politiques en France sont en crise, soit qu'elles n'aient pas répondu aux espoirs de 1981 pour les unes, ou qu'elles soient liées à « la période d'avant 1981 » pour les autres.

M. Jaffré, bien évidemment, est d'un bord politique fort éloigné de celui du PCI. Il n'empêche que l'on pourrait, sans trahir sa pensée, la résumer ainsi : toute la situation politique est marquée en son centre par le fait que « la majorité de 1981 n'est pas représentée ». Ce constat n'a toutefois de sens que si on tire la conséquence d'organisation dégagée par le XXIX<sup>e</sup> Congrès du PCI (et sur ce plan, il est à craindre que le

directeur de la SOFRES ne nous suive plus) : « La majorité de 1981 n'est pas représentée politiquement, il faut combattre pour que se constitue une autre représentation politique. » (2)

C'est sous ce signe que se place la réunion, le 13 janvier, du Comité national pour un parti des travailleurs avec les 200 candidats présentés par les sections pour un parti des travailleurs dans 80 départements lors des élections cantonales de mars. La large discussion qui s'est menée entre ces candidats, militants ou ex-militants du PS, du PCF, du PCI, militants syndicaux librement désignés par les sections qui autofinanceront intégralement leur campagne (3) sont une image fidèle du processus par lequel, renouant avec les véritables traditions de la démocratie ouvrière, une nouvelle représentation politique est en train de se constituer.

Au centre des débats de cette réunion nationale, se trouvait naturellement posé le problème des attaques brutales dont la classe ouvrière est la cible, et des voies et moyens de la riposte la plus efficace. Les candidats de St-Nazaire et de La Seyne, tout particulièrement en rapport avec le plan de liquidation des chantiers navals, ont été amenés à poser les problèmes avec le plus d'acuité.

### Vers une solution politique : comment ?

A quelles questions se trouve confrontée la classe ouvrière en France aujourd'hui ? Incontestablement, c'est sur le terrain de la lutte des classes que vont se nouer les conflits majeurs dans la prochaine période. « La tâche du PCI est d'unifier la volonté politique des travailleurs qui se dirige "spontanément" vers la grève générale » ou

(2) Résolution politique adoptée par le XXIX<sup>e</sup> Congrès.

(3) On trouvera des éléments de cette discussion dans le supplément « Parti des travailleurs » des numéros d'*Informations ouvrières* du 18 et du 25 janvier.

vers toute autre forme d'action unie et massive, a estimé le XXIX<sup>e</sup> Congrès du PCI (2), pour qui la situation est des plus favorables « à construire des sections de "masse" pour un parti des travailleurs » pourvu qu'on comprenne que « leur tâche, c'est d'aider à unifier la lutte des masses travailleuses, leur montrer qu'elles ont la capacité de combattre avec efficacité, de les aider à dénouer la situation en leur faveur pour préparer la contre-offensive » (2).

Unifier est la tâche centrale, parce que l'obstacle central, c'est la division. Division entre les différentes couches de la classe ouvrière, que les plans du CNPF et du gouvernement visent à mettre en concurrence, à dresser les unes contre les autres (4). Division entre les différentes corporations, par le morcellement organisé par les dirigeants, site par site, usine par usine.

### Le front unique : une question centrale

Combattre pour l'unité, c'est combattre pour l'abrogation de tous les plans gouvernementaux anti-ouvriers mis en œuvre depuis 1981, par les ministres et les députés du PS et du PCF. Les dirigeants du PCF, depuis plusieurs semaines, n'ont eu de cesse d'aiguiser le caractère de division de leur politique, retrouvant nombre des accents de la période d'avant le 10 mai 1981. Pourtant, même en recourant aux termes les plus durs contre la politique du gouvernement, la direction du PCF ne parvient à reformer ni l'unité de ses rangs — la préparation du XXV<sup>e</sup> Congrès pourtant « cadennassée » comme il se doit en témoigne — ni même l'unité de l'appareil.

(4) Cela est particulièrement net des TUC, qui prétendent dresser une jeunesse privée de tout avenir, intéressée au moindre emploi, même précaire et sous-payé, contre la classe ouvrière « adulte » et s'en servir de fer de lance pour la remise en cause de toute la réglementation arrachée par un siècle et demi de lutte de classe.

Certes, l'appareil du PCF — segment de l'appareil international du Kremlin — est homogène quant à l'objectif politique : préserver l'Etat bourgeois, faire obstacle à l'irruption des masses.

Mais les contradictions sont vives quant aux moyens les plus efficaces pour parvenir à cet objectif. Qu'on en juge :

14 janvier : l'ancien ministre Rigout déclare que « le PCF reste partisan de l'union de la gauche », qu'il « est disponible pour agir, dès à présent, sur tous les terrains, avec le Parti socialiste et d'autres formations, en faveur de toute mesure anti-crise et pour soutenir toute mesure gouvernementale allant dans le bon sens ». M. Rigout précise même : « Pour l'avenir, le PCF reste prêt à conclure des accords entre formations politiques, en particulier avec le PS... » (5).

15 janvier : le BP du PCF dans un communiqué dénonçant « l'affabulation, la calomnie, la provocation, la manipulation, la campagne de haine, la violence » dont il serait la victime accuse : « On ne peut pas cacher que de telles opérations ne pourraient être conduites avec d'aussi puissants moyens en dehors du Parti socialiste, dont les représentants détiennent les leviers de direction et ont investi les médias. » (5).

15 janvier : l'ancien ministre Charles Fiterman abonde dans le même sens que Rigout : le PCF est prêt à « l'action commune avec d'autres formations, en particulier le PS, dès lors que nous pouvons nous mettre d'accord sur des objectifs anti-crise » (5).

« Nouveau rassemblement populaire majoritaire » sans rivage à droite, incluant les clins d'œil répétés aux gaullistes (6), aux patrons favorables à

(5) *Le Monde* du 16 janvier 1985

(6) Dans un éditorial de *L'Humanité* de début janvier, Claude Cabannes évoque avec nostalgie le temps « où le général de Gaulle affirmait sans

la relance (7), et l'alliance avec le RPR plutôt qu'avec le PS (8) ; ou « *union de la gauche* » avec le PS pour l'application des plans anti-ouvriers mis au point depuis 1981, sous la dictée du CNPF.

Du point de vue de la classe ouvrière, cela ressemble fort à deux variantes d'une même politique.

Pour autant, on aurait tort de sous-estimer les contradictions dans lesquelles cette politique plonge les militants du PCF sur le terrain. Comment pourraient-ils comprendre qu'au moment même où les dirigeants PCF de la CGT parlent de grève générale, ils œuvrent aussi ouvertement à la dislocation, site par site, usine par usine ? Comment pourraient-ils comprendre qu'au Creusot les responsables PCF s'opposent aux 2 300 suppressions d'emploi... en défendant un plan qui en prévoit 1 700 ?

Comment pourraient-ils comprendre que nombre de municipalités PCF (et de conseillers municipaux PCF minoritaires dans leur commune) se soient portés en première ligne de mise en place des TUC... dénoncés comme « *du toc* » par Georges Marchais ? Comment les travailleurs pourraient-ils saisir la différence entre la « flexibilité » en général, condamnée par les dirigeants du PCF, lorsqu'ils croyaient

*ambage la souveraineté française inaliénable et sa vocation généreuse* ».

(7) Par exemple, dans une interview au *Figaro* (17 décembre 1984), Henri Krasucki commente en ces termes un document du CNPF de 1982 : « *En somme, quasiment les mêmes idées que celles qu'avance sans cesse la CGT (...). Pour une fois que je me trouvais d'accord avec le CNPF ! Pourquoi cela ne s'est-il pas fait ?* » Début janvier, c'est un article de l'hebdomadaire patronal *La Vie Française* intitulé « *La relance est possible* » qui a les honneurs de *L'Humanité*, pour qui « *cela prouve que le Parti communiste, en travaillant au rassemblement populaire à vocation majoritaire, dans le cadre de son XXV<sup>e</sup> Congrès, est sur la bonne voie* ».

(8) Cf. le vote, le 22 décembre 1984, par les élus du PCF, du budget du conseil général des Vosges, présidé par le RPR, ancien ministre de Giscard, Christian Poncelet.

imminente la signature de l'accord CNPF/FO/CFTC/CFDT, etc. (mais que les syndicats ouvriers ont finalement repoussée), et la flexibilité dont les dirigeants du PCF exigent la mise en œuvre délibérée à Renault, en exigeant la signature de l'accord ?

Comment ceux de La Seyne pourraient-ils comprendre que les militants CGT (dont nombre sont membres du PCF) qui tentent d'organiser l'occupation des chantiers avec les travailleurs en soient empêchés... par d'autres membres du PCF ? Comment pourraient-ils comprendre qu'après avoir dénoncé tous les syndicats qui ont signé l'accord instaurant les congés-conversion, les responsables de la CGT de La Seyne organisent une consultation avec deux bulletins de vote exigeant... des négociations sur la mise en place des congés-conversions (la seule différence résidant dans le moyen pour y parvenir : « *l'occupation reconductible* » ou « *la reprise du travail et la poursuite de la lutte sous d'autres formes* » (9) ?

Force est de constater qu'avec ces incohérences inhérentes à son orientations, le PCF n'a guère reconquis de terrain depuis son départ du gouvernement.

L'« itinéraire de détachement » dont parlait le « politologue » cité plus haut continue d'affecter aussi bien les militants du PCF que ceux du PS.

## Un régime isolé

Ce qui, en revanche, s'est aggravé depuis juillet 1984, c'est l'isolement du régime. La prestation télévisée du président de la République, le 16 janvier, en a fourni une saisissante illustration, tant il a donné l'impression que les événements, tels du sable, lui filaient entre les doigts. Comme si, loin de les dominer, il était dominé par eux. On ne reviendra pas, dans le cadre de cet arti-

(9) Un ouvrier observe : « *La CGT nous fait signer ce matin le départ des copains qu'elle a refusé de signer à Paris.* » (*Libération* du 12 janvier 1985).



cle, sur tout ce qui témoigne, dans la politique du gouvernement, d'une détermination — mal récompensée — à agir dans le sens de la préservation des intérêts de la bourgeoisie, et de l'application de tous ses plans (10). Ne retenons qu'une question : celle de la Nouvelle-Calédonie. Combien significative de la crise mortelle qui affecte ses institutions, cette incapacité de l'un des Etats les plus puissants du monde (en principe) à régler le sort d'une île de moins de 150 000 habitants, devenue un facteur majeur d'aggravation de la crise du régime. Combien significative aussi la manière dont le gouvernement est parvenu, en prêchant la concorde et l'union nationale, à aiguïser tous les conflits, et à dresser contre lui toutes les composantes de la crise. La ligne de conduite du gouvernement répond, en la matière, à des préoccupations qui — au-delà du nickel et du sort des colons caldoches, questions qui ont aussi leur importance à ses yeux — relèvent de besoins plus généraux, résumés sans fard par le porte-parole de Reagan en France :

*« La présence de la France dans cette région représente un élément de stabilité et nous souhaitons que cette stabilité continue. Les Etats-Unis ne souhaitent pas voir la Nouvelle-Calédonie devenir une nouvelle Grenade (...). Je suis sûr que les autres pays de la région du Pacifique veulent éviter cette possibilité. Et la meilleure façon de l'éviter,*

(10) • Détermination mal récompensée au plan économique. Le journal *Le Monde* (17 janvier 1985) publie une étude d'où il ressort :

— que la rémunération des salariés (en % de la valeur ajoutée), en augmentation constante de 1974 à 1981, est depuis en chute libre (- 9 %), le premier trimestre de 1985 retrouvant la situation de 1972

— que l'excédent brut d'exploitation (en % de la valeur ajoutée), en chute libre de 1974 à 1981, n'a cessé de se redresser depuis cette date (+ 37 %), le niveau de 1985 retrouvant celui de 1972. Des chiffres, souligne l'INSEE « *inconnus depuis le premier choc pétrolier* ».

Malgré cela, malgré les milliards qui leur sont versés, les patrons n'investissent pas. Et ils exigent toujours plus : cf. la flexibilité.

*c'est de maintenir le statu quo avec la présence de la France.* » (11).

Echappant d'emblée à la maîtrise du gouvernement, la crise politique au sujet de la Nouvelle-Calédonie a été, dans un premier temps, avivée par les partis bourgeois qui y ont vu une bonne occasion de déstabilisation d'un gouvernement faible et incohérent. Mais, dès lors qu'il est apparu que, de la déstabilisation du gouvernement, on passait à la déstabilisation des institutions et de l'Etat, RPR et UDF ont changé de tactique, et les conditions semblaient propices, au gouvernement, pour une tentative d'union nationale.

Ce fut le plan Pisani. La personnalité de l'ancien ministre de De Gaulle rallié à Mitterrand avait été soigneusement

• Détermination mal récompensée au plan politique. Parce qu'ils craignent, à précipiter la chute du gouvernement, de précipiter celle des institutions, les partis bourgeois peuvent, ici et là, faire preuve de modération, approuver telle ou telle déclaration gouvernementale. Ils peuvent même, pour certains envisager telle ou telle formule de cohabitation pour après 1986. Il reste que toute tentative d'union nationale se heurtera — sur quelque sujet que ce soit — à la réalité des rapports politiques issus de mai et juin 1981. « *Nous avons dit depuis 1981 que le gouvernement de l'union de la gauche est un gouvernement bourgeois que la bourgeoisie ne saurait reconnaître comme le sien (...). Cela pour une raison : ce gouvernement est marqué pour la bourgeoisie par le mouvement politique des masses qui l'a porté au pouvoir. La conséquence en est double. D'une part, la bourgeoisie et directement les partis politiques et le CNPF refusent de reconnaître sa légitimité politique s'ils acceptent de reconnaître encore sa légitimité constitutionnelle. D'autre part, bien que le gouvernement ait perdu sa base électorale, la bourgeoisie, tant par sa volonté de maintenir les institutions de la V<sup>e</sup> République que par le fait qu'elle comprend parfaitement que ce gouvernement a pu préserver jusqu'ici la paix sociale tout en dirigeant les coups les plus durs contre la classe ouvrière, ne veut pas son renversement immédiat.* » (Résolution politique adoptée par le XXIX<sup>e</sup> Congrès du PCI).

(11) Déclaration de M. Ewan Galbraith, ambassadeur des USA en France (*Le Monde* du 12 janvier 1985). On sait que dans le domaine diplomatique, un fossé sépare souvent ce que l'on proclame de ce que l'on prépare...

choisie. Son plan ? L'« indépendance » sous contrôle de l'armée, de la police et de l'économie françaises. Une espèce de solution « rhodésienne » avec, en plus, le maintien de la tutelle coloniale directe. Le tout passant par un nouveau recours aux urnes d'ici quelques mois en Nouvelle-Calédonie. Il est remarquable que, favorables au plan Pisani (le PS et le PCF), ou plutôt hostiles (le RPR, l'UDF), toutes les forces s'empressèrent de s'inscrire dans le cadre qu'il fixait pour dénouer la crise, du moins quant au processus électoral. (Notons qu'en Nouvelle-Calédonie même, le FLNKS comme les partis anti-indépendantistes acceptèrent également de se situer dans ce cadre). Quelques jours seulement, et c'était l'assassinat du dirigeant indépendantiste Eloi Machoro. Élimination physique pure et simple, d'un élément dont on craignait, en haut lieu, qu'il joue les trouble-fête de l'union nationale ? L'opération s'est transfor-

mée en son contraire, a aiguisé toutes les contradictions, et rompu l'union nationale sur le plan Pisani... dont pourtant l'assassinat de Machoro était la conséquence obligée (12). Le voyage précipité de Mitterrand à Nouméa, les manifestations qui l'ont accueilli, sa tentative de maintenir coûte que coûte le plan Pisani, sont, au-delà de la seule Nouvelle-Calédonie, et indépendamment des nouveaux développements de cette question, à l'image de l'ensemble de la situation française en ce début de 1985.

« De quelque côté qu'il se tourne, le pouvoir est aujourd'hui assailli », note, sans complaisance, un observateur pourtant favorable au gouvernement (13). Il ne s'agit encore que d'une image. Les plus grands assauts sont à venir, auxquels se préparent toutes les classes sociales.

Le 20 janvier 1985

Daniel VIVIERS

(12) « Le peuple kanak est le seul en droit de décider du sort de son pays (...). Au travers de son combat, le peuple kanak manifestement clairement sa volonté d'en finir avec l'ordre colonial au cours duquel les autorités et la bourgeoisie françaises ont sciemment mené une politique de colonisation visant à rendre les Kanaks minoritaires dans leur propre pays. Aujourd'hui, au-delà des discours prononcés par les uns et les autres, tous : RPR, UDF, PS, PCF œuvrent contre une réponse positive à la seule question essentielle qui est posée : le peuple kanak est-il oui ou non le seul en droit de décider du sort de

son pays ? » (Résolution adoptée par le XXIX<sup>e</sup> Congrès sur les tâches internationalistes du PCI). Au lendemain de l'assassinat de Machoro, le PCI publiait un communiqué contre cet assassinat, et participait à diverses initiatives de protestation. De son côté, le Comité national provisoire pour un Parti des travailleurs s'est également élevé contre cet acte criminel dans sa réunion du 13 janvier (cf. *Informations ouvrières* du 18 janvier).

(13) Jean-Marie Colombani, *Le Monde* du 4 janvier 1985.

## les récents développements de la révolution politique, la place de l'église et la question nationale

par A. FORESTIER

**C**OMME il avait été annoncé dans le précédent numéro de *La Vérité*, nous poursuivons dans les pages qui suivent la publication de l'article du camarade Forestier sur certains aspects de la révolution politique en Pologne.

*Dans cette seconde partie, il est plus particulièrement traité de la place politique occupée par l'Eglise. Non seulement, les racines historiques de cette place sont dégagées mais il est montré comment l'approfondissement de la révolution politique crée aujourd'hui des différenciations en son sein et comment les rapports entre la hiérarchie et le peuple polonais ne restent pas identiques.*

*Il en est de la place de l'Eglise comme de nombreux autres aspects de la réalité polonaise — et donc des problèmes auxquels la révolution politique fait face — il est impossible de les aborder sans se référer à l'histoire de la Pologne qui est l'histoire de son oppression comme nation. C'est pourquoi, toute une partie de cet article est consacrée à la question nationale et à la place qu'elle a tenue dans la constitution du mouvement ouvrier et dans le développement de celui-ci.*

### I.- LA REVOLUTION POLITIQUE AVANCE

A l'heure où nous écrivons, un mois à peine après l'assassinat du père Popieluszko, des « Comités pour le respect de la légalité » (KOP) se sont constitués dans les villes, parmi les plus importantes de Pologne : Cracovie, Varsovie, Wrocław, Szczecin.

Le rythme et l'ampleur avec lesquels ce mouvement politique se développe montrent suffisamment l'appui qu'il trouve dans l'état d'esprit des masses. Il serait d'ailleurs formel d'établir une stricte délimitation entre les différentes manifestations des changements qui se

préparent aujourd'hui ; qu'il s'agisse dans le même sens de la déclaration d'E. Lipinski enjoignant au général Jaruzelski de « quitter son poste » ou bien des centaines d'ouvriers et d'étudiants qui ont protégé les banderoles de « Solidarité » dressées dans l'enceinte de l'église Saint-Stanislas à Varsovie.

Un aspect qui nous permet cependant d'apprécier comme un avertissement le caractère général de la situation actuelle apparaît singulièrement dans le fait que ces comités renouent d'une certaine manière avec les formes d'organisation qui ont dominé la période antérieure à 1980, c'est-à-dire les débuts de la révolution politique. Il est en effet fréquent que, dans la profondeur des masses, celles-ci préparent les plus grands changements avec des instruments et des outils auxquels elles sont déjà habituées.

C'est pourquoi il est intéressant de donner une citation du premier *Bulletin d'information sur les événements actuels* publié en septembre 1976. Ce bulletin annonçait la constitution d'un comité pour la défense des ouvriers à Varsovie qui présida, à l'automne 1977, à la fondation du « Comité d'autodéfense sociale - KOR » (KSS-KOR).

*« Un comité pour la défense des ouvriers a été constitué à Varsovie au mois de septembre. Ce comité a pour objet d'apporter son soutien juridique, financier et médical aux grévistes de juin victimes de la répression et à leurs familles. Dans un appel à la population et aux autorités de la République populaire de Pologne, il annonce qu'il a collecté et distribué à cette date 160 000 zlotys ; les membres du comité s'adressent à la communauté tout entière pour organiser le soutien partout où des ouvriers sont victimes de la répression, pour obtenir l'amnistie des personnes arrêtées et condamnées et le droit de tous ceux qui ont été licenciés de retrouver leur travail. A cet égard, ils expriment leur accord avec la résolution de la conférence de l'épiscopat du 4 septembre. »*

Les 22 fondateurs du « Comité pour le respect de la légalité », créé à Cracovie au début du mois de novembre 1984, se

sont donnés pour objectif de « *recueillir et publier des informations sur les cas de persécution et contraintes illégales exercées par les représentants du pouvoir sur les citoyens et de fournir une assistance juridique, médicale et matérielle aux victimes de ces persécutions.* » A Szczecin, les membres du comité « *veilleront à l'application dans leur pays par les autorités de la Constitution polonaise et des conventions internationales sur le respect des droits de l'homme signées et ratifiées par le gouvernement.* »

1976, 1984. Les mêmes mots désignent, à huit années d'écart, une même réalité : la bureaucratie stalinienne ne peut maintenir son système de domination politique que par la terreur et la contrainte policières. Ce qui a changé, par contre, c'est le degré auquel est porté l'organisation de la lutte contre le « banditisme » du pouvoir, pour utiliser le terme des militants polonais. Ce qui a changé, c'est la situation politique d'ensemble sur laquelle s'appuient leurs initiatives.

En 1976, les fondateurs du KOR ont initié un mouvement qui reflétait d'abord une situation marquée par toute une série de luttes à caractère local. En apportant le soutien des intellectuels aux ouvriers victimes de la répression qui suivit les grèves de 1976, et en aidant les ouvriers à réaliser l'union entre eux, le KOR a contribué à frayer la voie jusqu'à la grève générale de 1980. Même s'il a procédé avant tout du KOR, ce mouvement politique a été largement nourri par de multiples initiatives comme celles prises par les fondateurs de la « Confédération de la Pologne indépendante », du mouvement « Jeune Pologne » et du « Parti socialiste polonais du travail ». En apportant les éléments vivants de l'expérience de la révolution de 1956 et, surtout, de l'expérience des grèves des ports de la Baltique de 1970 et du Comité inter-entreprises de grève de Szczecin, en diffusant d'une région à l'autre, d'une usine à l'autre, les informations concernant la répression, en assurant une solidarité effective à l'égard de ses victimes et de leurs familles, en nourrissant par l'activité des mineurs de Silésie, constituant le

premier « Comité pour des syndicats libres », l'activité des ouvriers des ports de la Baltique qui fondaient leur comité, ce mouvement a permis aux ouvriers des villes et des usines différentes de prendre contact entre eux ; et, au-delà du prolétariat même, aux intellectuels, à la jeunesse universitaire et aux paysans. « Or, écrivait Marx dans le *Manifeste du Parti communiste*, il suffit de cette prise de contact pour centraliser les nombreuses luttes nationales en une lutte de classes. Mais toute lutte de classes est une lutte politique. » Marx décrivait dans ces termes la constitution du prolétariat en classe, et montrait alors que l'union des ouvriers était facilitée par l'accroissement des moyens de communication créés par la grande industrie. Il expliquait que « l'union que les bourgeois du Moyen-Age mettaient des siècles à établir avec leurs chemins vicinaux, les prolétaires modernes la réalisaient en quelques années grâce aux chemins de fer ». D'une certaine manière, la bureaucratie a fait retourner le problème en-deça du chemin de fer. Une intense activité politique dans des conditions de répression très dures a cependant permis que se réalise cette union. L'union dans cette lutte de classes à l'échelle de la nation a réalisé *Solidarité*.

Huit années après 1976, l'action des militants fondateurs des « Comités pour le respect de la loi » reflète d'abord cette union des masses organisées dans *Solidarité*. Il est à cet égard remarquable de constater combien les journalistes qui ont commenté les rassemblements à l'occasion des funérailles du prêtre Popieluszko ont été pressés de les porter au compte de l'émotion et de la spontanéité. A défaut d'une analyse politique, les milliers de banderoles de *Solidarité* montraient à l'inverse que le mouvement spontané des masses est un mouvement organisé. Les comités qui se sont constitués procèdent de ce mouvement mais ils l'élèvent en même temps au niveau des problèmes actuels devant lesquels il se trouve. La bureaucratie a dû reculer au mois de juillet. L'enlèvement et l'assassinat du prêtre Popieluszko, qui défendait *Solidarité*, montrent qu'elle

cherche à réprimer par tous les moyens à sa disposition le mouvement des masses. Les comités ont pour première fonction de défendre les masses contre le pouvoir et d'aider à unifier leur lutte politique en leur donnant la conscience de leur propre force. Il est de ce point de vue significatif de la situation politique actuelle qu'à la différence de l'acte de fondation du KOR qui mentionnait l'appui qu'il avait trouvé dans la position de l'épiscopat polonais, les comités se constituent malgré, sinon contre, la politique de celui-ci. Nous reviendrons sur cet aspect important des problèmes dans la suite de l'article. Il reste qu'aujourd'hui, la révolution politique s'approfondit avec le mouvement de constitution de ces comités.

Quel que soit leur avenir immédiat — le processus de la révolution n'est pas uniforme —, leur ampleur et le regroupement de militants qu'ils suscitent développent à un niveau plus élevé les acquis de la révolution politique engagée depuis 1980. Ce qui, de ce point de vue, est très significatif, est que se retrouvent au sein de ces comités certains des principaux dirigeants de *Solidarité*, mais aussi des militants fondateurs de mouvements politiques de diverses opinions.

En dépit du fait qu'elle n'a ménagé aucun effort dans ce sens, la bureaucratie stalinienne n'a pas pu briser la continuité du mouvement de la révolution politique qui a commencé en 1980.

Trotsky écrivait à propos de la France en mars 1935 : « *La grève générale n'est possible que dans les conditions d'une extrême tension politique et c'est pourquoi elle est TOUJOURS* (souligné par nous) *l'expression indiscutable du caractère révolutionnaire de la situation.* » (Léon Trotsky, *Où va la France ?*).

Il est utile de préciser en quoi la grève générale du mois d'août 1980 a bien été « *l'expression indiscutable du caractère révolutionnaire de la situation* » en Pologne.

### La grève générale d'août 1980

La grève générale a opposé dans leur ensemble les masses ouvrières, paysannes, les couches intellectuelles et la jeu-

nesse à la bureaucratie stalinienne. Un événement significatif, parmi d'autres, exprime l'essence de la grève générale qui brise les cadres professionnels et locaux et élève, au-dessus des revendications particulières, la volonté de toute la classe ouvrière. Au début de la négociation, le Vice-Premier Ministre proposa une négociation sur la question des salaires, entreprise par entreprise. Le 16 août, à Gdansk, grâce à une manœuvre de la direction des chantiers navals, la majorité du comité de grève décida l'arrêt de la grève. Les ouvriers répondirent en dénonçant cette décision comme une trahison. Les plus mécontents d'entre eux étaient les délégués des autres entreprises avec lesquels le gouvernement n'avait pas même jugé utile de commencer à négocier. La grève fut reprise en « solidarité » avec eux. Au cours de la nuit du 16 août, les délégués de toutes les usines en grève arrivèrent dans les chantiers navals et fondèrent le premier MKS — le Comité inter-entreprises de grève.

Pour reprendre les termes de Trotsky, à propos de la grève générale de juin 1936 en France, ce qui s'est passé en août 1980 en Pologne, « *ce ne sont pas des grèves corporatives. Ce ne sont même pas des grèves. C'est la GREVE. C'est le rassemblement au grand jour des opprimés contre les oppresseurs. C'est le début classique de la révolution.* » Et le monde a pu assister à ce spectacle singulier au cours de ces journées de grève générale : le spectacle de la bureaucratie stalinienne, rompue depuis des décennies à parler le langage de la répression policière, contrainte cette fois de se tenir en attente derrière le dos de ses négociateurs. Rien ne témoigne autant du caractère révolutionnaire de la situation que l'esprit « accommodant » dont la bureaucratie a dû faire preuve et la précipitation avec laquelle elle agit alors. Cela dit d'ailleurs sans ignorer l'acharnement qu'elle mit à multiplier les tentatives pour empêcher la grève générale d'aboutir à une conclusion politique. Jusqu'au dernier moment, en particulier, les « négociateurs » du gouvernement chercheront à faire adopter les principes de « rénovation » et de « démocratisation » des anciens syndi-

cats, et, enfin, lorsqu'il leur apparaîtra comme impossible d'éviter la constitution de syndicats indépendants, tenteront de restreindre ceux-ci au seul littoral baltique. La grève des mineurs de Jastrzebie mettra fin à ces espoirs et les accords de Jastrzebie constitueront avec ceux de Szczecin et de Gdansk les fondements de la centrale nationale indépendante : *Solidarité*.

### Les résultats de la grève générale

Après un mois de grève générale, toute la situation politique du pays a radicalement changé. Les vingt et une fois « oui » du gouvernement aux questions des délégués ouvriers donnent la mesure des succès remportés, les plus importants jamais obtenus dans un pays dominé par le stalinisme. Pourtant, si on regarde avec recul le point où en sont aujourd'hui les accords de Gdansk, à de rares exceptions près, ils ont tous été réduits en cendres. Non seulement *Solidarité* a été interdit mais les questions concernant le droit de grève, la censure, les salaires, les prix, les privilèges de la police et de la sûreté, les conditions de travail et de santé, les attributions de logement, l'amélioration de l'approvisionnement alimentaire ont été ramenés à un niveau largement inférieur à leur état de 1980.

Les succès partiels, considérables en eux-mêmes, de la grève générale, n'ont pas arraché le pouvoir des mains de la bureaucratie et établi le régime de la démocratie ouvrière en Pologne. En ayant recours aux armes de la faim et de la force avec « l'état de guerre », la bureaucratie stalinienne a entraîné le pays dans une catastrophe. C'est pourquoi, indépendamment des succès partiels qu'elle a pu donner, il faut mesurer en quoi la grève générale a remporté une incontestable victoire politique qui, jusqu'à aujourd'hui, n'a pu être remise en cause.

### La représentation politique indépendante de la classe ouvrière

Marx et Engels écrivaient déjà dans le *Manifeste du Parti communiste* :

« Parfois, les ouvriers triomphent, mais c'est un triomphe éphémère. Le résultat de leurs luttes est moins le succès immédiat que l'union grandissante des travailleurs. »

Plus d'un siècle après, la révolution politique en Pologne confirme une nouvelle fois ce pronostic magistral du *Manifeste*. Le premier et le plus durable résultat de la grève générale d'août 1980 réside dans « l'union grandissante des travailleurs » qui s'est réalisée avec *Solidarité*. C'est ici la simple explication du fait qu'après plus de quatre années de révolution, en dépit de tous les coups infligés par la bureaucratie et malgré l'extraordinaire affaiblissement social que ces coups ont entraîné, la vie en Pologne n'est pas rentrée dans son ancien lit. Nous ne reviendrons pas dans cet article sur tous les aspects que recouvre *Solidarité*. En particulier, nous avons déjà analysé en quoi la constitution de *Solidarité* comme syndicat s'est édiflée dans la relation avec l'histoire de la classe ouvrière polonaise durant près de quarante années de système bureaucratique et d'absence de véritables syndicats ouvriers (voir *La Vérité* n° 594, pages 37-39).

Par contre, sur le plan le plus large, *Solidarité* ne s'est pas seulement constitué comme un syndicat indépendant mais aussi comme représentation politique du prolétariat et des masses laborieuses des villes et des campagnes, toutes couches sociales confondues. Les 13 millions d'ouvriers, de paysans, de jeunes et d'intellectuels organisés dans *Solidarité* témoignent moins de ce point de vue à quel point *Solidarité* répond au sentiment général de la « société » que de l'extraordinaire maturité de la conscience politique de la « société » représentée dans et par *Solidarité*. Le mouvement social qui a fondé *Solidarité* n'a pas été provoqué par la confiance des masses dans le fait que la bureaucratie leur accorderait enfin satisfaction. S'il ne s'était agi que de cet espoir, toute l'expérience des décennies passées les aurait dissuadées d'entreprendre cette lutte. En particulier le souvenir de 1956 et, plus encore, celui de 1970 ont nourri de façon permanente l'action des masses dans le sens contraire d'un tel

« espoir ». En août 1980, la révolution n'a pas repris l'histoire à son commencement.

La conscience collective des leçons de l'expérience ouvrière — l'enthousiasme des promesses de 1956 et les engagements sans lendemain de 1970 — s'est manifestée avant tout dans le manque total de confiance des masses dans la bureaucratie ; et, c'est dans cette conscience collective que toute leur énergie révolutionnaire s'est déployée pour s'efforcer de déjouer les tentatives de la bureaucratie de les empêcher de constituer la représentation politique indépendante de leur lutte.

De l'échec de la tentative de briser les MKS aux accords de Szczecin, Gdansk et Jastrzebie, de la mobilisation provoquée après la provocation de Bydgoszcz au Premier Congrès national de *Solidarité*, de la restructuration de *Solidarité* à la défense des militants emprisonnés, du boycott des élections municipales du 17 juin 1984 à l'amnistie de juillet et, jusqu'aujourd'hui, à la constitution de « Comités pour le respect de la légalité » (KOP), la continuité de la révolution s'exprime totalement à travers la tendance générale de son développement. Dans un processus bien entendu chaotique, marqué par des avances et des reculs, les masses ont conservé intacte leur potentialité révolutionnaire sur la base de la préservation de l'instrument de leur représentation politique. A l'inverse, du point de vue de la bureaucratie, « l'union grandissante des travailleurs » n'a cessé d'approfondir la dislocation grandissante de tout l'appareil d'Etat bureaucratique et, avec elle, la dislocation du parti de la bureaucratie, le POUP.

### La dislocation du parti de la bureaucratie

Au cours des quatre dernières années, la bureaucratie stalinienne a nourri sous diverses formes l'ambition de restructurer un parti dans lequel ne se reconnaissaient de plus en plus que les sommets de la caste privilégiée et qui, comme base sociale, ne disposait plus que de l'appui de sa police, de ses zomos et de ses lumpens.

A cet égard, l'échec de la mise en place du PRON figure l'endroit d'une médaille où, à l'envers, les syndicats officiels, réunis depuis le 24 novembre 1984 sous le nom « d'entente à l'échelle nationale entre syndicats » (OPZZ), sont impuissants à sortir de la paralysie dans laquelle se trouve le gouvernement.

L'aveu dans l'organe du parti stalinien *Trybuna Ludu*, que « *la majorité des jeunes travailleurs tournent le dos à la nouvelle organisation syndicale, que de très nombreux cadres et membres du parti la boudent et que les directeurs d'usines eux-mêmes ont tendance à ne pas en tenir compte* », en dit long sur le fait que les malheurs de ce parti avec ses propres membres sont loin d'être terminés. Mais surtout l'essentiel est ailleurs : l'isolement dans lequel se trouve Jaruzelski au milieu de la crise de tout l'appareil d'Etat entraîne une conséquence qu'il lui est impossible de contenir. La crise des appareils et de la « justice » de la haute administration mais aussi de l'armée et de la police, jusqu'à la police politique elle-même, les circonstances de l'assassinat du prêtre Popieluszek montrent bien son impuissance à détourner l'attention de toute la situation vers cette direction ; le général vice-ministre Konrad Strazewski déclarant devant tous les préfets : « *le ministère concentre actuellement ses efforts sur la consolidation des rangs de son personnel afin de préserver sa cohésion morale et politique* », comme le général Jaruzelski déclarant que « *cette affaire a causé des préjudices terribles à l'Etat* », dévoilent le secret de ce qu'ils veulent éviter à tout prix.

A l'inverse, E. Lipinski exprime le véritable sentiment des masses à l'encontre du pouvoir : « *Ce meurtre vous prive de toute légitimité morale pour gouverner la nation polonaise, et sans cette légitimité, le pouvoir est un pouvoir usurpateur (...). Nous devons nous défendre contre le banditisme dans la vie publique, et nous allons le faire. Solidarité, rejetée dans la clandestinité, et toute l'opinion publique feront tout pour arrêter la terreur et les meurtres.* »

C'est de cette manière aujourd'hui que

s'affirme de la façon la plus tranchante ce qui était contenu dans la logique même de la grève générale de 1980 et qui constitue la question centrale de la révolution politique. Son approfondissement, que la bureaucratie ne peut que réussir à freiner, donne aujourd'hui pleine validité, plus de 135 années après la rédaction du *Manifeste du Parti communiste*, aux principes de base du marxisme. L'« union réalisée de toute la classe » constitue une « lutte politique » et, à partir de sa forme organisationnelle la plus développée, *Solidarité*, la révolution politique a non seulement amorcé la constitution du terrain de la renaissance des syndicats mais, dans le même mouvement, celui de la conquête du pouvoir politique par le prolétariat, donc du parti.

### La question des partis

On ne peut évidemment décrire à l'avance comment, dans le mouvement concret de la classe ouvrière se matérialisera cette question. Ceci est d'autant plus difficile à prévoir aujourd'hui que, comme à l'occasion de chaque changement important dans la situation politique, le passé s'insère dans les tendances à venir et les événements révèlent en conséquence de nombreuses contradictions.

Cependant, le double contenu de *Solidarité* permet de donner un cadre pour la définition des aspects généraux de cette question.

Comme représentation politique de toute la classe, *Solidarité* a créé d'une certaine manière le terrain où se pose de façon concrète la question du pouvoir. *Solidarité* est le produit de l'activité des masses qui l'ont construit par la grève générale. Or, il n'est qu'à souligner comment, au cours des journées de grève, des villes entières comme Szczecin, Gdansk et d'autres furent administrées de fait par les ouvriers, par le comité de grève ou le comité inter-entreprises de grève. Le service d'ordre et les milices ouvrières décidaient de tout et, en particulier des questions relatives à l'approvisionnement de la ville, des services nécessaires à la population, des transports, etc. Véritable contre-poids d'une adminis-



tration paralysée, par son essence même, ce mouvement exprimait une dualité de pouvoir. Après la grève générale, les « conseils d'autonomie ouvrière » qui réunirent en 1981 au sein d'une usine et au niveau des plus importantes entreprises de Pologne, les ouvriers autour de l'organisation de la gestion de la propriété sociale abordaient par là-même la question du contrôle par les producteurs eux-mêmes sur la production. C'est aussi, d'une autre manière, le contenu politique de la « Coordination des ports de la côte baltique » qui regroupait tous les travailleurs des ports mais aussi, au-delà des corporations et des catégories professionnelles, les médecins, les commerçants, les ménagères et, en général, l'ensemble de la population de la région.

En même temps, du fait qu'il s'est édifié comme une syndicat indépendant du gouvernement, de l'Etat mais aussi de tout parti politique, *Solidarité* n'est pas à même de résoudre la question du pouvoir. C'est pourquoi toutes les initiatives politiques procédant de cette question, avant tout les partis qui se sont constitués y compris d'un certain point de vue le mouvement des « comités » qui se développe aujourd'hui, ne se situent nullement en rivalité avec *Solidarité* en tant que tel.

Il faut d'ailleurs souligner le fait que, parmi les revendications sur le fondement desquelles s'est édifié *Solidarité* comme « centrale syndicale indépendante » figuraient celles de « l'arrêt de la répression à l'encontre des militants de l'opposition » et surtout celle de

« permettre la constitution d'autres groupes socio-politiques ». Les grévistes de 1980 exigèrent pour cesser leur mouvement la libération de tous les militants du KOR arrêtés pendant la grève. Enfin, le premier Congrès national de *Solidarité* adopta l'exigence de l'organisation d'élections libres qui, bien entendu, entraîne comme condition indispensable la légalisation des partis autres que le parti unique de la bureaucratie. Nous sommes ainsi en droit de dire que c'est dans un même mouvement que *Solidarité* et les partis qui se sont constitués donnent toute leur légitimité à la mise en œuvre des revendications de la démocratie en Pologne : élections libres, Constituante, liberté d'organisation, de réunion de presse, etc.

Pourtant, la question des partis politiques, à laquelle est évidemment attachée celle de la construction du parti révolutionnaire, déborde en même temps le cadre des conditions politiques immédiates. Elle fait ressurgir au cours de la révolution politique de nombreux problèmes qui ont marqué l'existence du mouvement ouvrier polonais et la conscience de ses militants, au premier rang desquels se situe la question nationale. Enfin, elle pose dans son essence même la définition des forces politiques et sociales sur lesquelles s'appuient et dont se distinguent un parti et sa politique. C'est pourquoi, compte tenu de l'importance qu'elle revêt en Pologne, il nous faut revenir, comme nous l'avions dit dans la première partie de cet article, sur la question de l'Eglise.

## II.- LA PLACE DE L'EGLISE

Au cours de la cérémonie de funérailles du prêtre Popieluszko, le cardinal Glemp déclara : « *Nous osons espérer que personne dans notre patrie ne portera plus atteinte à la vie d'autrui. Nous allons prier pour que les assassins soient touchés par la grâce de reconversion.* »

Mais les prières du primat de Pologne n'étaient pas seulement tournées vers le ciel. Plusieurs centaines de milliers

de personnes assistèrent aux funérailles du prêtre assassiné par des membres de la police politique ; pendant plus de trois heures, elles manifestèrent leur soutien entier au syndicat *Solidarité*. La veille, s'étaient constitués les premiers comités pour « lutter contre le banditisme » du régime. Tandis que la foule scandait le nom de *Solidarité*, les invitations du cardinal à espérer une reconversion du régime détesté ne pou-

vaient aller que contre son sentiment général. Dans une large mesure, cette question se place aujourd'hui au premier rang de toute la situation en Pologne.

Au mois d'août 1980, l'homélie du cardinal Wyszynski appelant à la modération des grévistes fut prise par la plus grande partie des Polonais pour une erreur. A de multiples reprises depuis, l'attitude officielle de l'Eglise fut vivement critiquée dans la presse clandestine de *Solidarité*. Ainsi, lorsqu'elle condamna les manifestants du 3 mai 1982, et à cette occasion, la participation de la jeunesse derrière laquelle se seraient trouvées « *des forces d'elle inconnues* », des militants s'interrogèrent sur le fait que l'Eglise « *pensait plus à l'éternité qu'à Solidarité* » (1).

Aujourd'hui, en relation avec les nécessités les plus pressantes de la révolution politique, une profonde maturation de la conscience des masses les conduit à s'interroger sur le rôle et la place de l'Eglise dans leur pays. Ce sont certaines de ces questions que nous abordons dans cet article, avec cependant cette réserve qu'il n'existe pas de doctrine toute cousue et taillée à leur mesure.

Les faits montrent clairement que, dans le monde entier, l'institution religieuse se trouve en étroite communauté d'intérêts avec l'impérialisme et que, depuis longtemps, elle a étendu l'exercice de son pouvoir temporel au secours direct qu'elle porte, par exemple, aux dictatures sanglantes d'Amérique latine ou d'Indonésie. De même, il est clair qu'en ce qui concerne les pays où le capital a été exproprié, pas plus que l'impérialisme n'a renoncé à terme à l'abolition de la propriété sociale, l'Eglise n'a renoncé de son côté à la mission rédemptrice qu'elle s'assignait dans ces pays : la restauration de ses privilèges. Il est pourtant aussi un fait que l'Eglise en Pologne possède une place particulière. Celle-ci a conduit les Polonais, dans leur grande majorité, à mettre leur confiance en elle et à y voir, d'une certaine manière, la représentation de leurs aspirations fondamentales.

(1) *Solidarnosc* : Bulletin d'information n° 47-48 - 13 décembre 1982.

Reconnaître cela ne signifie absolument pas que l'on accorde à la hiérarchie catholique en Pologne une sorte « d'amnistie » politique. Mais l'histoire se mêle toujours à la politique vivante et les conditions de la lutte actuelle ne sont pas séparables du développement d'une expérience historique. C'est pourquoi, l'impulsion certaine que la politique d'oppression nationale de la bureaucratie du Kremlin a donnée à l'Eglise polonaise, n'a d'abord été rendue possible que parce que cette politique prolongeait un héritage de presque deux siècles d'oppression nationale.

### L'Eglise et l'Etat bourgeois

Le serment par lequel, en 1794, la Russie, la Prusse et l'Autriche s'engagèrent « *à effacer à jamais la Pologne de la carte du monde* » contribua largement à placer à l'arrière-plan des apparences les fondements sociaux sur lesquels s'était édifiée l'institution ecclésiastique. Cela s'explique simplement : pendant 125 années, les partages de la Pologne entre les trois empires devinrent aussi ceux de la propriété du clergé.

En 1841, un oukaze du tsar Nicolas I attribua l'ensemble des biens immobiliers du clergé catholique à l'administration des domaines d'Etat et, en 1863, Alexandre II lui soumit ses terres. En contrepartie, le tsar s'engagea à réserver leurs revenus à l'entretien des ecclésiastiques. Dans les territoires qui passèrent sous l'autorité de la Prusse royale, dès 1772, Frédéric II confisqua les domaines de la couronne que les rois polonais avaient distribué aux magnats — les starosties — et y ajouta une partie des biens de l'Eglise contre le paiement d'une rente fixe. Enfin, en ce qui concerne les territoires qui furent conquis par les troupes autrichiennes, l'administration impériale confisqua les biens des ordres religieux qui requèrent de l'Etat un traitement de fonctionnaires, la Kongrua. Celle-ci subsistera jusqu'en 1938.

La croisade entreprise dès lors par l'Eglise polonaise pour défendre et conquérir ses intérêts matériels se dissimulèrent sous le masque de la restauration de la Pologne comme nation indépendante et unie. A ce moment,

l'Eglise féodale épousa-t-elle pour autant la cause de la République bourgeoise ?

Lorsque les premiers partages coupèrent court à l'établissement d'une souveraineté nationale en Pologne, les rapports qui existaient alors entre l'Eglise et l'Etat posaient le problème d'une tout autre manière.

Contrairement à l'idée souvent admise que la Pologne incarnerait depuis un millénaire le catholicisme romain aux frontières orientales de la chrétienté, l'Etat polonais du milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle ne coïncidait nullement avec l'administration ecclésiastique. La coexistence de multiples régions faisait de lui un modèle de tolérance unique en Europe (2). Mais, surtout, la révolution bourgeoise fut marquée sans ambiguïté par son caractère laïque.

La Commission de l'Education nationale créée en 1773 sera le premier ministère de l'Instruction publique en Europe. Bénéficiant de la confiscation des fonds de l'ordre des Jésuites, elle prit en charge la formation d'instituteurs laïques, et, avec une très grande ampleur, apporta pour la première fois une instruction réelle aux paysans. En mars 1789, un impôt sur le revenu des biens ecclésiastiques fut décidé ; dans le même esprit, le fisc de l'Etat devint propriétaire des biens de l'évêché de Cracovie. Le 3 mai 1791, la Constitution démocratique proclama la séparation totale de l'Eglise et de l'Etat.

L'opposition de l'Eglise à un Etat national bourgeois se poursuivit pendant tout le XIX<sup>e</sup> siècle. Ainsi, en 1863, l'Eglise alliée avec les grands propriétaires fonciers réussit à empêcher que l'insurrection n'aboutisse à des actions susceptibles de libérer la Pologne de la domination tsariste. Le gouvernement révolutionnaire provisoire avait décrété l'abolition des droits féodaux et la remise de la propriété du sol aux paysans. L'Eglise pesa de tout son poids pour séparer les paysans de la réforme bourgeoise et contribua, de cette manière, à l'échec de l'insurrection.

(2) Un recensement de 1789 donnait 53 % de catholiques romains, 30 % de catholiques de rite oriental, 11 % de juifs, 4 % d'orthodoxes et 1,5 % de protestants.

C'est pourquoi la place particulière occupée par l'Eglise en Pologne ne constituait pas l'expression du prolongement des traditions progressistes du pays ; elle reposait, en définitive, sur l'impossibilité dans laquelle ce pays fut placé d'étendre cet héritage pour créer un Etat bourgeois national. C'est là surtout le résultat de la politique de russification à la tête de laquelle les tsars placèrent les drapeaux de l'orthodoxie religieuse et de la langue russe.

### L'Eglise des princes et l'Eglise du peuple

Dès que cette dernière fut rendue obligatoire dans l'enseignement, y compris celui du catéchisme, en 1892, les Polonais appelèrent la foi catholique, « foi polonaise ». En définitive, on était alors Polonais parce qu'on était catholique, à tel point d'ailleurs que les catholiques russes se donnèrent le nom de « Polonais ». Pendant 125 années, la langue polonaise, la culture et la religion se mêlèrent étroitement pour constituer les seuls pôles d'une identification nationale. Il faut rappeler qu'en 1831, et surtout en janvier 1863, un grand nombre d'ecclésiastiques se retrouvèrent du côté des insurgés polonais et, qu'en dépit du rôle joué par la hiérarchie, les déportations n'épargnèrent absolument pas le clergé.

La réaction de l'Eglise polonaise devant l'insurrection de novembre 1830 donne une idée précise des résultats de l'occupation tsariste : la hiérarchie ecclésiastique resta globalement sous la tutelle de ses intérêts de classe ; elle obéit à la mise en garde que le pape Grégoire XVI lui adressa : « *L'Eglise a en horreur le fracas des armes et des séditions. Tout ce qui compromet la tranquillité de l'Etat, elle l'interdit sévèrement aux ministres de Dieu.* » De son côté, le clergé se rangea dans sa plus grande partie du côté de l'insurrection. Montalembert a illustré cet « accord du clergé et du peuple » : « *Ces prières de quarante heures célébrées par tout un peuple le lendemain de sa victorieuse révolte ; ce vieux prier des Dominicains parcourant le jour-même Varsovie une croix à la main et criant au peuple : "Mes enfants, vous avez pour vous le bon*

*droit, aux armes ! Dieu vous protégera !* (...) puis cette insurrection de Samogitie prêchée le jour des Rameaux, dans toutes les chaires, par tous les prêtres, puis celle de Lituanie dont le premier acte fut une prière dans les temples de la foi opprimée et le second l'affranchissement des paysans par leurs maîtres. »

Cette question ne se limita pas au conflit qui opposait alors la bourgeoisie révolutionnaire et l'empire tsariste. Elle marqua aussi le mouvement ouvrier révolutionnaire naissant. En 1894, l'Appel du groupe socialiste de Varsovie pour protester contre l'édification d'une Eglise orthodoxe au cœur de la ville témoignait de l'étroite communauté de sentiments que l'oppression tsariste avait nouée entre la religion catholique et les aspirations nationales des ouvriers polonais :

*« Représentons-nous bien, camarades, notre situation ! Le gouvernement russe nous a chargés d'une double chaîne. Tout comme les sujets russes du tsar, nous supportons l'oppression d'un gouvernement autocrate, et de plus on nous écrase, en tant que non-Russes, non-orthodoxes (...). Alors qu'on opère des reconversions de force, à coups de cravache, alors que, comme à Kroze, on vient assassiner les gens pour fermer une église catholique, l'Eglise russe, construite par les assassins et les oppresseurs, est un crime et une injustice. »*

Mais l'union entre la religion et les revendications nationales et démocratiques avait-elle une autre portée ?

De la même manière que les partages de la Pologne privèrent le clergé de l'essentiel de ses privilèges, la constitution d'un Etat bourgeois après le traité de Versailles les lui restitua. De même que la lutte contre les empires rangea très largement le clergé du côté du peuple polonais, il s'en sépara nettement après 1918.

Le Concordat signé le 10 février 1925 entre le secrétaire d'Etat du Vatican et le ministre Grabski par le gouvernement polonais accorda à l'Eglise les garanties considérables.

L'enseignement religieux devint obligatoire dans toutes les écoles publi-

ques ; les propriétés ecclésiastiques qui avaient été confisquées par les trois empires furent remises à la disposition du clergé. Elles recouvraient alors 400 000 hectares. Enfin, Pilsudski exempta en partie l'Eglise des lois de la réforme agraire.

En dépit des garanties que Pilsudski lui offrait — sa Constitution de 1935 affirmait le caractère catholique de l'Etat — la hiérarchie n'en restait pas moins en communion incomplète avec la dictature. Depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, elle était politiquement liée aux nationaux-démocrates contre qui était dirigé le coup d'Etat de 1926. Roman Dmowski et les nationaux-démocrates de l'Endecja représentaient alors les revendications les plus réactionnaires des grands latifundiaires sous couvert du « polonisme » dont ils se réclamaient. Leur programme prônait en particulier l'antisémitisme et une véritable colonisation de l'Ukraine. De ce point de vue, le masque tomba totalement avec la participation que prit l'Eglise polonaise dans la sanglante politique de « pacification » des populations ukraïniennes ainsi que dans la campagne antisémite menée par les gouvernements polonais entre les deux guerres. Mais surtout, la nouvelle disposition des forces de classe à l'échelle internationale, après la révolution victorieuse d'octobre 1917, portait l'Eglise beaucoup plus loin que le contenu « national » des sermons de ses prêtres. La part qu'elle prit dans l'occupation de la Lituanie, en 1920, comme son appui à la « polonisation » de la Biélorussie en 1924-1925 montraient le rôle actif que l'institution ecclésiastique entendait tenir aux frontières de l'URSS.

Sur cette question, comme sur d'autres que nous avons abordées dans la première partie de cet article, l'histoire devait cependant brouiller les cartes une nouvelle fois. La guerre impérialiste, et surtout la bureaucratie stalinienne, ont redonné l'occasion de se ressaisir aux puissances sociales dépassées, alors que sous leurs pieds les fondements mêmes de leur existence ont été largement sapés. C'est en particulier le cas de l'Eglise en Pologne.

### Une conséquence de la politique réactionnaire de la bureaucratie stalinienne

Deux raisons expliquent principalement l'impulsion donnée à l'Eglise après la Seconde Guerre mondiale.

Celle-ci se trouva d'abord renforcée d'un prestige moral certain du fait du caractère de la guerre et de l'attitude du clergé.

Dans les territoires qui furent occupés jusqu'au mois de juin 1941 par l'Armée rouge, Staline développa à l'égard des populations allogènes une politique qui prolongeait en droite ligne l'héritage grand-russe des tsars. Au début de 1941, il fit venir à Lwow le métropolitain Nicolas dans le but de préparer « *la réunion des Uniates à la vieille Eglise de Russie* ». De nombreux prêtres furent déportés et, de façon générale, la répression organisée par le NKVD mêla dans un même sort le clergé polonais aux masses ouvrières et paysannes.

Dans les territoires incorporés à l'Allemagne par Hitler, tous les biens de l'Eglise furent confisqués jusqu'aux cimetières ; de nombreux prêtres furent déportés, nombreux furent aussi ceux qui s'engagèrent dans la résistance intérieure. Par contre, cela ne doit pas faire oublier l'attitude que prit la hiérarchie catholique à l'égard de l'extermination des Juifs en Pologne et, en particulier, à l'égard de l'insurrection du ghetto de Varsovie. Alors que plus de deux millions de Juifs avaient été assassinés, l'Union chrétienne-nationale du travail, le seul parti polonais à référence religieuse officielle, écrivait dans son journal que « *la solidarité avec les Juifs était la solidarité avec le diable* ».

Mais surtout, l'oppression nationale exercée par la bureaucratie du Kremlin en Pologne et la liquidation de toute forme de représentation politique indépendante des masses, déterminèrent les conditions qui permirent à l'Eglise de reconquérir une place qu'elle avait perdue avant la guerre. Ces deux aspects de la politique réactionnaire de la bureaucratie s'accordent ici parfaitement. En effet, l'Eglise prit la forme

d'un refuge pour les aspirations nationales dans la mesure où précisément elle se présenta aux yeux d'une grande partie des Polonais comme la seule force sociale indépendante de l'Etat qui les opprime. L'évolution de cette question est particulièrement significative. L'arrestation en 1953 de centaines de prêtres dont le cardinal Wyszynski prit la valeur du symbole d'une nouvelle occupation après celles dont la Pologne avait déjà maintes fois été la victime dans le passé.

Si on fait une comparaison, l'Eglise polonaise a tenu une place insignifiante en 1956 par rapport à celle qu'elle a tenue en 1980. Il est certain que depuis 1976 le rôle de l'Eglise n'a cessé de s'accroître en étroite relation avec l'émergence d'un mouvement indépendant embrasant toutes les couches sociales opprimées de la société.

En 1956, Gomulka réussit à maintenir sous son contrôle les conseils ouvriers et la libération du cardinal Wyszynski le 28 octobre 1956 fut mise au crédit du nouveau gouvernement. L'attitude de l'Eglise se limita dans ces années à lancer un appel à la paix civique et apporter son soutien total aux élections pour l'assemblée (le SEJM) qui plébiscitait Gomulka.

En mars 1968, les étudiants furent isolés — la hiérarchie catholique resta sur sa réserve pendant les pogroms et la brutale répression des manifestations étudiantes.

Par contre, en 1976, l'Eglise appuya ouvertement les revendications contre la répression qui suivit les grèves du mois de juin. En septembre 1976, en particulier, quand cette répression s'exerçait à l'encontre des militants qui discutaient de la nécessité de constituer un comité de défense des ouvriers, c'est le communiqué de la conférence plénière de l'épiscopat polonais du 9 septembre qui a constitué un point d'appui pour la décision de fondation du KOR ; ce communiqué disait : « *Nous nous adressons aux plus hautes autorités de l'Etat pour qu'elles cessent la répression contre les ouvriers qui ont participé aux protestations contre la hausse des prix trop importante envisagée par le gouvernement au mois de juin. Les ouvriers doivent retrouver*

*leurs droits perdus, leur situation professionnelle, et les condamnés doivent être amnistiés. »*

Qu'il s'agisse de la fondation du KOR ou, pendant l'état de guerre, des comités pour la défense des emprisonnés édifés sous l'égide du primat et de la venue du pape en Pologne, on ne peut sous-estimer les points d'appui que l'Eglise a donnés et que les masses ont utilisés pour le compte de leurs propres intérêts. L'histoire particulière de l'Eglise en Pologne ne donne que partiellement une explication à cette question. Celle-ci réside surtout dans les rapports qui existent entre la bureaucratie et la société, et, plus précisément, dans la manière dont est posé le problème de la séparation de l'Eglise et de l'Etat en Pologne.

Après la Seconde Guerre mondiale, cette revendication tenait une place capitale compte tenu du fait que l'arriération sociale et culturelle de la Pologne était étroitement associée à l'emprise que l'Eglise avait sur l'Etat et à sa nature profondément obscurantiste. L'introduction, dès 1945, des lois sur le divorce et des mariages civils rencontra l'approbation très large du peuple polonais, comme plus tard, le retrait des crucifix des écoles. Dans la mesure où ces lois étaient des moyens de laïcisation de la vie publique, elles bénéficiaient de la sympathie des Polonais d'autant plus que l'Eglise maintenait ses positions. Elle se prononça toujours, par exemple, contre le droit au divorce de tous les citoyens polonais.

Mais rapidement, surtout à partir de 1950, la séparation de l'Eglise et de l'Etat devint le prétexte de l'oppression par l'Etat de toutes les libertés démocratiques, y compris la liberté de pratiquer un culte religieux. De manière paradoxale, la résistance de la hiérarchie catholique, qui constituait un terrain où au début les masses et la bureaucratie semblaient avoir des objectifs communs, devint progressivement pour un nombre de plus en plus grand de Polonais le seul rempart contre l'appareil du pouvoir bureaucratique. Sur ce point, Adam Michnik donne un tableau très significatif de l'évolution de la pensée des hommes

qui, après la guerre, avaient soutenu la bureaucratie parce qu'ils « se souvenaient bien des pratiques politiques de l'Eglise catholique avant 1939 » (3).

Au total, c'est sur la base du refoulement des espoirs nationaux profondément enracinés des masses polonaises pour leur indépendance et leur liberté que l'Eglise a fondé sa place en Pologne. Pour la bureaucratie du Kremlin, la séparation de l'Eglise et de l'Etat est un prétexte de brigandage et de répression. Pour les masses, la construction d'une nouvelle église dans un village est accueillie comme une brèche ouverte dans le monopole du pouvoir de régime bureaucratique.

Pour autant, cela signifie-t-il que le mouvement des masses polonaises serait soumis à la domination politique de l'Eglise ?

### **Le mouvement de la révolution, indépendant de l'Eglise**

Les accords d'août 1980 par lesquels *Solidarité* s'est constitué reposent sur la propriété sociale et sur la séparation de l'Eglise et de l'Etat. *Solidarité* même est indépendant non seulement de tout parti, Etat et gouvernement, mais aussi indépendant de l'Eglise. A de nombreuses reprises, ces derniers temps, les événements ont montré qu'à chaque fois que la bureaucratie ecclésiastique a donné un point d'appui à la bureaucratie, cette politique était directement ressentie par 35 millions de Polonais comme contraire à leurs aspirations.

Par exemple, le 17 juin 1984, au moment des élections que *Solidarité* appelait à boycotter et, encore, lorsque le père Jerzy Popieluszko fut assassiné, la hiérarchie catholique fut contrainte de modifier l'attitude qu'elle avait d'abord adoptée.

Cependant, on ne peut comparer l'Eglise en Pologne au prêtre Gapone qui, le 9 janvier 1905, s'est trouvé prisonnier de l'énergie révolutionnaire des ouvriers de St-Petersbourg. Gapone ne reflétait ni les intérêts d'une institution sociale ni le sentiment d'une

(3) Adam Michnik : *L'Eglise et la gauche*, Le dialogue polonais - Le Seuil, 1979.

classe. Le comportement politique de l'Eglise en Pologne possède une logique, même si le cadre général des relations politiques met souvent ce comportement en contradiction avec les bases sociales de l'institution ecclésiastique. De ce point de vue, celle-ci ne modifia à aucun moment ses ambitions lorsqu'à l'issue de la Seconde Guerre mondiale les nouveaux rapports sociaux furent édifiés.

En 1944 la réforme agraire procéda à la confiscation des grandes propriétés latifundiaries. Elle étendait cette mesure à l'ensemble des domaines à l'exception cependant des « terres de l'Eglise » qui en furent exemptées (450 000 hectares). Ce n'est qu'en septembre 1949 que tous les hôpitaux et cliniques appartenant au Clergé furent étatisés, de même que les jardins d'enfants et les crèches. Le 20 mars 1950, une loi sur les « biens de main-morte » confisqua toutes les terres de l'Eglise supérieures à cent hectares (375 000 hectares). En septembre 1945, l'Eglise obtint du ministre de l'Enseignement qu'il confirme la disposition de la Constitution de 1921 relative à l'instruction religieuse obligatoire dans les écoles. Le protocole du 14 avril 1950 garantissait encore l'enseignement religieux dans les écoles publiques ainsi que l'exercice de multiples prérogatives qui constituaient selon les termes de Monseigneur Wysynski « une base légale pour réclamer ses droits imprescriptibles » (4).

En 1956, l'un des résultats les plus spectaculaires de la nouvelle réconciliation entre l'autel et le pouvoir fut la reprise généralisée de l'enseignement religieux dans les écoles. C'est encore après les grèves de décembre 1970 et janvier 1971 que le gouvernement, cette fois dirigé par Gierek, annonça qu'il accordait à l'Eglise la remise des titres de propriété des biens ecclésiastiques qui avaient été confisqués, après la guerre, dans les terres du Nord et de l'Ouest de la Pologne.

Enfin, depuis 1983, l'Eglise négocie avec la bureaucratie la mise en place d'un régime fiscal et douanier privilé-

gié pour le fonds d'aide à l'agriculture privée dont nous avons déjà souligné l'énorme danger qu'il constituerait pour la propriété sociale (5). Ce serait en particulier une voie d'accès directe pour l'impérialisme qui financerait ce fonds à la possibilité d'établir son contrôle sur une partie du marché agricole.

Cependant, pour significatives qu'elles soient, les revendications de l'Eglise ne constituent pas en elles-mêmes des modifications décisives de la situation. La propriété sociale ne peut être abrogée par des décrets économiques et les concessions que la bureaucratie doit accorder à l'Eglise ont avant tout une valeur politique : la rétribution du soutien que l'Eglise apporte à la bureaucratie contre la révolution politique. Ce soutien ne peut d'ailleurs pas être versé au seul compte du profit social que l'Eglise peut espérer en tirer. A l'issue de la Seconde Guerre mondiale, l'institution ecclésiastique s'est trouvée dépossédée de ses titres de propriété et de ses privilèges comme une expression particulière de l'expropriation du capital et de la confiscation des grands domaines. C'est pourquoi les revendications de l'Eglise sont directement reliées au combat mené par l'impérialisme dans la perspective de réintégrer sous contrôle direct dans le marché mondial les marchés dont il a été évincé. C'est aussi pourquoi l'Eglise en Pologne est amenée à la fois à participer de la pression frontale exercée par l'impérialisme sur la bureaucratie et, en même temps, à mesurer parfaitement l'énorme danger social que représentent pour l'impérialisme les développements de la révolution politique en Pologne.

Ce n'est pas trop prendre de risques que de prévoir que le mouvement de la classe ouvrière polonaise s'affranchira avec certitude des entraves qui ont été dressées sur son chemin. La question nationale a fait ressurgir les traditions les plus profondément ancrées dans son histoire, dans leur complexité et leurs contradictions. Mais la révolution politique, intégrant la lutte contre l'oppression nationale, ira au-delà de

(4) Wysynski : *Un évêque au service du peuple de Dieu*. 1968, p. 12

(5) *La Vérité*, n° 594, p. 49.

cet héritage. De ce point de vue, le développement des comités contre l'utilisation de la violence et de la terreur par le régime bureaucratique, l'écho très large qu'ils rencontrent malgré les appels de l'Eglise, sont un indice sûr que ce mouvement est engagé. L'accroissement d'une différenciation au sein même de l'Eglise entre les prêtres, pour qui l'assassinat de Popieluszko constitue un avertissement sans voile, et la hiérarchie supérieure, est lui-même très révélateur.

Cette différenciation n'est d'ailleurs pas sans rappeler les aspects pris au cours de la révolution française par les coalitions du bas-clergé contre les évêques. La marche du mouvement peut paraître lente au gré des impatiences. C'est oublier ce que Friedrich Engels écrivait par exemple en 1890 :

« D'après la conception matérialiste de l'histoire, le facteur déterminant dans l'histoire est, en dernière instance, la production et la reproduction de la vie réelle. Ni Marx ni moi n'avons jamais affirmé davantage. Si, ensuite, quelqu'un torture cette proposition pour lui faire dire que le facteur économique est le seul déterminant, il la transforme en une phrase vide, abstraite, absurde... Les formes politiques de la lutte de classes et ses résultats, les formes juridiques et même les reflets de ces luttes réelles dans le cerveau des participants, théories politiques, juridiques, philosophiques, conceptions religieuses... exercent également leur action sur le cours des luttes historiques et, dans beaucoup de cas, en déterminent de façon prépondérante la forme. » (6).

### III.- LE MOUVEMENT OUVRIER POLONAIS ET LA QUESTION NATIONALE

#### La révolution politique et le droit des nations à disposer d'elles-mêmes

Nous avons donc vu, à propos de l'Eglise en Pologne, comment la bureaucratie stalinienne ouvre un champ de manœuvre à l'impérialisme parce qu'elle constitue un instrument de violence contre la nationalité opprimée. C'est aussi sur le terrain de l'oppression nationale que s'exprime le caractère totalement contre-révolutionnaire de la caste bureaucratique. Mais en même temps, c'est dans de toutes nouvelles conditions que resurgit la question nationale dans les Etats dominés par la bureaucratie du Kremlin. Trotsky écrivait dans *La Révolution trahie* ;

« En tant que force politique consciente, la bureaucratie a trahi la révolution. Mais la révolution victorieuse, fort heureusement, n'est pas seulement un programme, un ensemble d'institu-

tions politiques, c'est aussi un système de rapports sociaux. Il ne suffit pas de la trahir, il faut encore la renverser. Ses dirigeants ont trahi la révolution d'Octobre, mais ils ne l'ont pas encore renversée. La révolution a une grande capacité de résistance, qui coïncide avec les nouveaux rapports de propriété, avec la force vive du prolétariat, avec la conscience des meilleurs éléments, avec la situation sans issue du capitalisme mondial, avec l'inéluctabilité de la révolution mondiale. »

A l'époque où Lénine se prononçait pour le droit des nations à disposer d'elles-mêmes, ce mot d'ordre se trouvait en étroite relation avec la lutte révolutionnaire pour le socialisme : « La Russie est une prison des peuples, non seulement par suite du caractère militariste et féodal du tsarisme, non seulement parce que la bourgeoisie grand-russe soutient le tsarisme, mais aussi parce que la bourgeoisie polonaise a sacrifié la liberté des nations et la démocratie en général aux intérêts de l'expansion capitaliste (...). Nous formulons cette revendication — la liberté pour toutes les nations opprimées par le tsarisme de se séparer de la Russie — parce que la lutte pour le

(6) Friedrich Engels : *Lettre à Joseph Wedemeyer*, in *Sur la religion*. Editions Sociales, pp. 268-269.



*socialisme ne serait qu'un vain mot si on ne la rattachait pas étroitement à la prise de position révolutionnaire touchant toutes les questions démocratiques, y compris la question nationale.* » (Lénine, *Œuvres*, Tome 21, pages 429-430).

Plus d'un demi-siècle après Lénine, il est clair que la subordination au Kremlin des pays où l'impérialisme et la bourgeoisie ont été expropriés, la revendication du droit des nations à disposer d'elles-mêmes est devenue un levier fondamental de la mobilisation des masses qui coïncide « avec la capacité de résistance de la révolution et les nouveaux rapports de société », et est donc rattachée étroitement aux mots d'ordre d'ensemble de la révolution politique.

Nous ne nous étendrons pas ici sur la manière dont s'exprime aujourd'hui en Pologne l'oppression nationale. Nous avons montré dans notre précédent article que c'est dès la formation de l'Etat de la République populaire de Pologne que la bureaucratie du Kremlin a exercé sur la nation son oppression économique et politique. Le pillage économique par la caste du Kremlin des Etats comme la Pologne n'est d'ailleurs que l'expression de son parasitisme politique. Il ne vise que la préservation de ses privilèges et c'est pourquoi, sur la base de la propriété sociale, la réalisation des rapports égaux entre les nations exige la réappropriation du pouvoir politique par la classe ouvrière en URSS et dans tous les pays soumis à la bureaucratie. Par ailleurs, il est clair qu'en l'absence du soutien policier et militaire du Kremlin, les bureaucraties des « pays de l'Est » resteraient suspendues en l'air. C'est ce qu'ont tragiquement démontré les interventions de 1956 en Hongrie et en 1968 en Tchécoslovaquie.

Compte tenu de l'importance que cette question prend aujourd'hui en Pologne, il nous semble surtout nécessaire de l'aborder du point de vue de la conscience et de l'expérience du prolétariat révolutionnaire et de ses militants.

En effet, sous les feux brutaux de la révolution politique, plusieurs partis se sont constitués en Pologne. Le contenu

social de la révolution est clairement marqué par le fait qu'aucun de ces partis ne remet en cause la propriété sociale. D'autre part, ils placent tous au premier rang de leurs revendications la « liberté du pays », l'indépendance nationale qui est nécessairement l'un des mots d'ordre centraux de la révolution politique, et témoignent ainsi de leur totale inclusion dans le processus de la révolution politique. Cependant, ce qui caractérise aussi la plupart de ces partis réside dans leur refus, jusqu'à présent, de formuler ou de concrétiser une filiation avec le mouvement historique de la lutte pour la révolution internationale.

D'autre part, un grand nombre d'entre eux se constituent en adoptant une référence à la « tradition socialiste nationale », liée surtout au Parti socialiste polonais (PPS).

Ainsi, toute une série de problèmes découlent de l'extraordinaire régression idéologique que le stalinisme a engendrée et nourrie dans le mouvement ouvrier mondial avec une dimension incomparablement plus étendue dans les pays dominés par la bureaucratie stalinienne. Les idées de Lénine et de Trotsky ne sont pas connues et la grande majorité des travailleurs polonais ne se reconnaissent pas dans ces noms. On ne peut ignorer le résultat de l'entreprise gigantesque de falsification dont le stalinisme est l'auteur, ce problème est encore plus compliqué en Pologne par l'acuité de la question nationale.

C'est pourquoi nous devons revenir sur la place de la question nationale polonaise dans l'histoire du mouvement ouvrier révolutionnaire : sur les positions de Rosa Luxemburg au début de ce siècle et sur les conséquences de la guerre « jusqu'au bout » contre la Pologne en 1920.

### L'erreur de Rosa Luxemburg

En s'opposant de manière résolue à ce que la revendication de l'indépendance nationale de la Pologne soit un mot d'ordre du parti ouvrier, Rosa Luxemburg s'est politiquement trompée. Cependant, le développement de l'histoire politique donna à cette erreur une

importance qui dépassa de loin celle qu'elle avait tenue effectivement dans l'œuvre théorique et l'activité de la grande militante révolutionnaire. Rappelons ce que Lénine disait d'elle en 1922 : « *Il arrive aux aigles de descendre plus bas que les poules, mais jamais les poules ne pourront s'élever aussi haut que les aigles. Rosa Luxemburg s'est trompée, mais malgré ses erreurs, elle était et reste un aigle.* » (Lénine, *Œuvres*, Tome 33, pages 211-212, Editions Sociales, Paris 1963).

Jusqu'en 1919, quand après sa sortie de prison, elle abandonnera sa position, Rosa Luxemburg s'opposera au mot d'ordre du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Là réside pour l'essentiel le fondement de l'attitude qu'elle prit devant la question polonaise et, en tout premier lieu, devant le Parti socialiste polonais (PPS). Fondé en 1892 à Paris, le PPS tint son premier congrès à Varsovie en 1894. Sous la direction de Pilsudski, il se donna pour objectif d'établir un Etat polonais souverain et démocratique. Dans un article de 1897, Rosa Luxemburg résuma son opposition radicale avec le PPS : « *Après que le développement capitaliste a enchaîné de plus en plus la Pologne et la Russie, métamorphosant les anciens défenseurs de la liberté nationale : noblesse et clergé catholique, ainsi que la bourgeoisie, en un rempart qui protège la domination étrangère, le nationalisme ne peut plus être considéré que comme l'expression idéologique du mécontentement de la couche de population que le processus capitaliste anéantit. C'est-à-dire, en Pologne, la partie de la petite-bourgeoisie en train de disparaître.* » (Cité par Gilbert Badia : *Rosa Luxemburg*, Editions Sociales, page 445).

C'est sur cette appréciation que Rosa Luxemburg, avec Léon Jogichés, fondèrent le Parti social-démocrate de Pologne qui, à partir de 1900 fusionna avec le parti de Lithuanie sous le sigle de SDKPIL. En 1903, le SDKPIL refusa de se joindre au Parti ouvrier social-démocrate russe (POSDR) parce que celui-ci, sous l'impulsion de Lénine, avait inscrit à son programme le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Tous les dirigeants du

SDKPIL ne partagèrent pas exactement les conceptions de Rosa Luxemburg. Julian Mazchlewski, en particulier, écrivit « *qu'il ne cesserait jamais de protester contre le partage de la Pologne et de revendiquer son indépendance* ». Malgré tout, le parti se rangea pour l'essentiel derrière elle, et c'est dans ces conditions que fut proclamé en décembre 1918 le Parti communiste des ouvriers polonais (KPRP). Celui-ci réalisait la fusion du SDKPIL et d'une fraction animée par des militants liés au Parti bolchevique dont Karl Radek, qui avait rompu avec le PPS.

Lénine a largement réfuté les conceptions de Rosa Luxemburg à propos de l'indépendance de la Pologne. Lui reprochant de s'en tenir à des considérations générales, Lénine abordait cette question avec les mêmes prémisses qu'elle : l'époque de l'impérialisme est celle de l'oppression croissante des nations du monde entier par une poignée de grandes puissances. Mais il en tirait une conclusion diamétralement opposée : « *La lutte pour la révolution internationale socialiste est impossible sans la reconnaissance du droit des nations à disposer d'elles-mêmes.* » (Lénine, *Œuvres*, Tome 21, page 228). « *Emportée par sa lutte contre le nationalisme en Pologne, Rosa Luxemburg a oublié le nationalisme des Grands-Russes, bien que ce nationalisme là soit le plus redoutable à l'heure actuelle, bien qu'il soit moins bourgeois mais plus féodal, bien qu'il soit le principal frein à la démocratie et à la lutte prolétarienne.* » (Lénine, *Œuvres*, Tome 20, page 435). Et Lénine ira encore plus loin en démontrant que l'attitude de Rosa Luxemburg aboutissait à favoriser le nationalisme de l'Etat oppresseur et, qu'à l'inverse, le nationalisme d'une nation opprimée, « *comprend un contenu démocratique général qui va contre l'oppression* ». Lénine écrivait dans « *Du droit des nations à disposer d'elles-mêmes* » (*Œuvres*, Tome 24, page 300-301) : « *Dans tout nationalisme bourgeois d'une nation opprimée, il existe un contenu démocratique général qui va contre l'oppression, et c'est ce contenu que nous appuyons*

*sans restrictions, tout en mettant à part, rigoureusement, la tendance à l'exclusivisme national, en luttant contre la tendance du bourgeois polonais à écraser le juif, etc., etc.* ».

Ce n'est cependant pas sur un plan théorique que les conceptions de Rosa Luxemburg eurent tous leurs effets. Lénine jugeait d'ailleurs que le droit de séparation « *n'impliquant pas la nécessité de se séparer* », il n'était pas critiquable que « *les marxistes de telle ou telle nation opprimée fassent campagne contre la séparation* » (Œuvres Tome 24, pages 300-301).

L'important résidait surtout dans le fait que la construction d'un véritable parti marxiste en Pologne, lié à la III<sup>e</sup> Internationale, échoua dans une large mesure du fait des conséquences des positions fausses sur la question nationale. Contrairement au PPS qui ne cessa de se développer dans la classe ouvrière polonaise — où l'aspiration à la souveraineté nationale dominait alors que les classes féodales et bourgeoises l'avait abandonnée après la défaite de l'insurrection de 1863 —, le KPRP resta un parti minoritaire et largement isolé du prolétariat et des masses paysannes. La déclaration du vieux révolutionnaire polonais Ludwig Warynski : « *Je connais une nation plus malheureuse que les Polonais : la classe ouvrière* » ne provoqua que de la méfiance à l'égard de cette Internationale qui passait pour être hostile à l'indépendance et pro-russe.

Mais plus encore : le KPRP puisait surtout sa force dans l'espoir qui était né en Pologne au voisinage du développement du mouvement ouvrier russe. On ne peut dire que, de Varsovie ou Petrograd, s'engagea la première dans la révolution de 1905. C'est aussi précisément dans cette force que résida sa plus grande faiblesse lorsque la bureaucratie stalinienne fit peser le poids de la révolution de 1917 dans le sens de la contre-révolution. En mai 1926, les militants obéirent aux directives du Komintern et soutinrent de manière honteuse le coup d'Etat du maréchal Pilsudski.

Les années qui suivirent cette capitulation furent celles d'un désarroi total

des militants et de la lente agonie du parti jusqu'à sa dissolution qui, plus que les dangers que pouvait représenter un parti sans influence, trouva surtout du point de vue de la bureaucratie sa raison dans la politique du pacte signé par Staline avec Hitler. Le premier pas dans la signature du Pacte germano-soviétique fut l'extermination des cadres de l'Armée Rouge à la veille de la guerre. Mais Hitler exigeait de Staline un gage plus actif de son amitié encore toute fraîche. La liquidation du KRPR devait ainsi rendre plus facile l'invasion de la Pologne par l'armée allemande. De son côté, Staline obtenait du pacte qu'il lui laissât les mains libres pour intervenir en Pologne, à l'Est de la ligne Ribbentrop-Molotov, sous le couvert de la « libération » de 8 millions d'Ukrainiens et de Russes blancs. L'occupation de l'Ukraine occidentale et de la Russie blanche visait, aux dires de la bureaucratie du Kremlin, à donner à la population de l'URSS un dédommagement « patriotique » pour l'alliance détestée avec Hitler. Elle n'a été, en réalité, que la coopération étroite de Staline avec Hitler pour la mise en esclavage de 24 millions de Polonais, et la voie ouverte pour les massacres de la Seconde Guerre mondiale.

C'est pourquoi, en outre, Staline ne s'est pas contenté de dissoudre le Parti communiste polonais en avril 1938. La presque totalité du parti, de sa direction à sa base, fut alors exterminée en Union soviétique et en Espagne. Seuls, parmi les membres du comité central, Gomulka et Bierut échappèrent à la liquidation physique ; le premier pour la raison qu'il était emprisonné par le gouvernement du colonel Beck. Le second servit à l'époque de dénonciateur à Staline. Enfin, les militants communistes rescapés de l'extermination rejoignirent le PPS et participèrent notamment aux bataillons ouvriers organisés par le Parti socialiste pour la défense de Varsovie en septembre 1939.

Il est bien entendu impossible de prédire quel aurait été l'avenir du Parti communiste polonais si Rosa Luxemburg n'avait pas été assassinée en 1919.

Il faut cependant souligner que son opposition à l'indépendance de la Pologne était, en dehors de toutes considérations théoriques, encouragée par un certain nombre de faits. D'une part, Rosa Luxemburg quitta la Pologne à la fin du siècle dernier afin de rejoindre le parti allemand qui était alors le phare de la II<sup>e</sup> Internationale, et l'essentiel de son activité se développa par rapport au SPD et à la classe ouvrière allemande. D'autre part, dans la lutte qui l'absorba contre la capitulation de la social-démocratie à l'approche de la Première Guerre mondiale, Rosa Luxemburg tordit probablement d'elle-même trop le bâton dans l'autre sens en ne distinguant pas le chauvinisme du nationalisme des pays opprimés. Avec la caractérisation de l'impérialisme, l'élaboration sur la question nationale à notre époque revient avant tout à Lénine.

Il reste que l'erreur de Rosa Luxemburg continue aujourd'hui de porter malgré elle des conséquences qu'on ne peut toujours pas négliger, et ce surtout parce que l'extraordinaire régression idéologique entraînée par le stalinisme continue, conduit la majorité des Polonais, à identifier l'erreur de la militante internationaliste Rosa Luxemburg avec l'oppression de la Pologne pour le profit des intérêts de caste de la bureaucratie stalinienne.

### La guerre « jusqu'au bout » contre la Pologne

Il n'y a pas que les militants révolutionnaires les plus capables qui peuvent faire des erreurs. Trotsky note aussi que les révolutions peuvent en commettre. C'est à cette échelle qu'il faut apprécier la signification de la « guerre jusqu'au bout » menée en 1920 contre la Pologne de Pilsudski, tentative qui a eu des conséquences considérables et dramatiques pour la révolution russe comme pour le développement du mouvement ouvrier en Pologne. Et ces conséquences se retrouvent dans les problèmes actuels dans la mesure où, nécessairement, le peuple polonais projette l'expérience qu'il a faite du stalinisme sur le passé : c'est à ce qu'il connaît aujourd'hui qu'il aurait échappé en 1920.

C'est ce qu'Adam Michnik appelle « le choix d'une tradition » (1) et qu'il formule dans des termes que, sans aucun doute, partagent de nombreux Polonais. Il n'est pas question de refaire l'histoire au conditionnel passé et d'essayer de savoir ce qui se serait passé si les armées de la Révolution russe l'avaient emporté devant Varsovie.

Par contre, la nécessité de revenir sur les problèmes posés par l'offensive de l'Armée Rouge en 1920 est reliée à ce qu'implique « le choix d'une tradition » quant aux questions les plus actuelles qui découlent aujourd'hui de la révolution politique en Pologne.

Trotsky a exposé l'essence de cette guerre dans son autobiographie et dans le livre inachevé qu'il écrivit sur Staline (2).

Il y démontre qu'après plus de deux ans de guerre civile, l'URSS n'avait aucun intérêt à une guerre avec la Pologne. Celle-ci fut provoquée par l'initiative prise par Pilsudski d'envahir l'Ukraine, en accord et sous l'impulsion des puissances impérialistes (en particulier la Grande-Bretagne et la France), qui tentaient par tous les moyens de détruire le jeune Etat soviétique.

Elle est encore plus évidente avec la présence des 15 000 officiers et sous-

(1) « Pilsudski a empêché le bolchévisme en Pologne. Le symbole en est le "miracle de la Vistule" (...). Nous devons à la victoire remportée en 1920 sur les Bolchéviques vingt ans d'une pensée polonaise indépendante dont des générations se sont nourries et se nourrissent encore. Oui, la résistance actuelle à la soviétisation est dans une large mesure possible grâce aux réserves culturelles créées par la République dans l'entre-deux guerres qui, elle, n'aurait pas existé sans la victoire de Pilsudski sur Boudienny. Si c'était l'Armée Rouge qui avait gagné la bataille devant Varsovie, si un Comité révolutionnaire provisoire s'était mis à gouverner la Pologne, peut-être habiterais-je aujourd'hui à Kolyma, ou le Birobidjan ; qui sait si je parlerais polonais, si des générations de l'intelligentsia ne seraient pas la pâture des ours polaires, si la culture polonaise aurait évité le désastre qui s'est abattu sur la culture russe sous l'empire de Staline. » (Adam Michnik, *Penser la Pologne*, Maspero, pages 181-182).

(2) *Ma Vie*, Gallimard, pages 462-466 et *Staline*, Grasset, pages 474-482.

officiers français qui, en 1920, travaillaient dans les états-majors polonais et qui conduisirent même certaines unités au combat, avec la présence du général Weygand à Varsovie comme avec le fait que le gouvernement hongrois envoya à la Pologne ses stocks de guerre. Après la défaite de l'Armée Rouge à Varsovie, la bourgeoisie française attribua celle-ci au général Weygand. C'était faux sur le plan militaire. Par contre, sur le plan politique, cette attribution comportait une part de vérité : la guerre de la Pologne contre l'URSS avait en tout premier lieu été dictée par la coalition des Etats impérialistes contre la Révolution d'Octobre.

L'erreur de la révolution, et en particulier de Lénine, ne réside nullement dans le fait qu'elle se soit défendue. Par contre, le fait de continuer la guerre jusqu'à Varsovie, a constitué une erreur dont les conséquences polonaises furent considérables. Sous-estimant en particulier l'état d'esprit des masses polonaises, l'Armée Rouge fut conduite à la défaite par le peuple même qu'elle voulait libérer. La conséquence la plus immédiate fut que Pilsudski sortit de la guerre avec un prestige fortifié, et qu'un coup terrible fut porté au développement de la révolution en Pologne et au mouvement ouvrier polonais.

Laissons la parole à Trotsky :

« Le premier ministre de Grande-Bretagne Bonar Law, lut à la Chambre des Communes la lettre que j'avais adressée aux communistes français dans le dessein de démontrer que nous nous serions préparés, pour l'automne de 1920, à écraser la Pologne. On trouve la même affirmation dans le livre de l'ancien ministre de la Guerre en Pologne Sikorski, mais avec citation du discours que j'avais fait au congrès international en juillet 1920. Tout cela, d'un bout à l'autre, n'est que pure sottise. Bien entendu, je n'ai jamais eu l'occasion d'exprimer des sympathies à la Pologne de Pilsudski, c'est-à-dire à la Pologne de l'oppression et de la persécution qui se déguise sous des phrases patriotiques et des airs d'héroïsme. (...) Mais en conclure

que nous voulions la guerre avec la Pologne ou que nous la préparions, c'est mentir devant les faits et devant le bon sens. De toute notre énergie, nous voulions éviter cette guerre. Nous n'avons négligé aucune mesure utile dans ce sens. (...) Mais, de notre côté, en même temps que les premiers grands succès, il fallut bien voir que nous avions surestimé les possibilités qui s'ouvraient à nous. Une opinion se forma et s'affirma d'après laquelle la guerre qui, au début avait été purement défensive, devait se transformer en une guerre d'offensive révolutionnaire. Bien entendu, en principe, je n'avais rien à répliquer à des arguments de cette sorte. Toute la question était de savoir quels étaient les rapports de forces. Il y avait une inconnue : quel était l'état d'esprit des ouvriers et des paysans polonais ? Quelques-uns de nos camarades polonais, comme le défunt J. Marchlewski, compagnon de Rosa Luxemburg, jugeaient de la question d'une façon très réservée. L'appréciation de Marchlewski fut un important élément dans la tendance que j'eus à sortir le plus vite possible de la guerre. Mais il y eut d'autres voix. Certains exprimèrent d'ardents espoirs en une insurrection des ouvriers polonais. En tout cas, Lénine avait tracé un plan très net : mener l'affaire jusqu'au bout, c'est-à-dire entrer dans Varsovie pour aider les masses ouvrières polonaises à renverser le gouvernement de Pilsudski et à s'emparer du pouvoir. La résolution esquissée dans le milieu gouvernemental gagna sans difficulté les imaginations du haut commandement et du commandement du front de l'est.

D'autre part, la guerre de Pologne confirma ce qui avait été démontré par les hostilités de Brest : les événements d'une guerre et ceux d'un mouvement révolutionnaire de masse ont différentes mesures. Là où les armées en action comptent par journées et semaines, le mouvement des masses populaires calcule d'ordinaire par mois et années. Si l'on ne tient pas compte exactement de cette différence des vitesses, les roues dentées de la guerre ne peuvent que casser les roues dentées de la révolution, et non pas les mettre en mouve-

ment. En tout cas, c'est ainsi qu'il en est advenu dans la guerre de Brest, c'est ainsi qu'il en est advenu dans la grande guerre de Pologne. Nous avons dépassé notre propre victoire, courant à une pénible défaite.

(...) *L'erreur de calcul stratégique dans la guerre de Pologne a des conséquences historiques formidables. La Pologne de Pilsudski sortit de la guerre fortifiée d'une façon inattendue. Par contre, un coup terrible avait été porté au développement de la révolution polonaise. La frontière établie d'après le traité de Riga séparait la République soviétique de l'Allemagne, ce qui eut, dans la suite, une importance exceptionnelle dans la vie des deux pays... Lénine, bien entendu, comprenait mieux que personne la signification de l'erreur "varsoviennne" et y revint plus d'une fois, par la pensée et par la parole.*

*Dans les écrits des "épigones", Lénine est figuré à peu près comme les peintres d'icônes de Souzdal représentent les saints et le Christ : au lieu d'une figure idéale on a une caricature. Quels que soient les efforts des dessinateurs de Bon Dieu pour s'élever au-dessus d'eux-mêmes, ils n'expriment, en fin de compte, sur la planche, que leurs propres goûts et, par suite, donnent leur propre portrait, seulement idéalisé. Etant donné que la direction des épigones est soutenue par l'interdiction de douter de son infailibilité, Lénine, dans la littérature des épigones, est représenté non pas comme un stratège révolutionnaire qui a génialement analysé les situations, mais comme un automate qui mécaniquement trouvait des décisions sans erreur. Le mot de génie a été, à l'égard de Lénine, prononcé par moi pour la première fois, lorsque d'autres ne se décidaient pas à le dire. Oui, Lénine a été génial de toute la génialité humaine. Mais il n'était pas un compteur mécanique qui ne commet pas de fautes. Il en commettait beaucoup moins que tout autre n'en aurait commises dans sa situation. Cependant, quand Lénine commettait des erreurs, elles étaient très grosses : elles étaient à l'échelle du plan colossal de tout son travail. »*

## Le mouvement ouvrier polonais et l'internationalisme

La question nationale, les problèmes qu'elle pose et, à plusieurs reprises, la sous-estimation de son importance, ont profondément marqué les relations entre le mouvement ouvrier polonais, ses militants les plus avancés et le courant internationaliste du prolétariat révolutionnaire mondial. Le combat mené par Marx et Engels au sein de la 1<sup>re</sup> Internationale pour qu'elle donne son appui total au mouvement de libération national polonais répondait, dans leur esprit, à l'exigence que « le prolétariat ait sa propre politique étrangère ». Dans une célèbre « rectification », Marx opposait au mot d'ordre de l'Europe conservatrice : « Une Europe asservie, avec comme assise une Pologne asservie », le mot d'ordre de l'Association internationale des travailleurs : « Une Europe libre s'appuyant sur une Pologne libre et indépendante » (Procès-verbaux du Conseil général de la 1<sup>re</sup> Internationale, pages 247-248).

Près de quarante années d'oppression par la bureaucratie stalinienne ont maintenu l'actualité de la rectification de Marx. Le respect de l'indépendance de classe du prolétariat, de l'indépendance des organisations ouvrières et du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes sont les principes qui sont au cœur du développement de la révolution politique et qui doivent nécessairement guider l'action internationaliste à l'égard de la révolution polonaise.

Nous avons essayé de montrer que l'histoire du mouvement ouvrier polonais conduisait au fait que ces partis ne pouvaient se construire comme les simples exécuteurs testamentaires d'une tradition nationale mais qu'en même temps, le stalinisme était presque parvenu à rompre la continuité de la mémoire historique du prolétariat, et fait ressurgir des formes dépassées par l'histoire. Presque... il est cependant remarquable que la révolution politique, pour ses besoins propres, réunit peu à peu les conditions de la réappropriation par le prolétariat polonais des traditions internationalistes. Il faut souligner l'importance considérable de l'appel à manifester le 1<sup>er</sup> Mai à l'ini-

tiative de *Solidarité*, la portée de l'appel lancé par le 1<sup>er</sup> Congrès de *Solidarité* aux travailleurs d'URSS et d'Europe de l'Est.

Pour la IV<sup>e</sup> Internationale, la crise de direction révolutionnaire, qui caractérise, au premier chef, la situation politique mondiale, exige pour avancer vers son dénouement une discussion honnête avec les courants qui se dégagent de la crise du mouvement ouvrier. La libre discussion, la confrontation des idées sur la base de la démocratie ouvrière sont essentielles à la reconstruction d'une Internationale ouvrière digne de ce nom.

Est-il nécessaire d'insister sur la place cruciale que tient, dans un tel processus, le débat avec les militants, les courants, les partis politiques se forgeant

dans le cours de la révolution politique, se situant sur le terrain de la défense de la propriété sociale, du combat implacable contre la bureaucratie ?

Que l'on lise *Lettres de Prison* d'Edmund Baluka (dont il est rendu compte dans ce numéro de *La Vérité*), et l'on verra le degré atteint par la réflexion et l'élaboration politiques au sein du mouvement qui dresse la « société » (comme le disent les militants polonais, c'est-à-dire tout ce qui travaille, produit, crée) contre la bureaucratie.

Oui, comme il était indiqué au début de cet article, la révolution politique s'approfondit.

A. FORESTIER





# le déclin de l'impérialisme français et le chômage en France

par Christophe SALLERS

« **L** A faible croissance de la production attendue en Europe signifie que l'emploi n'augmentera sans doute que légèrement (création nette d'un million d'emplois entre 1983 et le milieu de 1986) et le taux de chômage continuera probablement de monter progressivement pour atteindre peut-être 11,75 % de la population active d'ici le milieu de 1986. Il y aurait ainsi près de 20 millions de chômeurs au total et environ 9 millions dans le groupe d'âge des moins de 25 ans, dont le taux de chômage pourrait alors s'établir à près de 25 %.

En 1985 et au début 1986, le taux moyen de chômage de la zone de l'OCDE pourrait être de l'ordre de 8,5 %. Sur la base de ces projections, le nombre de chômeurs atteindrait 32 millions au premier semestre 1986 (20,25 millions en Europe), soit un million de plus qu'au premier semestre de 1984. »

C'est en ces termes que les experts de l'OCDE ont défini le jeudi 20 décembre les perspectives économiques : un développement considérable du chômage, de la crise économique.

Si la décennie 1970-1980 a vu ressurgir les crises capitalistes que de nombreux experts en tous genres avaient enterrées, les années 1980 sont marquées par le « sauve-qui-peut général » de l'ensemble de la bourgeoisie pour tenter, les USA en premiers, de protéger leurs intérêts.

S'il en était besoin, ces éléments aujourd'hui partout visibles de craquements (la « semaine économique et

géopolitique mondiale » de Lacoste 1983 ne titrait-elle pas un de ses chapitres « vers un krach bancaire mondial ») confirment que nous sommes à l'époque de l'impérialisme stade suprême du capitalisme, un stade de putréfaction de tous les rapports économiques.

## La crise générale du système

Tous les médias multiplient les articles

sur la famine dans le monde, la nouvelle pauvreté, le déséquilibre économique et technologique. Autant de manifestations de cette crise générale où le régime capitaliste se maintient par un appel de plus en plus important à des mesures artificielles de toutes sortes, principalement à l'économie d'armement, sans oublier l'endettement gigantesque au niveau de toutes les composantes de l'économie (privées et publiques) et dans l'ensemble des pays, ou encore les déficits budgétaires. Fuite en avant qui n'arrive pas à ranimer le mouvement de mise en valeur du capital productif. Palliatifs de toutes sortes qui n'arrivent pas à rétablir la rentabilité du capital nécessaire à la relance de l'investissement et de l'accumulation de façon générale. (1)

(1) Louis Gill, dans son livre *Economie mondiale et impérialisme* écrit justement : « En ce sens, on peut dire que la chute de la production industrielle mondiale et des échanges internationaux de 1974-1975, si importante ait-elle été, n'a pas constitué une véritable crise au sens marxiste du terme. Le rôle de la crise est précisément, par la destruction d'une masse de valeurs, de produits créés, de forces productives, de rétablir les conditions de la rentabilité du capital, d'"assainir" l'économie et de permettre ainsi la relance de la croissance capitaliste. Les années 1974-1975 marquent cependant un point tournant dans l'évolution de la situation économique mondiale de l'après-guerre, un pas qualitatif dans la voie de l'éclatement de la crise comme telle, au sens marxiste du terme, dans la voie de la dislocation du système dans son ensemble. Les faits (de 1974-1975) ont marqué un moment très clair et très important dans la marche à la "crise universelle" dont parle Marx. c'est-à-dire l'effondrement de la production et du système bancaire, financier et monétaire mondial, à la dislocation du marché mondial et du système mondial du commerce international. L'examen des principaux indicateurs montre que 1974-1975 est une date marquante dans le sens où, à partir de cette période, un certain nombre de ressorts qui avaient tant bien que mal refonctionné à coups de relance inflationniste depuis 1949 ont cessé de marcher, ont été "cassés" dans des conditions où la relance inflationniste n'a pas été cette fois en mesure de les remettre en route. "Dans la marche à la dislocation du marché mondial et la crise universelle", partie intégrante centrale de la nouvelle période de la révolution prolétarienne mondiale, les événements de 1974-

## Le talon de fer US

C'est dans cette situation de crise que les USA utilisent leur force relative.

Ce qu'on a appelé le « monétarisme des USA » a conduit à une hausse spectaculaire des taux d'intérêt sur le dollar.

Il serait faux de croire que ceci n'a pas entraîné aux Etats-Unis mêmes d'importants problèmes. Cette hausse a aggravé les problèmes de trésorerie de plusieurs grandes sociétés déjà endettées et même menace la solvabilité des caisses d'épargne et de financement hypothécaires américaines (Saving and Loans Associations). Ajoutons que cette hausse a paralysé le marché américain d'obligations, source de financement très importante aux USA. Est-il nécessaire de rappeler la faillite de l'une des plus grandes caisses d'épargne de la région de San Francisco, la Fidelity Savings and Loans Association, la quasi-faillite de la 26<sup>e</sup> banque US, Sealler First National Bank, la crise de la Dom. Petroleum, la faillite de la banque de l'Okla-homa City's Penn Square Bank qui a aggravé la situation difficile de la grande banque de Chicago (6<sup>e</sup> banque des US), la Continental Illinois, le scandale de la Duysdale Government Securities courtier, qui a rejailli sur la Chase Manhattan Bank (3<sup>e</sup> aux USA). Enfin, sur le plan industriel la situation de Chrysler qui ne survivait que grâce à des emprunts garantis par le gouvernement fédéral américain ou de la même façon Massey-Ferguson ou encore International Harvester.

Mais tout ceci ne doit pas nous faire

1975 ont donc leur place, toute leur place. Mais ils n'ont pas constitué une crise, au plein sens du terme, parce que (...) elle n'a pas rétabli les conditions de l'accumulation, assaini le marché, relevé le taux de profit qui continue au contraire à baisser. On a vu en 1974-1975 que la marche à la dislocation du marché mondial était effectivement entamée et l'a encore fait avancer, mais la crise, au sens marxiste, est encore devant nous ! »

perdre de vue la persistance du rôle déterminant de l'impérialisme américain et de sa monnaie comme monnaie internationale.

Même artificiellement gonflé, le dollar n'est pas menacé par les autres monnaies ; au début des années 1980, la sortie des contrats internationaux est toujours libellée en dollars, 80 % des réserves en devises étrangères détenues par les banques centrales à travers le monde sont des réserves en dollars, etc.

Cette force permet aux USA de faire « payer » aux autres bourgeoisies le fardeau de la crise économique mondiale. Ainsi affaiblies, les bourgeoisies impérialistes se voient concurrencées dans tous les secteurs du marché mondial, dans toutes les zones d'influence, particulièrement en Afrique.

L'administration américaine de Reagan a harcelé littéralement les grands organismes internationaux de financement : la banque mondiale, sa filiale, l'Association internationale pour le développement AID, la banque africaine de développement, la banque asiatique de développement, la banque interaméricaine de développement, le FMI afin de réduire le financement aux pays du Tiers-monde.

Le sommet de Versailles, en juin 1982, la session annuelle du FMI à Toronto verront les USA refuser d'augmenter de 50 % les ressources du FMI :

Georges Cornu, *L'état du monde 84*, explique :

*« Malgré l'évidence de la montée des périls, le ministre des Finances américain affirmera imperturbablement à Toronto que le système financier international reste sain et que le danger réside dans les interventions inopportunes des gouvernements pour stimuler l'activité économique. »*

*Ce n'est vraiment qu'à la fin de l'année 1982 lorsqu'il devint clair que le Brésil allait tomber à son tour, généralisant les faillites à l'ensemble de l'Amérique*

*latine, que l'attitude américaine changera. »*

Les USA utilisent toutes les palettes possibles pour défendre et accroître leur leadership.

Parallèlement à la crise du taux de change international, les Etats-Unis décidaient de prendre un certain nombre de mesures concrétisées par des propositions de loi concernant les restrictions des importations américaines de biens étrangers. En effet, les Etats-Unis importaient toujours une part plus importante de leur textile, de leur acier, de leurs automobiles, motocyclettes, radios, postes de TV, navires et autres produits.

L'excédent commercial des Etats-unis s'évapore en 1971-1972 : le taux couverture (2) de leurs importations par leurs exportations devient inférieur à 100 pour la première fois depuis la Seconde Guerre mondiale.

Le congrès se prononce alors pour une restriction des importations, une hausse des tarifs douaniers et un durcissement des contingentements (limites quantitatives à l'importation).

Prenons le cas de l'acier : en 1977, les pays de l'OCDE, identiquement touchés par la crise de l'acier, s'engagent à respecter « les courants d'échange traditionnels ». Les Américains décident de fixer un prix de référence (« trigger price ») en-dessous duquel toutes les importations d'acier aux Etats-Unis sont passibles de rétorsion. Le « trigger price » jusqu'alors aligné sur les industries les plus performantes (les japonaises), donc nettement inférieur aux prix américains, sont alors protégés et peuvent vendre à un prix inférieur à celui des sidérurgistes européens. Il y a 152 plaintes américaines entre novembre 1981 et février pour cause de dumping et de subventions,

(2) Taux de couverture  $\frac{\text{Exportations}}{\text{Importations}} \times 100 =$   
x %. Si x > 100, déficit. Si x < 100, excédent.

contre les sidérurgistes européens, en même temps que les Etats-Unis mettent en place ce « trigger price » en l'élevant de 12 %. Ils tentent par là de transférer leurs difficultés intérieures dans la sidérurgie sur les Européens. Un contentieux s'instaure à ce sujet entre les Etats-Unis et la CEE.

Ces mesures accroissent la nécessité pour les bourgeoisies européennes de restructurations de la sidérurgie dans les pays de la CEE, restructurations accompagnées de baisse des capacités de production (ce qui est dû en partie à ces mesures de protection organisées par les Etats-Unis à l'encontre des Européens). En effet, l'offensive américaine lancée en novembre 1981 contre les exportations européennes est d'autant plus importante que les exportations de la CEE vers les Etats-Unis représentent 20 % de la production d'acier communautaire. Ce problème se pose toujours actuellement puisque, selon *Le Monde* du 3 janvier 1985, les Américains n'ont toujours pas donné leur aval à l'accord sur les tubes d'acier exportés par les Européens vers les Etats-Unis. « *Cet accord, mis au point le 28 décembre 1984, devait limiter la part des tubistes européens sur le marché européen à 7,6 % pour 1985. Cette part a été de près de 15 % en 1984 contrairement à un « arrangement » signé en 1982 qui la fixait à 5,9 %.* » *Les Américains considèrent cette part de 7,6 % trop élevée.*

Cet exemple du marché de l'acier montre combien l'impérialisme US impose aux bourgeoisies européennes la prise en compte de ses propres difficultés comme norme.

### L'Europe s'enlise...

« *L'Europe s'enlise dans la récession* ». C'est ainsi que les économistes caractérisent les conséquences de cette situation en Europe.

« *Les économies européennes ont pratiquement cessé de créer des emplois,*

*un million à peine dans l'ensemble de la CEE entre 1973 et 1981 (...). Depuis 10 ans, le taux de chômage n'a cessé d'augmenter (...). L'emploi industriel quant à lui s'est contracté dans toute la communauté quand il ne s'est pas, comme au Royaume-Uni ou en Belgique, littéralement effondré. Ainsi la montée du chômage en Europe n'est-elle pas seulement angoissante par son ampleur, elle l'est aussi par son caractère apparemment inexorable, alors que la croissance de la population active y est bien moins rapide qu'aux Etats-Unis (...). Face à la crise, chaque pays tente simultanément de gagner des parts de marché chez les autres et de protéger sa propre industrie : aides publiques, réglementations, normes, tout est bon pour contourner le principe du marché unique. Le risque de dislocation du marché commun se profile à l'horizon de la crise. » (3).*

L'Europe frappée par la crise et la politique américaine voit chaque pays confronté à la concurrence interimpérialiste mondiale. La France, dans ce cadre, est l'un des maillons les plus faibles.

### La compétitivité internationale de l'économie française

La France comme les autres pays n'échappe pas à la crise, mais derrière les indications conjoncturelles de la crise se profilent des évolutions dites structurelles propres à la France, évolutions d'ailleurs que nous retrouvons au niveau de l'Europe.

Elles démontrent une seule chose : l'impasse dans laquelle se trouve la bourgeoisie française face à la crise du système capitaliste, se résignant à occuper, dans la division internationale du travail, une place de sous-traitant, placée sous la tutelle de l'impérialisme américain. Lentement, le déclin économique français est en marche.

(3) « *La semaine économique et géopolitique* ».

Pour la seule période 1980-1983, le franc a perdu 2/5<sup>e</sup> de sa valeur. De ce fait, afin de réduire l'ensemble des déficits publics et extérieurs, une politique de rigueur ayant pour objectif de limiter la consommation privée et collective a été mise en œuvre par le second gouvernement Mauroy.

Une telle politique répond à la stratégie du CNPF qui est de pratiquer conjointement une politique déflationniste sur le marché intérieur afin de réduire le déficit commercial et d'orienter l'épargne et de favoriser les exportations de marchandises et de capitaux. Non seulement le privilège à l'exportation (thème de l'assemblée générale annuelle du CNPF le 20 décembre 1984) exerce ses effets dramatiques sur l'emploi, la production et la couverture du marché intérieur (génératrice d'inflation) mais, y compris à l'exportation, les résultats sont médiocres, la part des produits manufacturés de la France dans le total des exportations de produits manufacturés des pays développés recule de 9,3 % en 1981, elle est passée à 8,7 % en 1983.

D'ailleurs, le président de la commission économique du CNPF reconnaissait le 11 septembre 1984 que « nous n'avons pas su tirer tout le profit possible de la reprise » et « que la partie est loin d'être gagnée » (*Les Echos* du 19 septembre).

Ainsi, la bourgeoisie française, afin de maintenir la compétitivité-prix de ses exportations, a eu recours à une diminution du taux de marge moyen (indice de prix des exportations - indice de coût) de l'industrie française (valeur voisine de 0 en 1980 contre 27 % en 1970), conjointement à une dépréciation du franc, ces mesures ayant épuisé leurs effets, une politique brutale d'austérité s'attaquant aux conditions de vie des travailleurs est mise en œuvre et ce afin de privilégier les exportations (4).

(4) Taux de marge moyen : rapport indice des prix des exportations/indice de coût.

Le gouvernement attendait des exportations qu'elles prennent le relais grâce à une compétitivité-prix améliorée par la dévaluation de 1982 et par la reprise d'activité des économies des pays industrialisés tirés par la relance américaine. En fait, 1983 n'a pas permis de rattraper le retard pris par les exportations en 1982 (+ 2,4 % en 1983 contre - 2,9 % en volume l'année précédente) et la compétitivité-prix a été gommée en partie par l'augmentation des marges sur les produits industriels exportés. Ainsi, en valeur, la progression des exportations est de 14,2 % par rapport à 1982 (+ 90 milliards de francs). Cela explique que le taux de couverture en 1983 a augmenté, le déficit du commerce extérieur a été réduit à - 43 milliards de francs.

Peut-on pour autant conclure à l'amélioration de la situation de l'industrie française du point de vue de sa compétitivité ?

Non, pour deux raisons principales : — tout d'abord, l'aggravation de la part des produits industriels étrangers ; nous notons une progression du taux de pénétration du marché intérieur par les produits industriels étrangers, notamment dans les produits de haute technologie, à forte valeur ajoutée.

Tableau : la part des produits industriels importés dans le marché français :

	1980	1981	1982	1983
Machines de bureau et traitement de l'information	71,4	76,9	83,3	
Electronique professionnelle	29,4	31,2	33,3	34,5

Ce qui ressort de ce tableau, c'est une aggravation de dépendance de l'économie française en ce qui concerne les produits de haute technologie. (Au Japon, l'industrie est équipée de 13 fois plus de robots qu'en France.)

— la deuxième raison est que la structure des échanges ainsi que l'effort d'exportation rendent encore plus vulnérables les industries françaises à un renchérissement des importations dû à la hausse brutale du dollar alors que les importations sont de plus en plus inélastiques ; ainsi qu'au retournement prévisible de conjoncture ou une politique protectionniste des Etats-Unis et du Japon (ces deux pays ont, comme on l'a vu, des marchés très fermés alors que monte aux Etats-Unis un protectionnisme de moins en moins déguisé (acier, textile, habillement, vin).

Plus intéressantes sont les parts de marché par grande catégorie de produits (parts de marché sectorielles). Ainsi, si la France maintient ses parts de marché mondial en ce qui concerne les biens d'équipement (bien que nous avons vu que les parts de marché de la France dans le total des exportations de produits manufacturés des pays développés reculent : de 9,3 % en 1981, elles sont passées à 8,7 %), c'est plus en raison de la répartition géographique du solde des produits industriels. Il est certes positif en 1980 avec les pays de l'OPEP (+ 32 milliards), les pays de l'Est (+ 9 milliards) et les pays dits en voie de développement (+ 30 milliards), mais il est négatif avec les pays de la CEE (- 32 milliards) et avec les autres pays développés de l'OCDE (- 23 milliards). C'est pour cette raison que dans la hiérarchie des nations, la France est souvent classée parmi les pays intermédiaires. Excédentaires à l'égard des pays moins développés qu'elle, elle est largement déficitaire vis-à-vis des pays plus développés.

Le déficit s'est néanmoins réduit du fait de la baisse des importations (politique déflationniste), mais ceci ne cache pas le fait que la France s'oriente de plus en plus vers une économie de sous-traitance sur le marché mondial. Les travaux du IX<sup>e</sup> Plan mémorandum du gouvernement français « pour un espace européen de la recherche et de

l'industrie » montrent assez bien l'impuissance de la CEE à élaborer un projet politique économique commun face à l'impérialisme américain.

Les pays de la CEE montrent une incapacité à défendre leurs intérêts. La plupart des Etats membres (Angleterre, RFA) tournent le dos aux grands programmes industriels européens de portée stratégique, refusant d'assumer des situations conflictuelles avec Washington et même avec Tokyo alors que ces pays pratiquent une politique protectionniste et mènent une offensive contre la politique agricole commune de la CEE. Mitterrand est ainsi isolé dans sa recherche d'un espace européen de la recherche et de l'industrie.

### Le déclin spécifique de l'impérialisme français

Isolé sur le plan de la riposte à l'égard des USA, combattu en Afrique et dans l'ensemble de ses anciennes colonies, la position de l'impérialisme français est très affaiblie.

Pour la fondation européenne du Managment, la France, en termes de compétitivité, passe de la 15<sup>e</sup> place à la 19<sup>e</sup> (5). La présence de Raymond Barre à la présidence de certaines des réunions de cet organisme n'explique pas tout. D'autant plus que cet organisme, qui analyse tous les aspects économiques et sociaux estime que « *de graves erreurs en matière politique macro-économique ont été commises depuis la crise de 1973-1974 (...). Au cours des quinze dernières années, les concurrents étrangers ont gagné une part toujours plus grande du marché si bien que la pénétration des importations pour les produits industriels est passée de 19,3 % en 1970 à 46,7 % en 1983 (...).* »

Les différents gouvernements depuis

(5) Sur la base de l'indice calculé par cet organisme, les USA viennent en tête (avec l'indice 70,97), suivis par le Japon et la Suisse. La France est dans le « peloton de queue », avec l'indice 48,83 après l'Irlande et avant l'Italie, la Turquie, la Grèce, l'Espagne et le Portugal.

1981 tentaient de « rattraper » cette situation de dérapage en allant au-devant de toutes les demandes du CNPF en matière de reprises d'investissements privés. L'enveloppe des prêts bonifiés à long terme a été augmentée. De 13 milliards en francs dans la loi de finances initiale de 1981, elle a été portée à 17 milliards en juin 1981 et à 22 milliards en octobre. Les taux d'intérêt des crédits à moyen terme, notamment aux PME, ont été réduits grâce à la suppression des commissions qui s'y rattachaient, la déduction fiscale pour investissement a été portée à 15 % pour les dépenses effectuées en 1982 contre 10 % auparavant, le soutien direct à l'investissement sous forme d'aide à l'industrie était porté de 3,9 milliards de francs à 5,8 milliards de francs entre le budget 1981 et 1982 et l'aide aux entreprises publiques est passée de 0,7 milliard en 1981 à 2,5 milliards en 1982.

Dans le même temps, le plan Delors puis celui de Bérégovoy, les coupes claires dans la sidérurgie, chantiers navals, automobile, les réductions dans le bâtiment, aérospatiale, la SNCF, les PTT, le budget des hôpitaux ou encore la suspension de la loi du 11 février 1950.

Toute l'énergie d'un gouvernement, d'une majorité à l'Assemblée nationale tendus vers les intérêts financiers des capitalistes, un matraquage repris par tous où l'économie, le bénéfice, les marges brutes, etc. sont édifiés comme ultimes moyens de retrouver « la voie de la prospérité ». Mais cette capitulation permanente et ses efforts sur tous les plans n'ont pas été récompensés : ils n'ont pas séduit la bourgeoisie. La classe ouvrière tend à se mobiliser contre les plans anti-ouvriers et désavoue ceux qui la mènent par son absence massive. Ce qui conduit à un isolement sans précédent sous la V<sup>e</sup> République du gouvernement et les résultats tant espérés ne sont pas là.

La chute du volume de l'investissement, particulièrement sensible dans l'industrie en 1981 où elle avait été de

4 % environ, est voisine de 8 % en moyenne sur l'année 1982 et de 7 % pour ce qu'on appelle le secteur concurrentiel. L'investissement industriel en baisse presque continuellement depuis 10 ans se situe en 1982 à un niveau de 10 % inférieur à celui des années 1972-1973.

L'étude économique de l'OCDE pour 1982-1983 explique :

*« La reprise de la croissance du PIB qui s'est manifestée au second semestre de 1981 sous l'impulsion de la consommation privée et des exportations s'est relativement vite essouffée et au deuxième semestre de 1982, le PIB est resté quasi stationnaire. Ce ralentissement, imputable à la détérioration du commerce extérieur au premier semestre a concerné toutes les composantes de la demande intérieure au deuxième semestre tandis que s'améliorait la balance extérieure. La reprise de la production industrielle qui apparaissait acquise à l'automne 1981 après trois semestres de recul a été de courte durée puisqu'au premier semestre de 1982, elle a de nouveau diminué. Entre le deuxième trimestre de 1981 et le deuxième semestre de 1982, la baisse aura été de 3,25 % environ, rythme comparable à celui enregistré dans l'ensemble des pays européens de l'OCDE. La production des industries de biens de consommation qui avait fléchi au cours de l'année 1980 a augmenté depuis le début de 1981. Cette évolution s'est poursuivie en 1982 sous l'effet conjugué du dynamisme de la demande des ménages et de la reconstitution des stocks de produits finis au niveau des détaillants et des grossistes. La production dans le secteur des biens intermédiaires dont la chute avait été accentuée en 1980, a subi des fluctuations plus irrégulières, après une légère reprise au deuxième semestre 1981, elle a diminué en 1982. La production de biens d'équipement professionnels affectée par la baisse de l'investissement à l'étranger a connu également une forte dégradation en 1982 par rap-*

port à 1981. Dans le secteur du bâtiment et des travaux publics, la situation n'a pas cessé de se détériorer depuis le début de l'année 1980. Le recul de l'activité a surtout touché le logement mais également depuis le début de 1982 la construction de bâtiments industriels et commerciaux. Au total, la valeur ajoutée dans le secteur du bâtiment et du génie civil, qui avait diminué de près de 2 % par semestre (à taux annuel) entre le début de 1980 et la fin de 1981 a enregistré une baisse de 3,5 % en moyenne en 1982. La valeur ajoutée dans le secteur des services et du commerce par contre, stimulée par la demande des ménages, s'est accélérée au premier semestre 1982.

La faiblesse de la croissance de la production en 1982 a limité les progrès escomptés sur le plan de l'emploi. Alors que l'on s'attendait il y a un an, selon les prévisions officielles, à une légère progression des effectifs employés, on aurait assisté à une quasi-stagnation en moyenne sur l'année (- 0,2% contre - 1 % en 1981) due pour une partie à l'acquis négatif du deuxième semestre de 1981 mais également à une nouvelle baisse après la mi-82. Cette évolution n'aurait pas permis de contenir la progression du chômage en 1982 ».

Notons enfin pour conclure ce chapitre l'augmentation des faillites en 1984. Pour les huit premiers mois de l'année, on recense 17 289 règlements judiciaires et liquidations de biens soit 10,2 % en plus qu'en 1983 : l'industrie a vu son nombre de faillites augmenter de 9,81 % dans les huit premiers mois de 1984. Le secteur le plus touché est celui des services aux entreprises, soit 14,7 % de plus qu'en 1983, suivi du secteur des services aux particuliers (+ 14,5 %), enfin les hôtels, cafés, restaurants (+ 13,3 %).

### La montée du chômage

La situation économique mondiale et de la France en particulier a ses impli-

cations dans la lutte des classes en France.

Le chômage ou les tentatives de modifier le Code du travail, les relations sociales ne sont pas le produit de l'air du temps. Dans la situation économique mondiale, face à la baisse de la place de l'impérialisme français pour tenter de reconquérir sa place, ce dernier doit être compétitif. Et pour le capital, la masse totale de capital à engager pour créer un nouvel emploi devient de plus en plus grande et il devient par conséquent dans la logique du capitalisme de plus en plus difficile d'assurer un niveau d'emploi qui augmente au même rythme que la quantité de « main-d'œuvre » à la recherche de travail. Ces travailleurs « en surplus » ne peuvent se trouver un emploi, non parce que les besoins de la population sont saturés et qu'on produit trop de richesses, mais parce que le capitalisme ne peut les employer d'une façon rentable et l'expansion du capital ne peut se faire que si elle est rentable. (6)

Le capital s'accumule en se concentrant, en se centralisant par masses énormes dans les mains d'une poignée de capitalistes. Simultanément, il rejette de la production une quantité sans cesse croissante de travailleurs. Les mêmes causes qui président à l'accumulation du capital engendrent une mise en disponibilité croissante de

(6) Marx explique : « La demande de travail effective étant réglée non seulement par la grandeur du capital variable déjà mis en œuvre mais encore par la moyenne de son accroissement continu, l'offre de travail reste normale tant qu'elle suit ce mouvement. Mais quand le capital variable descend à une moyenne d'accroissement inférieure, la même offre de travail qui était jusque là normale devient désormais anormale, surabondante de sorte qu'une fraction plus ou moins considérable de la classe salariée ayant cessé d'être nécessaire pour la mise en valeur du capital, et perdu sa raison d'être, est maintenant devenue superflue, surnuméraire. Comme ce jeu continue à se répéter avec la marche ascendante de l'accumulation, celle-ci traîne à sa suite une surpopulation croissante. » (Karl Marx, *Le Capital*, Editions sociales, p. 73-74).



la force ouvrière. Accumulation du capital et accroissement de la surpopulation relative sont les deux axes indissociables d'un même mouvement. Accumulation de richesse à un pôle et accumulation de misère à l'autre pôle, voilà la loi générale de l'accumulation capitaliste.

Dans le mode de production capitaliste, le développement des techniques qui permet de décupler la puissance du travail humain et créer ainsi les bases matérielles de conditions de vie améliorées pour la masse de la population se tourne en fait en une puissance contraire qui s'oppose aux conditions d'existence même du salarié. La production capitaliste existe d'abord et avant tout pour la valorisation du capital, pour son accroissement. Les « puissances scientifiques » de la production, continuellement élargies, au lieu de servir à l'élimination de la misère des masses, servent à accroître le capital pendant qu'augmente le nombre de chômeurs et d'assistés sociaux.

*« Enfin, la loi qui toujours équilibre le progrès de l'accumulation et celui de la surpopulation relative, rive le travailleur au capital plus solidement que les coins de Vulcain ne rivaient Prométhée à son rocher. C'est cette loi qui établit une corrélation fatale entre l'accumulation du capital et l'accumulation de la misère, de telle sorte qu'accumulation de richesse à un pôle, c'est égal à accumulation de pauvreté, de souffrance, d'ignorance, d'abrutissement, de dégradation morale, d'esclavage, au pôle opposé, du côté de la classe ouvrière qui produit le capital même. »* (Marx, op. cit., p. 88).

L'accumulation du capital s'accompagne d'une accumulation de misère et de pauvreté.

### L'exemple d'un département

Examinons la situation classique d'un département français moyen depuis septembre 1984.

L'analyse officielle de la situation s'exprime dans les termes suivants : « le taux de chômage qui est donc de 12,9 % dans l'Eure est différent selon les bassins d'emploi. Evreux : 10,8 %. Il dépasse pour la première fois les 10 % dans le bassin d'Evreux qui outre le chef-lieu englobe les villes de Pacy, Saint-André, Damville, Conches, Verneuil, Breteuil. Le nombre de demandeurs d'emploi est passé de 5 753 en septembre 1983 à 7 281 en septembre 1984, soit une augmentation de près de 27 % en un an.

Vernon : 12,4 %. Dans le secteur Vernon, les Andelys, Gisors, le taux de chômage atteint 12,4 % avec une augmentation des demandeurs d'emploi de près de 24 % en un an (3 816 en septembre 1983 et 4 721 aujourd'hui).

Bernay : 13,8 % et Pont-Audemer : 14,8 %. Dans l'ouest du département, un des premiers secteurs touchés par la crise, l'augmentation du nombre des demandeurs d'emploi en un an est moins sensible qu'ailleurs : + 14,9 % dans le bassin de Bernay et + 3,5 % dans celui de Pont-Audemer.

Il est vrai que le taux de chômage est élevé depuis longtemps dans ces deux régions. Il atteint 13,8 % à Bernay (3 736 demandeurs) et 14,8 % à Pont-Audemer (3 120 demandeurs).

Louviers : 16 %. Le bassin d'emploi de Liyvières où se trouve également la vallée de l'Andelle, est désormais celui où le taux de chômage est le plus élevé. Il a détrôné Bernay et Pont-Audemer car 16 % des actifs sont privés d'emploi. Entre septembre 1983 et septembre 1984, le nombre de chômeurs a augmenté de près de 21 % en passant de 3 978 demandeurs à 4 807.

Le tableau I reproduit page 49 marque l'évolution de la situation dans le département

Dans le même département l'escalade de la précarité s'accélère, le préfet publie une statistique issue des diffé-

rents organismes de secours qui est édi-  
fiante :

**Nombre de personnes recues en 1983 :**

Passages à la délégation .....	3 600
Personnes accueillies .....	1 550
Personnes concernées .....	3 800
Nombre d'enfants concernés ..	1 600
Premier accueil en 1983 .....	1 106

**Analyse des situations :**

**Nationalité :**

Française .....	81 %
Etrangère .....	19 %

**Age :**

Moins de 25 ans .....	20 %
Moins de 40 ans .....	70 %

**Situation familiale :**

Mariés ou en couple .....	33 %
Célibataires .....	43 %
Séparés ou divorcés .....	24 %

**Logement conditions précaires ;**

(Ami, foyer, sans domicile fixe, etc.) .....	40 %
Dettes de loyers .....	25 %
Demandes d'hébergement d'urgence .....	8 %

**Ressources :**

Aucune ressource .....	38 %
Moins de 20 F par jour .....	85 %
Colis alimentaires distribués ...	1 500
Problèmes de santé .....	4 %

**Une situation d'ensemble**

La situation n'est pas spécifique à l'Eure. Il suffit pour s'en convaincre d'un coup d'œil rapide sur le chômage dans l'ensemble du pays.

Le nombre d'emplois a diminué de 190 000 en 1983. Il s'agit de la plus mauvaise année de ce point de vue depuis 25 ans.

Les secteurs les plus touchés (diminution d'effectifs) sont le textile-habillement, cuir chaussures, industries du bois, c'est-à-dire les industries

traditionnelles de biens de consommation, ensuite viennent la sidérurgie, les matériaux de construction, le verre, la chimie lourde, le papier carton et le bâtiment, l'automobile (baisse d'effectifs supérieure à 3 % par an depuis 4 ans).

L'étude de l'INSEE sur l'emploi 1982-1983 constate : « *La croissance des effectifs des secteurs tertiaires a diminué de moitié entre les années 1975-1980 et les années 1980-1984. Elle ne suffit plus à compenser les pertes d'emplois industriels. Dans les commerces, les effectifs salariés progressent de plus en plus lentement et pourraient même diminuer au cours de l'année 1984, comme dans le secteur des transports-télécommunications dès 1983. Les services marchands ou non-marchands, en particulier la santé, avaient joué un rôle moteur dans la croissance de l'emploi tertiaire au cours des années 70. Ils enregistrent aujourd'hui des évolutions de plus en plus faibles si l'on excepte la croissance d'une partie de ces secteurs liée à la politique budgétaire menée en 1981 et 1982. Dès 1982, le nombre de salariés des services rendus aux entreprises s'est mis à fléchir en liaison avec la crise profonde que connaît l'industrie. (...) Depuis 1980, le rythme de baisse de l'emploi agricole avoisinerait à nouveau 3 % par an. Ce retour aux taux antérieurs pourrait être lié aux nouvelles mesures incitant les agriculteurs âgés à interrompre leur activité, et aux difficultés croissantes d'installation des jeunes, compte tenu des coûts élevés des investissements et de la faible rentabilité moyenne d'une exploitation.* »

Il est nécessaire, pour avoir un tableau d'ensemble de la situation de la classe laborieuse, d'ajouter (à ces données qui touchent tous les secteurs, voir les tableaux II et III) d'une part le chômage partiel et d'autre part les pré-retraités qui ne sont pas comptabilisés dans les statistiques.

TABLEAU I

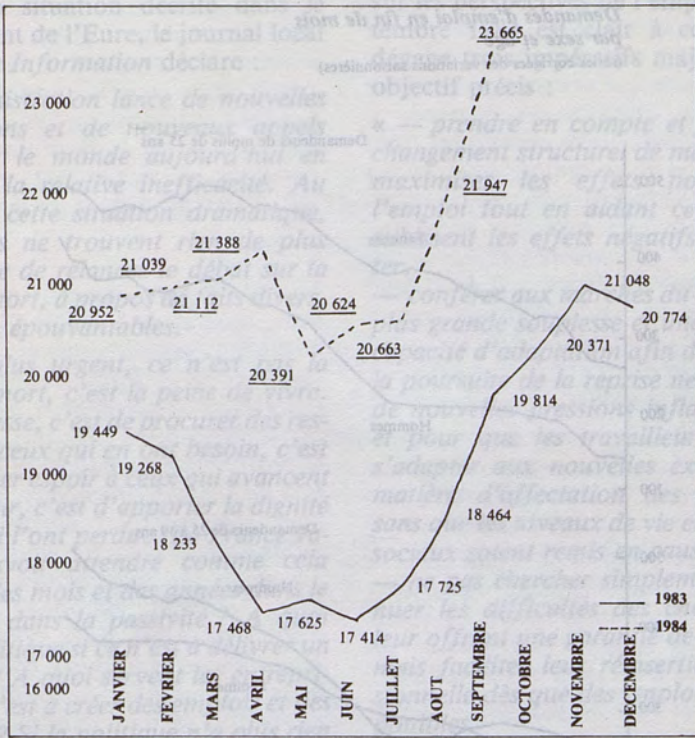
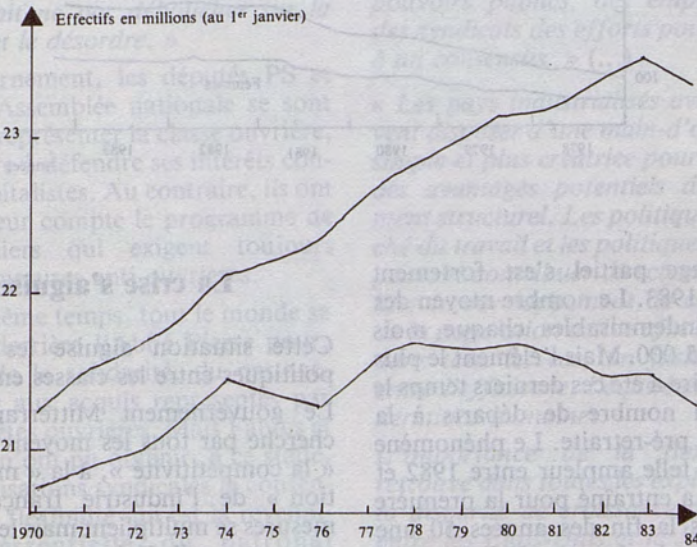


TABLEAU II

Emploi, population active et chômage, de 1970 à 1984

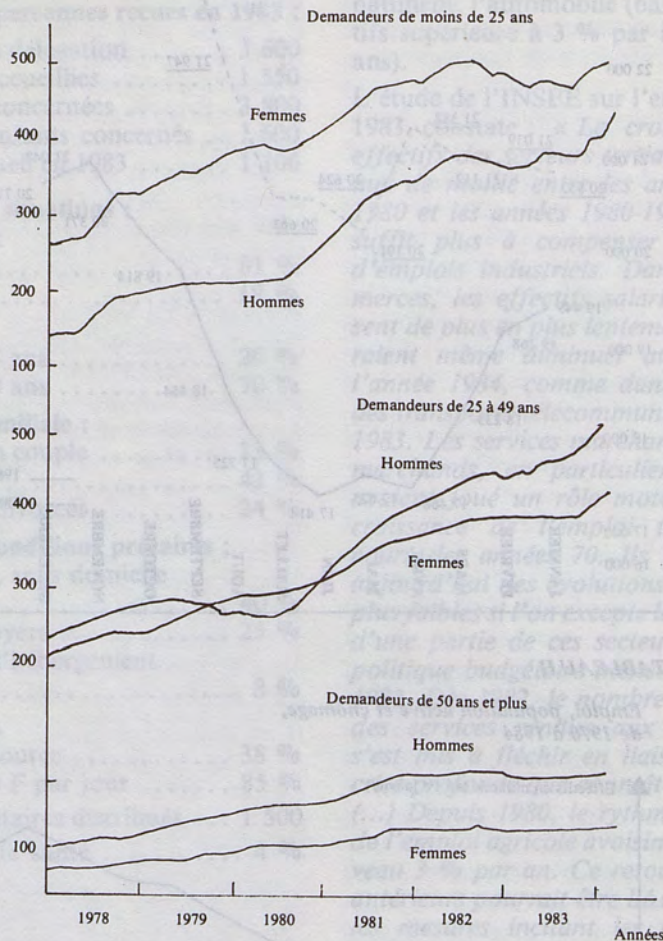


1. Les militaires du contingent sont inclus dans ces chiffres d'emploi.

TABLEAU III

**Demandes d'emploi en fin de mois  
par sexe et âge**

(séries corrigées des variations saisonnières)



Le chômage partiel s'est fortement étendu en 1983. Le nombre moyen des journées indemnisables chaque mois est de 1 215 000. Mais l'élément le plus spectaculaire a été ces derniers temps le très grand nombre de départs à la retraite ou pré-retraite. Le phénomène a pris une telle ampleur entre 1982 et 1983 qu'il a entraîné pour la première fois depuis la fin des années 50 une diminution de la population active totale.

### La crise s'aiguise

Cette situation aiguise les rapports politiques entre les classes en France.

Le gouvernement Mitterrand-Fabius cherche par tous les moyens à aider à « la compétitivité », à la « modernisation » de l'industrie française. Les mesures se multiplient mais le chômage augmente et l'affolement gagne tout le monde.

Face à la situation décrite dans le département de l'Eure, le journal local *Eure Inter Information* déclare :

« L'administration lance de nouvelles commissions et de nouveaux appels mais tout le monde aujourd'hui en reconnaît la relative inefficacité. Au milieu de cette situation dramatique, les médias ne trouvent rien de plus urgent que de relancer le débat sur la peine de mort, à propos de faits divers, il est vrai, épouvantables.

Mais le plus urgent, ce n'est pas la peine de mort, c'est la peine de vivre. Ce qui presse, c'est de procurer des ressources à ceux qui en ont besoin, c'est de redonner espoir à ceux qui avancent dans le noir, c'est d'apporter la dignité à ceux qui l'ont perdue. La France va-t-elle pouvoir attendre comme cela pendant des mois et des années dans le silence et dans la passivité ? A quoi sert la politique si ce n'est à délivrer un message ? A quoi servent les entreprises si ce n'est à créer des emplois et des richesses ? Si la politique n'a plus rien à dire, si le gouvernement n'a rien à faire, si les entreprises n'ont plus rien à créer, on ne voit pas comment la détérioration de la situation générale du pays ne s'accélérerait pas et comment on pourrait ne pas déboucher sur la violence et le désordre. »

Le gouvernement, les députés PS et PCF à l'Assemblée nationale se sont refusés à représenter la classe ouvrière, c'est-à-dire à défendre ses intérêts contre les capitalistes. Au contraire, ils ont repris à leur compte le programme de ces derniers qui exigent toujours d'autres mesures anti-ouvrières.

Dans le même temps, tout le monde se mobilise derrière l'Abbé Pierre pour, au nom de la solidarité, du partage, s'attaquer aux acquis représentés par les conquêtes ouvrières. Mais Fabius et le CNPF n'ont pu obtenir, à ce stade, des organisations syndicales le consensus sur la flexibilité qui est la revendication essentielle du patronat aujourd'hui. Le rapport de l'OCDE

sur les perspectives de l'emploi en septembre 1984 est clair à ce sujet. Il dégage trois impératifs majeurs et un objectif précis :

« — prendre en compte et faciliter le changement structurel de manière à en maximiser les effets positifs sur l'emploi tout en aidant ceux qui en subissent les effets négatifs à s'adapter.

— conférer aux marchés du travail une plus grande souplesse et une meilleure capacité d'adaptation afin d'éviter que la poursuite de la reprise ne déclenche de nouvelles pressions inflationnistes, et pour que les travailleurs puissent s'adapter aux nouvelles exigences en matière d'affectation des ressources sans que les niveaux de vie et les acquis sociaux soient remis en cause

— ne pas chercher simplement à atténuer les difficultés des chômeurs en leur offrant une garantie de ressources mais faciliter leur réinsertion professionnelle dès que des emplois sont disponibles.

Les négociations collectives ayant une grande influence sur les arbitrages à opérer entre les emplois, le revenu et les conditions de travail, la mise en œuvre de ces politiques exigent des pouvoirs publics, des employeurs et des syndicats des efforts pour parvenir à un consensus. » (...)

« Les pays industrialisés avancés doivent disposer d'une main-d'œuvre plus souple et plus créatrice pour tirer parti des avantages potentiels du changement structurel. Les politiques du marché du travail et les politiques connexes peuvent contribuer directement à faciliter le développement de ces qualités de la population active afin de réaliser, dans tous les cas, un juste équilibre entre l'efficacité, l'équité et les considérations humaines.

L'importance de la flexibilité se retrouve dans toutes les explications de la disparité de croissance de l'emploi entre les Etats-Unis et le Japon d'une part et les grands pays européens de

*l'autre ; cette disparité s'expliquerait en grande partie par la plus grande flexibilité des marchés du travail dans les deux pays qui occupent le premier rang. Les témoignages avancés à l'appui de cette thèse demeurent fragmentaires et il ne semble faire aucun doute que les marchés du travail américain, japonais et européen continueront d'avoir des caractéristiques socio-économiques différentes. Il faut donc définir avec précision les divers aspects de la flexibilité du marché du travail et réunir des preuves avant d'en tirer des conclusions réalistes sur l'action à mener. (...)*

*Si l'on veut pouvoir soutenir la reprise sans provoquer de nouvelles pressions inflationnistes, il faudra dans l'avenir immédiat continuer à pratiquer dans la plupart des pays membres une politique de modération des coûts de main-d'œuvre par rapport aux niveaux de productivité et ce pour deux raisons.*

*D'une part les marges bénéficiaires doivent être reconstituées pour contribuer à susciter des taux d'investissement suffisamment élevés pour soutenir la croissance de la production et de l'emploi. D'autre part, cette politique contribuera à ralentir le mouvement en faveur d'une substitution du capital au travail dans le processus de production. Les prélèvements assis sur les salaires et la législation relative à la sécurité de l'emploi ont aussi renforcé cette tendance en augmentant les coûts de main-d'œuvre non salariaux. »*

On ne peut être plus clair sur les objectifs, la reconstitution de marges bénéficiaires des entreprises, la compétitivité de l'économie française imposent que les droits arrachés par la classe ouvrière française soient remis en cause, que la précarité de l'emploi soit instituée pour tous. Mais il ne suffit pas de décréter pour obtenir. Le développement du chômage, la situation économique, la montée des prix, la baisse relative du pouvoir d'achat sont une réalité puissante.

La classe ouvrière, par l'abstention et de nombreuses grèves partielles, exprime un profond mouvement qui prend appui sur le rapport de force exprimé et imposé en 1981. Lors de la négociation sur la flexibilité, les organisations syndicales ont refusé. Elles ont dû prendre en compte cette situation.

Michel Jobert, ancien ministre de Pompidou et de Mitterrand, dans son quotidien du soir écrit : « *Les longues (sept mois) et infructueuses négociations entre le patronat et les syndicats sur la "flexibilité" du travail révèlent la profondeur du malaise et l'inadaptation de la société française. Voici quelques semaines, les négociateurs, au terme de leurs efforts d'ajustement aux nécessités, ou aux réalités comme on veut, allaient parapher l'accord. C'était sûr. Des chefs syndicaux responsables et courageux ayant mesuré leurs responsabilités historiques en quelque sorte, se sont publiquement prononcés pour cet accord. Mais ils ont voulu consulter "la base". La base a répondu : Non ! Il s'agit de la base syndicale, c'est-à-dire de l'infrastructure multiple des cadres et délégués à l'action professionnelle. » (Le Soir, 11 janvier 1985).*

Immédiatement, devant ce refus, le CNPF demande au gouvernement par la voix de Gattaz de reprendre la négociation, c'est-à-dire de décider par décret ou par mesure soumis à l'Assemblée nationale et donc imposé aux syndicats.

A deux mois des élections cantonales, le gouvernement Mitterrand-Fabius est pris dans l'étau de fer des relations de classes. Imperceptiblement, pendant que le maillon français de l'impérialisme devient de plus en plus faible, les conditions de l'explosion sociale s'accroissent.

Samedi 12 janvier 1985  
C. SALLERS

« UNE CONSTITUTION A LIRE AUT RESPECTER »

## **LA GUERRE COMMENCE EN ALGERIE**

par Mohamed HARBI

## **CONDORCET, L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET LA NAISSANCE DU CITOYEN**

par Catherine KINTZLER

## **L'AFRIQUE ETRANGLEE**

par René DUMONT et Marie-France MOTTIN

## **PHILOSOPHIE - ECOLE, MEME COMBAT**

(Colloque philosophique de Sèvres)

## **VIETNAM**

par Stanley KARNOW

Tous ces livres sont en vente à la SELIO  
87, rue du Faubourg-Saint-Denis - 75010 PARIS

Tous les livres dont il est rendu compte dans ce  
numéro de *La Vérité* sont en vente à la SELIO.

l'autre, cette disparité s'explique en grande partie par la plus grande flexibilité des marchés du travail dans les deux pays qui occupent le premier rang. Les témoignages avancés à l'appui de cette thèse demeurent fragmentaires et il ne semble faire aucun doute que les pays occidentaux, japonais et européens, ont d'avoir des caractéristiques économiques différentes. Il faut donc définir avec précision les divers aspects de la flexibilité du travail et les répercussions de celle-ci sur la croissance économique.

## LA GUERRE COMMENCE EN ALGERIE

par Mohamed HARRI

Michel Jobert, ancien ministre de Pompidou et de Mitterrand, dans son

## CONDORCET, L'INSTRUCTION PUBLIQUE

par René DUMONT et Marie-France MOTTIN

que de modération des coûts de main-d'œuvre par rapport aux dépenses de productivité et ce pour deux raisons.

## L'AFRIQUE ÉTRANGÈRE

par René DUMONT et Marie-France MOTTIN

de la philosophie, c'est-à-dire de l'infrastructure, c'est-à-dire de l'infrastructure.

## PHILOSOPHIE - ÉCOLE MEME COMBAT

par Stanley KARNOV

de l'emploi. D'autre part, cette

## VIETNAM

par Stanley KARNOV

de l'emploi. D'autre part, cette

de l'emploi. D'autre part, cette

de l'emploi. D'autre part, cette

de l'emploi. D'autre part, cette

de l'emploi. D'autre part, cette

de l'emploi. D'autre part, cette

de l'emploi. D'autre part, cette

de l'emploi. D'autre part, cette

de l'emploi. D'autre part, cette

de l'emploi. D'autre part, cette

de l'emploi. D'autre part, cette

de l'emploi. D'autre part, cette

de l'emploi. D'autre part, cette

de l'emploi. D'autre part, cette

de l'emploi. D'autre part, cette

de l'emploi. D'autre part, cette

de l'emploi. D'autre part, cette

de l'emploi. D'autre part, cette

de l'emploi. D'autre part, cette

de l'emploi. D'autre part, cette

La classe ouvrière, par l'abstention et de nombreuses grèves partielles, exprime un profond mouvement qui prend appui sur le rapport de forces exprimé et imposé en 1981. Lors de la négociation sur la flexibilité, les organisations syndicales ont refusé. Face

à cette situation, le gouvernement a

Le long et difficile processus de négociation et les syndicats

Le long et difficile processus de négociation et les syndicats

Le long et difficile processus de négociation et les syndicats

Le long et difficile processus de négociation et les syndicats

Le long et difficile processus de négociation et les syndicats

Le long et difficile processus de négociation et les syndicats

Le long et difficile processus de négociation et les syndicats

Le long et difficile processus de négociation et les syndicats

Le long et difficile processus de négociation et les syndicats

Le long et difficile processus de négociation et les syndicats

Le long et difficile processus de négociation et les syndicats

Le long et difficile processus de négociation et les syndicats

Le long et difficile processus de négociation et les syndicats

Le long et difficile processus de négociation et les syndicats

Le long et difficile processus de négociation et les syndicats

Le long et difficile processus de négociation et les syndicats

Le long et difficile processus de négociation et les syndicats

Le long et difficile processus de négociation et les syndicats

Le long et difficile processus de négociation et les syndicats

Le long et difficile processus de négociation et les syndicats

Le long et difficile processus de négociation et les syndicats

Le long et difficile processus de négociation et les syndicats

Le long et difficile processus de négociation et les syndicats

Le long et difficile processus de négociation et les syndicats

Le long et difficile processus de négociation et les syndicats

Le long et difficile processus de négociation et les syndicats

Le long et difficile processus de négociation et les syndicats

Le long et difficile processus de négociation et les syndicats

Le long et difficile processus de négociation et les syndicats

Le long et difficile processus de négociation et les syndicats

Le long et difficile processus de négociation et les syndicats

Le long et difficile processus de négociation et les syndicats

Le long et difficile processus de négociation et les syndicats

Le long et difficile processus de négociation et les syndicats

Samedi 12 janvier 1983

C. BALLERS



« UNE CONSTITUTION QU'IL FAUT RESPECTER »

## Le PCF et la Constitution de la V<sup>e</sup> République

par C. FOSTIER

**L**ES élections européennes du 17 juin 1984 ont marqué en France un tournant dans la situation politique. Marquées par une forte abstention ouvrière et une radicalisation au sein des forces de la bourgeoisie elles ont traduit une double polarisation qui a fait apparaître le gouvernement Mitterrand-Mauroy-Fiterman comme suspendu dans le vide ; sa base sociale ayant condamné sa politique et les forces de la bourgeoisie se regroupant contre lui. Elles ont été suivies par une série d'événements traduisant l'aggravation de la crise politique : manifestation du 24 juin organisée par la hiérarchie catholique, retrait de la loi Savary, annonce d'un référendum, démission du ministre de l'Éducation nationale accélérant celle du gouvernement tout entier, formation du gouvernement Fabius sans ministres du PCF, non du Sénat à Mitterrand.

Ainsi, après trois ans de gouvernement, la crise politique s'accroît et le mouvement des masses qui n'a pu être domestiqué, se dirige contre les institutions de la V<sup>e</sup> République à l'aide desquelles le gouvernement fait passer ses plans dirigés contre les travailleurs.

Depuis cet été 1984, la direction du PCF qui a, rappelons-le, décidé de quitter le gouvernement après un cuisant échec électoral, a adopté un nouveau discours à propos des institutions de la V<sup>e</sup> République et de sa Constitution. Rares sont aujourd'hui les interventions des responsables de ce parti dans lesquelles ne sont pas dénoncés avec véhémence la prééminence de l'exécutif sur le législatif autrement dit, l'abaissement du rôle du Parlement. S'il est vrai, et c'est un point essentiel sur lequel nous reviendrons, que l'abrogation de la Constitution, dans le droit-fil des positions du PCF depuis 1958, n'est jamais revendiquée, il n'en est pas moins nécessaire d'examiner les arguments actuellement avancés afin de mieux saisir le véritable sens de ce nouveau discours.

C'est ainsi que dans le projet de résolution préparatoire au 25<sup>e</sup> Congrès du PCF, on peut lire cette appréciation : « *Le gouvernement voit son statut réduit à un rôle d'exécutant des choix politiques du chef de l'Etat. Le Parlement ne dispose plus que d'un rôle abaissé pratiquement au point zéro.* » De même, au terme d'une réunion du groupe parlementaire PCF, le communiqué contient ce jugement : « *les parlementaires communistes ont constaté avec inquiétude l'abaissement du rôle du Parlement dans la vie nationale.* »

A la mi-novembre, *l'Humanité*, organe central du PCF, mène une enquête intitulée « *voyage au centre des institutions* » qui permet à ses auteurs de découvrir l'impossibilité pour la majorité parlementaire de s'opposer aux décisions gouvernementales. « *Il existe en effet, écrivent-ils, tout un arsenal à la disposition du gouvernement pour museler sa majorité parlementaire : l'article 49, alinéa 1 ; l'article 49, alinéa 3.* »

Enfin, quelques mois après que Claude Cabannes, éditorialiste de *l'Humanité*, eut écrit de la Constitution de 1958 qu'elle était la « *loi suprême du pays* », il est revenu à Charles Fiterman, ex-ministre des Transports et membre du Bureau politique, d'estimer que : « *L'une des raisons des difficultés de la non-application des lois et mesures positives décidées dans les premières années du septennat tenait au caractère des institutions politiques de notre pays.* »

Aucun doute n'est possible, le discours du PCF s'est modifié depuis sa sortie du gouvernement en juillet 1984. Ses responsables semblent soudain découvrir que le régime installé en 1958 a fait des partis politiques au pouvoir, des appendices de l'Etat. Et on voit fleurir dans la presse du PCF des affirmations jusqu'alors inhabituelles : « *la question de la démocratie ne peut prendre qu'une place capitale dans la démarche communiste du rassemblement contre*

*la crise* », peut-on y lire un jour pour, le lendemain, y trouver : « *Il s'agit d'élargir toujours plus la démocratie pour imposer le critère des hommes sur celui du secret de la finance et de l'Etat.* » Georges Marchais s'exclame : « *Nous voulons en France une véritable démocratie politique* », suivi par Charles Fiterman se prononçant en faveur d'une « *démocratie moderne* » : « *Je parle d'instaurer une nouvelle République.* »

Au préalable, notons que pour les travailleurs qui ont porté à l'Assemblée nationale une majorité PS-PCF, le respect de la démocratie a un contenu bien précis : la majorité PS-PCF doit faire ce pour quoi elle est élue. Telle n'est pas, comme on va le voir, la conception de la démocratie que se font les dirigeants du PCF. Bien au contraire.

D'une part, disent-ils, les trois années de gouvernement PS auquel nous n'avons participé que de façon marginale démontrent l'impossibilité d'une amélioration de votre sort par « *le haut* », en raison d'un blocage dû à la politique menée par le Parti socialiste qui détient à lui seul la majorité à l'Assemblée nationale. C'est ce qu'exprime avec une grande clarté le journal *L'Humanité* : « *L'attente de changement d'en haut est rangée au Musée de l'Histoire.* »

D'autant plus que les dirigeants du PCF prétendent constater un appauvrissement de la vie politique, une perte de responsabilité des citoyens qui n'ont, disent-ils, aucun moyen de peser sur les décisions prises. Les institutions, poursuivent-ils, en raison de leur caractère « *monarchique* », paraissent lointaines aux gens et la vie politique s'en trouvant amenuisée, il revient au PCF d'« *œuvrer pour le développement de la place des gens dans la vie politique* », par leur rapprochement avec le pouvoir.

C'est ici qu'intervient la seconde idée importante avancée aujourd'hui par le PCF. En effet, à la question : « *Où est*

le pouvoir réel », Georges Marchais, s'appuyant sur l'exemple d'Yvon Gattaz, président du CNPF détenant un grand pouvoir économique sans être ministre, répond : « *C'est une illusion de penser que le pouvoir n'est rien d'autre que le pouvoir d'Etat et qu'en conséquence il faut d'abord voter pour changer le gouvernement avant de commencer à agir pour changer les choses. C'est le contraire. C'est partout où les décisions sont prises qu'il faut intervenir pour en imposer d'autres ; c'est dans chaque domaine de la vie sociale qu'il faut par la lutte faire reculer la crise conquérir de nouveaux avantages, de nouvelles positions, de nouveaux droits.* »

Tous les travailleurs connaissent l'origine des licenciements, de la baisse du pouvoir d'achat et de la remise en cause des acquis : la politique pro-capitaliste menée depuis 1981 par les gouvernements Mauroy-Fiterman — poursuivie par Fabius, à laquelle s'est soumise la majorité PS-PCF. Et tous savent que ce sont les décisions prises « en haut » grâce à la Constitution de 1958, qui ouvrent la voie au patronat pour décider des plans dirigés contre les travailleurs.

C'est alors le moment choisi par les dirigeants du PCF, qui chaque matin se désolent de l'impuissance d'un Parlement face à la politique d'austérité menée par le gouvernement, pour faire croire aux travailleurs que les solutions par le haut, c'est-à-dire par la souveraineté de la majorité PS-PCF relèveraient de l'utopie.

Il leur faudrait, selon eux, prendre le pouvoir partout... où il n'est pas réellement, tel est en effet le contenu de cette déclaration de Charles Fiterman qui donne tout son sens à sa proposition d'une nouvelle République : « *Je parle d'instaurer une nouvelle République dans le pays et je crois que cela passe d'abord par l'entreprise, par la vie économique, par l'accès à la responsabilité des gens.* »

## Des licenciements

### « raisonnables » et « auto-gérés »

Les exemples concrets de cet « accès à la responsabilité des gens » envisagé par le PCF indiquent clairement son contenu.

Contre les licenciements et la baisse du pouvoir d'achat, il est proposé aux travailleurs de s'investir dans la gestion des entreprises : « *Il faut, selon Philippe Herzog, changer la gestion des entreprises et il faut que ce soit les gens eux-mêmes qui le fassent.* » De quelle manière ? En développant, dit-il, des « *luttés tous azimuts telles que par exemple l'élaboration de tableaux de financement alternatifs à ceux des directions* ». C'est ce que les responsables du PCF appellent « faire de la politique autrement ».

L'illustration en est donnée par ce qui vient de se passer à Creusot-Loire. Le gouvernement vient de décider le licenciement de 2 600 salariés pour l'usine centrale, celle de la ville même du Creusot.

Dans ce cas précis, la « nouvelle » politique qu'il propose a consisté pour le PCF à soutenir un plan alternatif, le plan Robleu, du nom d'un cadre de cette entreprise, qui prévoyait 1 700 licenciements. Lorsque la décision a été prise « en haut » de licencier 2 600 travailleurs, le PCF s'est lamenté en ces termes : « *Les médias ont fait un silence remarquable autour de la proposition (plan Robleu) venue du Creusot qui, reconnaît le Tribunal de Commerce de Paris, repose sur une bonne connaissance de l'entreprise et est construire de façon sérieuse et permettant la reprise d'un nombre raisonnable de salariés. Et c'est le refus de cette proposition (1 700 licenciements) qui aujourd'hui risque de coûter cher, très cher. Or, c'est cette solution humaine, moderne, démocratique, qu'il faut faire prévaloir en rassemblant tous les intéressés, en déployant la lutte contre la casse.* »

Voici donc un premier exemple des solutions par le bas vantées aujourd'hui par le PCF : rassembler ouvriers, cadres, et l'archevêque d'Autun, Monseigneur Lebourgeois, pour organiser ensemble et démocratiquement le licenciement de 1 700 travailleurs.

Aux 10 000 travailleurs du Creusot qui, le 6 septembre, se rassemblent en une puissante manifestation en tête de laquelle ils placent les élus PS et PCF, montrant par là même leur volonté de voir respecté le mandat qu'ils ont confié à la majorité PS-PCF, de voir appliquer la démocratie, les dirigeants du PCF opposent ce que Paul Boccara, membre du comité central, appelle « *des rassemblements décentralisés et majoritaires partiels. Ceux-ci pourraient se fonder avant tout sur l'intervention des travailleurs dans la gestion des entreprises et de toutes les activités, et en relation avec elle sur l'intervention des gens dans la vie des localités et des régions.* »

C'est d'ailleurs à ce niveau, celui des régions et des municipalités que le PCF propose de régler le problème de l'emploi. Alors que les dizaines de milliers de licenciements dans l'automobile, les chantiers navals, etc. sont autorisés par la politique menée « d'en haut », Georges Marchais, dans le même discours où il revendique une « démocratie politique » affirme : « *Nous avons donc lancé l'idée de créer des fonds régionaux d'initiatives décentralisées pour l'emploi et la formation. Ces fonds régionaux, gérés de façon décentralisées, regrouperaient les représentants des pouvoirs publics, des employeurs et des travailleurs, des élus et des banques.* »

Après le repli sur leur entreprise afin d'y disputer une part de gestion à leur patron, les travailleurs sont invités à se rassembler avec eux pour y discuter de l'emploi, c'est-à-dire de la meilleure façon d'organiser les licenciements : « *Ces choix anti-crise impliquent une*

*véritable décentralisation qui a pour nom : autogestion communale* ».

### Respecter la Constitution de la V<sup>e</sup> République

La boucle est ainsi bouclée. D'une critique de certains aspects des institutions, les dirigeants du PCF aboutissent à quelques propositions « originales » : l'autogestion communale, la gestion des entreprises par les ouvriers, et une « véritable décentralisation » dont tous les travailleurs savent qu'elle est aujourd'hui le moyen utilisé par le gouvernement pour infliger ses plans meurtriers...

Une question vient naturellement à l'esprit : à quoi peut-on donc bien servir un discours dénonçant les institutions mais qui a pour traduction concrète une politique assurant la mise en place d'une politique d'austérité menée à l'aide de ces mêmes institutions ?

Les dirigeants du PCF sont conscients de plusieurs choses. Tout d'abord, ils sont bien placés pour savoir que c'est la maturation du mouvement des masses qui a créé une situation dans laquelle il leur devenait de plus en plus difficile de participer au sauvetage du régime en restant au gouvernement.

Ensuite, ils peuvent, comme tout un chacun, constater le degré atteint par la crise politique et enfin ils observent que les attaques du capital et du gouvernement amènent de plus en plus les travailleurs à se heurter aux institutions de la V<sup>e</sup> République dont les dirigeants du PCF connaissent les failles.

Mais c'est justement ce qui inquiète les responsables du PCF contraints de remarquer : « *En discréditant les partis, les élus du suffrage universel et les institutions intermédiaires, le capitalisme en crise joue gros : sans mouvement populaire de masse, il dispose d'un Etat à sa dévotion ; mais en affaiblissant les mécanismes institutionnels qui peuvent amortir les chocs de la lutte des classes, il se prive des rem-*

parts qui peuvent le protéger d'un éventuel mouvement populaire anti-crise. »

On comprend dans ces conditions la véritable portée de la politique menée par le PCF : alors que par le biais des institutions de la V<sup>e</sup> République, c'est l'Etat bourgeois lui-même qui est menacé, il faut détourner le mouvement des masses vers de pseudo pouvoirs locaux, régionaux, etc., afin de mieux servir de rempart au seul pouvoir qui soit, le pouvoir d'Etat.

On voit ainsi comme un discours dénonçant les institutions et revendiquant la démocratie politique est utilisé à des fins visant à la préservation de ces mêmes institutions au détriment de la démocratie. Par conséquent, on devine aisément les raisons pour lesquelles le PCF ne réclame en rien l'abrogation de la Constitution de 1958, mais au contraire se prononce par son respect : « *Nous demandons qu'elle soit au moins respectée et que le gouvernement soit effectivement responsable devant le Parlement* », déclare Guy Ducloné, vice-président du groupe parlementaire du PCF, qui ajoute « *Je suis sûr que le pays a besoin d'une participation plus grande des citoyens à la vie politique, de l'entreprise à l'Etat.* »

### Le PCF et l'instauration de la V<sup>e</sup> République

Il est nécessaire de revenir sur les conditions de la mise en place de cette Constitution dont le PCF réclame le respect.

En 1958, la bourgeoisie française est en déclin. Elle se doit de liquider son empire colonial, voit son régime parlementaire se décomposer et s'avérer de moins en moins capable de maîtriser ses propres contradictions que la guerre d'Algérie porte à un point de rupture alors que les forces de la classe ouvrière sont intactes malgré la politique de ses directions PS et PCF.

Après la crise ministérielle du 15 avril 1958, l'Assemblée nationale vote l'investiture de M. Pflimlin. Le 13 mai à Alger, les colons qui refusent tout compromis et voient en Pflimlin un homme d'abandon de l'Algérie française, organisent une grève générale et une manifestation qui se transforme en véritable insurrection. Un Comité de salut public est formé à la tête duquel se trouve le général Massu qui, avec Salan, apportent à ce mouvement l'appui de la hiérarchie militaire. C'est un coup d'Etat qui commence.

Le premier résultat de ce coup d'Alger fut l'investiture de Pflimlin qui, dès sa première déclaration, confirma son attachement à l'Algérie française et sa confiance au général Salan, lui-même à la tête des ultras d'Alger.

Dès le départ, Pflimlin s'était fixé pour objectif de sauver le régime, de préserver l'unité de l'armée et de maintenir l'ordre. L'Etat bourgeois était en effet dans une situation périlleuse, comme coupé en deux entre Alger et Paris, ouvrant ainsi une brèche dans laquelle pouvait s'engouffrer une classe ouvrière combative et menaçante. La politique de Pflimlin était toute tracée : composer avec Alger, avec les ultras, espérer un accord avec les « factieux ». Toute une partie de la bourgeoisie et de sa représentation politique espèrent encore que le système politique parlementaire est encore le meilleur moyen de résoudre ses contradictions et appelle les ultras à respecter la raison d'Etat.

Mais le 15 mai, le général de Gaulle entre en scène, par sa candidature au pouvoir afin de sauver la nation divisée et l'Etat bourgeois menacé, et est immédiatement soutenu par Alger où la pression monte.

Afin de sauver l'ordre et le régime, Pflimlin fait voter le 16 mai la loi constituant l'état d'urgence qui interdisait toute manifestation et toute réunion publique. Le 20 mai, il fait voter des pouvoirs spéciaux pour l'Algérie qu'il

transmet au général Salan. Cette politique de conciliation avec les colons et les généraux d'Alger fraie le chemin du pouvoir au général de Gaulle de plus en plus soutenu par une bourgeoisie qui progressivement estime que seul un sauveur, un homme providentiel, parviendra à remettre l'Etat bourgeois sur les rails. Le dimanche 1<sup>er</sup> juin, celui-ci se voit accorder l'investiture, et le lendemain, le nouveau gouvernement reçoit les pleins pouvoirs pour six mois. Quelle a été, pendant ces jours décisifs, la politique du PCF dont nous n'abordons ici que quelques aspects ? (1)

Le 13 mai au matin, *l'Humanité* jugeait en ces termes le gouvernement Pflimlin : « M. Pflimlin a dissipé lui-même l'équivoque qui entourait sa tentative. Il y a quelques semaines encore, il affirmait qu'on ne réglerait rien par la force en Algérie. Nous voilà maintenant fixés. Il poursuivra la guerre en essayant de faire mieux que ses prédécesseurs. » Le lendemain, on apprenait que lors du vote d'investiture, les députés du PCF s'étaient abstenus pour donner, selon un communiqué du groupe parlementaire « la possibilité au gouvernement de se constituer. » La raison ? « Le président désigné déclare qu'il ne cédera pas devant le coup de force factieux. »

Ainsi donc au moment où les masses sont prêtes à lutter pour défendre leurs droits et leurs conquêtes, pour imposer la paix en Algérie, la direction du PCF les met à la remorque d'une fraction de la bourgeoisie prête à capituler devant les « ultras ». Les dirigeants du PCF iront jusqu'au bout de cette politique : le 16 mai ils voteront l'état d'urgence qui supprime le droit de manifestation, le droit de se réunir et fournit ainsi au gouvernement les moyens légaux d'attaquer le mouvement ouvrier. Etienne Fajon explique ce vote de la

façon suivante : « Par 461 voix contre 114, les députés approuvaient l'état d'urgence contre les menées factieuses. Tout en formulant les réserves qui s'imposaient, le groupe communiste guidé par la préoccupation essentielle de faire échec à l'entreprise de la dictature et par la nécessité d'un vote massif à cet effet, apportait ses suffrages au projet. En déclenchant l'assaut contre la République, il y a quatre jours, de Gaulle et ses complices croyaient vaincre sans coup férir. Leur coup a manqué. C'est la démocratie, ose-t-il conclure, qui a remporté une première victoire. » Mais ce n'est pas tout : le 20 mai, les députés du PCF voteront avec l'ensemble de leurs collègues un texte qui exprime « à nos soldats et à leurs chefs la profonde reconnaissance de la nation pour les services rendus à la patrie et au drapeau de la République qui, dans la légalité, sortiront vainqueurs de l'épreuve actuelle. » « Leurs chefs », c'est-à-dire Salan et Massu ! Ces prises de position, cet alignement complet sur la bourgeoisie ne pouvaient que désorienter les masses pourtant prêtes à combattre. Parallèlement à sa politique menée au Parlement, le PCF organisa systématiquement la démobilisation des travailleurs. Du 13 au 28 mai, ce fut l'ère dite de la vigilance qui combinait les grandes proclamations, les réunions inutiles de comités bureaucratiquement composés, et l'affolement organisé des militants, en un mot, une vaine et stérile agitation qui avait pour fonction de remplacer l'action.

Pourtant, malgré la politique menée par le PS et le PCF, 300 000 travailleurs manifestèrent le 28 mai et les mots d'ordre les plus repris étaient : « Paix en Algérie », « le fascisme ne passera pas ». Ce défilé impressionnant et militant aurait pu servir de point de départ à une mobilisation plus vaste encore et être utilisé comme un tremplin vers la grève générale.

Le lendemain, *l'Humanité* appelle à l'union de tous les républicains et ne

(1) Voir à ce sujet la brochure de R. Langlade « Comment de Gaulle a pris le pouvoir ».

donne aucune consigne. Enfin, le 30 mai, la Fédération de l'Education nationale organise la première grève générale à l'échelle de toute une corporation et un meeting à Paris auquel ses dirigeants invitent tous les travailleurs. Le PCF et la CGT ne répondent pas à cet appel. Le 1<sup>er</sup> juin, de Gaulle parvient au pouvoir. Le gouvernement Pflimlin soutenu par le PCF, couvrant Massu, Salan, et l'armée, avait pavé la route du général de Gaulle.

Les contradictions sociales, économiques et coloniales que le système parlementaire n'a pu contenir, ont contraint la bourgeoisie à faire appel à « l'homme providentiel » afin de sauver son Etat. Cette transition d'un système de domination à un autre, grosse d'une irruption révolutionnaire des masses, n'a pu se dérouler sans grand dommage pour la bourgeoisie qu'en raison de la politique des directions du mouvement ouvrier. Pour sa part, le PCF a parfaitement joué son rôle de défenseur de l'Etat bourgeois en empêchant les masses d'utiliser dans leurs propres intérêts la crise de domination que connaissait alors la bourgeoisie. Il a ainsi fortement contribué à la mise en place des institutions de la V<sup>e</sup> République. Ce n'est qu'une fois assurée la défaite sans combat des travailleurs, permettant la mise en place de la V<sup>e</sup> République, qu'il dénoncera les institutions de celle-ci comme antidémocratiques avant d'y voir le cadre légitime de l'union de la gauche.

### Une stratégie constante

La politique menée par le PCF depuis 26 ans peut à première vue apparaître comme aberrante.

En mai 1958, le système de démocratie parlementaire dans lequel la classe ouvrière possède ses organisations est directement menacé par un coup d'Etat bonapartiste dont le but avoué est la liquidation des syndicats et partis ouvriers, dont le PCF. Les dirigeants de ce parti mènent une politique de

soutien à une aile de la bourgeoisie prête à capituler devant de Gaulle. Plutôt que d'organiser la mobilisation des masses, le PCF préfère l'installation d'un régime bonapartiste. Dix ans plus tard, 10 millions de travailleurs sont en grève générale, occupent les usines et veulent en finir avec de Gaulle. Le pouvoir est à prendre. Le PCF paralyse le mouvement, assure la reprise du travail, et sauve le pouvoir chancelant.

En 1977, les partis ouvriers remportent une victoire écrasante aux élections municipales qui précèdent d'un an les législatives pour lesquelles tout le monde s'accorde à prévoir une défaite des partis RPR-UDF. En août 1977, revenant de vacances en Corse Georges Marchais découvre que le Parti socialiste est un parti socialiste-démocrate et entame une campagne de division où tous les coups sont réservés à la direction du PS. La majorité RPR-UDF remporte la majorité des sièges au 2<sup>e</sup> tour, le régime est une nouvelle fois sauvé. De 1978 à 1981, la division redouble et au cours de la campagne électorale des présidentielles de 1981, le candidat « anti-Giscard » Georges Marchais réserve ses coups contre François Mitterrand, seul capable de battre Giscard. De 1981 à juillet 1984, le PCF siège au gouvernement, y applique avec constance une politique procapitaliste utilisant à cette fin tous les mécanismes de la Constitution née du coup d'Etat de 1958. Cette Constitution qu'il prétend améliorer en coulant sa politique dans le moule de la « décentralisation » et de la « régionalisation » qui sont précisément des instruments du régime bonapartiste. (2)

Au premier abord, la politique de ce parti que l'on nous présente tantôt comme révolutionnaire, tantôt comme électoraliste, peut paraître surprenante, aboutissant pour lui à une cascade de défaites électorales...

(2) Ces problèmes feront l'objet d'un prochain article de *La Vérité*.

Cependant, au-delà des modalités diverses qu'elle peut revêtir, une constante se dégage : le soutien complet aux institutions de la V<sup>e</sup> République et à sa Constitution. Le PCF aurait-il donc un goût prononcé pour le bonapartisme, comme le PCI italien une préférence pour la démocratie parlementaire, ou le PCE espagnol un penchant pour les institutions franquistes ?

Remarquons tout d'abord qu'au sortir de la 2<sup>e</sup> Guerre mondiale, le PCF a apporté son active contribution à la mise en place de la IV<sup>e</sup> République et de son régime parlementaire qu'il a défendu jusqu'en mai 1958 contre toute menace venant... de la classe ouvrière, année où il ouvre la voie du pouvoir au général de Gaulle instaurant son régime bonapartiste.

Et c'est maintenant depuis plus d'un quart de siècle que contre vents et marées, et qu'au prix de pertes électorales et militantes, il défend inlassablement les institutions en place.

Ainsi donc, depuis 1945-46, le PCF a défendu deux types de systèmes politiques de la bourgeoisie : la démocratie parlementaire et le bonapartisme.

C'est qu'en réalité, la politique de ce parti n'est pas déterminée par les formes que prend à un moment donné la domination de classe de la bourgeoisie

ni par ce qui apparaît comme lui étant le plus favorable. Les causes réelles de sa politique sont à chercher ailleurs : l'appareil dirigeant du PCF est partie intégrante de l'appareil international, dirigé par la bureaucratie du Kremlin. Cette couche sociale contre-révolutionnaire qui a exproprié le prolétariat soviétique du pouvoir, craint plus que tout le développement de la révolution prolétarienne, et apporte par conséquent son soutien, quelque en soit le prix, à la défense de l'Etat bourgeois sous les formes où il existe.

Dans le précédent numéro de la revue, il a été expliqué que *« l'Etat n'est pas une idée ou une autorité abstraite mais une réalité matérielle qui se concentre dans sa fonction de coercition à l'égard de la société exercée au compte de la classe dominante. Les institutions constituent donc la forme concrète d'existence d'un pouvoir d'Etat donné, d'une forme de domination précise. »*

En soutenant la démocratie parlementaire de 1946 à 1958, puis les institutions bonapartistes jusqu'à nos jours, le PCF n'a pas affirmé sa préférence pour l'une ou pour les autres, mais plutôt son attachement à la défense de l'Etat bourgeois quelles qu'en soient ses formes immédiates.

C. FOSTIER



Dans

## « TRIBUNE INTERNATIONALE »

N° 27 (janvier 1985)

— Un ensemble de documents sur les positions et l'activité du Parti des Travailleurs du Brésil : le combat pour la démocratie face au collège électoral de la dictature

**La « reconversion industrielle en Europe » : la riposte.**

**Un dossier sur la situation dans l'Etat espagnol : plans de licenciements et lutte des travailleurs.**

— La résolution adoptée par le Congrès de réunification de la Fédération des Mineurs du Pérou

**La reproduction du document secret pour la réunion du Conseil national de Sécurité US pour l'Amérique Centrale.**

La Pologne à l'heure du FMI :

Des articles sur l'Afrique, la Nouvelle-Calédonie, le XXIX<sup>e</sup> Congrès du PCI.

## TRIBUNE INTERNATIONALE

Journal politique de « IV<sup>e</sup> Internationale »

(Centre international de reconstruction)

le numéro : 10 F

(Voir les conditions d'abonnement, la formule d'abonnement couplé avec *La Vérité*, à la fin de la revue)

Les causes réelles de la situation sont à chercher ailleurs. Les causes réelles de la situation sont à chercher ailleurs.

# « TRIBUNE INTERNATIONALE »

N° 27 (Janvier 1982)

Un ensemble de documents sur les positions et l'activité du Parti des Travailleurs du Brésil : le combat pour la démocratie face au collège électoral de la dictature.

La « reconversion industrielle en Europe » : la riposte. Un dossier sur la situation dans l'état.

Espagne : plans de licenciements et lutte des travailleurs. La résolution adoptée par le Congrès de réunification de la Fédération des Mineurs du Pérou.

La reproduction du document secret pour la réunion du Conseil national de Sécurité US pour l'Amérique Centrale. La Pologne à l'honneur du FMI. Des articles sur l'Afrique, la Nouvelle-Calédonie, le XXIX<sup>e</sup> Congrès du PCI.

# TRIBUNE INTERNATIONALE

Journal politique de « IV<sup>e</sup> Internationale » (Centre international de reconstruction) le numéro : 10 F

(Voir les conditions d'abonnement, la formule d'abonnement couplé avec La Vérité, à la fin de la revue)

CHRONIQUE : DEFENSE DU MARXISME

## A propos du « Déclin du marxisme » de Lucio Colletti

par Pierre RAPHAEL

**A**VANT d'en venir au vif du sujet, sacrifions aux présentations d'usage : Lucio Colletti, né en 1924, est professeur de philosophie à l'université de Rome. Pendant 14 ans, de 1950 à 1964, il fut membre du Parti communiste italien.

Aujourd'hui, après bien des tournants intellectuels et politiques, il nous livre enfin, dans un ouvrage traduit récemment en français, sous le titre aguichant « Le déclin du marxisme », cette vérité tout à la fois insoutenable et bouleversante : « Le marxisme est en crise. »

Comme il fallait s'y attendre, cette déclaration officielle de rupture fut accueillie par une certaine presse avec une jubilation fort peu feinte : cette fois-ci le coup de grâce est vraiment donné, et, qui plus est, il l'est par les pistolets de la théorie pure ! C'est ainsi qu'on relève, dans le journal *Libération* du 24 septembre 1984, ce verdict sans appel : le livre de Colletti « a le mérite, assez rare, de réfuter, au sens de Popper, le marxisme, non pas par des arguments politiques qui évaluent le destin politique et les incarnations des théories de Marx, mais par des arguments strictement philosophiques qui en soulignent les impasses ».

### Un nouvel assaut...

Bigre ! L'assaut est si rude que les bras nous en tombent. Tâchons cependant de faire face. Et pour commencer, accordons sans peine au plumitif de *Libération* que la production de pacotille servie en France depuis des années par des charlatans prompts à dénoncer en Marx « le père du Goulag », si du moins elle a jamais pu prétendre au rang de « réfutation du marxisme à coup d'arguments politiques », a indiscutablement provoqué à la longue une certaine nausée. Le besoin d'un « supplément d'âme » était dans l'air : les hasards d'une traduction bâclée et l'incomparable sixième sens par lequel

certain éditeurs et journalistes devançant la demande de leur clientèle sociale ont fait le reste.

Venons-en maintenant au fond de l'affaire. Qu'il soit pour le moins incongru, voire franchement comique, de vouloir « **régler son compte au marxisme à coup d'arguments strictement philosophiques** », quand on sait que la résolution prise en commun par Marx et Engels de régler leur compte avec leur « **conscience philosophique d'autrefois** » a pour ainsi dire signé l'acte de naissance du marxisme, voilà qui n'effleure même pas le journaliste de *Libération*. Rendons au moins à Colletti ce qui est à Colletti : avoir su discerner que le « secret » du marxisme résidait avant tout « **dans l'unité de la théorie et de la pratique que la doctrine a réalisé** » (1). Quant au « secret » de Colletti, il n'est peut-être pas si étranger que cela aux penseurs de l'histoire concrète. Pour le savoir, il faut se résoudre à suivre un moment Colletti sur le terrain qui est le sien, et, pour parler comme Engels, à « **mordre dans cette pomme acide** ».

Le nerf de l'argumentation philosophique développée par notre auteur tient à cette distinction à ses yeux essentielle : la distinction, introduite par Kant dans un Essai de 1763, entre « l'opposition réelle » et la « contradiction ». Quel sens faut-il lui attribuer, et comment expliquer la fascination qu'elle exerce sur Colletti ? Elle signifie d'abord que la « contradiction » (entre A et non-A) ne peut jamais être que le fait de la pensée : la contradiction est seulement logique, elle ne se rencontre que dans la sphère du discours, jamais dans les choses. Ce qui en revanche se rencontre dans la réalité, aussi bien dans la nature que dans la société, ce sont uniquement et exclusivement des « oppositions réelles », c'est-à-dire des conflits opposants deux choses positives

(A et B), jamais une chose positive (A) à une chose négative (non-A).

Empruntons à Kant l'exemple, souvent retenu par Colletti, d'un corps soumis à deux forces contraires : l'une de ces forces imprime au corps un mouvement dans une direction déterminée, l'autre s'exerce avec une égale puissance sur le même corps, mais dans la direction contraire. L'action de chacune des forces annulant celle de l'autre, le résultat de cette compensation réciproque n'est autre que le repos. Tel est le modèle de toute « opposition réelle » (ou « *Realrepugnanz* » comme Kant l'appelle encore). Si l'on adopte ces prémisses, c'est alors tout le matérialisme historique qui se trouve ruiné dans sa prétention à la scientificité. On ne peut à la fois, insiste Colletti, faire œuvre de science et admettre l'existence de « contradictions dans la réalité ». Il y a là, selon lui, une incompatibilité radicale : « **Pour la science — comme on le sait (sic) — les contradictions sont seulement logiques, sont toujours et uniquement des « erreurs subjectives à éliminer** » (2).

Tout se ramène finalement à cette antithèse centrale : d'un côté, le monde de la « science », qui a lié à jamais son sort au principe de non-contradiction (une chose ne peut être à la fois elle-même et son contraire), et où n'ont donc droit de cité que les « **oppositions réelles** » ; de l'autre, le monde des « **idéologies** », où le marxisme, pour avoir parlé de « contradictions objectives », côtoie pêle-mêle Hegel, Heidegger et Nietzsche dans une même « **réaction contre la science** » (d'où, soit dit en passant, le titre italien original de l'ouvrage *Tramonto dell'Ideologia* — le crépuscule des idéologies —). Alors, querelle de mots ou méritoire effort de rigueur ? Un premier indice nous mettra sur la bonne voie. En réactivant, contre la dialectique matérialiste, la distinction opérée en son temps par Kant, Colletti s'attribue un peu vite le mérite exclusif d'une véritable

(1) : Le déclin du marxisme, page 167

(2) : Le déclin du marxisme, page 115

« redécouverte ». Le mot d'ordre du « retour à Kant » a en effet dans le mouvement ouvrier une longue histoire ; bien entendu, Colletti avait dès 1974 prévenu l'objection : « **Mon intérêt pour Kant n'a donc rien de commun**, protestait-il alors, **avec celui des révisionnistes allemands de la Seconde Internationale, Edouard Bernstein ou Conrad Schmidt, qui étaient attirés, eux, par l'éthique de Kant. J'ai essayé, au contraire, de réévaluer l'apport de Kant à l'épistémologie, contre l'héritage de Hegel** ». (3)

### ...Avec les armes d'Eugen Dühring

Ce que Colletti ignore — ou plutôt, feint d'ignorer — c'est que le premier « théoricien », dans la social-démocratie allemande, à mobiliser la doctrine kantienne des « oppositions réelles » contre la dialectique de Hegel ne fut autre... qu'Eugen Dühring lui-même, ce privat-dozent de l'université de Berlin que Bernstein tenait en grande estime et qui s'était attiré une foudroyante réplique d'Engels qui lui a valu de passer à la postérité.

Écoutons bien ce que disait Dühring sur la contradiction dialectique de 1875 : « **La contradiction est une catégorie qui ne peut appartenir qu'à la combinaison de pensées, mais non à une réalité. Dans les choses, il n'y a pas de contradictions, ou, en d'autres termes, la contradiction posée comme effective est elle-même le comble du non-sens ...L'antagonisme de forces qui se mesurent l'une ou l'autre dans une direction opposée est même la forme fondamentale de toutes les actions dans l'existence du monde et des êtres qui le composent. Mais ce conflit entre les directions des forces des éléments et des individus ne se confond pas le moins du monde avec l'idée des absurdes contradictions** » (4).

(3) : Politique et Philosophie, Editions Galilée, page 24

(4) : Cité par Engels, in l'Anti-Dühring, page 149 (souligné par nous)

Tout y est déjà : l'idée d'une contradiction objective est un pur non-sens, la contradiction n'existe que dans la pensée, dans la réalité, il n'y a que des conflits entre les directions des forces, ce que le sobre Kant baptisait justement « **oppositions réelles** » ; rien n'y manque, pas même la charge hargneuse contre Hegel et la « dialectique de la contradiction » (5).

Notre déception est grande : ainsi Colletti ne ferait que répéter Dühring... à un siècle de distance ! C'est vraiment « beaucoup de bruit pour rien » ! Mais peut-être sommes-nous en train de céder à la tentation d'un grossier amalgame. Croisant le fer contre la « dialectique de la contradiction », Dühring n'en poursuivait pas moins un but étroitement « utilitaire » : c'est qu'il avait sa conception bien à lui du « **socialisme** », il voulait la société bourgeoise, mais sans ses « **anomalies** » (entendez ses « **contradictions** », car pour l'entendement de Dühring, tout particulièrement, la contradiction vaut en général « **comme une contingence, pour ainsi dire comme une anomalie et un paroxysme de maladie passager** » (6). Pour venir à bout de cette difficile opération, il n'avait rien trouvé de mieux que d'appliquer la vieille recette éprouvée par Proudhon : supprimer par la pensée les contradictions de la société existante, en décrétant que dans la réalité il n'y a pas de place pour les contradictions !

Tel n'est pas le cas de Colletti, chevalier servant de la « **Science pure** ». Mais alors pourquoi semblable acharnement contre la « **contradiction** » ? Un passage de l'essai central de son livre nous éclaire sur l'enjeu proprement politique d'une telle insistance : « **On pourrait d'abord avoir l'impression que tout se réduit au fond à une question de terminologie. Le marxisme**

(5) Cf. la fin du passage cité par Engels dans l'Anti-Dühring, page 149

(6) : Hegel, Science de la Logique, Livre 2, page 82

aurait tort de désigner improprement comme des « contradictions » dans la réalité ce qui devrait être appelé plus opportunément « conflit de force » ou justement « opposition réelle ». En réalité, la question en jeu est tout autre que terminologique. « En désignant les conflits d'intérêts dans la société industrielle comme des « contradictions du capitalisme », Marx ne tombe pas dans une erreur de forme (...) Le cas de l'opposition entre travail salarié et capital est typique : le capital, qui est considéré comme le produit et l'objectivation aliénée du travail humain, est conçu de telle façon qu'il se rend indépendant ou « étranger » par rapport à son créateur et s'oppose à lui jusqu'à dominer » (7).

Voilà donc où menait la réhabilitation de la distinction kantienne : entre Capital et Travail, voyez-vous, il n'y a nullement contradiction, il y a seulement « **opposition réelle** » ! Reprenons l'exemple de Kant, il sera ici très instructif : si Capital et Travail sont dans le même rapport que deux forces exerçant leur pouvoir en sens contraire sur un même corps, et dont les effets s'annulent pour produire le repos, cela signifie en dernière analyse que le développement de l'opposition Capital-Travail ne mène pas nécessairement au renversement du capitalisme et à son remplacement par le socialisme : car, tout comme un corps trouve un certain équilibre sous la poussée de deux forces agissant en sens inverse l'une de l'autre, de la même manière, le capitalisme peut fort bien s'accommoder de ces forces contraires que sont le Capital et le Travail, du moment qu'elles se neutralisent réciproquement !

Et voilà comment une subtilité apparemment verbale sert mal à une remise en cause radicale de la nécessité historique de la révolution prolétarienne : le capitalisme n'est en effet le capitalisme, c'est-à-dire une **réalité histori-**

(7) : Le déclin du marxisme, page 115 et 166 (souligné par nous)

que et transitoire, que parce qu'il est une **réalité contradictoire**.

Cela est vrai, d'une manière plus générale, de tous les modes de production qui se sont succédés dans l'histoire : « La seule voie réelle par laquelle un mode de production et l'organisation sociale qui lui correspond marchent à leur dissolution et à leur métamorphose est le développement historique de leurs antagonistes immanents. C'est là le secret du mouvement historique que les doctrinaires, optimistes ou socialistes, ne veulent pas comprendre » (8).

Le fond de toute la question est là : si la contradiction a une telle importance, c'est qu'elle est le ressort du « **mouvement historique** » ; c'est pourquoi s'évertuer à concevoir « la contradiction dans la réalité » en faisant préalablement abstraction du mouvement n'a bien évidemment aucun sens. Tout marxiste conséquent ne pourra à ce sujet que souscrire pleinement à l'affirmation capitale de Hegel : « Der Widerspruch ist das Fortleitende », la contradiction est ce qui fait aller de l'avant.

Cela, Colletti se refuse à le comprendre pour l'excellente raison qu'il a d'abord substitué, par voie d'abstraction, au mouvement réel de purs fantômes logique pour « découvrir » ensuite, très « logiquement » d'ailleurs, que la « réalité » ainsi réduite à l'abstraction ne comportait pas de contradiction. L'artifice est par trop éculé ! Comme Engels le faisait déjà remarquer à Dühring : « **Tant que nous considérons les choses comme en repos et sans vie, chacune pour soi, l'une à côté de l'autre, et l'une après l'autre, nous ne nous heurtons certes à aucune contradiction en elles (...)** Mais il en va tout autrement dès que nous considérons les choses dans leur mouvement, leur changement, leur vie, leur action réciproque l'une sur l'autre. Là, nous tom-

(8) : Marx, le Capital, Livre I, Tome II, page 166 (Editions Sociales)

bons immédiatement dans des contradictions » (9).

### Un grossier subterfuge

En fin de compte, tout le procès que Colletti se donne l'air d'instruire au nom de la « science » contre l'idée de contradiction dialectique, repose sur un grossier subterfuge philosophique : affirmer avec lui que le principe de logique formelle en vertu duquel le discours se doit d'éviter les contradictions, est en même temps un « principe de détermination réelle » (10), c'est-à-dire ce qui permet de définir la réalité des choses, c'est tenir sans problème pour acquis que la réalité se réduit à la juxtaposition d'objets isolés, de choses enfermées sur elles-mêmes (ce qu'il aurait précisément fallu démontrer).

C'est là l'extrapolation du logique au réel la plus indue et la plus incontrôlée qui soit ! A partir du moment où l'on se permet de métamorphoser des classes sociales (Capital et Travail) en entités logiques dotées pour les besoins de la preuve de « forces égales » (admirez la prouesse), il n'y a alors plus rien d'étonnant à ce que l'on se refuse à voir dans le capitalisme une réalité contradictoire. L'inconvénient de toute cette construction, c'est qu'elle ne résiste pas un seul instant à une confrontation avec le processus historique vivant, qui, lui, ne connaît pas d'abstractions telles que des classes prises en soi, entrant après coup en rapport de l'extérieur, une fois définitivement constituées, pour donner finalement naissance à la « contradiction ».

Ainsi que l'explique Marx dans *Misère de la Philosophie* : « La bourgeoisie commence avec un prolétariat qui lui-même est un reste du prolétariat des temps féodaux. Dans le cours de son développement historique, la bour-

que, la bourgeoisie développe nécessairement son caractère antagoniste, qui à son début se trouve être plus ou moins déguisé, qui n'existe qu'à l'état latent. A mesure que la bourgeoisie se développe, il se développe en son sein un nouveau prolétariat, un prolétariat moderne, » etc. (11).

Nous touchons ici au point décisif : loin de définir une relation logique entre des termes séparés, la contradiction dialectique qualifie toujours un mouvement, un processus de développement ; c'est le mouvement de la lutte des classes qui constitue le rapport Capital-Travail comme contradictoire, loin qu'il faille admettre la fiction de classes toutes formées préexistant à leur entrée en lutte.

L'on comprend alors que l'impuissance de Colletti à concevoir des « contradictions dans la réalité » renvoie à une attitude théorique plus profonde. Toute la « séduction » exercée par Colletti auprès d'une fraction de l'intelligentsia vient de ce qu'il part en guerre contre la dialectique en défense de la « science » et... du « matérialisme » ! Mais le « matérialisme » dont il fait ses délices a tôt fait de montrer le bout de son nez ; à la page 125 de son livre, Colletti nous fait cet aveu : ...« le matérialisme, autrement dit — pour autant que ce dernier puisse concerner la philosophie (souligné par nous) — le réalisme empirique en gnoséologie ».

Autrement dit, Colletti nous demande de lui concéder une petite chose : par matérialisme, il faut comprendre une « théorie de la connaissance » ; par matérialisme, il faut simplement entendre la reconnaissance de la réalité du monde extérieur auquel la « science » nous donne accès. Ainsi « apprivoisé » par la philosophie, le matérialisme peut alors s'identifier à une variante du

(9) : Anti-Dühring, page 150

(10) Le déclin du marxisme, page 130 ; et aussi à la même page : « à la base du principe de la contradiction logique à éviter », il y a ce fondement réel qui est l'objet existant même »

(11) : Misère de la Philosophie, page 131 (souligné par nous)

« néo-positivisme » fort en vogue aujourd'hui dans les pays anglo-saxons (celui de Carnap et Popper). Colletti regarde la « matière » avec les yeux du philosophe et nous dit ensuite : « Je ne vois pas de contradictions ». Et il voudrait qu'on le croit sur parole ! Son point de vue, c'est celui de la contemplation passive de la « réalité donnée » : c'est là le sens de son « matérialisme » purement philosophique. Nous consentons bien volontiers à reconnaître que la dialectique ne peut être d'aucune utilité à qui adopte pareil point de vue...

Mais c'est parce qu'elle est d'autant plus indispensable à celui qui entend agir pour la « **transformation du monde** » : si elle n'est rien pour le matérialisme **philosophique**, elle est en revanche tout pour le matérialisme **pratique**, car « **pour le matérialiste pratique, c'est-à-dire pour le communiste, il s'agit de révolutionner le monde existant, d'attaquer et de transformer pratiquement l'état de choses qu'il a trouvé** » (13).

Toute compréhension profonde de la dialectique passe nécessairement par là : la dialectique ne prétend pas être en effet une sorte de « super-logique » dont la vocation serait de remplacer la logique formelle en sommant les sciences existantes d'observer fidèlement ses prescriptions ; elle ne substitue aucunement au principe de non-contradiction le principe symétriquement opposé selon lequel « **plus c'est contradictoire, plus c'est vrai** », contrairement à ce que Dühring et Colletti voudraient nous faire croire. Ce serait complètement manquer sa signification que de la tenir pour un « **instrument de pure démonstration** » (Engels). Cela est si vrai que ce qui définit la dialectique matérialiste, ce n'est pas même la reconnaissance platonique de l'existence de contradictions dans la réalité (une telle attitude

procéderait encore de l'interprétation du monde), c'est la volonté d'utiliser ces contradictions comme point d'appui pratique pour le levier révolutionnaire.

### « **L'algèbre de la révolution** »

Voilà pourquoi la meilleure définition qui ait jamais été donnée de la dialectique, est encore celle du vieux révolutionnaire russe Herzen dont Lénine disait : « Il s'est assimilé la dialectique de Hegel. Il a compris qu'elle était « **l'algèbre de la révolution** » » (14).

Un exemple nous permettra de mieux cerner ce qui est en jeu. Dans une interview accordée en 1974, Colletti, au moment même où il s'interrogeait en « pur philosophe » sur la contradiction, devait dire, concernant la « définition dialectique » donnée par Trotsky de l'URSS comme « Etat ouvrier dégénéré » : « **C'est un concept qui m'a toujours laissé perplexe. Par ailleurs, je ne peux proposer aucune définition plus précise** » (15). Laissons Colletti à sa perplexité toute philosophique et rappelons en quels termes Trotsky s'est efforcé de dégager toute l'importance théorique et pratique de sa « définition » : « **La contradiction entre les fondements socialistes établis par la Révolution et le caractère d'une caste, issue de la dégénérescence de la révolution, est non seulement un fait historique indiscutable, mais encore un élément moteur. C'est sur cette contradiction que nous nous appuyons dans notre lutte pour renverser la bureaucratie** » (16).

Nous avons là toute la différence qui sépare la prostration d'un « matérialisme » académique et pédantesque devant les « faits » de l'attitude théoriquement exigeante du matérialisme militant pour lequel une « définition

(13) : L'Idéologie Allemande, page 54

(14) Œuvres, Tome 18, « A la mémoire de Herzen », page 19.

(15) « Politique et Philosophie », page 21.

(16) L. Trotsky : « Défense du marxisme », page 150.



précise » ouvre la voie à l'intervention du facteur révolutionnaire. Le « matérialiste » de cabinet décrète : il n'existe pas de contradiction, dans la réalité il n'y a que des faits positifs. C'est pourquoi il s'incline devant la première contradiction venue. Le dialecticien révolutionnaire part de la contradiction non seulement comme d'un « **fait historiquement indiscutable** » mais comme d'un « **élément moteur** ». C'est pourquoi il ne renonce jamais à transformer la réalité.

### La clef des positions de Colletti

Nous commettrions cependant une erreur profonde en considérant que les positions actuelles de Colletti découlent de prémisses purement philosophiques. En fait, sa trajectoire politique nous donne pour ainsi dire la clef de son cheminement intellectuel. Pendant toute une première étape, Colletti évolue à l'intérieur du Parti communiste italien dans le sillage de Della Volpe, chef de file d'un courant philosophique réinterprétant Marx à la lumière de Kant et de Hume ; et c'est comme disciple de Della Volpe que Colletti défendit l'idée que chez Marx la contradiction Capital-Travail n'est pas une « **contradiction dialectique** » mais ce que Kant appelait une « opposition réelle » sans contradiction. La trouvaille n'est donc pas neuve ! Ce qu'il faut par contre rappeler, c'est qu'à l'époque, ce néo-kantisme positiviste avait conduit Della Volpe à justifier théoriquement le combat pour l'application intégrale de la Constitution italienne comme élément de la « voie italienne » au socialisme, et à déceler la présence « d'éléments de démocratie directe » à la Rousseau dans... la Constitution ultra-stalinienne de 1936 ! Comme le disait Colletti lui-même en 1974 : « **Della Volpe lui-même était un intellectuel à l'ancien style, qui a toujours travaillé avec l'idée qu'il devait y avoir division du**

**travail entre la théorie et la pratique. La politique pouvait être laissée aux professionnels de la politique** » (17).

C'est le moins que l'on puisse dire !

Puis s'ouvre une deuxième étape, lorsque Colletti quitte le PCI en 1964, l'année de la chute de Kroutchev, ainsi qu'il le souligne lui-même dans son interview de 1974 ; cette deuxième étape coïncidera avec une phase de doutes et d'interrogations qui amènera Colletti à tenter dans un premier temps de mettre en place une revue commune avec la gauche du PSIUP (« La Sinistra »), puis à une collaboration éphémère avec le groupe « Il Manifesto » expulsé du PCI en 1970. Sur le plan théorique, Colletti revient alors sur quelques-unes de ses positions antérieures : ainsi, il prend conscience que pour Marx, la relation Capital-Travail est bien une « contradiction dialectique », contrairement à ce qu'il avait lui-même soutenu durant des années avec son maître Della Volpe. Mais c'est pour ajouter immédiatement que pour lui, la science exclut toujours la notion de réalité contradictoire ! D'où l'idée que, puisque Marx tient le capitalisme pour une réalité contradictoire, il y a chez lui une dualité entre l'homme de science et le révolutionnaire. Enfin, Colletti en est aujourd'hui arrivé à formuler la conclusion logique de cet itinéraire quelque peu tortueux : pour la science, il ne saurait y avoir de réalité contradictoire, il faut donc abandonner l'idée que le capitalisme est une réalité contradictoire et par là même se défaire de toute référence même formelle au marxisme, désormais rejeté tout entier du côté de « l'idéologie ».

Sur le plan politique, Colletti, qui, après avoir flirté avec le Parti républicain, a échoué dans le Parti socialiste de Craxi, compte maintenant parmi les partisans d'une réforme constitutionnelle « à la française », autrement dit d'un Etat fort dont il justifie le besoin

(17) : Politique et Philosophie, page 21

par les nécessités de la lutte contre le « terrorisme ».

Le mécanisme de son évolution la plus récente trouve en effet pour une part décisive, son origine dans la réaction d'un intellectuel décomposé vis-à-vis du « terrorisme » : **« Onze ans après 1968, la situation italienne est encore en pleine mer. Il serait nécessaire de se demander pourquoi un phénomène que d'autres pays occidentaux surent résorber rapidement et sans efforts, s'est tant prolongé chez nous, jusqu'au pourrissement et ensuite, ait dégénéré dans le terrorisme ouvert »** (18). En fait, comme le montre sa démarche dans le premier essai intitulé « Les idéologies de 1968 à aujourd'hui », Colletti a tendance à rendre responsable du « pourrissement » de la situation italienne la domination persistante d'idéologies s'ordonnant invariablement autour d'un même thème : la science engendre l'asservissement de l'homme. Hier, c'était le thème favori de tous les groupes étudiants qui s'en prenaient au « révisionnisme » du PCI ; aujourd'hui, c'est le leit-motiv de tout un courant nihiliste se réclamant de Nietzsche et de Heidegger. D'où sa propre réaction en défense de

la « science » et son ralliement au néo-positivisme de Popper. Dans cette optique, le seul véritable reproche qu'il adresse aux dirigeants du PCI, c'est d'être restés à mi-chemin dans leur effort de « révision » du marxisme : **« Le révisionnisme des partis occidentaux (il s'agit des Partis communistes) ne pouvait pas s'expliquer par les insuffisances et les erreurs subjectives de leurs dirigeants. Derrière cette « révision », se cachait la confession, même incohérente et à demi-mot, de l'impossibilité matérielle de continuer à se mouvoir dans le monde à la lumière des vieux schémas »**. Comme on le voit, jusque dans le naufrage, Colletti demeure fidèle à ses origines : pur produit du stalinisme, il a agi en la circonstance **« comme le singe atteint de myopie dans la fable : ayant mis ses lunettes sur la queue et les ayant nettoyées sans résultat (les « vieux schémas » sans doute !), il décida qu'elles ne servaient à rien et les brisa contre une pierre. Chacun agit comme il l'entend mais ce n'est pas la faute des lunettes. »** (20)

Pierre RAPHAEL

(18) : Le déclin du marxisme, pages 73-74

(19) : Le déclin du marxisme, page 70 (souligné par nous)

(20) : Trotsky, comment vaincre le fascisme, page 134

## la « Vie de Karl Marx » de Franz Mehring

(Traduction, notes et avant-propos de Gérard BLOCH)

**L**E contenu de ce numéro de La Vérité était déjà décidé lorsqu'est parue l'édition française de la « Vie de Karl Marx » de Franz Mehring, traduite, présentée et annotée par Gérard Bloch. Il n'est donc pas possible de publier dans ce numéro l'article conséquent que mérite cette importante réalisation (cela sera fait dans le prochain numéro de La Vérité). Et c'est sans conteste, dans la rubrique Défense du Marxisme qu'il faut en rendre compte.

En effet, les conditions mêmes de la parution d'une traduction française de la biographie de Marx par Franz Mehring illustrent le fait que faire connaître la réalité de l'action et de la pensée de Marx ne relève pas de préoccupations académiques mais reste un enjeu politique. N'est-il pas étonnant en effet que l'œuvre majeure de Mehring, traduite depuis des dizaines d'années en espagnol et en anglais, ait dû atten-

dre 1984 pour être publiée en français ? Sur la dernière période (douze ans, car l'affaire remonte à 1972), Gérard Bloch explique comment les Editions sociales (contrôlées par le PCF), acquirent les droits du Mehring pour éviter son édition tant que l'ouvrage n'était pas tombé dans le domaine public, se précipitant alors pour sortir une édition sans la moindre note...

Car l'importance du travail du camarade Gérard Bloch — auquel il a consacré des années de sa vie, comme le souligne une note parue dans la Quinzaine littéraire, c'est que les substantiels commentaires et les notes dont il accompagne sa traduction du livre de Mehring, utilisant tous les éléments nouveaux mis à jour depuis la période où Mehring avait écrit, « restituent », comme le dit encore justement l'article de la Quinzaine littéraire, l'œuvre de Mehring dans toute sa dimension. Par

*là-même, la discussion de telle ou telle appréciation de Mehring, à partir d'écrits de Marx et d'Engels (dont nombre étaient inconnus de Mehring) conduit à un approfondissement de la réflexion sur les positions élaborées par Marx dans le cours de son combat.*

*C'est cela qui donne une actualité frappante, du point de vue des problèmes de la lutte des classes, à cet ouvrage.*

*Comme il ne nous est pas possible, dans ce numéro, de traiter de ces questions, nous avons choisi, pour illustrer le contenu du travail accompli par Gérard Bloch, de reproduire ci-dessous un extrait des « notes ». Il s'agit de celle intitulée « Et le dernier mot est à la Pologne », et qui se rapporte au chapitre consacré au Manifeste communiste.*

Et le dernier mot est à la Pologne...

L'Association démocratique poursuivra son activité en pleine expansion jusqu'à la révolution de Février. Marx présidera, à la place de Jottrand absent, la séance du 20 février où Engels, expulsé de Paris le 29 janvier, puis calomnié par l'officieux *Moniteur parisien*, exposera les conditions de son expulsion ; ensuite, le 22, ils participeront tous deux, dans la salle comble de *La Vieille Cour de Bruxelles, rue des Sœurs noires*, à la réunion solennelle convoquée par l'Association démocratique pour le deuxième anniversaire de l'insurrection de Cracovie. Sous la présidence de Spilthoorn, cette réunion, à laquelle participait Lelewel, entendit intervenir, parmi d'autres orateurs, Marx, puis Engels.

Les discours prononcés par Engels et Marx l'ont été en français. Ils figurent dans une brochure éditée apparemment à l'initiative de Marx, ce qui montre l'importance qu'il leur attribuait. Ils constituent en fait le dernier mot de leur théorie de la révolution avant que celle-ci n'ait lieu, et par là même de ce que nous avons appelé leur « ligne de la démocratie ». Comme, en outre, on ne les trouve dans leur texte original français que dans des ouvrages rares et épuisés, et que Mehring les a complètement ignorés, avec tout ce qui relève de la deuxième année de la *Gazette allemande de Bruxelles*, nous en reproduisons ci-dessous d'importants extraits, dans l'ordre inverse de celui où ils ont été prononcés.

Engels a dit notamment :

*« A Cracovie, on le voyait bien, il n'y avait plus d'hommes qui avaient beaucoup à perdre ; il n'y avait point d'aristocrates ; toute démarche qui fut prise portait l'empreinte de cette hardiesse démocratique, je dirais presque prolétaire, qui n'a que sa misère à perdre, et qui a toute une patrie, tout un monde à gagner. Là, point d'hésitation, point de scrupules ; on attaquait les trois puissances à la fois ; on proclamait la liberté des paysans, la réforme agraire, l'émancipation des Juifs, sans se soucier un instant si cela pût froisser tel ou tel intérêt aristocratique.*

*La révolution de Cracovie ne voulut ni rétablir l'ancienne Pologne ni conserver ce que les gouvernements étrangers avaient laissé subsister des vieilles institutions polonaises ; elle n'était ni réactionnaire ni conservatrice.*

*Non, elle était encore plus hostile à la Pologne elle-même qu'à ses oppresseurs étrangers, hostile à l'ancienne Pologne, barbare, féodale, aristocratique, basée sur le servage de la majorité du peuple. Loin de rétablir cette ancienne Pologne, elle voulut la bouleverser de fond en comble et fonder sur ses débris, avec une classe toute nouvelle, avec la majorité du peuple, une nouvelle Pologne moderne, civilisée, démocratique, digne du XIX<sup>e</sup> siècle, et qui fût, en vérité, la sentinelle avancée de la civilisation.*

La différence de 1830 et de 1846, le progrès immense fait au sein même de la Pologne malheureuse et sanglante, déchirée ; l'aristocratie polonaise séparée entièrement du peuple polonais et jetée dans les bras des oppresseurs de sa patrie ; le peuple polonais gagné irrévocablement à la cause démocratique ; enfin, la lutte de classe à classe, cause motrice de tout progrès social, établie en Pologne comme ici, voilà la victoire de la démocratie constatée par la révolution cracovienne, voilà le résultat qui portera encore ses fruits quand la défaite des insurgés aura été vengée.

Oui, Messieurs, par l'insurrection de Cracovie, la cause polonaise, de nationale qu'elle était, est devenue la cause de tous les peuples ; de question de sympathie qu'elle était, elle est devenue question d'intérêt pour tous les démocrates. Jusqu'en 1846, nous avions un crime à venger ; dorénavant, nous avons à soutenir des alliés, et nous le ferons. »

Et Marx :

« Il y a dans l'histoire des analogies frappantes. Le jacobin de 1793 est devenu le communiste de nos jours. (...) »

Qu'est-ce que le communisme de la révolution cracovienne ? Était-elle communiste pour avoir voulu rétablir la nationalité polonaise ? Autant vaudrait dire que la guerre que l'Europe coalisée fit à Napoléon pour sauver les nationalités, était une guerre communiste, et que le Congrès de Vienne se composait de communistes à couronne. Ou bien la révolution cracovienne était-elle communiste pour avoir voulu instituer un gouvernement démocratique ? Personne ne taxera les citoyens millionnaires de Berne et de New York d'avoir des velléités communistes.

Le communisme nie la nécessité de l'existence des classes ; il veut abolir toute classe, toute distinction de classe. Les révolutionnaires de Cracovie n'ont voulu qu'effacer dans les classes les distinctions politiques ; aux différentes classes, ils voulaient donner des droits égaux.

Mais en quel point enfin était-elle communiste, cette révolution cracovienne ?

Serait-ce par hasard parce qu'elle tentait de briser les chaînes de la féodalité, d'affranchir la propriété tributaire et de la transformer en propriété libre, en propriété moderne ?

Si l'on disait aux propriétaires français : « Savez-vous ce que veulent les démocrates polonais ? Les démocrates polonais veulent introduire chez eux la forme de propriété qui existe déjà chez vous », alors les propriétaires français répondraient : « Ils font très bien. » Mais dites, avec M. Guizot, aux propriétaires français : « Les Polonais veulent abolir la propriété telle que vous l'avez instituée par la révolution de 1789, et telle qu'elle existe encore chez vous », « comment, s'écrieront-ils, ce sont donc des révolutionnaires, des communistes ! Il faut écraser les infâmes. » L'abolition des jurandes, des corporations, l'introduction de la libre concurrence, s'appelle maintenant en Suède du communisme (...).

Personne ne niera qu'en Pologne la question politique se rattachait à une question sociale. De tout temps, l'une est inséparable de l'autre. (...)

Les hommes qui étaient à la tête du mouvement révolutionnaire de Cracovie avaient la conviction intime qu'une Pologne démocratique pouvait seule être indépendante, et une démocratie polonaise était impossible sans l'abolition des droits féodaux, sans le mouvement agraire, qui transformerait les paysans tributaires en propriétaires libres, en propriétaires modernes. Mettez à la place de l'autocrate russe des aristocrates polonais, et vous aurez donné au despotisme des lettres de naturalisation. (...)

*La révolution de Cracovie a donné un exemple glorieux à toute l'Europe, en identifiant la cause de la nationalité à la cause de la démocratie à l'affranchissement de la classe opprimée.*

*Si cette révolution a été étouffée pour un moment par les mains sanglantes d'assassins soldés, elle surgit maintenant glorieuse et triomphante en Suisse et en Italie. Elle trouve la confirmation de ces principes en Irlande, où le parti étroitement national est descendu dans la tombe avec O'Connell, et où le nouveau parti national est avant tout réformateur et démocratique.*

*C'est la Pologne encore qui a pris l'initiative, non plus la Pologne féodale, mais la Pologne démocratique, et dès ce moment son affranchissement est devenu le point d'honneur de tous les démocrates d'Europe. »*

Le jour même où se tenait la réunion commémorative de l'insurrection cracovienne de 1846, le 22 février 1848, les premières barricades s'élevaient à Paris, ce qui allait amener Marx et Engels à poursuivre sur un autre terrain leur lutte pour la révolution communiste universelle.

Ainsi, c'est sur l'exaltation de la révolution polonaise que se clôt d'une certaine manière ce premier chapitre de la lutte pour l'Internationale. C'est une manifestation de la solidarité prolétarienne avec la Pologne qui en ouvrira le second chapitre, après quelques préfaces, à Londres, à St-Martin's Hall, le 28 septembre 1864. Comment ne pas relever qu'à l'heure où nous écrivons, à un niveau historique incomparablement plus élevé, le peuple polonais s'est hissé, par sa conscience et son héroïsme, à l'avant-garde de la révolution prolétarienne mondiale ? Comment douter qu'il soit appelé à jouer, dans les prochaines années, un rôle à la mesure de celui qui lui est revenu naguère, dans la lutte pour la démocratie, pour le socialisme, pour le parti mondial des opprimés et des exploités ?

CHRONIQUE :  
LES DEVELOPPEMENTS  
DANS L'ECONOMIE MONDIALE

Prévisions et souhaits de l'OCDE :

## Agressivité accrue des USA Europe : « Flexibilité partout »

par Michel DAUBERNY

**L'**EVENEMENT le plus important des trois derniers mois, concernant les développements en cours et à venir dans l'économie mondiale, aura certainement été la réélection de Ronald Reagan à la présidence des Etats-Unis. Si le résultat des élections en lui-même n'a rien de surprenant, il constitue pourtant, du point de vue en particulier des rapports entre l'Amérique et les autres économies, un fait lourd de conséquences.

La politique mondiale des Etats-Unis impulsée par Reagan depuis quatre ans va devoir tenter de pleinement se matérialiser, c'est-à-dire chercher encore plus à subordonner le reste du monde à l'objectif prioritaire de la stabilité de l'ordre économique et social aux Etats-Unis.

En 1983 et 1984, l'économie américaine a connu une incontestable reprise, contrastant avec la situation existant dans la plupart des autres Etats capitalistes, marqués par la montée du chômage. Cependant, si la croissance a été vive au cours des six premiers mois de 1984, elle manifeste depuis une tendance au ralentissement qui intervient alors que deux problèmes inquiétants sont loin d'être réglés. En effet, le déficit budgétaire tourne

toujours autour des 200 milliards de dollars et le déficit de la balance commerciale ne cesse de s'aggraver. La persistance de ces déficits démontre que, malgré une politique offensive, caractérisée par des taux d'intérêts élevés, et un dollar fort, l'impérialisme américain n'a pas encore avancé assez loin dans la réalisation des ses plans visant à imposer ses produits, ses capitaux au reste du monde. La réélection de Reagan prenait toute sa significa-

tion lorsqu'après l'annonce de la faible croissance économique du troisième trimestre, le gouvernement américain accentuait son « pressing » sur ses partenaires pour qu'ils limitent leurs exportations vers les Etats-Unis.

### Moins patients et plus agressifs

Selon Washington, l'Europe et le Japon ne joueraient pas le jeu en profitant de la faiblesse de leurs monnaies vis-à-vis du dollar pour écouler à bas prix leurs marchandises sur le territoire américain. Dans ces conditions, déclarait un représentant du gouvernement Reagan, « nous seront beaucoup moins patients et beaucoup plus agressifs ». Dans le domaine des échanges d'acier, les Etats-Unis ont démontré qu'il ne s'agissait pas de paroles en l'air. Les importations de tubes d'acier en provenance de la CEE ont été bloquées et sept pays non européens ont signé un accord d'autolimitation de leurs exportations d'acier vers les Etats-Unis. Il s'agit du Japon, de l'Espagne, de l'Australie et de l'Afrique du Sud, mais aussi de pays parmi les plus endettés du monde, le Brésil, le Mexique et la Corée du Sud, qui voient ainsi se réduire une de leurs sources de revenus, et donc une partie de leur capacité de remboursement.

Les capitalistes ne s'y trompent pas, les Etats-Unis n'ont pas l'intention de baisser les bras, Reagan en a repris pour 4 ans, et il compte bien « terminer le travail ». Alors, dès les premiers jours de 1985, on a vu le dollar atteindre de nouveaux sommets (9,72 F dès la reprise de la Bourse à Paris le 2 janvier). Sur les places financières, la cause semble admise, il y a d'une part l'économie américaine et d'autre part les autres. Et comme, aux dires des experts, cela devrait durer au moins encore un an, le dollar risque d'attirer en 1985 toujours plus de capitaux vers les coffres du Trésor américain.

Parmi les multiples prévisions qui fleu-rissent chaque fin d'année, celles de

l'OCDE méritent une certaine attention car sous les froides statistiques et le style pesant des rapports économiques percent parfois les éléments du constat que les bourgeoisies font sur l'état des économies capitalistes. On y sent aussi poindre les orientations que les experts jugent souhaitables pour le plus grand bien du système impérialiste, mais si les capitalistes ont des intérêts généraux, ils sont aussi en concurrence, et ce qui est présenté comme le plus souhaitable pour les 24 pays de l'OCDE, l'est généralement avant tout pour les Etats-Unis.

### Un bilan inégal et des perspectives prudentes

En introduction de ses dernières « perspectives économiques » (1), l'OCDE constate qu'en « 1984 la performance économique de la zone OCDE dans son ensemble a été la meilleure que l'on ait observée depuis quelques années ». Il faut en effet remonter un peu dans le temps pour trouver non pas une situation, un état comparable mais des résultats statistiques comparables « un taux de croissance de 4,75 %, le plus élevé depuis 1976 » (année de la reprise, largement inflationniste, après « l'accès » de crise de 1974-1975.

« Une progression des échanges mondiaux de 9 %, la plus rapide depuis 1976 : un taux d'inflation de 5 %, le plus faible depuis 1972. Le nombre des emplois s'est accru de 5 millions soit la progression la plus forte depuis 1979. »

Malgré de tels résultats, les experts de l'impérialisme jugent sans euphorie la situation, et semblent même inquiets : « Mais tout cela ne va pas sans problèmes. La croissance est inégalement répartie. En Europe en particulier, la reprise s'opère à un rythme relativement faible et de ce fait la création d'emplois a été insuffisante pour empêcher le chômage de s'aggraver

(1) Perspectives économiques de l'OCDE, décembre 1984.



encore : celui-ci atteint maintenant plus de 11 % de la population active, taux le plus élevé de l'après-guerre. »

Par ailleurs, « certains nuages assombrissent l'horizon, en particulier la possibilité que le déficit des finances publiques et celui de la balance extérieure courante des Etats-Unis se révèlent insoutenables à moyen terme et de manière plus générale, le problème de la configuration des balances courantes des différents pays, les difficultés non encore résolues de l'endettement des pays en développement ainsi que la persistance, voire l'extension, des mesures et des politiques commerciales à caractère discriminatoire ».

« La croissance est inégalement répartie », c'est le moins qu'on puisse dire. En effet, alors qu'aux Etats-Unis, le PNB a augmenté en 1984 de 8,75 % il ne progressait en Europe que de 2,25 % en moyenne (voir graphique).

D'autre part, il faut préciser que la forte reprise économique aux Etats-Unis observée en 1983-1984 a permis de retrouver, au début de 1984 seule-

ment, le niveau de la production industrielle de fin 1979 ! Ce qui n'est pas le cas pour l'ensemble des pays de l'OCDE d'Europe.

La vigueur de la reprise aux Etats-Unis au premier semestre 1984 est bien réelle, mais elle ne doit pas cacher pour autant le fait que les crises capitalistes sont toujours des périodes de destruction des forces productives. Une reprise même limitée, par définition succède à une chute !

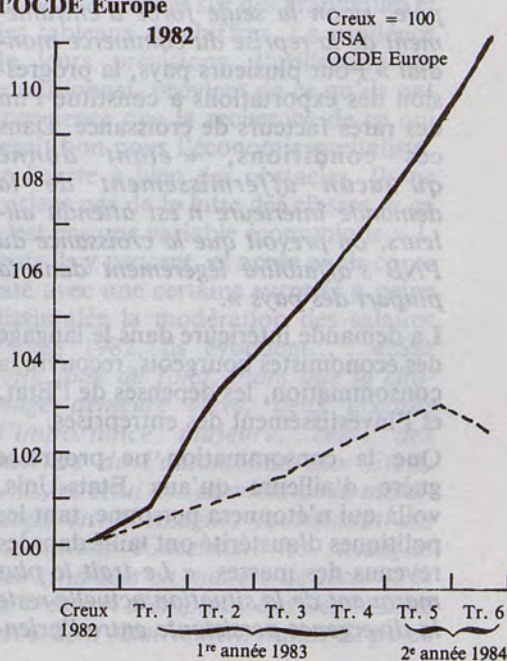
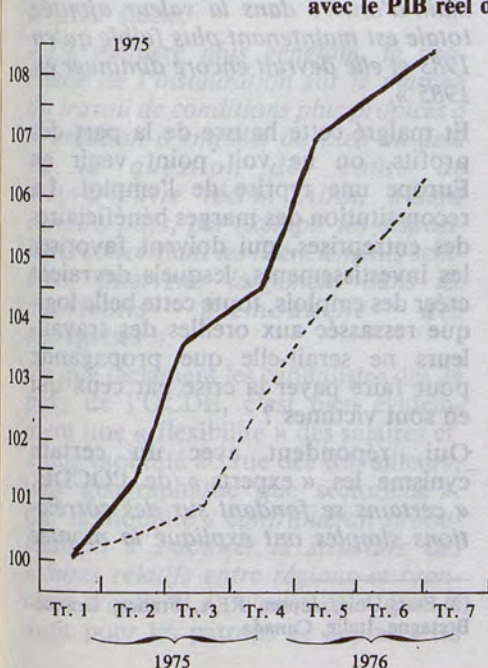
Les graphiques représentent la croissance de la production réelle — une fois annulés les effets de l'inflation — aux Etats-Unis et en Europe lors des reprises commencées en 1975 et en 1982. Dans le premier cas, la reprise aux Etats-Unis entraîne la reprise en Europe, dans le second, les évolutions sont pratiquement divergentes.

### En Europe, toujours plus de chômeurs

Ce sont les chiffres du chômage qui permettent le mieux de juger des effets

#### LA REPRISE EN EUROPE ET AUX ETATS-UNIS

Comparaison du PNB réel des Etats-Unis  
avec le PIB réel de l'OCDE Europe



destructeurs de la crise. En 1981, il y avait 24,6 millions de chômeurs dans les pays de l'OCDE, en 1984 ils étaient 31,2 millions. Si les Etats-Unis ont ramené leur taux de chômage à son niveau de 1981 (7,5 % de la population active), celui de l'Europe ne cesse de progresser passant de 8,2 % en 1981 à 11 % en 1984. Le chômage des jeunes atteint dans certains pays des niveaux dramatiques : 41,2 % en Espagne, 33,5 % en Italie et 26,1 % en France. Un gaspillage énorme de forces productives, et qui pourrait s'aggraver, le taux de chômage en Europe passant à 11,5 %, si comme le prévoit l'OCDE, la croissance du PNB (Produit National Brut) réel de la zone OCDE ayant « peut-être atteint son point culminant au 1<sup>er</sup> semestre de 1984 » devrait s'affaiblir en 1985. Le ralentissement de la croissance américaine se traduirait par un moindre besoin d'importations. Or ce sont les importations américaines qui ont tiré le commerce mondial en 1984, comme le déclare le récent rapport annuel du GATT (accord général sur les tarifs douaniers et le commerce). « *La reprise vigoureuse aux Etats-Unis a été la principale, sinon la seule force d'entraînement de la reprise du commerce mondial* » Pour plusieurs pays, la progression des exportations a constitué l'un des rares facteurs de croissance. Dans ces conditions, « *étant donné qu'aucun affermissement de la demande intérieure n'est attendu ailleurs, on prévoit que la croissance du PNB s'affaiblira légèrement dans la plupart des pays* ».

La demande intérieure dans le langage des économistes bourgeois, recouvre la consommation, les dépenses de l'Etat, et l'investissement des entreprises.

Que la consommation ne progresse guère d'ailleurs qu'aux Etats-Unis, voilà qui n'étonnera personne, tant les politiques d'austérité ont taillé dans les revenus des masses. « *Le trait le plus marquant de la situation actuelle reste la divergence persistante entre l'orien-*

*tation expansionniste de la politique budgétaire des Etats-Unis et la tendance générale à l'austérité budgétaire que l'on constate dans les autres pays de l'OCDE.* »

Et la politique de rigueur budgétaire avec son train de hausses des impôts, de blocage des dépenses de fonctionnement de l'Etat, de coupes dans les dépenses sociales, s'accompagne d'une politique de rigueur tout court, en matière de pouvoir d'achat des travailleurs, pour le plus grand bénéfice des capitalistes : « *Avec une forte reprise de productivité du travail en 1984, les coûts unitaires de main-d'œuvre dans les industries manufacturières des 7 grands pays, (2) sont restés inchangés par rapport à 1982. Il faut remonter à 1959 pour retrouver une aussi longue période de stabilité.* »

Dans tous les pays l'exploitation s'est renforcée, c'est ce que signifie « *la forte reprise de la productivité du travail* » qui mesure l'augmentation de la production par salarié.

Le résultat c'est que dans la plupart des pays les profits ont augmenté, puisque la « *part des coûts de main-d'œuvre dans la valeur ajoutée totale est maintenant plus faible qu'en 1983 et elle devrait encore diminuer en 1985* ».

Et malgré cette hausse de la part des profits, on ne voit point venir en Europe une reprise de l'emploi. La reconstitution des marges bénéficiaires des entreprises, qui doivent favoriser les investissements, lesquels devraient créer des emplois, toute cette belle logique ressassée aux oreilles des travailleurs ne serait-elle que propagande pour faire payer la crise par ceux qui en sont victimes ?

Oui, répondent avec un certain cynisme les « experts » de l'OCDE, « *certaines se fondant sur des corrélations simples ont expliqué la montée*

(2) Etats-Unis, Japon, RFA, France, Grande-Bretagne, Italie, Canada

du chômage pendant la seconde moitié des années 70 par des augmentations "injustifiées" des coûts réels de main-d'œuvre. Mais la nouvelle poussée du chômage observée en Europe depuis 1979 ne peut guère s'expliquer de cette manière », la productivité ayant augmenté plus vite que les salaires. Et s'il n'y a pas eu de création d'emplois malgré une reprise des investissements, c'est que le problème paraît tenir en partie à ce que les augmentations passées des coûts de main-d'œuvre ont favorisé la transformation des techniques de production. La "rationalisation" semblait être pour beaucoup d'entreprises le principal objectif de leurs investissements.

### La « flexibilité partout »

Mais pourquoi l'OCDE si soucieuse des intérêts des patrons se livre-t-elle à cette démythification de la sacro-sainte « modernisation » ? Tout simplement pour dire qu'il faut aller encore plus loin.

La baisse des salaires ne suffit pas, le capital exige de revenir sur ce que les travailleurs lui avaient arraché depuis le XIX<sup>e</sup> siècle.

*« De manière plus générale, le problème de l'instauration sur le marché du travail de conditions plus propices à la création d'emplois ou bien au-delà de la question des coûts de main-d'œuvre réel ». Ainsi, « dans certains pays, par exemple les dispositions concernant les licenciements semblent intervenir largement dans les décisions d'embauche des entreprises ».*

Ce que réclament les capitalistes des 24 pays de l'OCDE, c'est bien évidemment une « flexibilité » des salaires et « une mobilité accrue des travailleurs, tant géographique que sectorielle ». Car la mobilité « contribuerait probablement à stabiliser la structure des salaires relatifs entre régions et branches d'activité », c'est-à-dire que le droit pour les patrons de déplacer les

travailleurs comme des pions d'une région à l'autre, d'une industrie à l'autre, est un moyen de toujours tirer plus vers le bas les salaires en réduisant les effets acquis. »

D'ailleurs l'OCDE prévoit une nouvelle modération de la progression des salaires et « cette tendance pourrait se trouver accentuée dans le cas où l'augmentation de la masse salariale viendrait à être moins rapide que celle des taux de salaire, dans le cas où la création d'emplois continuerait d'être axée de plus en plus sur des emplois à temps partiel et ou sur les secteurs de l'industrie et des services à faibles rémunérations ». Pour ne pas parler des TUC !...

Les thèmes les plus sophistiqués sur la « flexibilité », la « mobilité », comme sur le « libre jeu de l'offre et de la demande » ne camoufleront jamais la constante recherche par les capitalistes d'une plus grande exploitation.

### Des « facteurs structurels »

Il ne faudrait pas croire que les « experts internationaux » regardent le monde seulement sur des graphiques et des tableaux de chiffres. La prudence de leurs prévisions, l'utilisation du conditionnel, provient de ce qu'ils ont conscience que la recherche de ce qui serait bon pour l'économie capitaliste, se heurte à bien des obstacles. Ils ne parlent pas de la lutte des classes, « ça n'est pas une variable économique » !, mais ils y pensent, et après avoir constaté avec une certaine surprise à peine dissimulée la modération des salaires depuis 1982, ils évoquent... : « Sur cette toile de fond, alors que le chômage demeure élevé, deux accords d'importance majeure, celui des ouvriers de l'automobile aux Etats-Unis, et celui des ouvriers de la métallurgie en Allemagne, fournissent des indications concernant les stratégies des syndicats en matière de sécurité et de création d'emplois. Les deux textes accordent relativement moins de poids

aux rémunérations proprement dites qu'à d'autres aspects des relations professionnelles ». La baisse de la durée hebdomadaire du travail de 40 à 38,5 h en Allemagne ne les inquiète guère : « L'effet de ces mesures sur les coûts unitaires sera sans doute nettement moins sensible et dépendra de l'évolution des méthodes de travail et de la productivité dans le cadre d'une durée du travail réduite. » Et ce qui restera de l'accord, ce sera « des augmentations de salaires... très faibles ».

Mais cependant, en Europe, les perspectives dépendent aussi « de facteurs structurels qui, dans certains pays, entravent peut-être la reprise » Le journal *Le Monde* dans son bilan économique de 1984 (3) précisait que par « facteurs structurels », il fallait entendre « habitudes sociales, législation, etc. », pour exprimer ensuite bien des regrets car « la crise aide à briser les rigidités. Cependant, les résistances au changement restent fortes comme en témoigne en France l'échec, à la veille de Noël, des négociations sur une plus grande flexibilité du marché de l'emploi ». Et en Grande-Bretagne, il y a les mineurs qui refusent aussi d'être brisés...

Tout cela ne suscite pas l'enthousiasme des experts de l'impérialisme, d'autant plus que de leur point de vue, rien de fondamental ne semble réglé. Car même si les profits se sont nettement améliorés depuis 2 ans, « le redressement prévu des taux de rendement (4) jusqu'en 1985 sera dans la plupart des cas insuffisant pour ramener ceux-ci à leur niveau des premières années 70 et surtout des années 60 ». Autrement dit, les bases de la crise et par là même de la guerre économique demeurent, y compris aux Etats-Unis. « Il est possible que le redressement plus rapide des taux de rendement aux Etats-Unis accentué par des dispositions fiscales et des conditions financières avantageu-

(3) *Le Monde* du 25 décembre 1984

(4) Il s'agit du rapport entre les profits bruts (avant impôts) et le stock de capital brut.

ses pour la rentabilité des entreprises ait fait naître l'impression qu'à moyen terme la rentabilité économique et financière qui était la plus élevée dans ce pays, contribuant ainsi à entretenir la fermeté du dollar. **MAIS AUCUN FAIT CONCRET NE PERMET JUSQU'A PRESENT D'AFFIRMER QUE LES DETERMINANTS FONDAMENTAUX DE LA RENTABILITE SE SONT MODIFIES ET EN PARTICULIER QUE LA BAISSSE TENDANCIELLE DES TAUX DE PROFIT (5) SE SOIT INVERSEE.** » (souligné par nous).

Cette référence à l'une des lois inhérentes à la production capitaliste n'est pas un coup de chapeau de l'économie politique bourgeoise au marxisme, mais bien plutôt l'avertissement « qu'il faut terminer le travail ». Voilà qui explique le ton très prudent adopté par l'OCDE, en particulier lorsqu'elle évoque en conclusion de son « bilan et perspectives », les risques éventuels pour l'économie internationale, qui lui paraissent devoir être avant tout :

1.- « Les performances inégales des pays de l'OCDE », c'est-à-dire les évolutions différentes entre les Etats-Unis et les autres. « Jusqu'à quel point le système actuel peut-il tenir quand les pays présentent des performances économiques aussi différentes qu'ils ont à faire face dans le même temps à toute une gamme de problèmes internes également différents ? »

2.- « L'endettement des pays en voie de développement ».

Car malgré les accords signés par le Mexique avec ses créanciers, « on peut toutefois douter que cet exemple puisse être largement suivi et certains des pays débiteurs « de la deuxième vague » tardent beaucoup à s'entendre avec le

(5) Il s'agit ici du rapport entre les profits bruts et la valeur ajoutée brute. La valeur ajoutée brute peut être assimilée à la somme des salaires et charges et des profits bruts (avant impôts...). Ce taux n'est pas identique au taux de profit utilisé par les marxistes : (plus value)

FMI sur des programmes de redressement.

3.- « La multiplication des politiques commerciales interventionnistes ». Les restrictions quantitatives, en particulier les limitations volontaires des exportations affectent maintenant 15 % des importations totales de produits manufacturés de la deuxième OCDE. Car, loin d'être temporaires, « les mesures de protection ont généralement été reconduites et même renforcées », alors que sont largement recon-

nus, note l'OCDE : « les avantages qui pourraient découler d'une avancée plus résolue dans la voie du libéralisme ».

Mais n'est-ce pas le champion du libéralisme, les Etats-Unis, qui menacent « d'être beaucoup plus agressifs ? »

Il en est du libéralisme comme du désarmement, que les autres commentent, pour mieux les écraser !

Michel DAUBERNY

## Edmund Baluka "lettres de prison"

« **L**E 23 février 1983, c'est-à-dire au moment de l'instruction par le vice-procureur militaire, le lieutenant-colonel Andrejz Kamienski a demandé que je présente, sous forme d'interrogatoire, mon "credo politique" qui devait, à son avis, être annexé aux pièces à conviction. Les phrases qui vont suivre n'ont rien à voir avec ce "credo", mais elles essaieront d'être la quintessence du programme du Parti socialiste polonais du travail. Et, pour moi, fondateur de ce parti, mon propre programme d'action politique.

Le Parti socialiste polonais du travail lutte pour que le mot socialiste retrouve sa crédibilité et le respect dont il était entouré ; bien que cette tâche soit fort difficile, après tout ce qu'a fait le stalinisme en URSS, après ce qu'a fait le POUP en Pologne et les partis de ce type qui gouvernent en Tchécoslovaquie, en Roumanie, en Bulgarie, en RDA ou en Hongrie.

Pour le PSPP, le plus difficile sera de convaincre la société polonaise que le mot de socialisme peut être en pratique réalisé ; mais qu'il est actuellement un slogan creux qui sert de paravent au régime bureaucratique du pouvoir d'Etat actuel. » (*Lettres de prison*, pages 248-249).

Ainsi s'exprimait en 1983, face aux juges du tribunal militaire l'ouvrier révolutionnaire Edmund Baluka. Le 30 juin, le tribunal rendait son verdict : cinq ans de prison. Le livre *Lettres de prison* fait vivre le combat d'Edmund Baluka derrière les barbelés et les barreaux des geôles de Jaruzelski mais ne se limite pas à cela car il évoque la vie militante de celui qui fut président du comité de grève de Szczecin, lors des grandes grèves de 1970-1971, qui est l'un des fondateurs du PSPP.

Dans leur avertissement, les auteurs expliquent : « Ce livre est fait d'éléments auto-

biographiques. Il n'est pourtant pas une autobiographie. Il n'est pas non plus une œuvre d'historien. Les eaux se sont mêlées car les protagonistes, tout un peuple, n'ont pas dit leur dernier mot. Pouvait-il en être autrement ? Non. Les grands événements qu'ont connus depuis 4 ans François et Edmund Baluka, le combat de 1970-1971, continuent d'être au centre de la question polonaise. »

Certes, le peuple polonais est loin d'avoir dit son dernier mot. Mais *Lettres de prison* est bien plus qu'un livre sur certains aspects

des événements gigantesques qui ont ébranlé la Pologne et directement l'URSS et les pays d'Europe de l'Est. C'est un extraordinaire témoignage vivant sur une révolution ouvrière en cours, et par là même un ouvrage qui tiendra une place historique dans le combat des exploités et des opprimés de tous les pays pour leur émancipation. C'est aussi un témoignage exaltant sur le combat et la résistance d'un homme qui, dans les pires circonstances, resta fidèle à la devise par laquelle il concluait une lettre à sa compagne et camarade de combat Françoise : « **Vivre à genoux, c'est l'infamie** », et qui affirma devant les juges les motifs politiques de ce courage, faisant de sa défense le plus impitoyable des réquisitoires contre une dictature réactionnaire qui ose utiliser l'épithète de « socialiste » pour se définir. Fermeté dont Edmund Baluka souligne combien elle est liée au combat collectif des prisonniers et comment ce combat s'appuie sur la résistance des ouvriers, des paysans, des intellectuels, des jeunes dont les prisonniers sont les meilleurs représentants. Il écrit dans une lettre à propos de ses « compagnons d'infortune » :

« ... Ce mot d'infortune ne nous va absolument pas. Ce sont des gens qui sont durs, mais ce sont des durs qui raisonnent. Ce sont des gens faits pour la victoire. Voilà quels sont mes amis. L'enjeu social important l'est aussi bien globalement que sur le plan individuel. Il ne sera pas exagéré d'écrire que les murs du pavillon 14 à Barczewo se sont refermés sur un immense arsenal d'énergie, et cette énergie ne pourra être brisée par personne ni même amenuisée. »

Cette « immense énergie » de ceux qui continuaient la lutte dans les prisons de Jaruzelski, nourrie par la résistance de tout un peuple, faisaient que la question de la libération des prisonniers politiques concentrait — avec l'exigence du rétablissement de Solidarité dans ses droits — la mobilisation du peuple polonais. A la fin du mois de juillet 1984, la bureaucratie était contrainte à reculer, les travailleurs de Pologne et leurs représentants arrachaient la libération de la grande majorité des prisonniers politiques.

Le 15 août, « tombait » le telex dont la reproduction est l'introduction du livre : « **Le chef historique des grèves de décembre 1970 dans les chantiers navals de Szczecin, M. Edmund Baluka, 50 ans, a été libéré samedi dernier...** »

Mais cette liberté, arrachée par la lutte, est comme le dit le titre de la première partie du livre « une liberté surveillée ». La bureaucratie, la clique de Jaruzelski ont dû reculer, elles n'entendent pas lâcher prise. La période qui s'ouvre sera marquée par une reprise de la répression, par le refus des « autorités » de réintégrer dans leur emploi les prisonniers politiques libérés, par des violences contre les manifestations. Elle aboutira au monstrueux assassinat du père Popielusko :

« **L'épreuve pour ceux qui sont sortis de prison continue. S'il faut rendre hommage à leur courage et à leur détermination, la marginalisation dans laquelle on essaie de les confiner va de pair avec la menace de bannissement que le gouvernement se propose d'introduire dans le Code pénal.**

**Tortures : le père Popielusko est assassiné fin octobre dans des conditions atroces par des officiers du ministère de l'Intérieur. Tortures psychiques. On veut faire peser sur les militants la menace, l'incertitude, le doute, la terreur...**

Pour Edmund Baluka et sa famille, c'est l'épreuve de la séparation qui continue. Edmund déclare ainsi plusieurs fois à sa femme, à des amis : « J'étais dans une petite prison à Barczewo, mais je suis aujourd'hui dans une grande prison. » Il est épié, suivi. Ses conversations avec son fils et sa femme au téléphone, sont souvent empêchées et même parfois interrompues. Il n'hésite pas à dire : « Après toutes ces années de détention, je crois que psychologiquement cette liberté, c'est plus dur. C'est très dur ! »

Et pourtant, par quelle « petite prison » Edmund Baluka n'est-il pas passé ? En deux ans et huit mois de détention, en 973 jours, Edmund Baluka a vu en tout et pour tout — au bout de deux ans et demi d'attente — son fils et sa femme deux fois trois heures, c'est-à-dire moins de six heures, moins de 345 minutes. Et dans quelles conditions... » (*Lettres de prison*, pages 25 et 26).

On le sait, malgré les demandes répétées de françoise Baluka — appuyées par une large campagne en France et à l'échelle internationale — le régime au pouvoir à Varsovie refuse toujours un visa à François et à Midaël Baluka. Infamie contraire aux droits les plus élémentaires de la personne. Que la parution des « Lettres de Prison » soit un appel à poursuivre et à amplifier

cette campagne, comme celle menée pour la libération de tous ceux qui sont encore emprisonnés ou que l'on arrête à nouveau !

Car, face à la férocité du régime, l'action continue. Edmund Baluka informe une dépêche en date du 24 novembre « syndicaliste de première heure de Solidarité qui avait été interné dès la proclamation de l'état de siège en décembre 1981 » a « avec une quinzaine de militants de l'opposition démocratique constitué un comité pour la défense des droits de l'homme à Szczecin ». « Des comités analogues », ajoute la dépêche, « ont été créés à Varsovie Wrocław et Cracovie. Tous leurs fondateurs ont été avertis par la justice que leur activité était "illégal" et passible de 3 à 5 ans de prison. »

Edmund Baluka a d'ailleurs, avec Jan Kosztecki, été inculpé pour la fondation de ce comité. Quant aux conditions de la « petite prison » : lors de la première visite de Françoise et Mikaël, Edmund Baluka dit à Françoise : « N'oublie pas que c'est l'enfer. »

Les Lettres de Prison font vivre ce que fut, dans l'enfer des prisons de Jaruzelski, le combat des militants de Solidarité — celui d'Edmund Baluka — pour leur dignité, pour leurs droits de prisonniers politiques, un combat dans lequel ils usèrent de la seule arme qui leur restait : leur propre vie.

C'est par le recours à la grève de la faim qu'Edmund Baluka et ses camarades de Solidarité, membres ou non de partis politiques, arrachent la reconnaissance de fait qu'ils sont bien des détenus politiques : le droit de porter leurs propres vêtements, celui de se rencontrer.

Les Lettres de Prison sont cependant plus — bien que cela suffirait à en faire un ouvrage hors du commun — qu'un extraordinaire témoignage sur les prisons de Jaruzelski et sur la trempe de ceux qu'on voulait y briser pour briser la résistance de tout un peuple.

Ce que ce livre fait revivre, qu'il illustre avec à la fois passion et rigueur, ce sont les étapes du combat des travailleurs polonais contre la bureaucratie usurpatrice et corrompue : 1956, 1970-1971, 1976, la grève générale d'août 1980, le développement de Solidarité, sa légalisation, le coup de force de décembre 1981 et la résistance de tout un peuple. Il témoigne aussi de la richesse politique des discussions et des réflexions de la confrontation d'idées, dont l'immense

mouvement qui s'est rassemblé dans Solidarité est le terrain. Il éclaire le contenu profondément révolutionnaire, ouvrier, des événements gigantesques qui sont loin d'avoir atteint une conclusion : « La guerre ouverte contre le peuple, tel a été le dernier argument dont disposait le système d'exercice du pouvoir, s'appuyant sur la doctrine despote de Staline. Ceux qui exercent actuellement le pouvoir en Pologne ne disposent pas d'autres atouts. Le 13 décembre, s'il a momentanément knock-outé le mouvement social et la société polonaise, signifie avant tout le knock-out du système lui-même », écrivait Baluka de sa prison le 2 mai 1983).

Et dans la mesure où cette histoire est saisie au travers d'un itinéraire individuel, celui du militant ouvrier Edmund Baluka, soulignons que cet itinéraire illustre parfaitement la définition que Jean Jaurès donnait du courage « le courage, c'est de chercher la vérité et de la dire ».

Et l'on sait à quel prix Edmund Baluka l'a dite, la réaffirmant devant ses juges en exposant ses convictions socialistes : « Je resterai toujours fidèle à l'idéologie socialiste, armé de la connaissance de l'œuvre de Marx et de Lénine, mais surtout de l'histoire centenaire des luttes des socialistes polonais et de l'histoire entre autres du PPS (Parti socialiste polonais). »

Mais, faisant du banc des accusés une tribune, Edmund Baluka ne se contente pas d'opposer les principes du socialisme à ceux qui « enfoncent les derniers clous dans le cercueil des théories socialistes », il démontre ce qu'est l'internationalisme en pratique. C'est ainsi qu'après avoir cité un extrait de l'acte d'accusation qui dit qu'Edmund Baluka « militait également dans le mouvement syndical dont les principes politiques reposent sur l'hostilité ouverte aux partis communistes de type marxiste-léniniste et aux pays socialistes ». S'adressant à ses juges, Edmund Baluka déclare :

« Messieurs du Tribunal,

Cette citation n'aurait pas très grande importance, si je n'avais tenu à montrer la vérité sur ceux qui sont les vrais ennemis des partis marxistes-léninistes, ceux qui sont vraiment hostiles à l'idéologie instaurée dans les pays appelés socialistes.

On ne peut pas exiger de syndicalistes des pays capitalistes qu'ils aiment les partis



politiques d'Europe de l'Est qui ont choisi de s'abriter derrière le paravent du marxisme-léninisme. On ne peut pas non plus exiger qu'ils chantent *hosanna* au système de la République populaire de Pologne. On ne peut cependant pas soupçonner les syndicalistes occidentaux de haine pathologique pour les idées socialistes. Non seulement c'est une grave erreur, mais c'est même un grave tort fait aux travailleurs exploités par les employeurs, confrontés aux problèmes du chômage, etc. C'est tout à fait différent ! Monsieur le Procureur, les yeux du prolétariat des pays socialistes sont tournés vers l'Est depuis l'année 1905, lorsque s'est produit le premier choc tectonique sous l'empire tsariste. 78 ans ont passé. 78 ans d'espoir, de doute, de tentatives. Les nuages des années trente sont venus couvrir l'espoir, et ont amené le doute. Mais le regard du prolétariat, un regard qui jauge, est toujours posé sur l'Est. »

Et dans une lettre du 2 mai 1983, alors qu'il était emprisonné à Kornowo, Edmund Baluka écrivait au Comité pour la défense des syndicats libres en URSS et en Europe de l'Est : « **Président du Comité de liaison pour la défense des syndicats libres en URSS et en Europe de l'Est, derrière les barreaux, je ne puis être utile à grand chose, dans votre combat qui unit les prolétaires dans leur lutte contre l'exploitation, dans leur lutte pour le pouvoir des masses ouvrières. Je sais pertinemment que vous avez des milliers de problèmes propres dans vos pays respectifs. Mais le combat qui se déroule actuellement en Pologne est partie prenante du vôtre. Seuls, nous ne ferons pas grand chose, tous ensemble, c'est la voie de la victoire.** »

Mais ce n'est pas seulement l'unité des luttes des travailleurs dans des continents et des pays différents que Baluka affirme, c'est aussi le lien des luttes passées et de celles d'aujourd'hui, la continuité du combat séculaire pour l'émancipation qu'il dresse contre les bureaucrates falsificateurs. Pour stigmatiser, au-delà des individus, le caractère d'un régime qui bafoue la justice, il se réfère aux luttes des travailleurs sous l'empire tsariste :

« **Monsieur le Président, Messieurs du tribunal, Tout procès politique doit être replacé dans un contexte différent et apprécié différemment ; mais tous les procès politiques ont un canevas commun du point de vue de leurs causes et de leurs suites.**

Je citerai ici un passage de Maxime Gorki, qui ne concerne pas directement la Cour ni Monsieur le Procureur. Il y a trop eu de marques de savoir-vivre dans cette salle, pendant les débats, trop d'honnêteté ou de maîtrise de soi — je m'en suis moi-même étonné — pour que cette déclaration soit applicable à ces lieux.

Je l'adresse en fait, Messieurs du tribunal, à un plus large cercle de notre peuple, à tous ceux qui exercent ou ont une influence sur l'exercice du pouvoir d'Etat en Pologne.

J'ai donc repris dans la cellule de ma prison, une des lectures obligatoires de ma jeunesse à l'école. Ce livre, c'est *La Mère* de Gorki. Et bien que l'histoire véridique qu'il raconte se passe en 1902 dans la Russie tsariste, à Sormowo, elle se retrouve aujourd'hui dans la situation de la Pologne, et pas seulement de la Pologne.

Le dirigeant d'un groupe socialiste qui comparait devant le tribunal pour avoir organisé une manifestation le 1<sup>er</sup> mai, termine ainsi sa déclaration finale. Je cite : « Je n'avais pas l'intention de vous heurter personnellement. Bien au contraire, en participant malgré vous à cette comédie que vous appelez un tribunal, je ressens une sorte de pitié à votre égard. Malgré tout, vous êtes des hommes, et c'est toujours triste de voir des hommes, même du camp adverse, avilis à ce point par une force de contrainte, au point de perdre tout sentiment de dignité humaine. »

Est-il besoin d'ajouter qu'il faut lire *Lettres de prison* ? Il faut faire connaître ce livre, le diffuser, le faire lire. C'est l'un des moyens de répondre à l'appel d'Edmund Baluka qui, de sa prison, écrivait : « **Dans votre combat, soyez mobilisés par ce mot d'ordre : Vive la lutte révolutionnaire des travailleurs polonais !** »

F. FORGUE

(Edmund Baluka, *Lettres de prison*, Editions Acié)

## « Forteresse Amérique », « Les années Reagan »

**P**EU avant l'élection présidentielle américaine paraissent deux livres sur l'Amérique de Reagan. Ecrits par deux anciens journalistes au Monde, ils ne présentent pas, on s'en doute, une analyse marxiste de l'impérialisme américain, qu'il s'agisse des relations Europe-Amérique, exposées dans l'ouvrage de Jacqueline Grapin **Forteresse Amérique** ou dans celui de Nicole Bernheim **Les années Reagan**, qui veut tracer le portrait de l'Amérique profonde des années quatre-vingt.

Mais ces deux livres, au demeurant fort différents, sont intéressants par les informations qu'ils rassemblent, qu'il s'agisse de la politique d'armement de l'impérialisme US comme moteur de la reprise économique et de son financement, ou qu'il s'agisse de ses effets aux Etats-Unis mêmes dans le domaine de la santé, de l'enseignement, etc.

Le premier, **Forteresse America** est en fait un panégyrique de la politique impérialiste de Reagan, même si l'auteur regrette que dans la redistribution des cartes, les impérialismes euro-

péens soient réduits au rôle « d'enjeu » plutôt que « d'acteur ». Ecrit par une spécialiste de questions militaires, il véhicule une idéologie bourgeoise réactionnaire, une haine de l'URSS et de la Révolution d'Octobre tout à fait similaire à l'idéologie véhiculée par les officiers instructeurs décrivant aux conscrits le « péril rouge ». C'est du point de vue de la défense du « monde libre », de l'impérialisme que Jacqueline Grapin expose les problèmes posés au sein de l'Alliance Atlantique, dans les deuxième et troisième parties de son ouvrage.

La première partie, plus intéressante, « **la restauration américaine** », expose la politique économique de Reagan et les raisons du spectaculaire redressement de la monnaie américaine qui, explique Jacqueline Grapin, « **est intervenu moins en raison d'un quelconque assainissement économique et financier que sur une base fondamentalement politique : le réarmement des Etats-Unis** ». Le moteur de la reprise, ce sont les dépenses militaires qui ont

triplé. Après l'aéronautique qui est le premier secteur à bénéficier des programmes d'armement, vient la radio et les équipements de télévision, « une branche qui a reçu 12 milliards de dollars en 1980, et en recevra 25 en 1987. Son taux de croissance est dans le domaine civil de 4 %. Dans le domaine militaire, il est de 13 %. (...) Même dans les secteurs qui peuvent s'estimer privilégiés par des taux de croissance satisfaisants sur les marchés civils, rien ne vaut le militaire : les composants électroniques (...) se développent au rythme de 8 % par an d'un côté, de 15 % de l'autre ». « Voici donc le réarmement, cause à la fois du déficit budgétaire et de la hausse des taux d'intérêts nécessaire pour le financer, doublement responsable de la hausse du dollar ».

Et à l'heure des additions, les Etats-Unis font payer les autres : c'est le pillage et pas seulement des pays semi-coloniaux. « Le monde se développe à crédit sous l'égide américaine », écrit Jacqueline Grapin, voulant voir dans l'expansion monétaire de ces dernières années une réédition quatre siècles plus tard de l'expansion monétaire consécutive à la découverte de l'Amérique par les Espagnols et les Portugais, qui provoqua un immense développement économique. Mais aujourd'hui, il ne s'agit pas d'or, de valeurs réelles, mais de monnaie de singe...

L'ouvrage de Nicole Bernheim se situe lui sur un tout autre plan. « Dans l'Amérique de Reagan, brutale et sûre de son bon droit, je ne reconnaissais plus du tout celle que j'avais tant admirée dix ans avant », l'Amérique où dans les années 1960-1970 « la recherche d'une nouvelle société, la guerre du Vietnam et le combat pour les droits civiques des Noirs mobilisaient des millions de jeunes », écrit l'auteur. Le livre ne prétend pas être

une analyse exhaustive du système Reagan, mais se veut un portrait de l'Amérique profonde des années quatre-vingt. Derrière l'Amérique « sottée, va-t-en-guerre, contente de soi, égoïste », c'est la quête de cette Amérique des années 60, « toujours là mais effarée, intimidée, pleine de complexes à l'égard des gagnants ».

Cela nous vaut d'abord une série de portraits du personnel politique de l'équipe Reagan, comme de ses opposants démocrates dont certains sont assez cocasses. Mais le plus intéressant n'est pas là. Il est dans la description de la réalité sociale de l'Amérique de Reagan. « Pendant l'hiver 1982, écrit Nicole Bernheim, des milliers de chômeurs des régions industrielles du Nord ont pris la route à la recherche d'un emploi avec femmes et enfants, jouant, un demi-siècle plus tard, l'odyssée lamentable décrite par Steinbeck dans Les Raisins de la colère ». Et de montrer comment les Etats-Unis, qui détiennent « le privilège... d'être à la fois le pays le plus riche du monde et le seul, parmi les industrialisés, à peu près totalement dépourvu de système de protection sociale » ont vu avec Reagan une réduction drastique des dépenses sociales.

Mieux vaut dans l'Amérique de Reagan, comme l'auteur l'écrit, « être jeune, blanc, riche et en bonne santé ».

Ce que veut faire le patronat français en matière de protection sociale, de liquidation du droit à la santé, il suffit de regarder le système Reagan pour s'en rendre compte. « Un lit d'hôpital sur trois appartient maintenant à une chaîne gérée selon des normes commerciales, un sur huit à une entreprise à but lucratif. C'est ce qui fait dire à un sociologue de l'université de Harvard, Paul Starr, que le système de santé américain est "le plus inégalitaire du monde". Le "medicare" dont bénéficient en principe tous les Américains de plus de soixante-cinq ans, n'est qu'une assurance de base qui paie

les frais "raisonnables" d'hospitalisation au-delà d'une franchise de 300 dollars et 80 % des honoraires de médecins "approuvés" au-delà de 75 dollars. Après soixante jours, le malade paie une part grandissante des frais d'hospitalisation, et, après cent cinquante jours, leur totalité. »

« Le "medicaid", entièrement gratuit, est réservé aux indigents. Mais, quand on voit l'état des hôpitaux publics de la plupart des grandes villes américaines, on ne peut que souhaiter de ne pas tomber dans cette catégorie de patients.

Même modeste, cette "couverture sociale" attribuée à ceux des Américains qui en ont le plus besoin est vivement attaquée par les partisans du président Reagan... Autre cible des reaganistes, le non moins modeste système de retraites dont vivent exclusivement 60 % des vingt-cinq millions d'Américains de plus de soixante-cinq ans... Il y a des familles dans lesquelles il faudra choisir entre l'opération de grand-mère et l'université pour le petit dernier. »

« Tiers monde à domicile », titre Nicole Bernheim, décrivant les ghettos noirs des grandes villes américaines. « L'une des raisons essentielles pour lesquelles on ne voit pas comment le système Reagan pourrait s'éterniser, malgré les commentaires flatteurs dont il a fait l'objet dans les milieux d'affaires du monde entier, est l'existence, aux Etats-Unis, d'un véritable "Tiers monde à domicile". Même si, contrairement à tous les pronostics, les ghettos noirs et latino-américains n'ont pas explosé au plus fort de la récession des années quatre-vingt, leur persistance crée une situation extraordinairement dangereuse et malsaine. (...) Les familles des ghettos noirs ont été les principales victimes des réductions de budgets sociaux décidées par l'administration Reagan comme remède au déficit budgétaire : réduction des coupons d'alimentation gratuits distribués aux familles pauvres, des contrôles de gros-

sesse des femmes enceintes, des repas gratuits aux écoliers... et, peut-être plus grave que tout, abandon de nouveaux programmes de formation professionnelle. » Au bout de tout cela, une clochardisation de dizaines et dizaines de milliers d'Américains, la « charité » comme au XIX<sup>e</sup> siècle, « situation aggravée, précise l'auteur, après la décision du président Reagan de rétrocéder aux autorités locales la responsabilité de nombreux services sociaux, l'Etat fédéral réservant de plus en plus son financement à la défense nationale ».

Quant à l'enseignement, ce sont aujourd'hui des générations entières qui sont sacrifiées. Ce qui amène Nicole Bernheim à écrire très justement : « La relance économique qui s'affirme depuis 1982 a, certes, réduit le chômage, mais il s'agit plus, dans l'industrie de réembauche que de véritables créations d'emplois... Les grands secteurs industriels traditionnels restent à plat. Les nouveaux, comme le tertiaire, s'informatisent de plus en plus. Ce qui offre de brillantes perspectives aux jeunes dotés d'une bonne formation, mais pas aux millions de laissés pour compte de la reprise : on ne reclasera pas sur ordinateurs de vieux ouvriers ni des garçons et des filles qui savent à peine lire et écrire... Tout semble indiquer que des millions de salariés vont donc être perdus à jamais pour le marché de l'emploi en l'absence quasi-totale d'infrastructure sociale capable de les soutenir. Y aura-t-il encore "un job quelque part" pour les ouvriers vieillissants d'industries en pleine mutation ? Y en aura-t-il jamais pour ces millions de garçons et de filles dépourvus d'un minimum de connaissances ? »

CESAR CORTE

(Forteresse América de J. Grapin, Editions Stock, Les années Reagan de N. Bernheim, Editions Stock)

## « KREMLIN-PCF - CONVERSATIONS SECRETES »

**U**N livre intitulé « **Kremlin-PCF - Conversations secrètes** », est paru au mois de novembre chez l'éditeur Olivier Orban. Bien évidemment, ce livre a donné lieu à de nombreux commentaires et fait couler beaucoup d'encre. Ce qu'il contient : les notes prises par Jean Kanapa (ancien membre du BP du PCF, mort en 1978) dans la période qui a précédé et suivi immédiatement l'invasion de la Tchécoslovaquie par les chars de la bureaucratie du Kremlin le 21 août 1968, occupation qui, rappelons-le, dure toujours, plus de 16 ans après. (1)

Bien évidemment, le moment choisi pour la parution de ce livre n'est pas sans importance, quelques jours après l'adoption par le Comité Central (avec 6 abstentions) du projet de rapport pour le 25<sup>e</sup> Congrès du PCF, qui va se tenir en février. A ce sujet, on a assisté depuis à une mise en scène pour le moins étrange. Un militant du PCF, masqué est filmé par « Antenne 2 » et affirme parler au nom d'autres responsables du PCF conservant eux aussi l'anonymat. Ce qui a fait dire à d'anciens cadres du PCF — ayant rompu avec ce parti — que ce n'est pas la première fois que l'on assiste à ce genre de scénario qui a l'avantage pour le PCF, dans une situation de crise que personne ne peut contester, de créer une situation facilitant l'épuration...

Venons-en aux documents eux-mêmes. Au-delà des intentions de l'auteur des notes, Jean Kanapa, celles-ci établissent fort bien le mécanisme des décisions, la réalité du rapport de dépendance absolu du PCF,

comme parti, avec la bureaucratie du Kremlin dont il est à la fois une composante et une projection. Du temps de Staline, comme depuis, la discussion a toujours eu lieu dans les sommets de l'appareil. Discussion où chaque clique, chaque « camp » cherchait à faire prévaloir ses positions. Mais ces discussions d'hier, de 1968 et d'aujourd'hui, ont toujours lieu dans un cadre et sur ce point les « notes » sont d'une très grande clarté : quels sont les meilleurs moyens à mettre en œuvre pour étrangler la révolution politique menaçant son pouvoir ? Comment assurer la pérennité d'un pouvoir, dans une situation de crise de la bureaucratie elle-même, crise qui, en particulier depuis la mort de Staline, a libéré des éléments de dislocation ? La réponse sera toujours la même : répression contre les masses, élimination d'une partie de l'appareil, qui n'a pas su « tourner », « sentir le vent ».

Ce qui est en cause, la discussion entre Souslov-Ponomarev et Waldeck Rochet du 15 juillet 1968 l'établit assez bien.

**« Les principaux moyens de propagande sont tombés dans les mains des antisocialistes, sont utilisés chaque jour contre le PCT et contre l'amitié avec les pays socialistes. Même le *Rude Pravo* n'est plus contrôlé, dans une grande mesure, par le Parti. Bien que le rédacteur en chef soit un bon communiste, il est en fait sans pouvoir.**

**On attaque violemment les membres du Parti, on leur colle des étiquettes. Des centaines de permanents sont maintenant sans travail. Au lieu de les défendre devant les calomnies, on les limoge. Ce qui ligote les bons communistes. (...)**

**Nous ne pouvons pas rester les bras croisés. La défaite du socialisme en Tchécoslovaquie n'est pas une affaire seulement intérieure. Cela romprait tous les maillons du camp. Cela ouvrirait la frontière devant Bonn. Cela changerait du coup les frontières du camp socialiste. » (...)**

(1) Nous ne revenons pas sur plusieurs aspects traités par *Informations Ouvrières* lors de la sortie du livre, notamment sur l'évidente authenticité des notes qui de ce fait, comme l'indique *Informations Ouvrières*, n'apportent rien de qualitativement nouveau sur les relations de dépendance entre l'appareil du PCF et la bureaucratie du Kremlin mais qui présentent un grand intérêt quant au caractère et à la forme des liens de dépendance.

« — PONOMAREV : Y a-t-il analogie avec 56 ? Il y a un processus particulier (l'ennemi l'a appris) (c'est) plus difficile pour nous. En 56, il y avait le club Petofi et l'intervention ouverte antisocialiste. (...) »

« Depuis des mois, la presse publie des flots d'articles contre le rôle dirigeant du Parti. Et leurs auteurs sont toujours en place. Dubcek dit : nous sommes contre les mesures administratives, nous les convainçons. Mais les ministres sont chassés, trois quarts des secrétaires fédéraux et la moitié des secrétaires de sections sont au chômage, comme la moitié du comité central ! Il y a la liberté de la presse, sauf pour la presse du parti. (...) La bourgeoisie ne se gêne pas — vous le savez bien — pour étouffer le mouvement ouvrier. De Gaulle appelle les tanks... Mais les dirigeants tchèques, eux, disent qu'ils ne peuvent rien.

Votre voyage sera difficile, car Dubcek va vous donner toutes les assurances que vous voudrez. » (...)

« WALEDECK ROCHET : Laisser basculer la Tchécoslovaquie aurait des conséquences très graves. Mais le recours aux moyens extrêmes aurait aussi des conséquences très graves. Voilà pourquoi nous sommes inquiets. Nous n'avons pas de solution. Mais dans les deux cas, ça serait grave. La contre-révolution ouverte en Hongrie rendait l'intervention soviétique justifiée et NECESSAIRE. Mais ici, ce serait plus difficile. C'est pourquoi il faut utiliser toutes les formes de pression. S'ils proposent des (rencontres) bilatérales, il faut l'accepter. »

Il y a un parfait accord entre Souslov-Ponomarev et Waldeck Rochet sur le caractère intolérable de la situation. Tous les trois réaffirment en préalable la justesse de l'écrasement des conseils ouvriers en Hongrie en 1956 par les chars de la bureaucratie. La discussion porte sur les moyens de stopper la révolution politique qui met en cause, comme ils le réaffirment également tous trois, le statu quo établi en 1944-1945 entre Staline et Roosevelt, entre la bureaucratie du Kremlin et l'impérialisme américain, sur le dos des peuples du monde. Ponomarev n'y va pas quatre chemins : « La bourgeoisie ne se gêne pas, vous le

savez bien, pour étouffer le mouvement ouvrier. De Gaulle appelle les tanks... Mais les dirigeants tchèques, eux, disent qu'ils ne peuvent rien... » « Ah, si nous avions un De Gaulle tchèque », se lamente Ponomarev. Ce n'est pas tant l'homme qui fait défaut mais les conditions politiques ! Il faudrait que la direction du PCT écrase elle-même au compte de la bureaucratie tout entière la révolution politique. Mais l'appareil du PCT est mortellement frappé. C'est sur cette toile de fond commune que la discussion a lieu entre Souslov-Ponomarev et Waldeck Rochet. C'est ce même cadre qui préside à la rencontre suivante.

C'est-à-dire l'entretien au Kremlin entre Leonie Brejnev et Waldeck Rochet le 16 juillet 1968.

Non moins intéressant est le document rapportant la rencontre du 19 juillet 1968 entre Alexandre Dubcek et Waldeck Rochet :

« DUBCEK : (...) Si j'ai bien compris, le camarade Waldeck Rochet nous a traduit les idées des camarades soviétiques.

W. ROCHET : Non. Je ne suis aucunement chargé de traduire les opinions des camarades soviétiques. Je suis allé à Moscou en toute indépendance. J'ai écouté, entendu. J'en ai conclu que la situation était grave. J'ai évoqué tout à l'heure certaines remarques des camarades soviétiques parce qu'elles comptent dans le débat. Mais nous avons pour notre part nos propres remarques.

DUBCEK : Quand vous avez défini la situation en Tchécoslovaquie, c'est l'opinion des Soviétiques ou la vôtre ? (...) Nous sommes ici, vous et nous, en tant que représentants de nos partis. Et il serait bon, naturellement, que nous connaissions l'opinion du bureau politique du Parti communiste français, l'opinion propre du Parti communiste français. »

Dans la suite de l'entretien, Dubcek cherche à donner des assurances à celui qu'il considère, comme l'indique clairement l'extrait cité ci-dessus, comme l'envoyé du bureau politique du PCUS. Il manœuvre, il cherche à gagner du temps, il minimise pour ce faire, dans la langue de bois tradi-

tionnelle, le mouvement de révolution politique. Vraiment, il ne se passe pas grand chose à Prague. Rien, presque rien. Mais, pas plus W. Rochet que Brejnev ne peuvent se contenter des « assurances » d'A. Dubcek. Il s'agit de l'existence de la caste du Kremlin, de son monopole politique.

Le 21 août 1968, les troupes de la bureaucratie entrent à Prague et occupent la Tchécoslovaquie. Des centaines de morts, des milliers d'emprisonnés, la terreur stalinienne s'abat sur les peuples de Tchécoslovaquie.

La bureaucratie est passée du stade de la « discussion » des moyens à celui de l'exécution sans phrases.

Le PCT s'avère incapable d'écraser la classe ouvrière, les « partis frères » le feront à sa place.

Il s'agit des intérêts de la caste du Kremlin, de l'appareil international du stalinisme dans son ensemble. « Un maillon du socialisme ». On peut discuter des formes de la soumission, de la meilleure manière de défendre l'ordre, au compte de la bureaucratie, des dizaines de pages, on ne discute pas de la soumission elle-même.

Nous ne pouvons dans cette note de lecture donner des extraits de tous les documents écrits par Kanapa et publiés dans le livre « Kremlin-PCF », document qui sont au nombre de onze. Mais il paraît nécessaire toutefois de porter à la connaissance des lecteurs de *La Vérité* les quelques extraits suivants de la rencontre entre Waldeck Rochet et Brejnev, du 4 Novembre 1968, c'est-à-dire un mois et demi après l'intervention, rencontre à laquelle participe également G. Marchais.

Brejnev (montre un dossier et dit) : « Voilà, tout ça est dirigé contre le PCF. Quel dilemme ! D'autant plus que pendant 50 ans, nos deux partis ont toujours été unis et que cela a été si important pour nos partis, pour tout le mouvement. (...) »

Depuis 50 ans, nos deux partis ont toujours été unis, nos relations reposaient sur l'identité de vues sur toutes les grandes questions internationales. Unité de vues concernant la lutte anti-impérialiste (...).

**Je ne veux pas dire que tout a toujours été parfait chez nous. Vous pouvez voir nos statistiques (sauf militaires). Notre classe ouvrière est restée fidèle à ses idéaux. Elle a dû faire preuve de beaucoup de résolution. C'était ça, notre crédit. Nous aussi, les gens de notre âge, nous avons contribué à augmenter ce crédit. (Je ne pouvais pas aller voir ma mère). Il y avait des mécontents, mais pas contre le pouvoir soviétique — contre les boulangers.**

**W. ROCHET : J'ai vécu chez vous. En 1930.**

Brejnev se moque alors ouvertement de ses subordonnés français

**« BREJNEV : En 1920, c'était pire. Quand j'étais jeune (suit l'histoire...) à l'usine, 80 % des ouvriers qualifiés renvoyaient leurs familles dans les villages.**

**SOUSLOV : Les camarades français ont aidé les gens de la Volga à lutter contre la famine.**

**DUCLOS : On a quêté dans les rues.**

**BREJNEV : Merci aux communistes français. (...) »**

Les derniers documents publiés dans le livre « **Kremlin-PCF** » présentent les différents projets en vue du communiqué commun PCUS-PCF en préparation. Le PCUS a écrit le sien, le PCF également. Ce dernier veut manifester quelques « nuances » sur la question de l'intervention en Tchécoslovaquie en rappelant sa condamnation au mois d'août. Ponomarev, qui représente le BP du PCUS, déclare :

**« Et maintenant, il faudrait un communiqué confirmant la position prise par le PCF le 21 août ! Ce serait saper à la base tout ce qui a été acquis. (...) Il y a déjà le retrait des troupes, à l'exception d'un petit contingent. Tout ça a été fait de concert avec le PCT, et demain on publierait un communiqué où vous maintiendriez votre vieille position ! Nous ne pouvons accepter qu'on parle des positions respectives sur la Tchécoslovaquie. Ce serait utilisé par les droitiers en Tchécoslovaquie. Les droitiers n'ont pas abandonné la lutte, y compris au sein de la direction du Parti. »**

Pour la bureaucratie, l'unité de la politique

contre-révolutionnaire nécessite que soit réaffirmée l'unité de commandement dans l'appareil, avec les conséquences que manifestent obligatoirement une telle situation de crise. Mais, précisément qu'il s'agisse de la Hongrie et de la Pologne en 1956, de la Tchécoslovaquie en 1968, de la Pologne aujourd'hui, à une échelle et une profondeur jamais atteintes, cette « unité de commandement », ce monolithisme, indispensables au fonctionnement de la politique contre-révolutionnaire, sont minés de toute part. L'impérialisme ne peut plus se satisfaire du statu quo de 1944-1945. Dans tous les continents, la classe ouvrière, les masses

exploitées sous différentes formes manifestent leurs exigences sociales et politiques. Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes se dresse fondamentalement contre l'impérialisme et la bureaucratie stalinienne.

En ce sens, les notes de feu Jean Kanapa ne font que confirmer la faillite historique de ce corps étranger à la classe ouvrière, allié de l'impérialisme, qui explosera sous les coups de la révolution mondiale.

G. BAUVERT

(Kremlin-PCF - *Conversations secrètes*, Editions Olivier Orban)

## « Trotsky : textes et débats »

*Présentation de Jean-Jacques Marie*

**L**E 28 août 1940, une semaine après l'assassinat de Léon Trotsky par l'agent de Staline, Ramon Mercader, l'organisation trotskyste américaine, le Socialist Workers Party (SWP), convoquait un meeting pour rendre hommage au grand révolutionnaire, révolutionnaire dont le gouvernement impérialiste américain avait une telle crainte qu'il refusa le transfert de ses cendres aux États-Unis.

Dans le discours qu'il y prononça, James P. Cannon, l'un des fondateurs du SWP, après avoir été l'un des créateurs du Parti communiste aux États-Unis, déclarait : **« Dans l'époque terrible que nous vivons, bien des choses disparaîtront. Staline et Hitler et Roosevelt et Churchill, et tous les mensonges, toute l'injustice et toute l'hypocrisie qu'ils incarnent disparaîtront dans le sang et le feu. Mais l'esprit de l'homme communiste que le camarade Trotsky incarnait ne disparaîtra pas. »**

Près d'un demi-siècle est passé depuis, avant tout marqué par la lutte constante des exploités et des opprimés. La crise politique, sociale, économique qui frappe tout le système impérialiste et chacun des États capitalistes, l'action des travailleurs des pays industriels dressés contre les plans du capital, comme la lutte émancipatrice des peuples écrasés et pillés par l'impérialisme, les développements impétueux de la révo-

lution politique, témoignent du fait que la théorie de la révolution permanente n'est pas seulement la généralisation de la dynamique même de la révolution prolétarienne internationale à l'époque de l'impérialisme mais qu'elle est le guide nécessaire de ces luttes.

La nécessité de la révolution politique contre la bureaucratie usurpatrice et contre-révolutionnaire n'est plus seulement un pronostic scientifique, établi à partir de l'analyse de la bureaucratie, mais « une force matérielle » présente dans l'action des millions d'hommes.

Aussi, est-il de plus en plus difficile d'ignorer Trotsky ou de le traiter par les moyens « classiques » de la calomnie stalinienne. Pourtant, la volonté de défigurer la pensée et l'action de Trotsky et ce qu'il représente reste aussi forte, si les techniques se modifient. C'est ainsi que, dans le précédent numéro de *La Vérité*, il a été nécessaire d'exposer une nouvelle tentative de falsification : l'édition et la présentation de « morceaux choisis » de Trotsky par J.-P. Scott, membre du PCF (1).

Aussi n'en est-il que plus agréable d'avoir à signaler aux lecteurs de *La Vérité* l'exis-

(1) Voir l'article de C. Fostier dans le numéro 594 de *La Vérité*.



tence en français, sous une forme pratique, d'un choix de textes et d'une présentation de l'œuvre de Trotsky honnêtes, utiles et consciencieux. Il s'agit, dans la collection **Textes et débats** paraissant au Livre de Poche d'un Trotsky présenté par Jean-Jacques Marie.

L'ambition de cette collection est de faire connaître l'œuvre et l'action de celui auquel l'ouvrage est consacré par des extraits de textes, accompagnés d'un commentaire et suivie parfois par des extraits des critiques et des analyses qu'ils ont suscitées. Dans le cadre d'une telle formule, Jean-Jacques Marie ne pouvait avoir la prétention de fournir un substitut d'une biographie politique ni de prétendre faire connaître — sous une forme condensée — « toute » l'œuvre de Trotsky.

Ces deux écueils sont évités : ce que les 450 pages de ce volume fournissent, c'est un accès aux positions de Trotsky, à sa pensée, éclairée à partir du choix d'un certain nombre de thèmes. Les brefs commentaires, l'utilisation des textes des adversaires de Trotsky, de commentaires et de critiques, aident à situer chacun des extraits d'un ouvrage de Trotsky, de comprendre dans quel combat politique ils s'inscrivaient.

Ce petit livre conduira sans aucun doute à la lecture des ouvrages principaux de Trotsky et à la lecture des « œuvres » publiées par l'Institut Léon Trotsky sous la direction de P. Broué.

Les thèmes par rapport auxquels l'ouvrage est divisé sont les suivants : « **La Révolution. Révolution russe et révolution permanente** » ; « **Quelle armée pour la Révolution ?** » ; « **L'économie de transition** » ; « **Trotsky contre Staline** » ; « **L'Art et la Culture** » ; « **Front unique, Front populaire et fascisme** » ; « **La nature de l'URSS** » ; « **La IV<sup>e</sup> Internationale** ».

Comme on le voit, par la simple énumération des parties qui composent le volume, ce sont les grands aspects de la pensée et de l'action — inséparables dans son cas — de Léon Trotsky qui sont dégagés. Certes, ce panorama — dans les limites imposées — ne peut être que fragmentaire. On peut regretter qu'il n'y ait pas un chapitre en tant que tel sur « Trotsky historien », qu'il ne soit pas revenu sur sa place comme dirigeant de la III<sup>e</sup> Internationale, etc.

Mais ce genre de regrets prouve simplement que ce livre donnera à ceux qui le liront

l'envie d'en savoir plus, ce qui est le but poursuivi. Il se conclut par un chapitre sur la IV<sup>e</sup> Internationale, rétablissant ainsi, en donnant la parole à Trotsky, la vérité historique. Car très souvent, ceux qui veulent bien aujourd'hui « saluer » Trotsky, veulent ignorer ce que lui-même pourtant définissait comme son œuvre la plus importante : le combat pour la construction de la IV<sup>e</sup> Internationale, de nouveaux partis dans chaque pays.

Léon Trotsky écrivait en effet en 1935 : « **Et pourtant, je crois que le travail que je fais en ce moment — malgré tout ce qu'il a d'extrêmement insuffisant et fragmentaire — est le travail le plus important de ma vie, plus important que 1917, plus important que l'époque de la guerre civile.** »

Revenant sur les attaques de ceux qui, sur ce point central, ont falsifié l'action et la pensée politique de Trotsky, Jean-Jacques Marie écrit — et nous citons intégralement ce passage, car il montre comment le travail du « présentateur » situe l'action de Trotsky dans le développement de la lutte des classes :

« **En 1938, Trotsky propose pourtant de proclamer la IV<sup>e</sup> Internationale. Décision vide de sens et pure folie, selon son biographe Deutscher ou l'ancien opposant Victor Serge ; décision qui suscite quarante ans après l'humour des pamphlétaires officiels du Kremlin dont l'un évoque en termes caustiques la proclamation de la nouvelle Internationale : "Septembre 1938... Une vingtaine d'hommes se pressent dans l'atmosphère enfumée d'une modeste chambre d'un faubourg parisien ; on dirait des amis de longue date qui ne s'étaient pas vus il y a bien longtemps et se retrouvent enfin pour bavarder entre deux tasses de café. Mais avant de se séparer, ils déclarent avoir fondé une Internationale. Ni plus, ni moins ! La IV<sup>e</sup> Internationale naissait avec une surprenante facilité. Elle était proclamée par des invidius qui, dans leur majorité, ne représentaient qu'eux-mêmes."** (M. Basmanov : *Vers quoi les trotskystes détournent-ils la jeunesse ?*, p. 4).

A cet humour journalistique, Staline et la Guépéou substituèrent alors la calomnie et le meurtre. La jeune Internationale, si faible fût-elle, inquiétait en effet les pouvoirs établis qui se préparaient à déchaîner la guerre la plus féroce de l'histoire de l'humanité et craignaient qu'il n'en sorfit la révolution.

C'est ce qu'explique à Hitler — qui ne le nie pas — l'ambassadeur de France à Berlin, M. Coulondre, le 25 août 1939. L'ambassadeur rapporte ainsi sa conversation avec le chancelier nazi : « Si le sang français et le sang allemand coulent, il n'y aurait pas à payer que cet impôt du sang, si lourd qu'il fût ; les ravages de la guerre certainement longue entraîneraient un cortège d'atroces misères. Si je pensais effectivement, ai-je marqué, que nous serions victorieux, j'avais aussi la crainte qu'à l'issue de la guerre, il n'y eût qu'un vainqueur réel, M. Trotsky... M'interrompant, le Chancelier s'écria : Pourquoi, alors, avoir donné à

la Pologne un chèque en blanc ? » (*Livre jaune français sur les causes de la guerre*, p. 314).

N'est-ce pas, après tout, parce qu'il avait la même crainte, que Staline fit assassiner Trotsky ?

Le représentant du gouvernement français auprès de Hitler, ce dernier et Staline ne considéraient donc pas la IV<sup>e</sup> Internationale avec la désinvolture des militants fatigués et des feuilletonistes... »

F. FORGUE

(Trotsky : *Textes et débats*, Livre de poche)

## les marxistes et l'école

**A**U moment où les TUC, la flexibilité, les « stages » des jeunes, et une effroyable pénurie dans l'enseignement manifestent l'application sans phrases par le gouvernement des volontés patronales, il faut se dépêcher, si ce n'est fait, pour les besoins mêmes du combat politique, de lire le livre de Michel Eliard. C'est pourquoi il est nécessaire de revenir — ne serait-ce que brièvement — sur son contenu. On y trouvera, avec la compréhension de l'offensive d'ensemble de la V<sup>e</sup> République contre l'enseignement, une compréhension matérialiste de la question scolaire, permettant notamment de réfuter toute illusion à l'égard de certain ministre beau-parleur...

Michel Eliard s'est attaqué dans son livre à deux mystifications qui, au cours des deux dernières décennies vinrent aider puissamment la démolition scolaire entreprise sous la V<sup>e</sup> République.

Ces mystifications s'énoncent ainsi : le régime, notamment par la prolongation de la scolarité obligatoire en 1959-1967, aurait favorisé la « démocratisation » de l'enseignement. En second lieu, l'adaptation de l'enseignement aux besoins de l'économie capitaliste devrait consister en un surcroît de qualification, allant de pair avec les progrès technologiques.

Ces mystifications aidèrent à sceller l'accord qui se noua, dans les années 1960-1970, entre la « droite » et la « gauche », pour « moderniser » l'enseignement et vinrent camoufler maintes capitulations des dirigeants officiels du mouvement « laïque ».

En s'attelant à démystifier ces prétendues vérités premières, Eliard avait donc affaire à forte partie.

On ne s'étonnera pas dès lors que son livre, destiné à opposer les faits à cet échafaudage politique et idéologique, fourmille d'un certain nombre de données chiffrées, de tableaux comparatifs permettant :

— de réduire à néant la thèse de l'œuvre civilisatrice de la V<sup>e</sup> République

— de montrer la formidable résistance de la jeunesse et des classes laborieuses, par la mise en échec notamment des objectifs de déqualification et de déscolarisation des « rénovateurs ».

Ne prenons qu'un exemple : l'enseignement technique. Eliard cite, en conclusion de son livre, le fameux passage du *Capital* où Marx qualifie les embryons d'enseignement technologique comme « des ferments de transformation, dont le terme final est la

**suppression de l'ancienne division du travail** ». Il estime que cet enseignement « se trouve en contradiction flagrante avec le mode capitaliste de l'industrie et le milieu économique où il place l'ouvrier ». Cela n'échappe pas au CNPF, dont la haine tenace, l'acharnement à démolir les acquis démocratiques d'enseignement technique arrachés par la classe ouvrière en 1949, sont suivis pas à pas par Eliard.

Le lecteur de 1985 sera frappé de la comparaison entre les déclarations du CNPF, en 1955 par exemple, demandant « l'organisation de la formation professionnelle dans les conditions (sic) les plus fructueuses et les moins coûteuses », ses propositions et... toutes les réformes scolaires de la V<sup>e</sup> République, de Fouchet à Chevènement-Carraz. Ces réformes ont été littéralement dictées par le CNPF, acharné jour après jour les acquis ouvriers et démocratiques de l'après-guerre.

Mais ce que démontre, en regard, le livre d'Eliard, c'est la **formidable résistance** du prolétariat et de la jeunesse. Les chiffres parlent. Par le V<sup>e</sup> Plan, De Gaulle et Fouchet voulaient ramener à 98 000 les élèves de CET. La grève générale ruine cet espoir : ils sont 334 000 en 1970, à la fin du plan ! De même, Fouchet et Peyrefitte voulaient ramener le passage des bacheliers à l'université à 35 %, ils sont 57 %. La lutte

des classes est passée par là, et le nombre des étudiants, malgré la V<sup>e</sup> République, a atteint le million.

Quant aux fallacieuses thèses dites de la « reproduction » des inégalités sociales par l'école, elles ont conduit au rapport Legrand, c'est-à-dire, sous prétexte d'aide aux « enfants défavorisés », à la proposition de différencier l'enseignement en écoles pour riches et pour pauvres.

Eliard établit à l'inverse : **« L'histoire de l'école montre qu'il n'y a pas de relation mécanique entre les rapports de production et la structure du système scolaire. Celui-ci est le produit complexe de rapports de force entre les classes sociales, et apparaît étroitement lié à la question du pouvoir politique »**.

Pas de relation mécanique en effet : à l'heure où la bourgeoisie en décadence détruit sa propre école, sa propre civilisation, la défense des acquis démocratiques revient à la révolution prolétarienne. En France, où la bourgeoisie républicaine construisit, contre le clergé, « les meilleures écoles du monde » (Engels), ces contradictions n'en sont que plus criantes.

Le livre d'Eliard permet de les saisir... et de les utiliser dans le combat.

Michel SERAC

*« L'école en miettes », de Michel ELIARD  
Editions PIE*

**Une formule  
d'abonnement groupé :**

**LA VÉRITÉ et TRIBUNE INTERNATIONALE**

**Pour 1 an : 4 numéros de *La Vérité*  
8 numéros de *Tribune internationale***

— pli ouvert : 150 F  
— pli fermé : 220 F

Chèque ou mandat à l'ordre de : *La Vérité - Tribune internationale*  
87, rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 Paris



**Bulletin d'abonnement**

NOM : .....  
PRENOM : .....  
ADRESSE : .....

- LA VERITE  
 TRIBUNE INTERNATIONALE  
 LA VERITE et TRIBUNE INTERNATIONALE

- Pli ouvert  
 Pli fermé

(cocher la formule choisie)

Ces mystifications s'adressent à celles et ceux qui, dans les années 1960-1970, ont été marqués par la démolition de la République.

Ces mystifications s'adressent à celles et ceux qui, dans les années 1960-1970, ont été marqués par la démolition de la République. Elles visent à empêcher la prise de conscience de la situation réelle et à empêcher la prise de conscience de la situation réelle.

Ces mystifications s'adressent à celles et ceux qui, dans les années 1960-1970, ont été marqués par la démolition de la République. Elles visent à empêcher la prise de conscience de la situation réelle et à empêcher la prise de conscience de la situation réelle.

On ne s'opposera pas dès lors que ces mystifications s'adressent à celles et ceux qui, dans les années 1960-1970, ont été marqués par la démolition de la République.

On ne s'opposera pas dès lors que ces mystifications s'adressent à celles et ceux qui, dans les années 1960-1970, ont été marqués par la démolition de la République.

On ne s'opposera pas dès lors que ces mystifications s'adressent à celles et ceux qui, dans les années 1960-1970, ont été marqués par la démolition de la République.

On ne s'opposera pas dès lors que ces mystifications s'adressent à celles et ceux qui, dans les années 1960-1970, ont été marqués par la démolition de la République.

On ne s'opposera pas dès lors que ces mystifications s'adressent à celles et ceux qui, dans les années 1960-1970, ont été marqués par la démolition de la République.

## « sur les problèmes du gouvernement ouvrier et paysan »

*(Extraits du rapport préparatoire  
au XX<sup>e</sup> Congrès de l'OCI - 1975)*

**C**HACQUE numéro de La Vérité reproduira des documents de notre mouvement, à l'échelle nationale et internationale. Comme il était expliqué dans le précédent numéro de la revue, ces documents — qu'il est parfois difficile aujourd'hui de se procurer — illustreront l'histoire de notre parti et du combat pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale. Ils montreront comment les organisations trotskystes ont fait face aux problèmes surgis de la lutte des classes, quelles réponses ils y ont apportées, comment ils y sont intervenus. Dans ce numéro, nous reproduisons intégralement tout un chapitre du rapport préparatoire au XX<sup>e</sup> Congrès de l'OCI, consacré aux problèmes du gouvernement ouvrier et paysan.

Le XX<sup>e</sup> Congrès de l'OCI s'est tenu en décembre 1975, c'est-à-dire dans une situation où le renversement du régime salazariste au Portugal (avril 1974), avait marqué le commencement de la révolution prolétarienne au Portugal et après la défaite subie par l'impérialisme au Vietnam. C'est dans ces conditions que l'introduction notait que ce qui était nécessaire à l'OCI pour aller de l'avant, c'était une appréciation théorique claire « de la période de l'imminence de la révolution intégrant les données théoriques permettant de caractériser les rapports entre la nature des appareils bourgeois et les organisations qu'ils contrôlent, et tout ce qui amène les grandes masses à prendre conscience de la nécessité d'engager le combat révolutionnaire contre la bourgeoisie et l'Etat ».

**L**es conquêtes sociales arrachées dans les pays avancés après la fin de la Seconde Guerre impérialiste ont été plus importantes que celles que le prolétariat avait arrachées dans la période ascendante du capitalisme. Et pourtant, avec Lénine, nous disons : « *L'impérialisme, c'est la réaction sur toute la ligne.* »

### « La réaction sur toute la ligne »

Il n'y a là qu'une contradiction apparente. Dans la phase ascendante du capitalisme, le prolétariat a arraché ses droits (organisation, libertés, premières conquêtes sociales, etc.), le constituant comme classe, par les méthodes de la lutte des classes révolutionnaire. A l'époque de l'impérialisme, qui est l'ère des guerres et des révolutions, toute lutte d'envergure pose le problème de l'Etat, remet en cause avec le pouvoir de la bourgeoisie la société bourgeoise ; la bourgeoisie, pour endiguer la montée révolutionnaire des masses et préserver son Etat, à l'aide des appareils bourgeois, a été dans l'obligation de céder au prolétariat les plus importantes conquêtes sociales (Sécurité sociale, Assedic, enseignement, garantie contre le chômage, statut de la Fonction publique, politique de logement, etc.). C'est ainsi que nous avons pu écrire que dans les pays avancés, la classe ouvrière avait accru, dans les deux à trois dizaines d'années qui viennent de s'écouler, sa densité politique. Nous le savons, cela n'a pu être concédé par l'impérialisme qu'en relation avec les injections grandissantes de crédits militaires dans l'économie et leurs conséquences, l'extraordinaire gaspillage et destruction des forces productives accumulées dans la période antérieure et l'extension du parasitisme économique et social (cf. extraordinaire accroissement de la bureaucratie d'Etat), menace terrible contre la substance même du prolétariat producteur de plus-value. Il nous faut préciser. Le moteur de l'extorsion de la plus-value, ce sont les injections grandissantes de crédits d'armement, source du gaspillage le plus forcené avec ses résultats : inflation, capitaux flottants ne pouvant s'investir que dans la spéculation, crise monétaire chronique préparant à terme l'écroulement du marché mondial, pollution, etc. Mais l'économie d'armement, qui obéit aux lois du capital, a permis la réalisation du processus d'accumulation du capital. Cependant,

cette phase de l'impérialisme depuis la guerre ne peut être considérée comme une nouvelle époque du capitalisme garantissant le progrès des forces productives mises en action par le système de la propriété privée. Ces thèses d'un nouveau stade du capitalisme défendues par les stalinien ayant découvert le capitalisme monopoliste d'Etat, ou par Mandel au nom du néo-capitalisme, camouflent en réalité que dans cette phase non seulement toutes les tendances à la barbarie de l'impérialisme stade suprême du capitalisme (Lénine) sont en place, mais se sont considérablement renforcées. Dans la période du capitalisme ascendant, les guerres, et la préparation à la guerre en général, générateurs du progrès technique, élargissaient les relations capitalistes comme étape vers la constitution du marché mondial. Dans la phase du capitalisme pourrissant, l'économie d'armement, facteur de dislocation du marché mondial préparant la barbarie, est l'expression de la révolte des forces productives étouffant dans le carcan de la propriété privée et des Etats nationaux.

Nous le savons également, dans la phase du capitalisme ascendant, les conquêtes sociales arrachées par le prolétariat à la bourgeoisie pouvaient en quelque sorte être absorbées par le capitalisme, les conquêtes sociales contraignaient les capitalistes à étendre, à différencier, à élargir le mode de production capitaliste (techniques, développement des forces productives).

A l'époque de l'impérialisme, la tendance est exactement inverse ; les conquêtes sociales arrachées par le prolétariat à la bourgeoisie par crainte de la révolution agissent comme facteur approfondissant la crise de tout le système capitaliste. C'est pourquoi l'impérialisme ne peut que remettre en question les conquêtes sociales arrachées par le prolétariat (atteintes à la Sécurité sociale, les hôpitaux publics, sélection, etc.).

Nous avons ainsi devant nous le tableau de relations complexes :

— L'impérialisme, c'est la réaction sur toute la ligne, la tendance à la réalisation de la barbarie, mais le prolétariat, par sa lutte de classe arrache des conquêtes sociales, approfondit la crise de tout le système, étend ses positions que l'impérialisme doit lui disputer.

— L'impérialisme, c'est le capitalisme en

putréfaction qui aggrave considérablement toutes les tendances inhérentes au parasitisme social, mais également la tendance à l'accroissement de la masse des salariés (exode de la campagne vers la ville), en même temps qu'il précipite les couches supérieures de l'aristocratie ouvrière (déqualification, automatisation, etc.), dans le prolétariat. C'est ainsi que des couches immenses de la petite-bourgeoisie des villes et des campagnes, précipitées comme salariées, s'agglomèrent en masses de plus en plus compactes autour du prolétariat industriel. D'où, parallèlement à la putréfaction, la classe ouvrière voit dans la lutte de classe s'accroître sa densité sociale et politique.

Lénine, dans une discussion au VII<sup>e</sup> Congrès du Parti (1918), établit clairement les données du problème que nous soulevons. Il dit :

« Quelles que puissent être les destinées de notre révolution, de notre détachement de l'armée prolétarienne internationale, quelles que puissent être les péripéties ultérieures de la révolution, la situation des Etats impérialistes qui se sont embarqués dans cette guerre, et qui ont amené les pays les plus avancés à la famine, à la ruine, à la barbarie, est, en tout cas, objectivement sans issue. Et il faut reprendre ici ce que Friedrich Engels disait il y a trente ans, en 1887, en considérant la perspective probable d'une guerre européenne. Il disait que les couronnes traîneraient par dizaines sur le sol de l'Europe sans que personne veuille les ramasser ; qu'une effroyable ruine serait le lot des pays européens, et que le résultat final des horreurs de la guerre européenne ne pourrait être que celui-ci, je cite : "Ou bien la victoire de la classe ouvrière, ou bien la création de conditions rendant cette victoire possible et nécessaire".

Engels s'exprimait sur ce point avec une précision et une circonspection remarquables. A la différence de ceux qui déforment le marxisme et qui nous servent des élucubrations attardées selon lesquelles le socialisme ne pourrait pas s'instaurer sur des ruines, Engels comprenait admirablement que toute guerre, même dans une société avancée, ne se bornerait pas à semer les ruines, la barbarie, la souffrance, les calamités parmi les masses, étouffant dans leur sang, qu'on ne pouvait pas garantir que la victoire du socialisme en serait la conséquence, mais que le résultat en serait : "ou bien la victoire de la classe ouvrière, ou bien la création de conditions rendant cette victoire possible et nécessaire". En d'autres termes, plusieurs pénibles étapes transitoires sont encore possibles, avec des destructions massives de valeurs culturelles et de moyens de production, mais il ne peut qu'en résulter un essor de l'avant-garde des masses laborieuses, de la classe ouvrière, et le passage à une situation dans laquelle cette classe prendra le

pouvoir pour bâtir une société socialiste. Car, si grande que soit la destruction des valeurs culturelles, celles-ci ne pourront pas être rayées de l'histoire : il sera difficile de les reconstruire, mais jamais aucune destruction ne les anéantira complètement. Dans telle ou telle de ses parties, dans tel ou tel de ses vestiges matériels, cette civilisation est indestructible, la difficulté sera seulement de la reconstituer. Voilà donc le point de vue selon lequel nous devons garder l'ancien programme en y ajoutant une définition de l'impérialisme et du début de la révolution sociale. (...)

Il me semble qu'il est théoriquement erroné de supprimer l'ancien programme, qui définit le développement conduisant de la production marchande au capitalisme. Il ne contient rien d'inexact. Les choses se sont passées et se passent effectivement ainsi, car la production marchande a donné naissance au capitalisme. Quelles que puissent être les péripéties ultérieures de la lutte, si nombreux que puissent être les zigzags que nous aurons à parcourir (et il y en aura beaucoup : nous voyons par expérience quels détours gigantesques fait l'histoire d'une révolution, et seulement chez nous pour le moment ; les événements seront autrement rapides et complexes, leur rythme sera autrement vertigineux, leurs tournants seront autrement compliqués lorsque la révolution deviendra européenne, il faut pour ne pas nous perdre dans ces zigzags et ces détours de l'histoire, pour conserver la perspective générale, pour apercevoir le fil directeur qui traverse tant le développement capitaliste que la route vers le socialisme, route qui nous apparaît naturellement comme droite, et que nous devons nous représenter comme telle afin d'en voir le commencement, la suite et la fin — alors qu'en réalité elle ne sera jamais droite mais d'une complexité invraisemblable —, il faut, pour ne pas nous perdre dans des détours, pour ne pas être désorientés dans les périodes de recul, de retraite, de défaite momentanée, quand l'histoire ou l'ennemi nous rejettent en arrière, il importe à mon avis, et ce sera la seule attitude théoriquement juste, de ne pas abandonner notre ancien programme fondamental. Car nous n'en sommes encore en Russie qu'à la première étape de transition du capitalisme au socialisme. L'histoire ne nous a pas donné l'état de paix que nous concevions en théorie pour un certain temps, qui était souhaitable, et qui nous eut permis de franchir rapidement ces étapes de transition. Nous voyons tout de suite combien la guerre civile a créé de difficultés en Russie et comment elle se mêle à toute une série de guerres. (...)

Cette époque, époque de faillites formidables, de violentes solutions militaires de masse, de crises, s'est ouverte, nous le voyons nettement, mais nous n'en sommes qu'au commencement. »

Dans cette citation, Lénine aborde les problèmes de la Révolution mondiale, du point

de vue de « l'histoire universelle » sur une perspective qui ouvre cette longue période de « chaos » dont la révolution portugaise nous offre les prémisses, période pendant laquelle doivent être résolues les tâches historiques du prolétariat. Mais si nous partons de ce point de vue, il nous faut étendre l'analyse dont nous venons d'esquisser les prémisses.

Nous le savons, l'organisation, les droits, les libertés, les conquêtes sociales qui constituent le prolétariat comme classe indépendante, représentent ou matérialisent ses « institutions ». Les « institutions » du prolétariat développées, ce sont l'Etat ouvrier, la dictature du prolétariat, qui, par la Révolution, modifie « qualitativement » la position sociale de la classe ouvrière. L'impérialisme s'assujettit les « institutions » en assujettissant les appareils qui « qualitativement » deviennent dès lors des organes bourgeois contrôlant les « institutions » ouvrières qui restent néanmoins institutions constituant la classe ouvrière comme classe indépendante. En Union soviétique, on est en droit d'écrire que l'impérialisme s'est « assujetti » par la dégénérescence de l'Etat ouvrier l'organe bourgeois que constitue la bureaucratie soviétique. Mais les conquêtes de la Révolution d'Octobre continuent, même avec l'Etat ouvrier dégénéré, à représenter les institutions développées, garantissant l'élargissement de la densité sociale et politique du prolétariat international.

Reprenons : l'impérialisme, c'est la réaction sur toute la ligne ; par sa lutte de classe, le prolétariat arrache des conquêtes sociales (institutions) dans les pays avancés et dans toute une série de pays (pays de l'Est, Chine, Vietnam, Cuba, etc.). La révolution arrache des « conquêtes sociales » (institutions) développées. Par ses conquêtes, le prolétariat, qui pourtant est menacé dans sa substance, accroît sa densité sociale et politique, approfondit la crise du système impérialiste qui, pour se défendre contre la révolution, corrompt les organes dirigeants des « institutions » de la classe ouvrière internationale, transformant les organes dirigeants en organes bourgeois.

La tendance irréversible de la bourgeoisie à l'époque de l'impérialisme, c'est la barbarie marquée par la tendance à la liquidation de tous les acquis antérieurs de la civilisation, liquidation des droits, garanties, libertés,

conquêtes sociales, conquêtes de la Révolution d'Octobre, organisations, tendance à la liquidation, à la destruction des « Institutions de la classe ouvrière ». A cette tendance s'oppose la lutte des classes internationale du prolétariat arrachant de nouvelles conquêtes sociales, y compris les conquêtes sociales plus développées que représente l'expropriation dans les pays de l'Est, la Chine, le Vietnam, Cuba. D'un côté, les conquêtes sociales, y compris les conquêtes sociales développées, sont gérées, contrôlées par des appareils bourgeois qui « refusent de se séparer du demi cadavre politique de la bourgeoisie ». De l'autre, elles approfondissent la crise de l'impérialisme (et par voie de conséquence la crise des organes bourgeois contrôlant les « institutions » de la classe ouvrière (1)). C'est dans le cadre de cette analyse que doit être appréciée la possibilité théorique de ce que, « sous l'influence d'une combinaison tout à fait exceptionnelle de circonstances (guerre, défaite, krach financier, offensive révolutionnaire des masses, etc.) des partis petits-bourgeois, y compris les staliniens, puissent aller plus loin qu'ils ne le veulent eux-mêmes dans la voie de la rupture avec la bourgeoisie. »

### « Du pronostic historique à la réalité pratique »

Trotsky qui écrivait ces lignes ajoutait : « Il est cependant inutile de se perdre en conjectures. » Les combinaisons tout à fait exceptionnelles de circonstances considérées par Léon Trotsky à la veille de la Seconde Guerre impérialiste, se sont dans la Seconde Guerre impérialiste et les 30 années qui ont suivi, généralisées. Les guerres, Corée, Vietnam, Algérie, Angola, n'ont pas cessé et ne cessent pas. Les défaites à Cuba, au Vietnam et les reculs de l'impérialisme dans le monde face aux offensives des masses (France, Angleterre, Allemagne, Europe, y compris recul de l'impérialisme aux USA) se sont succédé et se succèdent, le krach financier menace à tout moment. La tendance, sous le poids de cette « combinaison de circonstances », des partis petits-bourgeois d'aller plus loin qu'ils ne l'auraient voulu dans la voie de la

(1) Nous laissons de côté la question de la « dénaturation » des institutions ouvrières contrôlées par les organes bourgeois.



rupture avec la bourgeoisie, s'est matérialisée à diverses reprises, matérialisant « la voie de la lutte pour le gouvernement ouvrier et paysan », et l'« exigence adressée par la IV<sup>e</sup> Internationale au nom de la classe ouvrière à tous les partis et organisations qui s'appuient sur les ouvriers et les paysans et parlent en leur nom, de rompre politiquement avec la bourgeoisie ».

C'est ainsi que cette « variante » considérée par Trotsky comme « peu vraisemblable », réalisée dans les pays de l'Est, en Corée, le Vietnam, Cuba, a transformé le pronostic historique en réalité pratique. Nous l'avons expliqué à de multiples reprises : cette « possibilité théorique » envisagée par Trotsky, réalisée pratiquement, a le même caractère que celle envisagée par Marx et Engels lorsqu'ils écrivaient que la révolution en Angleterre n'aurait pas nécessairement à détruire l'appareil d'Etat. On sait qu'avec la transformation du capitalisme en impérialisme, en Angleterre l'Etat bourgeois avec ses structures bureaucratiques, son armée, sa police, doit être détruit. Cependant, la possibilité théorique envisagée par Marx et Engels, étant correcte, rendait compte des tendances mises à nu par l'analyse, mais qui se sont trouvées infléchies par la réalité pratique du développement historique. Il reste que ces tendances pourtant totalement dépassées, analysées par Marx et Engels pour l'Angleterre, et en partie pour les USA, continuent à jouer un rôle décisif dans la réalité concrète (cf. Watergate) (2).

Avec les « théories » sur le socialisme dans un seul pays et la coexistence pacifique, camouflages de la politique contre-révolutionnaire, nous avons assisté à une longue période de soutien à l'impérialisme qui ne s'est jamais démenti et a entraîné le prolétariat à subir les plus cruelles défaites. Cette politique dure et ne saurait être remise en question par la bureaucratie stalinienne passée définitivement du côté de l'ordre bourgeois. Mais, y compris dans cette période, les masses se sont engagées dans de puissantes offensives révolutionnaires. Les Thèses du XVII<sup>e</sup> Congrès rendent compte de cette période dans laquelle se sont cristallisées toutes les tendances que nous avons qualifiées comme la période de

l'imminence de la révolution, préparée par les conquêtes arrachées par la révolution : conquêtes sociales dans les pays avancés, indépendance politique dans les pays arriérés, conquêtes révolutionnaires développées dans les pays de l'Est où Staline, en dépit de sa volonté de préserver les régimes capitalistes (en Roumanie, Staline pensait maintenir le roi sur le trône) dut se résoudre à l'expropriation. En Yougoslavie, durant la guerre et surtout en Chine en 1948-1950 s'est exprimé avec éclat le fait que dans certaines conditions les directions petites-bourgeoises, y compris les directions stalinienues, pouvaient aller plus loin qu'elles ne le désiraient dans la voie de la rupture avec la bourgeoisie. Préparés dans la guerre et l'immédiat après-guerre, les facteurs qui ont cristallisé en 1968 la période de l'imminence de la révolution, se sont élargis avec la marche en avant de la révolution politique (Berlin-Est 1953, révolution hongroise des conseils 1956, Pologne 1956). En 1968, la grève générale de mai-juin 1968 et le Printemps de Prague lient en un nœud solide tous les facteurs et tendances concourant à caractériser la période de l'imminence de la révolution. La machine de la contre-révolution construite par l'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin s'enraye ; la cadence du développement révolutionnaire s'accélère : grèves de la Baltique, Révolution portugaise, défaite de l'impérialisme US et échecs des bureaucraties de Moscou et de Pékin au Vietnam.

La révolution mondiale n'est pas un processus qui progresse en ligne droite.

Car nous avons beau être dans une situation objective dans laquelle la crise révolutionnaire la plus aiguë peut éclater absolument à l'improviste, le Parti révolutionnaire n'est pas construit. Les masses, même avec une confiance ébréchée, avec la plus forte des méfiances, sont dans l'obligation de se saisir de leurs organisations et positions contrôlées par les appareils bourgeois. D'où un processus contradictoire, où elles se saisissent de leurs organisations en même temps que les appareils bourgeois tendent à les expulser de leur mouvement (Portugal).

Les conquêtes sociales et celles plus développées, les conquêtes d'Octobre 1917, sont autant de positions pour réaliser les tâches historiques, par la dictature du prolétariat. Les tâches historiques ne peuvent être résolues qu'à l'échelle internationale. Elles sont insolubles dans le cadre du « socialisme

(2) Nous ne nous expliquerons pas plus sur la question des délais, problème analysé à diverses reprises dans les documents de l'OCI (résolutions, articles et discours).

dans un seul pays » qui, avec le blocus impérialiste, met à l'épreuve les organes bourgeois. Les conquêtes d'octobre 1917 sont les bases pratiques de la révolution politique qui régènerait la révolution russe, première victoire de la révolution internationale du prolétariat. Les conquêtes d'Octobre 1917, préservées par la lutte de classe internationale du prolétariat, sont des positions de la révolution mondiale, qui seule peut les sauver.

Si nous étendons le parallèle aux pays avancés, nous avons dans son essence le même mouvement. Les conquêtes sociales arrachées à l'impérialisme dans les pays avancés ne sauraient être « durablement » garanties sans la victoire de la révolution prolétarienne. C'est ainsi que la lutte contre les gouvernements bourgeois dans les pays avancés concentre la lutte de classe pour la défense des acquis, tandis que les organes bourgeois dans les pays avancés, en URSS, etc., combattent, déforment, trahissent les positions ouvrières, défendant ainsi l'ordre de la bourgeoisie.

Un même processus concentre la lutte de classe du prolétariat contre les gouvernements bourgeois et les appareils bourgeois en même temps que la classe ouvrière s'efforce de se saisir des organisations contrôlées par les appareils bourgeois pour réaliser ses aspirations.

### **Front unique ouvrier, gouvernement ouvrier**

Le gouvernement du Front unique ouvrier apparaît donc nécessairement aux masses comme une nécessité immédiate et urgente pour défendre leurs revendications (le simple fait que le gouvernement du Front unique ouvrier est mis à l'ordre du jour dans les pays européens traduit la profondeur de la crise révolutionnaire qui s'avance). C'est ainsi que chaque pas en avant dans la lutte effective contre la bourgeoisie et les gouvernements bourgeois représente tout à la fois un pas en avant dans le combat contre les appareils bourgeois dominant le mouvement ouvrier, contre la bureaucratie du Kremlin usurpant les conquêtes d'Octobre. Chaque pas en avant dans la lutte effective contre la bourgeoisie, donc contre les gouvernements bourgeois (revendications, conquêtes sociales) qui est un pas en avant contre les directions traditionnelles, est un pas en avant vers le gouvernement du Front

unique ouvrier qui donne son expression aux besoins des larges masses, lesquelles doivent se convaincre par leur propre expérience et par l'intervention des organisations de la IV<sup>e</sup> Internationale construisant leur parti, de la nécessité de la dictature du prolétariat. Mais si tout pas en avant dans la lutte effective est dirigé contre la bourgeoisie et les gouvernements bourgeois, toute lutte effective désorganise l'Etat bourgeois miné par la crise générale du système, d'où, sur la base de l'aggravation de toutes les contradictions du capitalisme décadent, la multiplication et l'approfondissement de crises politiques au sein des classes dominantes. Dans sa première phase, toute révolution remet toujours en question l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, selon les circonstances sous des formes diverses. Les masses laborieuses dans la révolution portugaise ont démantelé l'appareil d'Etat, créant un vide politique, lequel est le produit complexe d'une situation où, d'un côté la bourgeoisie portugaise a subi des défaites successives, l'impérialisme mondial et particulièrement l'impérialisme US étant momentanément ligotés (crise Watergate, crainte de l'effondrement du franquisme, etc.) et de l'autre le prolétariat, en dépit des coups qu'il porte à l'Etat bourgeois, est impuissant par ses directions contre-révolutionnaires, le PCP se plaçant à l'avant-garde de la contre-révolution.

Telle est la base du mot d'ordre de gouvernement du PSP et du PCP sans ministre bourgeois ni représentant du MFA.

Au Vietnam, le vide a été rendu total par l'effondrement de l'appareil d'Etat comprador. Le « GRP à Saïgon » comme étape vers l'unification du Vietnam s'est imposé comme une nécessité immédiate. Lénine explique que quelles que soient les destructions opérées par l'impérialisme, les contradictions objectives qui nécessitent la révolution continueront à exister dans les « segments épargnés ». Ajoutons jusqu'à la barbarie. Si nous poussons jusqu'au bout le raisonnement de Lénine, nous aboutissons à ceci : dans ces segments où la lutte des deux classes se poursuit, chacune des classes conserve ses positions de classe. C'est ainsi que dans l'Etat bourgeois portugais démantelé, le MFA, y compris avec l'armée démantelée, représente la totalité de l'Etat bourgeois et les bases de sa reconstruction. Certes, le MFA contrôlant

l'armée décomposée n'est pas le seul organe de l'Etat bourgeois ; la bourgeoisie portugaise et l'impérialisme, si le MFA, déchiré par ses contradictions, n'arrive pas à jouer son rôle, se retrancheront même derrière la Constituante. Mais cela signifierait pour la révolution un nouvel approfondissement. Dans certaines limites, la comparaison peut être étendue entre la situation au Portugal et les pays où l'impérialisme a été exproprié. En URSS, au Vietnam, en Chine, dans les pays de l'Est, la bureaucratie, organe bourgeois, joue mutatis mutandis le même rôle que le MFA, segment de l'Etat bourgeois démantelé, avec lequel le PCP s'identifie, avec qui le PS refuse de rompre. La bureaucratie stalinienne qui est passée définitivement du côté de l'ordre bourgeois a soutenu le MFA contrôlant l'armée comme instrument bourgeois de l'impérialisme portugais.

Revenons au Programme de Transition. Après la révolution d'Octobre, l'Internationale communiste définit les diverses variantes du gouvernement ouvrier (équivalent au gouvernement ouvrier et paysan pour d'autres pays).

Une de ces variantes est le gouvernement de la dictature du prolétariat.

Des deux autres, le premier est le gouvernement du ou des partis ouvriers comme gouvernement bourgeois, le second du ou des partis ouvriers unis, gouvernement de Front unique ouvrier, ayant rompu avec la bourgeoisie dans les conditions analysées par le Programme.

Nous savons que cette possibilité théorique a été envisagée dans la pratique par Lénine après l'insurrection de Kornilov. Toutes ces variantes sont alors envisagées dans la perspective proche de la révolution européenne brisant les cadres de la démocratie bourgeoise. Signalons que pour Léon Trotsky en 1922, la perspective théorique d'un gouvernement de Front unique ouvrier rompant avec la bourgeoisie, venant au pouvoir à la suite d'une majorité parlementaire était possible. L. Trotsky explique même que, sous certaines conditions, le PC, parti révolutionnaire, pouvait être amené à participer à ce gouvernement.

L. Trotsky ultérieurement pour la Chine examine la possibilité d'une dictature du prolétariat avec la Constituante comme marche concrète de la révolution prolétarienne.

La trahison de la social-démocratie, la dégénérescence et les monstrueuses trahisons de la bureaucratie stalinienne et de ses agences nationales ont renforcé la voie à la tendance inhérente de l'impérialisme réactionnaire sur toute la ligne, la tendance à la dictature, au fascisme et au bonapartisme remettant en cause les libertés constitutives du prolétariat comme classe indépendante. Pour sauver la bourgeoisie, les appareils laissent passer Hitler et Franco. Aujourd'hui, au Portugal, nous avons vu le PCP engager le combat pour limiter toutes les positions ouvrières, libertés, droits, garanties, afin de déblayer le chemin vers la dictature militaire. C'est ainsi que dans tous les pays, y compris les pays avancés, la défense des libertés est devenu un puissant levier pour dégager concrètement les voies de la révolution prolétarienne.

Poursuivons. La révolution permanente n'est pas seulement une théorie valable pour les pays arriérés. Dans ceux-ci, au Vietnam, en Chine, en Corée, les tâches démocratiques ont été réalisées par l'expropriation de l'impérialisme, bien qu'à une première étape, ce sont des « directions petites-bourgeoises, y compris les staliens », ayant malgré elles rompu avec la bourgeoisie, qui ont été portées au pouvoir. Dans ces victoires, la révolution place sur le devant de la scène des partis qui bien qu'ayant rompu avec la bourgeoisie sont dirigés par des organes bourgeois, défenseurs de l'ordre bourgeois. L'impérialisme a pu s'accommoder de ces victoires de la révolution, parce que les directions petites-bourgeoises continuent à monter la garde, en alliance avec lui, de l'ordre bourgeois à l'échelle internationale et dans les forteresses de l'impérialisme, les pays européens en particulier, et le Japon.

### La marche à la révolution en Europe

La révolution portugaise a ouvert la voie de la révolution européenne. L'impérialisme est mortellement menacé. Voilà pourquoi le PCP, sur l'injonction de la bureaucratie du Kremlin, engage toutes ses forces dans la contre-révolution, avec l'appui du PCF. La révolution portugaise, les développements des crises pré-révolutionnaires en Espagne, en France, en Italie, en Angleterre, nécessitent donc la compréhension tant théorique que pratique du front unique ouvrier et du mot d'ordre du gouvernement ouvrier et

paysan, qui doivent être développés sous les formes les plus concrètes en relation avec les aspirations des masses.

Parce que ce sont les forteresses européennes de l'impérialisme, les obstacles dressés contre le Front unique ouvrier et le gouvernement ouvrier et paysan dans les pays occidentaux seront incommensurablement multipliés. La rupture des directions petites-bourgeoises dans un pays européen avec la bourgeoisie, en jetant complètement à bas l'alliance contre-révolutionnaire déséquilibrerait tout le système de l'impérialisme mondial et de la « coexistence pacifique », ouvrant la voie des révolutions politiques et des révolutions prolétariennes.

Certes, la courbe de l'histoire a pris des chemins détournés et imprévus depuis la révolution de 1917, mais l'ensemble de ce qui précède nous permet de vérifier le programme lorsqu'il dit :

**« En tout cas, une chose est hors de doute, si même cette variante (la rupture des directions petites-bourgeoises avec la bourgeoisie) peu vraisemblable se réalisait un jour quelque part et qu'un gouvernement ouvrier et paysan dans le sens indiqué plus haut s'établisse, il ne représenterait qu'un court épisode dans la voie de la dictature du prolétariat. »**

Pour l'Europe et en particulier pour la France, nous pouvons affirmer que le gou-

vernement ouvrier et paysan s'il se réalise dans le sens indiqué par le Programme ne représentera qu'un court épisode dans la voie de la dictature du prolétariat, car la réalisation d'un tel gouvernement ouvrier et paysan signifierait pour l'impérialisme US la nécessité de tenter de déclencher la guerre civile à l'échelle de tout le continent contre les révolutions prolétariennes et la révolution politique en URSS.

Il est bien évident que nous n'établissons pas un pronostic. Le gouvernement ouvrier et paysan sera-t-il imposé comme résultat d'une guerre civile, l'impérialisme US déchaînant toute sa puissance contre révolutionnaire, ou bien la venue au pouvoir d'un gouvernement ouvrier et paysan, préface à la dictature du prolétariat, déclencherait-elle la guerre civile ? Les formes, les situations, les combinaisons de forces seront les plus diverses, il reste que dès aujourd'hui, nous observons au Portugal les prémises de la guerre civile. Aveugles et traîtres sont ceux qui ne comprennent pas ou se refusent à comprendre qu'à l'ombre des gouvernements de coalition s'organisent les forces d'une bourgeoisie qui, bien que son appareil d'Etat soit complètement démantelé, luttera jusqu'au bout pour le reconstruire comme instrument de coercition contre les masses laborieuses. »

## lettre du Moyen-Orient

AU COMITE DE REDACTION DE LA VERITE

Chers amis,

*Peut-être trouverez un intérêt à publier cette lettre qui m'a été transmise. Bien que certaines questions me semblent discutables, c'est précisément pour cela que le document présente un intérêt pour nos lecteurs. Il est indéniable que les militants qui suivent le FPLP cherchent les voies d'un marxisme « non stalinien !! ». Habbache dans toutes les situations critiques s'est toujours retrouvé du côté du Kremlin, de même que Hawatmeh. Et cette affirmation amène notre correspondant à voir dans la politique de Moscou, une certaine volonté « d'indépendance » par rapport à Washington.*

*Le Kremlin ne cherche pas, n'a jamais cherché à jouer un rôle propre, et dans la mesure où il cherche à « contrôler politiquement », c'est pour aider Washington dans sa recherche d'une solution politique imposée à toutes les composantes y compris les dirigeants d'Israël. Cela dit, le tableau et les informations montrent que la « paix américaine » au Moyen-Orient passe par l'écrasement des masses palestiniennes — Arafat s'y emploie ! — et juives. Cela dit, la discussion est ouverte.*

A.D.

Chers amis,

1.- La réunion du Conseil national palestinien à Amman. Il faut montrer que cette réunion qui a pu avoir lieu en définitive après avoir été repoussée à plusieurs reprises, parce que le quorum n'était pas atteint, est la **conséquence directe** de la double défaite : à Beyrouth (évacuation) et à Tripoli (idem). Le départ à Tunis a rompu les liens physiques qui retenaient Arafat aux

masses palestiniennes, celles de camps de réfugiés à Rachidié, Bourg-Al-Baragneh, Sabra, Chatila, etc. Ces amarres sont été rompues et la direction Arafat est alors soumise aux pressions des gouvernements en place sans que la contre-pression des masses puisse les neutraliser. C'est son cours opportuniste foncier qui se donne libre cours.

Faire ça à Amman, faut le faire : chez le

Boucher de Septembre Noir ! Je vous rappelle qu'en septembre 1970, l'armée israélienne avait massé des troupes sur le Jourdain, pour intervenir au cas où des troubles-fête viendraient déranger Hussein dans ses basses œuvres. Assad (pas encore président à l'époque, et simple ministre de la Défense syrien) avait fait mine de bouger, mais la mobilisation israélienne lui a fourni le prétexte de faire revenir ses troupes en arrière.

Le fait que seul Amman ait accepté de recevoir le CNP est absolument tragique. C'est un complot bien organisé contre les masses. Arafat avait pensé, dit-on, à réunir le Congrès sur un bateau en pleine mer...

Certes, officiellement, le CNP n'a pas repris la proposition du « petit boucher », la résolution 242 du Conseil de Sécurité (cette taverne de brigands). Mais vous le savez peut-être, la direction élue (CE) vient d'adopter à Tunis, selon les sources de Washington, une recommandation positive sur la 242. Mais ceci n'est au fond qu'un détail en face de la signification du contexte du CNP : reprise officielle des relations entre Amman-Le Caire, voyage du n° 2 irakien à Washington, et contacts entre représentants israéliens et jordaniens. Sans nul doute, à nouveau se prépare une initiative « politique », se plaçant après les élections américaines (il est clair qu'Arafat avait attendu, aussi pour cette raison, pour pouvoir réunir le CNP).

En gros, la situation est la suivante après la réunion d'Amman.

a) Arafat est solidement épaulé par l'axe Amman-Le Caire-Bagdad-Ryad, qui représente l'impérialisme américain de la façon la plus directe, et la plus sûre.

b) La scission dans le Fath est à peu près oubliée. Parti sur des mots corrects, elle a dégénéré en mai 1983 en un groupe inféodé au régime syrien, au nom de la « coopération stratégique » qui est aujourd'hui le bien commun du FD et du FPLP. Le régime de Damas (en proie à des dissensions internes graves) est incapable pour le moment de former un pôle OLP qui lui soit inféodé. Jebbil, la Saika, etc. sont des formations minuscules, rejetées par les masses

palestiniennes, y compris en Syrie, y compris dans la partie du Liban occupée par Damas. Assad mène en ce moment un jeu serré avec Israël à propos de l'occupation israélienne au Liban.

Je rappelle que l'objectif syrien réel est le retrait israélien du Golan, non seulement terre syrienne historique mais plateau dominant la plaine dans laquelle se trouve Damas. Or, le Golan est annexé par Israël. Assad doit donc jouer serré car l'enjeu est de taille. Mais il y a, par-delà cela, une conivence fondamentale entre Damas et Tel-Aviv, y compris sur la partition de facto du Liban.

c) La situation est plus complexe du côté du FPLP et du FDLP. Ici aussi, la défaite au Liban a eu des conséquences catastrophiques (pour le FPLP). Le FP avait su toujours conserver une certaine indépendance par rapport à Moscou, contrairement au FD, qui très tôt est tombé dans l'orbite du stalinisme. Or, suite à la crise du Fath, l'OLP, le FP, le FD et le parti stalinien (minuscule) ont formé une « Alliance démocratique » (comme vous le savez « la défense de la démocratie » est un drapeau traditionnel des Front populaires) l'hiver dernier et se sont posés en intermédiaires entre les « deux fractions rivales du Fath ».

Ceci correspondait parfaitement à la politique de l'OLP en jouant les arbitres : d'une part, on soutient Assad à fond, de l'autre, Gromyko rencontre Arafat à Berlin-Est. Vous avez, je crois, une fable française parlant d'un saint homme de chat, Raminagrobis, tentant de « réconcilier » les adversaires pour mieux les dévorer. L'« Alliance démocratique » est parvenue en mai dernier à signer un texte remis à Arafat « les Accord d'Aden », mais Arafat est plus malin qu'eux : c'est resté lettre morte « causez toujours... »

D'autre part, et c'est capital pour ce point : les bases du FP (et du FD), les militants, leurs familles se trouvent en Syrie, et n'ont pas été évacués vers la Tunisie. Autrement dit, ils sont physiquement prisonniers de la dictature militaire.

L'évolution de Habbache vers l'orbite stalinienne est un fait relativement nouveau, et

risque d'avoir des répercussions locales graves.

d) La tenue du congrès à Amman a eu un impact énorme ici. En effet, de partout on capte les émissions de la T.V. jordanienne, et les débats du CNP étaient retransmis en direct pendant toute leur durée. En Cisjordanie, les rues étaient désertes, tout le monde était devant son écran (dans les camps de réfugiés, il n'y a pas l'eau courante parfois, mais il y a la télévision). Toute la reconstruction politique sous le poids des forces contre-révolutionnaires après Beyrouth-Tripoli a tendu ainsi à n'offrir aux masses que ce pôle là. Comme vous le savez, les forces de répression ont complété le « tableau » tragique : jeunes manifestants pro-Arafat tués, l'un à Bir-Zeit, et l'autre à Ramallah (aussi étudiant à Bir-Zeit, venu du territoire de Gaza). L'« Alliance Nationale » pro-syrienne (Jebil, Abou Moussa, Saïha, etc.) sert maintenant de repoussoir, et les problèmes d'explication politique se trouvent énormément compliqués ; la « gauche » OLP (Habbache, ...) ne facilite rien, d'autant plus qu'elle a déserté le terrain programmatique, pour des manœuvres diplomatiques de « réconciliation », sous le chapeau du stalinisme. Ils ont besoin d'une bonne inoculation anti-stalinienne ; je veux parler évidemment des militants, la direction importe très peu à ce sujet.

Tous ont aussi collaboré, chacun à sa façon, sur son terrain, à renforcer le prestige d'Arafat qui réapparaît comme le seul centre d'organisation du mouvement national palestinien. Le parti stalinien a dans un premier temps organisé en Cisjordanie une pétition des principaux notables (des dizaines) contre le CNP à Amman. Mais tous ont remis leur signature (sauf Barrou Chakai) ; sans doute contre-ordre de Moscou.

e) Les résolutions du CNP vont donc dans le sens de la capitulation, et ratifient pour la première fois, comme politique non seulement de la tendance Arafat dans le Fath, mais comme politique officielle de l'OLP ;

- reprise de l'objectif « convocation de la Conférence de Genève », lancé par Hussein. Cette conférence n'a tenu qu'une

seule séance, en décembre 1973 (!) avec d'un côté Israël, de l'autre l'Égypte et la Syrie, avec deux co-présidents : américain et soviétique. Objectif : une paix globale au Moyen-Orient. Il s'agissait pour Washington de capitaliser les fruits de la guerre du Kippour (octobre 1973). Mais, très vite, les Américains ont rejeté ce cadre vide qui ne leur servait plus à rien : ils s'étaient réinstallés en force au Caire, dans la principale capitale du « monde arabe », et c'est ce qui comptait. Aujourd'hui, pour Hussein, cette exigence est un moyen de pression sur Washington : « *dégagez-vous des relations spéciales avec Tel-Aviv, autrement c'est l'ordre au Moyen-Orient qui risque de sauter* ». Pour Arafat, c'est un cadre où la direction de l'OLP peut apparaître sur la scène diplomatique, et il précise : sous le patronage du Conseil de Sécurité, où régulièrement la mission israélienne et la délégation permanente de l'OLP sont convoquées en même temps pour les débats sur le Moyen-Orient. Le cadre est ainsi fixé.

Mais là encore, Arafat ne se fait pas d'illusions : Genève est un leurre, qui permet seulement de faire un appel à Washington. Il est très possible que l'émissaire spécial américain R. Murphy qui officiellement est là pour les négociations Liban-(Syrie)-Israël à Nakoula ait rencontré Arafat à Amman au moment de la réunion du CNP.

- la politique d'Arafat d'ouverture envers Le Caire, décriée tout d'abord même pas ses lieutenants, a été ratifiée au CNP. Ce dernier n'a même pas demandé (formellement) l'abrogation des accords de Camp-David par l'Égypte, lesquels accords situent la représentation des « intérêts nationaux palestiniens », entièrement dans le cadre du régime Hachémite (Hussein).

f) La nouvelle composition du Comité exécutif : sur 14, 10 sont des membres du Fath soit ses alliés (y compris les notables expulsés de Cisjordanie) ; 1 à Habbache, 1 à Haxatmeh, 1 PC. Je rappelle que la première réunion du CE à Tunis a sans doute ratifié la résolution 242, peut-être avec des « mais ».

g) Mais la grande innovation, c'est l'orientation pro-jordanienne déclarée à laquelle

tendait tout le cours des événements depuis la guerre du Liban, et qui a été le véritable objectif du soutien US à cette guerre. C'est tout le sens du plan Reagan du 1<sup>er</sup> septembre 1982 : Hussein doit représenter l'OLP dans des négociations avec Israël. Tout ce plan n'aurait été que fêtu au vent si on ne pouvait l'imposer à l'OLP. C. Weinberger vient encore de répéter qu'il est plus actuel que jamais. Il y a eu pas mal de plans américains (Rogers, etc.) mais qui ne pouvaient aboutir à cause de la quadrature du cercle que représente la nécessité pour l'impérialisme de concilier le maintien des composantes du statu-quo. Et le véritable obstacle était bien sûr le mouvement palestinien.

Pratiquement, la direction de l'OLP vient d'adopter à Ammam, puis à Tunis, le principe d'une délégation « jordanienne » dont **ferait partie** sous une forme ou sous une autre une représentation de l'OLP, aux futures (?) négociations avec Israël.

h) On peut dire sans conteste que l'OLP historique est morte et a enterré son programme de libération nationale (République palestinienne démocratique et laïque). Cela était inscrit depuis 10 ans (Conférence de Rabat puis d'Alger). Ça entraîne des conséquences importantes.

Je dois dire que j'ai hésité tout d'abord. J'ai d'abord expliqué qu'on pouvait très bien aller à Ammam pour combattre ouvertement, rallier, organiser contre la ligne d'Arafat, que c'était une arène qu'il ne fallait pas évacuer, etc. Mais j'ai vite dit que c'était faux, les dés étaient pipés, la crise de l'OLP trop profonde.

2.- Tout cela a aussi des conséquences négatives ici. Les Fils du Village sont influencés par le FP dans un certaine mesure, d'autant qu'ils ne trouvent pas autre part, à l'OLP, un pôle politique. Le FP leur permet d'afficher une position anti-Arafat, mais la confusion est énorme. Tout en se réclamant du marxisme anti-stalinien.

3.- Le militant des Fils du Village Hussein Abu-Hussein, de Oum-El-Fahem, avocat et personnalité bien connue de toute la région du « petit triangle » (la région arabe annexée par l'Etat d'Israël en 1949 après qu'Abdalla (le grand père du petit Boucher)

l'eut donnée), est toujours arrêté. La police lui reproche d'avoir organisé un groupe armé qui tirait des coups de feu sur les maisons des agents du Shinbet ; l'histoire est fautive de bout en bout. Il y a eu provocation, et les flics lui avaient fait savoir depuis 1981 qu'ils le cherchaient.

La presse aux ordres raconte qu'un portrait d'Arafat est pendu dans son cabinet d'avocat. C'est évidemment faux.

#### 4.- La situation économique

A peu près certain : le taux d'inflation pour 1984 dépassera 60 %. Le chômage se développe partout, il avait toujours été faible par rapport à la crise économique mondiale, actuellement plus de 7 %.

Comme je vous l'avait dit avant les élections à la Knesset de fin juin, le gouvernement d'Union nationale doit essayer de résoudre la crise économique incroyable. La grande mesure, c'est le « blocage des prix, salaires et impôts ». Evidemment, les prix ont grimpé pendant le premier mois de la nouvelle politique d'un cours de 16 % et quelque... !! Les salaires par contre sont bel et bien bloqués.

Les premiers mouvements d'importance ont eu lieu : manif des milliers d'ouvriers des usines Ata (à côté de Haïfa). Mais absence de perspective totale et désespérée. Les « villes de développement » frappées par le chômage, parfois à 30 %, sont lourdes de mouvements désespérés.

#### 5.- La « gauche sioniste » se regroupe.

Le parti MAPAM (6 députés à la Knesset), le mouvement des droits civiques (3 députés) et les dirigeants de « Paix maintenant » de Jérusalem ont décidé de s'unifier en « un mouvement socialiste » appelé provisoirement « Massad », centre social-démocrate. Ils regrouperaient ceux qui, en dehors de l'orbite stal et de la liste progressiste (très pauvre en secteur juif), s'opposent à gauche à la coalition d'Union nationale. C'est loin d'être sans problèmes ! Le parti Mapam est un mouvement de militants, mais la « liste des Droits civiques » est surtout composée, comme on dit ça, de « généraux sans soldats », et le Mapam n'a absolument pas envie d'offrir à ces derniers, les premiers.



6.- A propos de la « liste progressiste »

Il faut bien comprendre qu'il se situe sur la ligne d'Arafat à 100 %. Ils ont repris à leur compte les résolutions 242, 36-ter et Camp David, alors que la direction Arafat s'en démarque encore officiellement. Alors...

Indéniable que la situation soit ainsi passablement complexe, d'autant plus, comme il a été noté plus haut, que les forces contre-révolutionnaires jouent le rôle de repoussoir réciproque pour les masses. Celles-ci font confiance (mitigée souvent) à Arafat, mais il ne sert à rien d'aider à renforcer les illusions.

La question est différente quant aux forces

influencées politiquement par le FP de Habbache. Ils contrôlent des syndicats importants, des conseils étudiants, ou y sont fortement minoritaires. Il y a une base réelle, je le répète : ils se réclament d'un marxisme-léninisme antistalinien.

De ce point de vue, le secteur arabe de la « liste progressiste » ne se réclame pas du mouvement ouvrier, et ses violentes querelles avec les stals relèvent beaucoup de rivalités de notables dans les collectivités locales (particulièrement à Nazareth, principale ville arabe en Israël) ; la composition sociale est le plus souvent bourgeoise (médecins, avocats, gros commerçants).

## **LA VÉRITÉ**

**Revue théorique du comité central  
du PCI**

**Paraît tous les trimestres**

**FRANCE :**

**1 an : 4 numéros**

**— pli ouvert : 80 F**

**— pli fermé : 120 F**

Chèque ou mandat à l'ordre de  
*La Vérité*,  
87, rue du Faubourg-Saint-Denis  
75010 Paris

## **TRIBUNE INTERNATIONALE**

**Journal politique de « IV<sup>e</sup> Internationale  
(Centre international de reconstruction) »**

**Paraît deux fois par trimestre,  
en alternance avec *La Vérité***

**FRANCE :**

**1 an : 8 numéros**

**— pli ouvert : 100 F**

**— pli fermé : 150 F**

Chèque ou mandat à l'ordre de  
*Tribune internationale*,  
87, rue du Faubourg-Saint-Denis  
75010 Paris

Rédaction et administration :  
87, rue du Faubourg-Saint-Denis - 75010 Paris

Directeur : Pierre LAMBERT  
Rédacteur en chef : François FORGUE  
Secrétariat de rédaction : Daniel VIVIERS, Luis FAVRE,  
Christian FOSTIER, Pierre RAPHAEL, Jorge ADAMASTOR

IMP. ABEXPRESS - 847.71.21



---

Commission paritaire : n° 51695

# LA VERITE

Revue théorique  
du Parti communiste internationaliste  
section française de IV<sup>e</sup> Internationale  
(Centre international de reconstruction)



- Après le XXIX<sup>e</sup>  
Congrès du PCI :  
Chronique politique
  - La révolution politique  
en Pologne (2<sup>e</sup> partie)
  - Le déclin de l'impérialisme  
français et le chômage
  - Le PCF et les institutions
- 

- Chroniques
- Notes de lecture
- Documents

*« La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire.*

*Votre hebdomadaire s'appelle « La Vérité ». On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution. »*

Léon Trotsky

# LA VERITE

Revue théorique  
du Parti communiste internationaliste  
section française de IV<sup>e</sup> Internationale  
(Centre international de reconstruction)

Numéro 595 - février 1985

(nouvelle série)

## SOMMAIRE

3 —  Présentation

11 —  D. VIVIERS  
**Chronique politique  
d'après congrès**

17 —  A. FORESTIER  
**La révolution politique en  
Pologne (2<sup>e</sup> partie)**

39 —  C. SALLERS  
**Le déclin de l'impérialisme  
français et le chômage en  
France**

55 —  C. FOSTIER  
**Le PCF et les institutions de  
la V<sup>e</sup> République**

65 —  Chroniques  
P. RAPHAEL  
**A propos du « déclin du  
marxisme » de L. Colletti**

« La vie de Karl Marx »  
de Franz Mehring

M. DAUBERNY  
**Prévisions et souhaits de  
l'OCDE**

(1) Voir l'article de C. Sallers sur « Le déclin de l'impérialisme français et le chômage en France » et celui de M. Dauberny sur « Les prévisions et souhaits de l'OCDE ».

84 —  Notes de lecture (*Lettres de Prison*) d'E. Baluka. Deux livres sur « *L'Amérique de Reagan* ». « *PCF-Kremlin- Conversations secrètes* ». « *TROTSKY, textes et débats* ». « *L'Ecole en miettes* »

99 —  Les archives de notre mouvement

**Extraits du rapport préparatoire au XX<sup>e</sup> Congrès de l'OCI**

105 —  Correspondance :  
**Lettre du Moyen-Orient**



## présentation

**L**E mois de janvier est traditionnellement celui des « prévisions », notamment de celles émanant d'organismes internationaux. Ces « prévisions » sont aussi des « indications » quant à la manière dont les représentants de la bourgeoisie évaluent la situation et quant aux mesures qu'ils jugent nécessaires.

Dans ce numéro de *La Vérité*, on trouvera notamment un article sur le chômage en France et un autre se fondant essentiellement sur le rapport de décembre 1984 de l'OCDE. Ils analysent et illustrent une situation, qu'à propos de la France, la déclaration de la liste « pour un parti des travailleurs » lors des élections européennes résumait en qualifiant de « rage destructrice » la politique du gouvernement Mitterrand-Mauroy, poursuivie sans solution de continuité par le gouvernement Mitterrand-Fabius (1).

### « TOUT RELACHEMENT EST INTERDIT »

Sous des formes spécifiques dans chaque pays ce sont les mêmes plans tous dirigés contre les conditions de vie et de travail de la classe ouvrière, contre ses droits, ses organisations. Que l'on lise, par exemple, les recommandations adressées par l'OCDE au gouvernement belge : « **Tout relâchement dans la politique économique actuellement suivie est interdit.** » C'est la politique économique qui a déjà placé la Belgique dans le peloton de tête du chômage européen (plus de 13 % de la population active). Pour qu'il n'y ait pas d'ambiguïté, l'OCDE ajoute que les efforts « **doivent avant tout porter sur la politique budgétaire, le processus de détermination des revenus et le marché du travail** ». Traduisez coupes dans les dépenses sociales, blocage des salaires, chômage.

Mais si l'OCDE propose et que le gouvernement de Belgique tente d'imposer, c'est finalement la lutte des classes qui décide. Et les puissants mouvements de la classe ouvrière de Belgique indiquent qu'il y a loin de la « coupe aux lèvres »...

### LA GREVE DES MINEURS

Et le Royaume-Uni ! Avec officiellement 12,5 % de la population active jetée au chômage, des régions industrielles entières désertifiées, Mme Thatcher se vantait d'avoir sauvé la livre. Mais voici que celle-ci dégringole alors que la scène politique est tout entière dominée par la grève des mineurs.

Depuis 11 mois maintenant, l'essentiel de l'activité des charbonnages britanniques est paralysée par la grève. Unis avec leur organisation syndicale, la NUM, les mineurs se sont dressés contre un « plan de restructuration » entraînant 20 000 suppressions d'emploi dans l'immédiat et, à terme, un démantèlement de l'industrie minière dont les effectifs passeraient de 190 000 à 120 000.

(1) Voir l'article de C. Sallers sur « *Le déclin de l'impérialisme français et le chômage* » et celui de M. Dauberny sur « *Les prévisions et les souhaits de l'OCDE* ».

Le courage, la détermination des mineurs et de leurs familles tiennent à ce qui est en jeu dans ce conflit. « **Si mon puits ferme, ce n'est plus pour moi un espoir réaliste que de retrouver du travail** », disait un mineur, exprimant ce qui est au cœur de ce farouche combat.

Ce qui est en cause, c'est le droit au travail, le droit de vivre, l'avenir de centaines de milliers d'hommes et de femmes, de communautés entières. La simple revendication de ce droit élémentaire au travail et du droit pour l'organisation syndicale des mineurs de négociier (c'est-à-dire de ne pas considérer les plans décidés par la Direction des charbonnages et le gouvernement comme un cadre qu'il faut préalablement accepter) met en cause toute la politique du gouvernement Thatcher et donc son existence même. C'est cette réalité politique qui a mis à l'ordre du jour la grève générale.

« **Ce que nous demandons des dirigeants, puisqu'ils assurent parler au nom de la classe ouvrière, c'est de nous être aussi fidèles que Thatcher l'est à la classe qu'elle représente** », déclarait un délégué mineur.

La direction de la Confédération syndicale britannique (le Trade-Unions Congress, TUC) et celle du Labour Party se sont refusées à entendre cet appel. On peut appliquer à la grève des mineurs ce que Trotsky écrivait à propos de la grève générale de 1926 en Angleterre : « **Il nous faut regarder la réalité en face : les efforts essentiels des dirigeants du Labour Party et d'un nombre considérable de dirigeants des syndicats ne tendront pas à paralyser l'Etat bourgeois au moyen de la grève générale, mais à paralyser la grève générale avec l'aide de l'Etat bourgeois.** » Mais la situation internationale comme celle de l'Angleterre est tout autre que celle qui prévalait en 1926.

Aussi, bénéficiant en dépit des obstacles d'un large appui de tous les travailleurs, malgré le déchaînement contre eux de la violence policière et de l'intervention juridique contre leur organisation syndicale, les mineurs ont tenu.

Il serait artificiel à ce stade de spéculer sur ce que sera l'issue précise de la grève. Mais une chose est certaine : elle a si profondément marqué toute la situation politique et les conditions existant au sein des organisations de la classe ouvrière qu'il ne sera pas possible d'effacer ses conséquences. Elle marque un commencement et en aucun cas une conclusion...

## JARUZELSKI A L'AIDE DE THATCHER

Thatcher a reçu l'appui de toutes les forces contre-révolutionnaires. Alors que dès le mois de mars 1984 *Solidarité* avait apporté son appui à la grève des mineurs, Jaruzelski a doublé les importations de charbon polonais à l'Angleterre (du « bon charbon polonais » comme le déclarait le Secrétaire d'Etat à l'Energie du gouvernement Thatcher). Jaruzelski qui, par tous les moyens, tente d'interdire l'expression et l'organisation indépendantes des travailleurs polonais, apporte ainsi son aide directe au gouvernement le plus réactionnaire que l'Angleterre ait connu depuis longtemps pour tenter de briser la grève des mineurs.

Et si, en France, le secrétaire général de la CGT, Krasucki, a bruyamment proclamé sa solidarité avec les mineurs anglais, il reste — alors que la CGT est l'organisation majoritaire parmi les dockers — que rien n'a été même tenté pour imposer l'embargo sur le charbon et les produits énergétiques à destination de l'Angleterre.

Cette coopération contre-révolutionnaire de Jaruzelski avec le gouverne-

ment Thatcher n'est pas un fait accidentel ou marginal, mais une expression des développements de la lutte des classes internationale. La révolution politique contre la bureaucratie commencée en Pologne en août 1980 se poursuit et s'approfondit en dépit des coups qui lui ont été portés. La résistance révolutionnaire des masses travailleuses de Pologne les place à l'avant-garde du combat international de la classe ouvrière pour son émancipation. Et le fait que, dans le monde, les travailleurs ressentent le combat qui se mène en Pologne comme le leur est directement lié aux questions que leur propre expérience met au premier plan. C'est ce que manifeste, du côté de la réaction internationale, l'alliance entre les ennemis directs de la révolution politique en Pologne, et le gouvernement conservateur qui fait face à l'une des expressions les plus avancées de la mobilisation des masses des pays capitalistes contre l'avenir que leur offre le système impérialiste (2).

C'est dans ces conditions et en relation avec la manière concrète dont elles s'affirment en France que le XXIX<sup>e</sup> Congrès du PCI s'est tenu : la chronique politique du camarade D. Viviers s'attache à suivre les développements de la situation politique en France et l'intervention du PCI dans cette situation. Désormais, chaque numéro de *La Vérité* contiendra une telle chronique politique (3).

Certes, la situation politique ne se limite pas aux aspects évoqués plus haut. C'est pourquoi les prochains numéros de *La Vérité* contiendront une étude sur les Etats-Unis et le mouvement ouvrier américain après la réélection de Reagan, ainsi qu'un article sur les rapports entre l'impérialisme américain et la bureaucratie stalinienne à l'étape présente.

Mais, dès maintenant, dans les limites de cette présentation, il est quelques points sur lesquels il faut s'arrêter.

## LA REELECTION DE REAGAN

Le premier, c'est que si la réélection de Reagan a pu apparaître, à l'échelle américaine, comme une simple confirmation, voire une formalité, elle n'est nullement à l'aune de ses conséquences internationales. Elle donne une impulsion à l'accentuation des tendances de la politique de l'impérialisme américain, déjà dégagées lors de son premier mandat. Elle ne signifie pas seulement un renforcement de l'offensive de l'impérialisme américain sur tous les terrains (contre la révolution, contre les droits des peuples, sur le terrain du pillage des pays dominés comme dans ses exigences à l'égard de ses rivaux et partenaires impérialistes), c'est aussi un facteur qui conforte partout la réaction. Si dans chaque pays la pression croissante de l'impérialisme américain aggrave les conséquences de la crise économique, précipite la nécessité de réaliser des « politiques d'austérité » radicales, même si les conditions politiques de leur réalisation font défaut, c'est simultanément un point d'appui pour toutes les forces réactionnaires. Ainsi, si la détermination de Thatcher s'appuie bien évidemment avant tout sur l'attitude de la direction travailliste et de la direction des TUC, elle est aussi nourrie par ce que signifie la réélection de Reagan.

## L'AMERIQUE CENTRALE ET L'EUROPE

Pour ce qui est de l'Amérique centrale, le maintien de Reagan à la Maison-Blanche n'a pas tardé à manifester sa signification. Au Salvador,

(2) Voir l'article d'A. Forestier sur « *La révolution politique en Pologne* ».

(3) Voir « *Chronique d'après Congrès* » par D. Viviers.

après avoir engagé des négociations avec les représentants de la guérilla, le gouvernement Duarte se dérobe et la violence redouble. A l'égard du Nicaragua, les contacts bi-latéraux établis avec les Etats-Unis sont rompus par décision de l'administration Reagan et le ton monte encore dans la dénonciation du gouvernement légitime du Nicaragua.

Mais cette nouvelle accentuation de l'escalade n'est qu'une réponse à l'approfondissement du processus révolutionnaire dans toute l'Amérique centrale. Au Salvador, l'aide financière et militaire n'a pu permettre ni l'écrasement militaire des forces de la guérilla ni le développement, à nouveau, par des grèves et des manifestations de l'action des travailleurs dans les villes. Au Nicaragua, soumis à un blocus de fait, connaissant une véritable agression sur ces deux frontières, les élections — les premières élections démocratiques de l'histoire du pays — ont non seulement confirmé, par l'appui librement exprimé du peuple, la légitimité du gouvernement du FSLN. Elles ont aussi constitué un appel et un encouragement à la lutte de tous les peuples d'Amérique latine.

Dans un meeting convoqué à Paris par le « Comité Coordinateur » issu de la conférence européenne de solidarité avec le Nicaragua, les peuples d'Amérique centrale et pour la paix, le représentant du FDR-FMLN du Salvador déclarait justement :

**« Certains doivent se demander pourquoi je parle de l'Europe et de ses problèmes avec Reagan, alors que je suis ici pour vous parler de l'Amérique centrale. Mais cette question de l'Amérique centrale nous concerne tous. Il s'agit d'une question fondamentale. En effet, si les grandes puissances sont au-dessus des lois internationales, si nous acceptons une théorie selon laquelle ces puissances sont des nations spéciales, si nous acceptons ce principe pour l'Amérique centrale, on l'appliquera ensuite à l'Europe. »**

Il établissait ainsi le lien entre la lutte des travailleurs en Europe contre les plans anti-ouvriers déterminés par les besoins du système impérialiste et celle des peuples d'Amérique centrale contre l'oppression. C'est pourquoi le PCI, qui a apporté son soutien militant au meeting du 20 janvier, s'engage dans la campagne décidée à ce meeting pour apporter une aide aux organisations syndicales salvadoriennes.

C'est aussi pourquoi le PCI considère que l'appel lancé par la section pour un parti des travailleurs de Saint-Nazaire, face au plan de démantèlement des chantiers navals, indique la voie à suivre :

**« La question du démantèlement de la navale se pose dans tous les chantiers du monde. C'est en Europe que la mobilisation des travailleurs des chantiers est la plus profonde. Grève aux chantiers Euskalduna dans le Pays Basque en l'Etat espagnol, aux chantiers Ifestos en Grèce. Nous suivons également avec un intérêt passionné le combat de nos camarades polonais de Gdansk et de Szczecin en défense de leur représentation *Solidarnosc*.**

Nous constatons que leurs problèmes sont les nôtres. Nous ressentons le besoin de bâtir ensemble une collaboration étroite, d'échanger nos expériences, d'organiser la solidarité par-dessus les frontières, d'unifier et de coordonner nos luttes contre la politique de nos gouvernements et patrons respectifs qui, sur le fond, conduisent la même offensive anti-ouvrière.

Nous proposons d'envisager ensemble, par une discussion démocratique, de conjuguer nos efforts pour ouvrir la voie à la construction d'une vérita-

ble représentation politique internationale de la classe ouvrière. C'est pourquoi nous proposons à nos camarades espagnols, grecs, anglais, belges, allemands, de préparer ensemble une CONFERENCE OUVRIERE EUROPEENNE CONTRE LE DEMANTELEMENT DES CHANTIERS NAVALS. »

## REAGAN ET LA BUREAUCRATIE DU KREMLIN

« *Nous serons plus impatients et plus agressifs* », dit un haut-fonctionnaire de l'administration Reagan, que cite l'article de Michel Dauberny. Il parle là précisément des rapports des USA avec les autres puissances impérialistes. Mais la formule s'applique parfaitement à la politique d'ensemble que l'impérialisme américain tente d'appliquer.

Pourtant, dans les relations avec la bureaucratie contre-révolutionnaire qui détient le pouvoir en URSS, Reagan fait montre d'une patience et d'une modération toutes diplomatiques. Et, à l'occasion de la reprise des négociations sur le contrôle des armements nucléaires, on a beaucoup commenté le fait qu'il cessait de brandir les foudres nucléaires pour tendre aux dirigeants du Kremlin un rameau d'olivier...

Il n'y a là nulle modification de la politique de l'impérialisme américain. Contre le mouvement international des travailleurs pour leur émancipation, contre les droits des peuples, l'impérialisme s'appuie sur le concours de la bureaucratie contre-révolutionnaire aujourd'hui directement menacée par les développements de la révolution politique. Il n'y a nulle contradiction entre le blocus et les provocations militaires permanentes à l'égard du Nicaragua et les facilités consenties sur le terrain économique au gouvernement de Jaruzelski, le fait que le FMI se déclare prêt à prendre en charge l'économie polonaise. Mais cette coopération contre-révolutionnaire va de pair avec les exigences de plus en plus pressantes de l'impérialisme à l'égard de la bureaucratie, avec la poursuite de ses propres fins. Si dans la reprise des négociations sur les armements nucléaires — qui ne sont nécessairement que la partie dévoilée de négociations d'ensemble —, quelqu'un va à Canossa, ce n'est certes pas Reagan.

Les négociations précédentes avaient été interrompues lors de la décision d'installer les missiles américains en Europe. C'est alors que leur déploiement est pour l'essentiel accompli, qu'elles reprennent, et dans un cadre voulu par l'impérialisme américain alors que celui-ci développe un fantastique programme de production d'armements nucléaires et spatiaux.

Plus qu'un long commentaire à ce sujet, la citation suivante du New York Times est éclairante : « **Il y a à la fois la réalité économique à laquelle ils doivent (les dirigeants du Kremlin) faire face et la réalité des armes stratégiques. Ils voient la course aux armements comme déstabilisatrice... Les difficultés de l'économie soviétique ont été évoquées par Tchernenko qui a parlé du fardeau des dépenses militaires pour l'économie nationale. Le coût gigantesque de la "guerre dans l'espace" (le programme initial US est évalué à 26 milliards de dollars) disloquerait tous les plans prévus. Un officiel soviétique écrivait à ce sujet : "Il faudrait mettre au rancart nos plans de développement pour les vingt prochaines années."** »

Ainsi se confirme ce qu'expliquait le rapport sur la révolution politique adopté par le XXVIII<sup>e</sup> Congrès du PCI : « **L'impérialisme US, par une pression frontale exercée sur la bureaucratie du Kremlin combat sans cesse pour réintégrer dans le marché mondial les pays d'où il est évincé par**

**l'expropriation** », et se confirme surtout dans ce qui en constituait la conclusion :

« Dans tous les pays de l'Est, en URSS même, la question de l'avenir des nouveaux rapports de propriété est celle de la survie physique d'un prolétariat puissant, pour qui le maintien du pouvoir de la bureaucratie est devenu un danger mortel et qui a déjà accumulé cette profonde et ample expérience politique qui a conduit à la constitution de ces multiples groupes "d'opposition", signes qu'ici également la classe ouvrière a déjà amorcé la reconstruction de sa conscience sur un nouvel axe ».

## LA VERITE

# chronique politique d'après congrès

## Cahiers Léon TROTSKY

Revue éditée par l'Institut Léon Trotsky

Président : Pierre Broué

2, rue Bayard 38000 Grenoble

Prix du numéro : 45 F

Abonnement 4 numéros : 150 F

Abonnement 8 numéros : 300 F

*(Règlement à l'administration des Cahiers Léon Trotsky par  
chèque bancaire ou postal libellé à l'ordre de JOUBERT -  
CLT)*

Dans le numéro 20 : L'année 1934

Pierre BROUE : 1934, une année charnière - Les « léninistes » du  
PSOE. S. SCHWARTZ : 1934 sur la Côte Ouest. G. VERGNON : Des  
socialistes révolutionnaires en France. J.-P. JOUBERT : L'affaire  
KIROV commence en 1934.

---

## Léon TROTSKY ŒUVRES

Publiées sous la direction de Pierre BROUE

Tome 18

juin 1938 - septembre 1938

(Publications de l'Institut Léon TROTSKY)

Prix : 55 F

L'URSS même, la question de l'avenir des  
 sciences physiques et de celle des sciences  
 humaines et sociales. Les sciences humaines  
 et sociales ne sont pas des sciences exactes  
 et ne peuvent pas être enseignées de la même  
 manière que les sciences exactes. Elles  
 ont leur propre méthode et leur propre  
 langage. Elles sont le fruit de la réflexion  
 humaine et de la recherche de la vérité.  
 Elles sont le patrimoine de l'humanité.  
 Elles doivent être enseignées de manière  
 à développer l'esprit critique et la  
 capacité de réflexion de l'élève. Elles  
 doivent être enseignées de manière à  
 lui faire comprendre que la science n'est  
 pas une simple accumulation de faits, mais  
 qu'elle est une activité humaine et sociale.  
 Elles doivent être enseignées de manière  
 à lui faire comprendre que la science est  
 au service de l'humanité et qu'elle doit  
 être utilisée pour améliorer la condition  
 humaine. Elles doivent être enseignées de  
 manière à lui faire comprendre que la  
 science est une aventure et qu'elle est  
 ouverte à tous. Elles doivent être  
 enseignées de manière à lui faire  
 comprendre que la science est une  
 activité collective et qu'elle nécessite  
 la collaboration de tous. Elles doivent  
 être enseignées de manière à lui faire  
 comprendre que la science est une  
 activité humaine et qu'elle est le fruit  
 de la réflexion humaine. Elles doivent  
 être enseignées de manière à lui faire  
 comprendre que la science est une  
 activité sociale et qu'elle est le fruit  
 de la collaboration humaine. Elles  
 doivent être enseignées de manière à  
 lui faire comprendre que la science est  
 une activité humaine et sociale et qu'elle  
 est le fruit de la réflexion humaine et  
 de la collaboration humaine. Elles  
 doivent être enseignées de manière à  
 lui faire comprendre que la science est  
 une activité humaine et sociale et qu'elle  
 est le fruit de la réflexion humaine et  
 de la collaboration humaine.

LA VÉRITÉ  
 Revue éditée par l'Institut Léon Trotsky  
 Président : Pierre Broûé  
 2, rue Bayard 38000 Grenoble

Prix du numéro : 45 F  
 Abonnement 4 numéros : 150 F  
 Abonnement 8 numéros : 300 F

(Règlement à l'administration des Cahiers Léon Trotsky par  
 chèque bancaire ou postal libellé à l'ordre de JOUBERT -  
 C.I.T.)

Dans le numéro 20 : L'année 1934  
 Pierre BROUÉ : 1934, une année charnière - Les « féministes » du  
 P.S.O. S. SCHWARTZ : 1934 sur la Côte Ouest. G. VERGNON : Des  
 socialistes révolutionnaires en France. J.-P. JOUBERT : L'affaire  
 KIROV commence en 1934.

**Léon TROTSKY**  
**ŒUVRES**

Publiées sous la direction de Pierre BROUÉ  
 Tome 18  
 Juin 1938 - septembre 1938  
 (Publications de l'Institut Léon TROTSKY)  
 Prix : 55 F



# chronique politique d'après congrès

par D. VIVIERS

**L**E XXIX<sup>e</sup> CONGRES du PCI s'est tenu du 26 au 30 décembre 1984. Trois semaines depuis se sont écoulées. Les processus politiques s'y sont accélérés comme s'ils étaient mûs par le souci de vérifier l'une après l'autre les conclusions du XXIX<sup>e</sup> Congrès.

13 Janvier 1985 : premier tour de l'élection cantonale partielle de St-Ambroix (Gard). En mars 1982, l'abstentionnisme y avait été particulièrement faible, comparé à l'ensemble du pays : 26 %. En moins de trois ans, il a doublé pour atteindre 47 %. Le même jour, c'est le premier tour de l'élection cantonale partielle de Laval (Mayenne). L'abstentionnisme y dépasse 71 % ! Comparés à ceux de la précédente élection — 1979 — marqués par une très forte poussée à gauche au plan national, les résultats des différents candidats sont quasiment identiques (la seule variation en 6 ans est + 2 % pour le RPR, - 2 % pour le PCF). Ainsi se confirme une tendance déjà exprimée, quelques semaines plus tôt, dans l'élection de Perpignan.

## La leçon de Laval

Qu'est-ce que cela signifie ? A l'abstentionnisme ouvrier (qui se développe depuis mars 1982) vient désormais s'ajouter un abstentionnisme de droite. Il y a, dans toutes les couches de la société désaffection pour le processus électoral. Or, qu'est-ce que les élections dans un régime tel que la V<sup>e</sup> République ? C'est le moyen par lequel les antagonismes de classe, les conflits politiques, s'expriment sans

déborder le cadre des institutions. Lorsque des couches de plus en plus larges, dans tous les secteurs de la société, se détournent du processus électoral (alors même que leurs conditions d'existence sont de plus en plus menacées) c'est que les institutions ne jouent plus leur rôle pour contenir les contradictions sociales dans le cadre de la domination du capital. C'est désormais sur un autre terrain — en dehors des élections, en dehors des institutions — que vont tendre à se déplacer et à exploser les conflits les plus aigus. Est-il exagéré de dire que c'est là le processus de gestation de toute crise révolutionnaire ?

Ce constat est à la base de l'angoisse qui étreint toutes les représentations politiques dans le pays. Le directeur des études politiques de la SOFRES en vient lui-même à s'inquiéter de ce qu'il appelle « le double divorce de l'opinion ». Dans une étude publiée sous ce titre par le journal *Le Monde* (1), M. Jérôme Jaffré note d'une part que les abstentionnistes issus de l'électorat PS-PCF « ne constituent pas une armée de réserve dont la levée en masse interviendra automatiquement en 1986

(1) En date du 16 janvier 1985

devant le péril d'une victoire de la droite. Cet abstentionnisme-là est de nature politique et il s'analyse plutôt comme un itinéraire de détachement » ; et d'autre part, il estime que « l'opposition est surtout forte du discrédit qui frappe la gauche. Elle bénéficie plus du rejet de son adversaire que d'une adhésion des Français en sa faveur ». Et de conclure : « En définitive, les handicaps de la gauche et les difficultés de l'opposition constituent deux véritables fossés entre les forces politiques et les Français, même s'ils ne sont pas de la même nature. A gauche, il s'agit d'un véritable divorce entre le pouvoir et l'opinion ; à droite, d'un manque d'adhésion lié à la période d'avant 1981 et aux incertitudes sur les buts et les moyens de l'opposition. Le premier fossé est si profond qu'on ne voit pas comment il pourrait être entièrement comblé d'ici à 1986, le second si ancien qu'il pourrait rendre le jeu politique très ouvert pour l'après-1986. »

### « Un itinéraire de détachement »

On pourrait discuter sur le fait de savoir si « le jeu politique », sans attendre l'après-1986, n'est pas d'ores et déjà « très ouvert ». Il reste que M. Jaffré, prudent observateur de la vie politique française, nous livre un constat sans appel : toutes les représentations politiques en France sont en crise, soit qu'elles n'aient pas répondu aux espoirs de 1981 pour les unes, ou qu'elles soient liées à « la période d'avant 1981 » pour les autres.

M. Jaffré, bien évidemment, est d'un bord politique fort éloigné de celui du PCI. Il n'empêche que l'on pourrait, sans trahir sa pensée, la résumer ainsi : toute la situation politique est marquée en son centre par le fait que « la majorité de 1981 n'est pas représentée ». Ce constat n'a toutefois de sens que si on tire la conséquence d'organisation dégagée par le XXIX<sup>e</sup> Congrès du PCI (et sur ce plan, il est à craindre que le

directeur de la SOFRES ne nous suive plus) : « La majorité de 1981 n'est pas représentée politiquement, il faut combattre pour que se constitue une autre représentation politique. » (2)

C'est sous ce signe que se place la réunion, le 13 janvier, du Comité national pour un parti des travailleurs avec les 200 candidats présentés par les sections pour un parti des travailleurs dans 80 départements lors des élections cantonales de mars. La large discussion qui s'est menée entre ces candidats, militants ou ex-militants du PS, du PCF, du PCI, militants syndicaux librement désignés par les sections qui autofinanceront intégralement leur campagne (3) sont une image fidèle du processus par lequel, renouant avec les véritables traditions de la démocratie ouvrière, une nouvelle représentation politique est en train de se constituer.

Au centre des débats de cette réunion nationale, se trouvait naturellement posé le problème des attaques brutales dont la classe ouvrière est la cible, et des voies et moyens de la riposte la plus efficace. Les candidats de St-Nazaire et de La Seyne, tout particulièrement en rapport avec le plan de liquidation des chantiers navals, ont été amenés à poser les problèmes avec le plus d'acuité.

### Vers une solution politique : comment ?

A quelles questions se trouve confrontée la classe ouvrière en France aujourd'hui ? Incontestablement, c'est sur le terrain de la lutte des classes que vont se nouer les conflits majeurs dans la prochaine période. « La tâche du PCI est d'unifier la volonté politique des travailleurs qui se dirige "spontanément" vers la grève générale » ou

(2) Résolution politique adoptée par le XXIX<sup>e</sup> Congrès.

(3) On trouvera des éléments de cette discussion dans le supplément « Parti des travailleurs » des numéros d'Informations ouvrières du 18 et du 25 janvier.

vers toute autre forme d'action unie et massive, a estimé le XXIX<sup>e</sup> Congrès du PCI (2), pour qui la situation est des plus favorables « à construire des sections de "masse" pour un parti des travailleurs » pourvu qu'on comprenne que « leur tâche, c'est d'aider à unifier la lutte des masses travailleuses, leur montrer qu'elles ont la capacité de combattre avec efficacité, de les aider à dénouer la situation en leur faveur pour préparer la contre-offensive » (2).

Unifier est la tâche centrale, parce que l'obstacle central, c'est la division. Division entre les différentes couches de la classe ouvrière, que les plans du CNPF et du gouvernement visent à mettre en concurrence, à dresser les unes contre les autres (4). Division entre les différentes corporations, par le morcellement organisé par les dirigeants, site par site, usine par usine.

### Le front unique : une question centrale

Combattre pour l'unité, c'est combattre pour l'abrogation de tous les plans gouvernementaux anti-ouvriers mis en œuvre depuis 1981, par les ministres et les députés du PS et du PCF. Les dirigeants du PCF, depuis plusieurs semaines, n'ont eu de cesse d'aiguiser le caractère de division de leur politique, retrouvant nombre des accents de la période d'avant le 10 mai 1981. Pourtant, même en recourant aux termes les plus durs contre la politique du gouvernement, la direction du PCF ne parvient à reformer ni l'unité de ses rangs — la préparation du XXV<sup>e</sup> Congrès pourtant « cadennassée » comme il se doit en témoigne — ni même l'unité de l'appareil.

(4) Cela est particulièrement net des TUC, qui prétendent dresser une jeunesse privée de tout avenir, intéressée au moindre emploi, même précaire et sous-payé, contre la classe ouvrière « adulte » et s'en servir de fer de lance pour la remise en cause de toute la réglementation arrachée par un siècle et demi de lutte de classe.

Certes, l'appareil du PCF — segment de l'appareil international du Kremlin — est homogène quant à l'objectif politique : préserver l'Etat bourgeois, faire obstacle à l'irruption des masses.

Mais les contradictions sont vives quant aux moyens les plus efficaces pour parvenir à cet objectif. Qu'on en juge :

14 janvier : l'ancien ministre Rigout déclare que « le PCF reste partisan de l'union de la gauche », qu'il « est disponible pour agir, dès à présent, sur tous les terrains, avec le Parti socialiste et d'autres formations, en faveur de toute mesure anti-crise et pour soutenir toute mesure gouvernementale allant dans le bon sens ». M. Rigout précise même : « Pour l'avenir, le PCF reste prêt à conclure des accords entre formations politiques, en particulier avec le PS... » (5).

15 janvier : le BP du PCF dans un communiqué dénonçant « l'affabulation, la calomnie, la provocation, la manipulation, la campagne de haine, la violence » dont il serait la victime accuse : « On ne peut pas cacher que de telles opérations ne pourraient être conduites avec d'aussi puissants moyens en dehors du Parti socialiste, dont les représentants détiennent les leviers de direction et ont investi les médias. » (5).

15 janvier : l'ancien ministre Charles Fiterman abonde dans le même sens que Rigout : le PCF est prêt à « l'action commune avec d'autres formations, en particulier le PS, dès lors que nous pouvons nous mettre d'accord sur des objectifs anti-crise » (5).

« Nouveau rassemblement populaire majoritaire » sans rivage à droite, incluant les clins d'œil répétés aux gaullistes (6), aux patrons favorables à

(5) *Le Monde* du 16 janvier 1985

(6) Dans un éditorial de *L'Humanité* de début janvier, Claude Cabannes évoque avec nostalgie le temps « où le général de Gaulle affirmait sans

la relance (7), et l'alliance avec le RPR plutôt qu'avec le PS (8) ; ou « *union de la gauche* » avec le PS pour l'application des plans anti-ouvriers mis au point depuis 1981, sous la dictée du CNPF.

Du point de vue de la classe ouvrière, cela ressemble fort à deux variantes d'une même politique.

Pour autant, on aurait tort de sous-estimer les contradictions dans lesquelles cette politique plonge les militants du PCF sur le terrain. Comment pourraient-ils comprendre qu'au moment même où les dirigeants PCF de la CGT parlent de grève générale, ils œuvrent aussi ouvertement à la dislocation, site par site, usine par usine ? Comment pourraient-ils comprendre qu'au Creusot les responsables PCF s'opposent aux 2 300 suppressions d'emploi... en défendant un plan qui en prévoit 1 700 ?

Comment pourraient-ils comprendre que nombre de municipalités PCF (et de conseillers municipaux PCF minoritaires dans leur commune) se soient portés en première ligne de mise en place des TUC... dénoncés comme « *du toc* » par Georges Marchais ? Comment les travailleurs pourraient-ils saisir la différence entre la « flexibilité » en général, condamnée par les dirigeants du PCF, lorsqu'ils croyaient

*ambage la souveraineté française inaliénable et sa vocation généreuse* ».

(7) Par exemple, dans une interview au *Figaro* (17 décembre 1984), Henri Krasucki commente en ces termes un document du CNPF de 1982 : « *En somme, quasiment les mêmes idées que celles qu'avance sans cesse la CGT (...). Pour une fois que je me trouvais d'accord avec le CNPF ! Pourquoi cela ne s'est-il pas fait ?* » Début janvier, c'est un article de l'hebdomadaire patronal *La Vie Française* intitulé « *La relance est possible* » qui a les honneurs de *L'Humanité*, pour qui « *cela prouve que le Parti communiste, en travaillant au rassemblement populaire à vocation majoritaire, dans le cadre de son XXV<sup>e</sup> Congrès, est sur la bonne voie* ».

(8) Cf. le vote, le 22 décembre 1984, par les élus du PCF, du budget du conseil général des Vosges, présidé par le RPR, ancien ministre de Giscard, Christian Poncelet.

imminente la signature de l'accord CNPF/FO/CFTC/CFDT, etc. (mais que les syndicats ouvriers ont finalement repoussée), et la flexibilité dont les dirigeants du PCF exigent la mise en œuvre délibérée à Renault, en exigeant la signature de l'accord ?

Comment ceux de La Seyne pourraient-ils comprendre que les militants CGT (dont nombre sont membres du PCF) qui tentent d'organiser l'occupation des chantiers avec les travailleurs en soient empêchés... par d'autres membres du PCF ? Comment pourraient-ils comprendre qu'après avoir dénoncé tous les syndicats qui ont signé l'accord instaurant les congés-conversion, les responsables de la CGT de La Seyne organisent une consultation avec deux bulletins de vote exigeant... des négociations sur la mise en place des congés-conversions (la seule différence résidant dans le moyen pour y parvenir : « *l'occupation reconductible* » ou « *la reprise du travail et la poursuite de la lutte sous d'autres formes* » (9) ?

Force est de constater qu'avec ces incohérences inhérentes à son orientations, le PCF n'a guère reconquis de terrain depuis son départ du gouvernement.

L'« itinéraire de détachement » dont parlait le « politologue » cité plus haut continue d'affecter aussi bien les militants du PCF que ceux du PS.

## Un régime isolé

Ce qui, en revanche, s'est aggravé depuis juillet 1984, c'est l'isolement du régime. La prestation télévisée du président de la République, le 16 janvier, en a fourni une saisissante illustration, tant il a donné l'impression que les événements, tels du sable, lui filaient entre les doigts. Comme si, loin de les dominer, il était dominé par eux. On ne reviendra pas, dans le cadre de cet arti-

(9) Un ouvrier observe : « *La CGT nous fait signer ce matin le départ des copains qu'elle a refusé de signer à Paris.* » (*Libération* du 12 janvier 1985).

cle, sur tout ce qui témoigne, dans la politique du gouvernement, d'une détermination — mal récompensée — à agir dans le sens de la préservation des intérêts de la bourgeoisie, et de l'application de tous ses plans (10). Ne retenons qu'une question : celle de la Nouvelle-Calédonie. Combien significative de la crise mortelle qui affecte ses institutions, cette incapacité de l'un des Etats les plus puissants du monde (en principe) à régler le sort d'une île de moins de 150 000 habitants, devenue un facteur majeur d'aggravation de la crise du régime. Combien significative aussi la manière dont le gouvernement est parvenu, en prêchant la concorde et l'union nationale, à aiguïser tous les conflits, et à dresser contre lui toutes les composantes de la crise. La ligne de conduite du gouvernement répond, en la matière, à des préoccupations qui — au-delà du nickel et du sort des colons caldoches, questions qui ont aussi leur importance à ses yeux — relèvent de besoins plus généraux, résumés sans fard par le porte-parole de Reagan en France :

*« La présence de la France dans cette région représente un élément de stabilité et nous souhaitons que cette stabilité continue. Les Etats-Unis ne souhaitent pas voir la Nouvelle-Calédonie devenir une nouvelle Grenade (...). Je suis sûr que les autres pays de la région du Pacifique veulent éviter cette possibilité. Et la meilleure façon de l'éviter,*

(10) • Détermination mal récompensée au plan économique. Le journal *Le Monde* (17 janvier 1985) publie une étude d'où il ressort :

— que la rémunération des salariés (en % de la valeur ajoutée), en augmentation constante de 1974 à 1981, est depuis en chute libre (- 9 %), le premier trimestre de 1985 retrouvant la situation de 1972

— que l'excédent brut d'exploitation (en % de la valeur ajoutée), en chute libre de 1974 à 1981, n'a cessé de se redresser depuis cette date (+ 37 %), le niveau de 1985 retrouvant celui de 1972. Des chiffres, souligne l'INSEE « *inconnus depuis le premier choc pétrolier* ».

Malgré cela, malgré les milliards qui leur sont versés, les patrons n'investissent pas. Et ils exigent toujours plus : cf. la flexibilité.

*c'est de maintenir le statu quo avec la présence de la France.* » (11).

Echappant d'emblée à la maîtrise du gouvernement, la crise politique au sujet de la Nouvelle-Calédonie a été, dans un premier temps, avivée par les partis bourgeois qui y ont vu une bonne occasion de déstabilisation d'un gouvernement faible et incohérent. Mais, dès lors qu'il est apparu que, de la déstabilisation du gouvernement, on passait à la déstabilisation des institutions et de l'Etat, RPR et UDF ont changé de tactique, et les conditions semblaient propices, au gouvernement, pour une tentative d'union nationale.

Ce fut le plan Pisani. La personnalité de l'ancien ministre de De Gaulle rallié à Mitterrand avait été soigneusement

• Détermination mal récompensée au plan politique. Parce qu'ils craignent, à précipiter la chute du gouvernement, de précipiter celle des institutions, les partis bourgeois peuvent, ici et là, faire preuve de modération, approuver telle ou telle déclaration gouvernementale. Ils peuvent même, pour certains envisager telle ou telle formule de cohabitation pour après 1986. Il reste que toute tentative d'union nationale se heurtera — sur quelque sujet que ce soit — à la réalité des rapports politiques issus de mai et juin 1981. « *Nous avons dit depuis 1981 que le gouvernement de l'union de la gauche est un gouvernement bourgeois que la bourgeoisie ne saurait reconnaître comme le sien (...). Cela pour une raison : ce gouvernement est marqué pour la bourgeoisie par le mouvement politique des masses qui l'a porté au pouvoir. La conséquence en est double. D'une part, la bourgeoisie et directement les partis politiques et le CNPF refusent de reconnaître sa légitimité politique s'ils acceptent de reconnaître encore sa légitimité constitutionnelle. D'autre part, bien que le gouvernement ait perdu sa base électorale, la bourgeoisie, tant par sa volonté de maintenir les institutions de la V<sup>e</sup> République que par le fait qu'elle comprend parfaitement que ce gouvernement a pu préserver jusqu'ici la paix sociale tout en dirigeant les coups les plus durs contre la classe ouvrière, ne veut pas son renversement immédiat.* » (Résolution politique adoptée par le XXIX<sup>e</sup> Congrès du PCI).

(11) Déclaration de M. Ewan Galbraith, ambassadeur des USA en France (*Le Monde* du 12 janvier 1985). On sait que dans le domaine diplomatique, un fossé sépare souvent ce que l'on proclame de ce que l'on prépare...

choisie. Son plan ? L'« indépendance » sous contrôle de l'armée, de la police et de l'économie françaises. Une espèce de solution « rhodésienne » avec, en plus, le maintien de la tutelle coloniale directe. Le tout passant par un nouveau recours aux urnes d'ici quelques mois en Nouvelle-Calédonie. Il est remarquable que, favorables au plan Pisani (le PS et le PCF), ou plutôt hostiles (le RPR, l'UDF), toutes les forces s'empressèrent de s'inscrire dans le cadre qu'il fixait pour dénouer la crise, du moins quant au processus électoral. (Notons qu'en Nouvelle-Calédonie même, le FLNKS comme les partis anti-indépendantistes acceptèrent également de se situer dans ce cadre). Quelques jours seulement, et c'était l'assassinat du dirigeant indépendantiste Eloi Machoro. Élimination physique pure et simple, d'un élément dont on craignait, en haut lieu, qu'il joue les trouble-fête de l'union nationale ? L'opération s'est transfor-

mée en son contraire, a aiguisé toutes les contradictions, et rompu l'union nationale sur le plan Pisani... dont pourtant l'assassinat de Machoro était la conséquence obligée (12). Le voyage précipité de Mitterrand à Nouméa, les manifestations qui l'ont accueilli, sa tentative de maintenir coûte que coûte le plan Pisani, sont, au-delà de la seule Nouvelle-Calédonie, et indépendamment des nouveaux développements de cette question, à l'image de l'ensemble de la situation française en ce début de 1985.

« De quelque côté qu'il se tourne, le pouvoir est aujourd'hui assailli », note, sans complaisance, un observateur pourtant favorable au gouvernement (13). Il ne s'agit encore que d'une image. Les plus grands assauts sont à venir, auxquels se préparent toutes les classes sociales.

Le 20 janvier 1985

Daniel VIVIERS

(12) « Le peuple kanak est le seul en droit de décider du sort de son pays (...). Au travers de son combat, le peuple kanak manifestement clairement sa volonté d'en finir avec l'ordre colonial au cours duquel les autorités et la bourgeoisie françaises ont sciemment mené une politique de colonisation visant à rendre les Kanaks minoritaires dans leur propre pays. Aujourd'hui, au-delà des discours prononcés par les uns et les autres, tous : RPR, UDF, PS, PCF œuvrent contre une réponse positive à la seule question essentielle qui est posée : le peuple kanak est-il oui ou non le seul en droit de décider du sort de

son pays ? » (Résolution adoptée par le XXIX<sup>e</sup> Congrès sur les tâches internationalistes du PCI). Au lendemain de l'assassinat de Machoro, le PCI publiait un communiqué contre cet assassinat, et participait à diverses initiatives de protestation. De son côté, le Comité national provisoire pour un Parti des travailleurs s'est également élevé contre cet acte criminel dans sa réunion du 13 janvier (cf. *Informations ouvrières* du 18 janvier).

(13) Jean-Marie Colombani, *Le Monde* du 4 janvier 1985.

## les récents développements de la révolution politique, la place de l'église et la question nationale

par A. FORESTIER

**C**OMME il avait été annoncé dans le précédent numéro de *La Vérité*, nous poursuivons dans les pages qui suivent la publication de l'article du camarade Forestier sur certains aspects de la révolution politique en Pologne.

*Dans cette seconde partie, il est plus particulièrement traité de la place politique occupée par l'Eglise. Non seulement, les racines historiques de cette place sont dégagées mais il est montré comment l'approfondissement de la révolution politique crée aujourd'hui des différenciations en son sein et comment les rapports entre la hiérarchie et le peuple polonais ne restent pas identiques.*

*Il en est de la place de l'Eglise comme de nombreux autres aspects de la réalité polonaise — et donc des problèmes auxquels la révolution politique fait face — il est impossible de les aborder sans se référer à l'histoire de la Pologne qui est l'histoire de son oppression comme nation. C'est pourquoi, toute une partie de cet article est consacrée à la question nationale et à la place qu'elle a tenue dans la constitution du mouvement ouvrier et dans le développement de celui-ci.*

### I.- LA REVOLUTION POLITIQUE AVANCE

A l'heure où nous écrivons, un mois à peine après l'assassinat du père Popieluszko, des « Comités pour le respect de la légalité » (KOP) se sont constitués dans les villes, parmi les plus importantes de Pologne : Cracovie, Varsovie, Wrocław, Szczecin.

Le rythme et l'ampleur avec lesquels ce mouvement politique se développe montrent suffisamment l'appui qu'il trouve dans l'état d'esprit des masses. Il serait d'ailleurs formel d'établir une stricte délimitation entre les différentes manifestations des changements qui se

préparent aujourd'hui ; qu'il s'agisse dans le même sens de la déclaration d'E. Lipinski enjoignant au général Jaruzelski de « quitter son poste » ou bien des centaines d'ouvriers et d'étudiants qui ont protégé les banderoles de « Solidarité » dressées dans l'enceinte de l'église Saint-Stanislas à Varsovie.

Un aspect qui nous permet cependant d'apprécier comme un avertissement le caractère général de la situation actuelle apparaît singulièrement dans le fait que ces comités renouent d'une certaine manière avec les formes d'organisation qui ont dominé la période antérieure à 1980, c'est-à-dire les débuts de la révolution politique. Il est en effet fréquent que, dans la profondeur des masses, celles-ci préparent les plus grands changements avec des instruments et des outils auxquels elles sont déjà habituées.

C'est pourquoi il est intéressant de donner une citation du premier *Bulletin d'information sur les événements actuels* publié en septembre 1976. Ce bulletin annonçait la constitution d'un comité pour la défense des ouvriers à Varsovie qui présida, à l'automne 1977, à la fondation du « Comité d'autodéfense sociale - KOR » (KSS-KOR).

*« Un comité pour la défense des ouvriers a été constitué à Varsovie au mois de septembre. Ce comité a pour objet d'apporter son soutien juridique, financier et médical aux grévistes de juin victimes de la répression et à leurs familles. Dans un appel à la population et aux autorités de la République populaire de Pologne, il annonce qu'il a collecté et distribué à cette date 160 000 zlotys ; les membres du comité s'adressent à la communauté tout entière pour organiser le soutien partout où des ouvriers sont victimes de la répression, pour obtenir l'amnistie des personnes arrêtées et condamnées et le droit de tous ceux qui ont été licenciés de retrouver leur travail. A cet égard, ils expriment leur accord avec la résolution de la conférence de l'épiscopat du 4 septembre. »*

Les 22 fondateurs du « Comité pour le respect de la légalité », créé à Cracovie au début du mois de novembre 1984, se

sont donnés pour objectif de « *recueillir et publier des informations sur les cas de persécution et contraintes illégales exercées par les représentants du pouvoir sur les citoyens et de fournir une assistance juridique, médicale et matérielle aux victimes de ces persécutions.* » A Szczecin, les membres du comité « *veilleront à l'application dans leur pays par les autorités de la Constitution polonaise et des conventions internationales sur le respect des droits de l'homme signées et ratifiées par le gouvernement.* »

1976, 1984. Les mêmes mots désignent, à huit années d'écart, une même réalité : la bureaucratie stalinienne ne peut maintenir son système de domination politique que par la terreur et la contrainte policières. Ce qui a changé, par contre, c'est le degré auquel est porté l'organisation de la lutte contre le « banditisme » du pouvoir, pour utiliser le terme des militants polonais. Ce qui a changé, c'est la situation politique d'ensemble sur laquelle s'appuient leurs initiatives.

En 1976, les fondateurs du KOR ont initié un mouvement qui reflétait d'abord une situation marquée par toute une série de luttes à caractère local. En apportant le soutien des intellectuels aux ouvriers victimes de la répression qui suivit les grèves de 1976, et en aidant les ouvriers à réaliser l'union entre eux, le KOR a contribué à frayer la voie jusqu'à la grève générale de 1980. Même s'il a procédé avant tout du KOR, ce mouvement politique a été largement nourri par de multiples initiatives comme celles prises par les fondateurs de la « Confédération de la Pologne indépendante », du mouvement « Jeune Pologne » et du « Parti socialiste polonais du travail ». En apportant les éléments vivants de l'expérience de la révolution de 1956 et, surtout, de l'expérience des grèves des ports de la Baltique de 1970 et du Comité inter-entreprises de grève de Szczecin, en diffusant d'une région à l'autre, d'une usine à l'autre, les informations concernant la répression, en assurant une solidarité effective à l'égard de ses victimes et de leurs familles, en nourrissant par l'activité des mineurs de Silésie, constituant le



premier « Comité pour des syndicats libres », l'activité des ouvriers des ports de la Baltique qui fondaient leur comité, ce mouvement a permis aux ouvriers des villes et des usines différentes de prendre contact entre eux ; et, au-delà du prolétariat même, aux intellectuels, à la jeunesse universitaire et aux paysans. « Or, écrivait Marx dans le *Manifeste du Parti communiste*, il suffit de cette prise de contact pour centraliser les nombreuses luttes nationales en une lutte de classes. Mais toute lutte de classes est une lutte politique. » Marx décrivait dans ces termes la constitution du prolétariat en classe, et montrait alors que l'union des ouvriers était facilitée par l'accroissement des moyens de communication créés par la grande industrie. Il expliquait que « l'union que les bourgeois du Moyen-Age mettaient des siècles à établir avec leurs chemins vicinaux, les prolétaires modernes la réalisaient en quelques années grâce aux chemins de fer ». D'une certaine manière, la bureaucratie a fait retourner le problème en-deça du chemin de fer. Une intense activité politique dans des conditions de répression très dures a cependant permis que se réalise cette union. L'union dans cette lutte de classes à l'échelle de la nation a réalisé *Solidarité*.

Huit années après 1976, l'action des militants fondateurs des « Comités pour le respect de la loi » reflète d'abord cette union des masses organisées dans *Solidarité*. Il est à cet égard remarquable de constater combien les journalistes qui ont commenté les rassemblements à l'occasion des funérailles du prêtre Popieluszko ont été pressés de les porter au compte de l'émotion et de la spontanéité. A défaut d'une analyse politique, les milliers de banderoles de *Solidarité* montraient à l'inverse que le mouvement spontané des masses est un mouvement organisé. Les comités qui se sont constitués procèdent de ce mouvement mais ils l'élèvent en même temps au niveau des problèmes actuels devant lesquels il se trouve. La bureaucratie a dû reculer au mois de juillet. L'enlèvement et l'assassinat du prêtre Popieluszko, qui défendait *Solidarité*, montrent qu'elle

cherche à réprimer par tous les moyens à sa disposition le mouvement des masses. Les comités ont pour première fonction de défendre les masses contre le pouvoir et d'aider à unifier leur lutte politique en leur donnant la conscience de leur propre force. Il est de ce point de vue significatif de la situation politique actuelle qu'à la différence de l'acte de fondation du KOR qui mentionnait l'appui qu'il avait trouvé dans la position de l'épiscopat polonais, les comités se constituent malgré, sinon contre, la politique de celui-ci. Nous reviendrons sur cet aspect important des problèmes dans la suite de l'article. Il reste qu'aujourd'hui, la révolution politique s'approfondit avec le mouvement de constitution de ces comités.

Quel que soit leur avenir immédiat — le processus de la révolution n'est pas uniforme —, leur ampleur et le regroupement de militants qu'ils suscitent développent à un niveau plus élevé les acquis de la révolution politique engagée depuis 1980. Ce qui, de ce point de vue, est très significatif, est que se retrouvent au sein de ces comités certains des principaux dirigeants de *Solidarité*, mais aussi des militants fondateurs de mouvements politiques de diverses opinions.

En dépit du fait qu'elle n'a ménagé aucun effort dans ce sens, la bureaucratie stalinienne n'a pas pu briser la continuité du mouvement de la révolution politique qui a commencé en 1980.

Trotsky écrivait à propos de la France en mars 1935 : « *La grève générale n'est possible que dans les conditions d'une extrême tension politique et c'est pourquoi elle est TOUJOURS* (souligné par nous) *l'expression indiscutable du caractère révolutionnaire de la situation.* » (Léon Trotsky, *Où va la France ?*).

Il est utile de préciser en quoi la grève générale du mois d'août 1980 a bien été « *l'expression indiscutable du caractère révolutionnaire de la situation* » en Pologne.

### La grève générale d'août 1980

La grève générale a opposé dans leur ensemble les masses ouvrières, paysannes, les couches intellectuelles et la jeu-

nesse à la bureaucratie stalinienne. Un événement significatif, parmi d'autres, exprime l'essence de la grève générale qui brise les cadres professionnels et locaux et élève, au-dessus des revendications particulières, la volonté de toute la classe ouvrière. Au début de la négociation, le Vice-Premier Ministre proposa une négociation sur la question des salaires, entreprise par entreprise. Le 16 août, à Gdansk, grâce à une manœuvre de la direction des chantiers navals, la majorité du comité de grève décida l'arrêt de la grève. Les ouvriers répondirent en dénonçant cette décision comme une trahison. Les plus mécontents d'entre eux étaient les délégués des autres entreprises avec lesquels le gouvernement n'avait pas même jugé utile de commencer à négocier. La grève fut reprise en « solidarité » avec eux. Au cours de la nuit du 16 août, les délégués de toutes les usines en grève arrivèrent dans les chantiers navals et fondèrent le premier MKS — le Comité inter-entreprises de grève.

Pour reprendre les termes de Trotsky, à propos de la grève générale de juin 1936 en France, ce qui s'est passé en août 1980 en Pologne, « *ce ne sont pas des grèves corporatives. Ce ne sont même pas des grèves. C'est la GREVE. C'est le rassemblement au grand jour des opprimés contre les oppresseurs. C'est le début classique de la révolution.* » Et le monde a pu assister à ce spectacle singulier au cours de ces journées de grève générale : le spectacle de la bureaucratie stalinienne, rompue depuis des décennies à parler le langage de la répression policière, contrainte cette fois de se tenir en attente derrière le dos de ses négociateurs. Rien ne témoigne autant du caractère révolutionnaire de la situation que l'esprit « accommodant » dont la bureaucratie a dû faire preuve et la précipitation avec laquelle elle agit alors. Cela dit d'ailleurs sans ignorer l'acharnement qu'elle mit à multiplier les tentatives pour empêcher la grève générale d'aboutir à une conclusion politique. Jusqu'au dernier moment, en particulier, les « négociateurs » du gouvernement chercheront à faire adopter les principes de « rénovation » et de « démocratisation » des anciens syndi-

cats, et, enfin, lorsqu'il leur apparaîtra comme impossible d'éviter la constitution de syndicats indépendants, tenteront de restreindre ceux-ci au seul littoral baltique. La grève des mineurs de Jastrzebie mettra fin à ces espoirs et les accords de Jastrzebie constitueront avec ceux de Szczecin et de Gdansk les fondements de la centrale nationale indépendante : *Solidarité*.

### Les résultats de la grève générale

Après un mois de grève générale, toute la situation politique du pays a radicalement changé. Les vingt et une fois « oui » du gouvernement aux questions des délégués ouvriers donnent la mesure des succès remportés, les plus importants jamais obtenus dans un pays dominé par le stalinisme. Pourtant, si on regarde avec recul le point où en sont aujourd'hui les accords de Gdansk, à de rares exceptions près, ils ont tous été réduits en cendres. Non seulement *Solidarité* a été interdit mais les questions concernant le droit de grève, la censure, les salaires, les prix, les privilèges de la police et de la sûreté, les conditions de travail et de santé, les attributions de logement, l'amélioration de l'approvisionnement alimentaire ont été ramenés à un niveau largement inférieur à leur état de 1980.

Les succès partiels, considérables en eux-mêmes, de la grève générale, n'ont pas arraché le pouvoir des mains de la bureaucratie et établi le régime de la démocratie ouvrière en Pologne. En ayant recours aux armes de la faim et de la force avec « l'état de guerre », la bureaucratie stalinienne a entraîné le pays dans une catastrophe. C'est pourquoi, indépendamment des succès partiels qu'elle a pu donner, il faut mesurer en quoi la grève générale a remporté une incontestable victoire politique qui, jusqu'à aujourd'hui, n'a pu être remise en cause.

### La représentation politique indépendante de la classe ouvrière

Marx et Engels écrivaient déjà dans le *Manifeste du Parti communiste* :

« Parfois, les ouvriers triomphent, mais c'est un triomphe éphémère. Le résultat de leurs luttes est moins le succès immédiat que l'union grandissante des travailleurs. »

Plus d'un siècle après, la révolution politique en Pologne confirme une nouvelle fois ce pronostic magistral du *Manifeste*. Le premier et le plus durable résultat de la grève générale d'août 1980 réside dans « l'union grandissante des travailleurs » qui s'est réalisée avec *Solidarité*. C'est ici la simple explication du fait qu'après plus de quatre années de révolution, en dépit de tous les coups infligés par la bureaucratie et malgré l'extraordinaire affaiblissement social que ces coups ont entraîné, la vie en Pologne n'est pas rentrée dans son ancien lit. Nous ne reviendrons pas dans cet article sur tous les aspects que recouvre *Solidarité*. En particulier, nous avons déjà analysé en quoi la constitution de *Solidarité* comme syndicat s'est édiflée dans la relation avec l'histoire de la classe ouvrière polonaise durant près de quarante années de système bureaucratique et d'absence de véritables syndicats ouvriers (voir *La Vérité* n° 594, pages 37-39).

Par contre, sur le plan le plus large, *Solidarité* ne s'est pas seulement constitué comme un syndicat indépendant mais aussi comme représentation politique du prolétariat et des masses laborieuses des villes et des campagnes, toutes couches sociales confondues. Les 13 millions d'ouvriers, de paysans, de jeunes et d'intellectuels organisés dans *Solidarité* témoignent moins de ce point de vue à quel point *Solidarité* répond au sentiment général de la « société » que de l'extraordinaire maturité de la conscience politique de la « société » représentée dans et par *Solidarité*. Le mouvement social qui a fondé *Solidarité* n'a pas été provoqué par la confiance des masses dans le fait que la bureaucratie leur accorderait enfin satisfaction. S'il ne s'était agi que de cet espoir, toute l'expérience des décennies passées les aurait dissuadées d'entreprendre cette lutte. En particulier le souvenir de 1956 et, plus encore, celui de 1970 ont nourri de façon permanente l'action des masses dans le sens contraire d'un tel

« espoir ». En août 1980, la révolution n'a pas repris l'histoire à son commencement.

La conscience collective des leçons de l'expérience ouvrière — l'enthousiasme des promesses de 1956 et les engagements sans lendemain de 1970 — s'est manifestée avant tout dans le manque total de confiance des masses dans la bureaucratie ; et, c'est dans cette conscience collective que toute leur énergie révolutionnaire s'est déployée pour s'efforcer de déjouer les tentatives de la bureaucratie de les empêcher de constituer la représentation politique indépendante de leur lutte.

De l'échec de la tentative de briser les MKS aux accords de Szczecin, Gdansk et Jastrzebie, de la mobilisation provoquée après la provocation de Bydgoszcz au Premier Congrès national de *Solidarité*, de la restructuration de *Solidarité* à la défense des militants emprisonnés, du boycott des élections municipales du 17 juin 1984 à l'amnistie de juillet et, jusqu'aujourd'hui, à la constitution de « Comités pour le respect de la légalité » (KOP), la continuité de la révolution s'exprime totalement à travers la tendance générale de son développement. Dans un processus bien entendu chaotique, marqué par des avances et des reculs, les masses ont conservé intacte leur potentialité révolutionnaire sur la base de la préservation de l'instrument de leur représentation politique. A l'inverse, du point de vue de la bureaucratie, « l'union grandissante des travailleurs » n'a cessé d'approfondir la dislocation grandissante de tout l'appareil d'Etat bureaucratique et, avec elle, la dislocation du parti de la bureaucratie, le POUP.

### La dislocation du parti de la bureaucratie

Au cours des quatre dernières années, la bureaucratie stalinienne a nourri sous diverses formes l'ambition de restructurer un parti dans lequel ne se reconnaissaient de plus en plus que les sommets de la caste privilégiée et qui, comme base sociale, ne disposait plus que de l'appui de sa police, de ses zomos et de ses lumpens.

A cet égard, l'échec de la mise en place du PRON figure l'endroit d'une médaille où, à l'envers, les syndicats officiels, réunis depuis le 24 novembre 1984 sous le nom « d'entente à l'échelle nationale entre syndicats » (OPZZ), sont impuissants à sortir de la paralysie dans laquelle se trouve le gouvernement.

L'aveu dans l'organe du parti stalinien *Trybuna Ludu*, que « *la majorité des jeunes travailleurs tournent le dos à la nouvelle organisation syndicale, que de très nombreux cadres et membres du parti la boudent et que les directeurs d'usines eux-mêmes ont tendance à ne pas en tenir compte* », en dit long sur le fait que les malheurs de ce parti avec ses propres membres sont loin d'être terminés. Mais surtout l'essentiel est ailleurs : l'isolement dans lequel se trouve Jaruzelski au milieu de la crise de tout l'appareil d'Etat entraîne une conséquence qu'il lui est impossible de contenir. La crise des appareils et de la « justice » de la haute administration mais aussi de l'armée et de la police, jusqu'à la police politique elle-même, les circonstances de l'assassinat du prêtre Popieluszko montrent bien son impuissance à détourner l'attention de toute la situation vers cette direction ; le général vice-ministre Konrad Strazewski déclarant devant tous les préfets : « *le ministère concentre actuellement ses efforts sur la consolidation des rangs de son personnel afin de préserver sa cohésion morale et politique* », comme le général Jaruzelski déclarant que « *cette affaire a causé des préjudices terribles à l'Etat* », dévoilent le secret de ce qu'ils veulent éviter à tout prix.

A l'inverse, E. Lipinski exprime le véritable sentiment des masses à l'encontre du pouvoir : « *Ce meurtre vous prive de toute légitimité morale pour gouverner la nation polonaise, et sans cette légitimité, le pouvoir est un pouvoir usurpateur (...). Nous devons nous défendre contre le banditisme dans la vie publique, et nous allons le faire. Solidarité, rejetée dans la clandestinité, et toute l'opinion publique feront tout pour arrêter la terreur et les meurtres.* »

C'est de cette manière aujourd'hui que

s'affirme de la façon la plus tranchante ce qui était contenu dans la logique même de la grève générale de 1980 et qui constitue la question centrale de la révolution politique. Son approfondissement, que la bureaucratie ne peut que réussir à freiner, donne aujourd'hui pleine validité, plus de 135 années après la rédaction du *Manifeste du Parti communiste*, aux principes de base du marxisme. L'« union réalisée de toute la classe » constitue une « lutte politique » et, à partir de sa forme organisationnelle la plus développée, *Solidarité*, la révolution politique a non seulement amorcé la constitution du terrain de la renaissance des syndicats mais, dans le même mouvement, celui de la conquête du pouvoir politique par le prolétariat, donc du parti.

### La question des partis

On ne peut évidemment décrire à l'avance comment, dans le mouvement concret de la classe ouvrière se matérialisera cette question. Ceci est d'autant plus difficile à prévoir aujourd'hui que, comme à l'occasion de chaque changement important dans la situation politique, le passé s'insère dans les tendances à venir et les événements révèlent en conséquence de nombreuses contradictions.

Cependant, le double contenu de *Solidarité* permet de donner un cadre pour la définition des aspects généraux de cette question.

Comme représentation politique de toute la classe, *Solidarité* a créé d'une certaine manière le terrain où se pose de façon concrète la question du pouvoir. *Solidarité* est le produit de l'activité des masses qui l'ont construit par la grève générale. Or, il n'est qu'à souligner comment, au cours des journées de grève, des villes entières comme Szczecin, Gdansk et d'autres furent administrées de fait par les ouvriers, par le comité de grève ou le comité inter-entreprises de grève. Le service d'ordre et les milices ouvrières décidaient de tout et, en particulier des questions relatives à l'approvisionnement de la ville, des services nécessaires à la population, des transports, etc. Véritable contre-poids d'une adminis-

tration paralysée, par son essence même, ce mouvement exprimait une dualité de pouvoir. Après la grève générale, les « conseils d'autonomie ouvrière » qui réunirent en 1981 au sein d'une usine et au niveau des plus importantes entreprises de Pologne, les ouvriers autour de l'organisation de la gestion de la propriété sociale abordaient par là-même la question du contrôle par les producteurs eux-mêmes sur la production. C'est aussi, d'une autre manière, le contenu politique de la « Coordination des ports de la côte baltique » qui regroupait tous les travailleurs des ports mais aussi, au-delà des corporations et des catégories professionnelles, les médecins, les commerçants, les ménagères et, en général, l'ensemble de la population de la région.

En même temps, du fait qu'il s'est édifié comme une syndicat indépendant du gouvernement, de l'Etat mais aussi de tout parti politique, *Solidarité* n'est pas à même de résoudre la question du pouvoir. C'est pourquoi toutes les initiatives politiques procédant de cette question, avant tout les partis qui se sont constitués y compris d'un certain point de vue le mouvement des « comités » qui se développe aujourd'hui, ne se situent nullement en rivalité avec *Solidarité* en tant que tel.

Il faut d'ailleurs souligner le fait que, parmi les revendications sur le fondement desquelles s'est édifié *Solidarité* comme « centrale syndicale indépendante » figuraient celles de « l'arrêt de la répression à l'encontre des militants de l'opposition » et surtout celle de

« permettre la constitution d'autres groupes socio-politiques ». Les grévistes de 1980 exigèrent pour cesser leur mouvement la libération de tous les militants du KOR arrêtés pendant la grève. Enfin, le premier Congrès national de *Solidarité* adopta l'exigence de l'organisation d'élections libres qui, bien entendu, entraîne comme condition indispensable la légalisation des partis autres que le parti unique de la bureaucratie. Nous sommes ainsi en droit de dire que c'est dans un même mouvement que *Solidarité* et les partis qui se sont constitués donnent toute leur légitimité à la mise en œuvre des revendications de la démocratie en Pologne : élections libres, Constituante, liberté d'organisation, de réunion de presse, etc.

Pourtant, la question des partis politiques, à laquelle est évidemment attachée celle de la construction du parti révolutionnaire, déborde en même temps le cadre des conditions politiques immédiates. Elle fait ressurgir au cours de la révolution politique de nombreux problèmes qui ont marqué l'existence du mouvement ouvrier polonais et la conscience de ses militants, au premier rang desquels se situe la question nationale. Enfin, elle pose dans son essence même la définition des forces politiques et sociales sur lesquelles s'appuient et dont se distinguent un parti et sa politique. C'est pourquoi, compte tenu de l'importance qu'elle revêt en Pologne, il nous faut revenir, comme nous l'avions dit dans la première partie de cet article, sur la question de l'Eglise.

## II.- LA PLACE DE L'EGLISE

Au cours de la cérémonie de funérailles du prêtre Popieluszko, le cardinal Glemp déclara : « *Nous osons espérer que personne dans notre patrie ne portera plus atteinte à la vie d'autrui. Nous allons prier pour que les assassins soient touchés par la grâce de reconversion.* »

Mais les prières du primat de Pologne n'étaient pas seulement tournées vers le ciel. Plusieurs centaines de milliers

de personnes assistèrent aux funérailles du prêtre assassiné par des membres de la police politique ; pendant plus de trois heures, elles manifestèrent leur soutien entier au syndicat *Solidarité*. La veille, s'étaient constitués les premiers comités pour « lutter contre le banditisme » du régime. Tandis que la foule scandait le nom de *Solidarité*, les invitations du cardinal à espérer une reconversion du régime détesté ne pou-

vaient aller que contre son sentiment général. Dans une large mesure, cette question se place aujourd'hui au premier rang de toute la situation en Pologne.

Au mois d'août 1980, l'homélie du cardinal Wyszynski appelant à la modération des grévistes fut prise par la plus grande partie des Polonais pour une erreur. A de multiples reprises depuis, l'attitude officielle de l'Eglise fut vivement critiquée dans la presse clandestine de *Solidarité*. Ainsi, lorsqu'elle condamna les manifestants du 3 mai 1982, et à cette occasion, la participation de la jeunesse derrière laquelle se seraient trouvées « *des forces d'elle inconnues* », des militants s'interrogèrent sur le fait que l'Eglise « *pensait plus à l'éternité qu'à Solidarité* » (1).

Aujourd'hui, en relation avec les nécessités les plus pressantes de la révolution politique, une profonde maturation de la conscience des masses les conduit à s'interroger sur le rôle et la place de l'Eglise dans leur pays. Ce sont certaines de ces questions que nous abordons dans cet article, avec cependant cette réserve qu'il n'existe pas de doctrine toute cousue et taillée à leur mesure.

Les faits montrent clairement que, dans le monde entier, l'institution religieuse se trouve en étroite communauté d'intérêts avec l'impérialisme et que, depuis longtemps, elle a étendu l'exercice de son pouvoir temporel au secours direct qu'elle porte, par exemple, aux dictatures sanglantes d'Amérique latine ou d'Indonésie. De même, il est clair qu'en ce qui concerne les pays où le capital a été exproprié, pas plus que l'impérialisme n'a renoncé à terme à l'abolition de la propriété sociale, l'Eglise n'a renoncé de son côté à la mission rédemptrice qu'elle s'assignait dans ces pays : la restauration de ses privilèges. Il est pourtant aussi un fait que l'Eglise en Pologne possède une place particulière. Celle-ci a conduit les Polonais, dans leur grande majorité, à mettre leur confiance en elle et à y voir, d'une certaine manière, la représentation de leurs aspirations fondamentales.

(1) *Solidarnosc* : Bulletin d'information n° 47-48 - 13 décembre 1982.

Reconnaître cela ne signifie absolument pas que l'on accorde à la hiérarchie catholique en Pologne une sorte « d'amnistie » politique. Mais l'histoire se mêle toujours à la politique vivante et les conditions de la lutte actuelle ne sont pas séparables du développement d'une expérience historique. C'est pourquoi, l'impulsion certaine que la politique d'oppression nationale de la bureaucratie du Kremlin a donnée à l'Eglise polonaise, n'a d'abord été rendue possible que parce que cette politique prolongeait un héritage de presque deux siècles d'oppression nationale.

### L'Eglise et l'Etat bourgeois

Le serment par lequel, en 1794, la Russie, la Prusse et l'Autriche s'engagèrent « *à effacer à jamais la Pologne de la carte du monde* » contribua largement à placer à l'arrière-plan des apparences les fondements sociaux sur lesquels s'était édifiée l'institution ecclésiastique. Cela s'explique simplement : pendant 125 années, les partages de la Pologne entre les trois empires devinrent aussi ceux de la propriété du clergé.

En 1841, un oukaze du tsar Nicolas I attribua l'ensemble des biens immobiliers du clergé catholique à l'administration des domaines d'Etat et, en 1863, Alexandre II lui soumit ses terres. En contrepartie, le tsar s'engagea à réserver leurs revenus à l'entretien des ecclésiastiques. Dans les territoires qui passèrent sous l'autorité de la Prusse royale, dès 1772, Frédéric II confisqua les domaines de la couronne que les rois polonais avaient distribué aux magnats — les starosties — et y ajouta une partie des biens de l'Eglise contre le paiement d'une rente fixe. Enfin, en ce qui concerne les territoires qui furent conquis par les troupes autrichiennes, l'administration impériale confisqua les biens des ordres religieux qui requèrent de l'Etat un traitement de fonctionnaires, la Kongrua. Celle-ci subsistera jusqu'en 1938.

La croisade entreprise dès lors par l'Eglise polonaise pour défendre et conquérir ses intérêts matériels se dissimulèrent sous le masque de la restauration de la Pologne comme nation indépendante et unie. A ce moment,

l'Eglise féodale épousa-t-elle pour autant la cause de la République bourgeoise ?

Lorsque les premiers partages coupèrent court à l'établissement d'une souveraineté nationale en Pologne, les rapports qui existaient alors entre l'Eglise et l'Etat posaient le problème d'une tout autre manière.

Contrairement à l'idée souvent admise que la Pologne incarnerait depuis un millénaire le catholicisme romain aux frontières orientales de la chrétienté, l'Etat polonais du milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle ne coïncidait nullement avec l'administration ecclésiastique. La coexistence de multiples régions faisait de lui un modèle de tolérance unique en Europe (2). Mais, surtout, la révolution bourgeoise fut marquée sans ambiguïté par son caractère laïque.

La Commission de l'Education nationale créée en 1773 sera le premier ministère de l'Instruction publique en Europe. Bénéficiant de la confiscation des fonds de l'ordre des Jésuites, elle prit en charge la formation d'instituteurs laïques, et, avec une très grande ampleur, apporta pour la première fois une instruction réelle aux paysans. En mars 1789, un impôt sur le revenu des biens ecclésiastiques fut décidé ; dans le même esprit, le fisc de l'Etat devint propriétaire des biens de l'évêché de Cracovie. Le 3 mai 1791, la Constitution démocratique proclama la séparation totale de l'Eglise et de l'Etat.

L'opposition de l'Eglise à un Etat national bourgeois se poursuivit pendant tout le XIX<sup>e</sup> siècle. Ainsi, en 1863, l'Eglise alliée avec les grands propriétaires fonciers réussit à empêcher que l'insurrection n'aboutisse à des actions susceptibles de libérer la Pologne de la domination tsariste. Le gouvernement révolutionnaire provisoire avait décrété l'abolition des droits féodaux et la remise de la propriété du sol aux paysans. L'Eglise pesa de tout son poids pour séparer les paysans de la réforme bourgeoise et contribua, de cette manière, à l'échec de l'insurrection.

(2) Un recensement de 1789 donnait 53 % de catholiques romains, 30 % de catholiques de rite oriental, 11 % de juifs, 4 % d'orthodoxes et 1,5 % de protestants.

C'est pourquoi la place particulière occupée par l'Eglise en Pologne ne constituait pas l'expression du prolongement des traditions progressistes du pays ; elle reposait, en définitive, sur l'impossibilité dans laquelle ce pays fut placé d'étendre cet héritage pour créer un Etat bourgeois national. C'est là surtout le résultat de la politique de russification à la tête de laquelle les tsars placèrent les drapeaux de l'orthodoxie religieuse et de la langue russe.

### L'Eglise des princes et l'Eglise du peuple

Dès que cette dernière fut rendue obligatoire dans l'enseignement, y compris celui du catéchisme, en 1892, les Polonais appelèrent la foi catholique, « foi polonaise ». En définitive, on était alors Polonais parce qu'on était catholique, à tel point d'ailleurs que les catholiques russes se donnèrent le nom de « Polonais ». Pendant 125 années, la langue polonaise, la culture et la religion se mêlèrent étroitement pour constituer les seuls pôles d'une identification nationale. Il faut rappeler qu'en 1831, et surtout en janvier 1863, un grand nombre d'ecclésiastiques se retrouvèrent du côté des insurgés polonais et, qu'en dépit du rôle joué par la hiérarchie, les déportations n'épargnèrent absolument pas le clergé.

La réaction de l'Eglise polonaise devant l'insurrection de novembre 1830 donne une idée précise des résultats de l'occupation tsariste : la hiérarchie ecclésiastique resta globalement sous la tutelle de ses intérêts de classe ; elle obéit à la mise en garde que le pape Grégoire XVI lui adressa : « *L'Eglise a en horreur le fracas des armes et des séditions. Tout ce qui compromet la tranquillité de l'Etat, elle l'interdit sévèrement aux ministres de Dieu.* » De son côté, le clergé se rangea dans sa plus grande partie du côté de l'insurrection. Montalembert a illustré cet « accord du clergé et du peuple » : « *Ces prières de quarante heures célébrées par tout un peuple le lendemain de sa victorieuse révolte ; ce vieux prêtre des Dominicains parcourant le jour-même Varsovie une croix à la main et criant au peuple : "Mes enfants, vous avez pour vous le bon*

*droit, aux armes ! Dieu vous protégera !* (...) puis cette insurrection de Samogitie prêchée le jour des Rameaux, dans toutes les chaires, par tous les prêtres, puis celle de Lituanie dont le premier acte fut une prière dans les temples de la foi opprimée et le second l'affranchissement des paysans par leurs maîtres. »

Cette question ne se limita pas au conflit qui opposait alors la bourgeoisie révolutionnaire et l'empire tsariste. Elle marqua aussi le mouvement ouvrier révolutionnaire naissant. En 1894, l'Appel du groupe socialiste de Varsovie pour protester contre l'édification d'une Eglise orthodoxe au cœur de la ville témoignait de l'étroite communauté de sentiments que l'oppression tsariste avait nouée entre la religion catholique et les aspirations nationales des ouvriers polonais :

*« Représentons-nous bien, camarades, notre situation ! Le gouvernement russe nous a chargés d'une double chaîne. Tout comme les sujets russes du tsar, nous supportons l'oppression d'un gouvernement autocrate, et de plus on nous écrase, en tant que non-Russes, non-orthodoxes (...). Alors qu'on opère des reconversions de force, à coups de cravache, alors que, comme à Kroze, on vient assassiner les gens pour fermer une église catholique, l'Eglise russe, construite par les assassins et les oppresseurs, est un crime et une injustice. »*

Mais l'union entre la religion et les revendications nationales et démocratiques avait-elle une autre portée ?

De la même manière que les partages de la Pologne privèrent le clergé de l'essentiel de ses privilèges, la constitution d'un Etat bourgeois après le traité de Versailles les lui restitua. De même que la lutte contre les empires rangea très largement le clergé du côté du peuple polonais, il s'en sépara nettement après 1918.

Le Concordat signé le 10 février 1925 entre le secrétaire d'Etat du Vatican et le ministre Grabski par le gouvernement polonais accorda à l'Eglise les garanties considérables.

L'enseignement religieux devint obligatoire dans toutes les écoles publi-

ques ; les propriétés ecclésiastiques qui avaient été confisquées par les trois empires furent remises à la disposition du clergé. Elles recouvraient alors 400 000 hectares. Enfin, Pilsudski exempta en partie l'Eglise des lois de la réforme agraire.

En dépit des garanties que Pilsudski lui offrait — sa Constitution de 1935 affirmait le caractère catholique de l'Etat — la hiérarchie n'en restait pas moins en communion incomplète avec la dictature. Depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, elle était politiquement liée aux nationaux-démocrates contre qui était dirigé le coup d'Etat de 1926. Roman Dmowski et les nationaux-démocrates de l'Endecja représentaient alors les revendications les plus réactionnaires des grands latifundiaires sous couvert du « polonisme » dont ils se réclamaient. Leur programme prônait en particulier l'antisémitisme et une véritable colonisation de l'Ukraine. De ce point de vue, le masque tomba totalement avec la participation que prit l'Eglise polonaise dans la sanglante politique de « pacification » des populations ukraïennes ainsi que dans la campagne antisémite menée par les gouvernements polonais entre les deux guerres. Mais surtout, la nouvelle disposition des forces de classe à l'échelle internationale, après la révolution victorieuse d'octobre 1917, portait l'Eglise beaucoup plus loin que le contenu « national » des sermons de ses prêtres. La part qu'elle prit dans l'occupation de la Lituanie, en 1920, comme son appui à la « polonisation » de la Biélorussie en 1924-1925 montraient le rôle actif que l'institution ecclésiastique entendait tenir aux frontières de l'URSS.

Sur cette question, comme sur d'autres que nous avons abordées dans la première partie de cet article, l'histoire devait cependant brouiller les cartes une nouvelle fois. La guerre impérialiste, et surtout la bureaucratie stalinienne, ont redonné l'occasion de se ressaisir aux puissances sociales dépassées, alors que sous leurs pieds les fondements mêmes de leur existence ont été largement sapés. C'est en particulier le cas de l'Eglise en Pologne.



### Une conséquence de la politique réactionnaire de la bureaucratie stalinienne

Deux raisons expliquent principalement l'impulsion donnée à l'Eglise après la Seconde Guerre mondiale.

Celle-ci se trouva d'abord renforcée d'un prestige moral certain du fait du caractère de la guerre et de l'attitude du clergé.

Dans les territoires qui furent occupés jusqu'au mois de juin 1941 par l'Armée rouge, Staline développa à l'égard des populations allogènes une politique qui prolongeait en droite ligne l'héritage grand-russe des tsars. Au début de 1941, il fit venir à Lwow le métropolitain Nicolas dans le but de préparer « *la réunion des Uniates à la vieille Eglise de Russie* ». De nombreux prêtres furent déportés et, de façon générale, la répression organisée par le NKVD mêla dans un même sort le clergé polonais aux masses ouvrières et paysannes.

Dans les territoires incorporés à l'Allemagne par Hitler, tous les biens de l'Eglise furent confisqués jusqu'aux cimetières ; de nombreux prêtres furent déportés, nombreux furent aussi ceux qui s'engagèrent dans la résistance intérieure. Par contre, cela ne doit pas faire oublier l'attitude que prit la hiérarchie catholique à l'égard de l'extermination des Juifs en Pologne et, en particulier, à l'égard de l'insurrection du ghetto de Varsovie. Alors que plus de deux millions de Juifs avaient été assassinés, l'Union chrétienne-nationale du travail, le seul parti polonais à référence religieuse officielle, écrivait dans son journal que « *la solidarité avec les Juifs était la solidarité avec le diable* ».

Mais surtout, l'oppression nationale exercée par la bureaucratie du Kremlin en Pologne et la liquidation de toute forme de représentation politique indépendante des masses, déterminèrent les conditions qui permirent à l'Eglise de reconquérir une place qu'elle avait perdue avant la guerre. Ces deux aspects de la politique réactionnaire de la bureaucratie s'accordent ici parfaitement. En effet, l'Eglise prit la forme

d'un refuge pour les aspirations nationales dans la mesure où précisément elle se présenta aux yeux d'une grande partie des Polonais comme la seule force sociale indépendante de l'Etat qui les opprime. L'évolution de cette question est particulièrement significative. L'arrestation en 1953 de centaines de prêtres dont le cardinal Wyszynski prit la valeur du symbole d'une nouvelle occupation après celles dont la Pologne avait déjà maintes fois été la victime dans le passé.

Si on fait une comparaison, l'Eglise polonaise a tenu une place insignifiante en 1956 par rapport à celle qu'elle a tenue en 1980. Il est certain que depuis 1976 le rôle de l'Eglise n'a cessé de s'accroître en étroite relation avec l'émergence d'un mouvement indépendant embrasant toutes les couches sociales opprimées de la société.

En 1956, Gomulka réussit à maintenir sous son contrôle les conseils ouvriers et la libération du cardinal Wyszynski le 28 octobre 1956 fut mise au crédit du nouveau gouvernement. L'attitude de l'Eglise se limita dans ces années à lancer un appel à la paix civique et apporter son soutien total aux élections pour l'assemblée (le SEJM) qui plébiscitait Gomulka.

En mars 1968, les étudiants furent isolés — la hiérarchie catholique resta sur sa réserve pendant les pogroms et la brutale répression des manifestations étudiantes.

Par contre, en 1976, l'Eglise appuya ouvertement les revendications contre la répression qui suivit les grèves du mois de juin. En septembre 1976, en particulier, quand cette répression s'exerçait à l'encontre des militants qui discutaient de la nécessité de constituer un comité de défense des ouvriers, c'est le communiqué de la conférence plénière de l'épiscopat polonais du 9 septembre qui a constitué un point d'appui pour la décision de fondation du KOR ; ce communiqué disait : « *Nous nous adressons aux plus hautes autorités de l'Etat pour qu'elles cessent la répression contre les ouvriers qui ont participé aux protestations contre la hausse des prix trop importante envisagée par le gouvernement au mois de juin. Les ouvriers doivent retrouver*

*leurs droits perdus, leur situation professionnelle, et les condamnés doivent être amnistiés. »*

Qu'il s'agisse de la fondation du KOR ou, pendant l'état de guerre, des comités pour la défense des emprisonnés édifés sous l'égide du primat et de la venue du pape en Pologne, on ne peut sous-estimer les points d'appui que l'Eglise a donnés et que les masses ont utilisés pour le compte de leurs propres intérêts. L'histoire particulière de l'Eglise en Pologne ne donne que partiellement une explication à cette question. Celle-ci réside surtout dans les rapports qui existent entre la bureaucratie et la société, et, plus précisément, dans la manière dont est posé le problème de la séparation de l'Eglise et de l'Etat en Pologne.

Après la Seconde Guerre mondiale, cette revendication tenait une place capitale compte tenu du fait que l'arriération sociale et culturelle de la Pologne était étroitement associée à l'emprise que l'Eglise avait sur l'Etat et à sa nature profondément obscurantiste. L'introduction, dès 1945, des lois sur le divorce et des mariages civils rencontra l'approbation très large du peuple polonais, comme plus tard, le retrait des crucifix des écoles. Dans la mesure où ces lois étaient des moyens de laïcisation de la vie publique, elles bénéficiaient de la sympathie des Polonais d'autant plus que l'Eglise maintenait ses positions. Elle se prononça toujours, par exemple, contre le droit au divorce de tous les citoyens polonais.

Mais rapidement, surtout à partir de 1950, la séparation de l'Eglise et de l'Etat devint le prétexte de l'oppression par l'Etat de toutes les libertés démocratiques, y compris la liberté de pratiquer un culte religieux. De manière paradoxale, la résistance de la hiérarchie catholique, qui constituait un terrain où au début les masses et la bureaucratie semblaient avoir des objectifs communs, devint progressivement pour un nombre de plus en plus grand de Polonais le seul rempart contre l'appareil du pouvoir bureaucratique. Sur ce point, Adam Michnik donne un tableau très significatif de l'évolution de la pensée des hommes

qui, après la guerre, avaient soutenu la bureaucratie parce qu'ils « se souvenaient bien des pratiques politiques de l'Eglise catholique avant 1939 » (3).

Au total, c'est sur la base du refoulement des espoirs nationaux profondément enracinés des masses polonaises pour leur indépendance et leur liberté que l'Eglise a fondé sa place en Pologne. Pour la bureaucratie du Kremlin, la séparation de l'Eglise et de l'Etat est un prétexte de brigandage et de répression. Pour les masses, la construction d'une nouvelle église dans un village est accueillie comme une brèche ouverte dans le monopole du pouvoir de régime bureaucratique.

Pour autant, cela signifie-t-il que le mouvement des masses polonaises serait soumis à la domination politique de l'Eglise ?

### **Le mouvement de la révolution, indépendant de l'Eglise**

Les accords d'août 1980 par lesquels *Solidarité* s'est constitué reposent sur la propriété sociale et sur la séparation de l'Eglise et de l'Etat. *Solidarité* même est indépendant non seulement de tout parti, Etat et gouvernement, mais aussi indépendant de l'Eglise. A de nombreuses reprises, ces derniers temps, les événements ont montré qu'à chaque fois que la bureaucratie ecclésiastique a donné un point d'appui à la bureaucratie, cette politique était directement ressentie par 35 millions de Polonais comme contraire à leurs aspirations.

Par exemple, le 17 juin 1984, au moment des élections que *Solidarité* appelait à boycotter et, encore, lorsque le père Jerzy Popieluszko fut assassiné, la hiérarchie catholique fut contrainte de modifier l'attitude qu'elle avait d'abord adoptée.

Cependant, on ne peut comparer l'Eglise en Pologne au prêtre Gapone qui, le 9 janvier 1905, s'est trouvé prisonnier de l'énergie révolutionnaire des ouvriers de St-Petersbourg. Gapone ne reflétait ni les intérêts d'une institution sociale ni le sentiment d'une

(3) Adam Michnik : *L'Eglise et la gauche*, Le dialogue polonais - Le Seuil, 1979.

classe. Le comportement politique de l'Eglise en Pologne possède une logique, même si le cadre général des relations politiques met souvent ce comportement en contradiction avec les bases sociales de l'institution ecclésiastique. De ce point de vue, celle-ci ne modifia à aucun moment ses ambitions lorsqu'à l'issue de la Seconde Guerre mondiale les nouveaux rapports sociaux furent édifiés.

En 1944 la réforme agraire procéda à la confiscation des grandes propriétés latifundiaries. Elle étendait cette mesure à l'ensemble des domaines à l'exception cependant des « terres de l'Eglise » qui en furent exemptées (450 000 hectares). Ce n'est qu'en septembre 1949 que tous les hôpitaux et cliniques appartenant au Clergé furent étatisés, de même que les jardins d'enfants et les crèches. Le 20 mars 1950, une loi sur les « biens de main-morte » confisqua toutes les terres de l'Eglise supérieures à cent hectares (375 000 hectares). En septembre 1945, l'Eglise obtint du ministre de l'Enseignement qu'il confirme la disposition de la Constitution de 1921 relative à l'instruction religieuse obligatoire dans les écoles. Le protocole du 14 avril 1950 garantissait encore l'enseignement religieux dans les écoles publiques ainsi que l'exercice de multiples prérogatives qui constituaient selon les termes de Monseigneur Wysynski « une base légale pour réclamer ses droits imprescriptibles » (4).

En 1956, l'un des résultats les plus spectaculaires de la nouvelle réconciliation entre l'autel et le pouvoir fut la reprise généralisée de l'enseignement religieux dans les écoles. C'est encore après les grèves de décembre 1970 et janvier 1971 que le gouvernement, cette fois dirigé par Gierek, annonça qu'il accordait à l'Eglise la remise des titres de propriété des biens ecclésiastiques qui avaient été confisqués, après la guerre, dans les terres du Nord et de l'Ouest de la Pologne.

Enfin, depuis 1983, l'Eglise négocie avec la bureaucratie la mise en place d'un régime fiscal et douanier privilé-

gié pour le fonds d'aide à l'agriculture privée dont nous avons déjà souligné l'énorme danger qu'il constituerait pour la propriété sociale (5). Ce serait en particulier une voie d'accès directe pour l'impérialisme qui financerait ce fonds à la possibilité d'établir son contrôle sur une partie du marché agricole.

Cependant, pour significatives qu'elles soient, les revendications de l'Eglise ne constituent pas en elles-mêmes des modifications décisives de la situation. La propriété sociale ne peut être abrogée par des décrets économiques et les concessions que la bureaucratie doit accorder à l'Eglise ont avant tout une valeur politique : la rétribution du soutien que l'Eglise apporte à la bureaucratie contre la révolution politique. Ce soutien ne peut d'ailleurs pas être versé au seul compte du profit social que l'Eglise peut espérer en tirer. A l'issue de la Seconde Guerre mondiale, l'institution ecclésiastique s'est trouvée dépossédée de ses titres de propriété et de ses privilèges comme une expression particulière de l'expropriation du capital et de la confiscation des grands domaines. C'est pourquoi les revendications de l'Eglise sont directement reliées au combat mené par l'impérialisme dans la perspective de réintégrer sous contrôle direct dans le marché mondial les marchés dont il a été évincé. C'est aussi pourquoi l'Eglise en Pologne est amenée à la fois à participer de la pression frontale exercée par l'impérialisme sur la bureaucratie et, en même temps, à mesurer parfaitement l'énorme danger social que représentent pour l'impérialisme les développements de la révolution politique en Pologne.

Ce n'est pas trop prendre de risques que de prévoir que le mouvement de la classe ouvrière polonaise s'affranchira avec certitude des entraves qui ont été dressées sur son chemin. La question nationale a fait ressurgir les traditions les plus profondément ancrées dans son histoire, dans leur complexité et leurs contradictions. Mais la révolution politique, intégrant la lutte contre l'oppression nationale, ira au-delà de

(4) Wysynski : *Un évêque au service du peuple de Dieu*. 1968, p. 12

(5) *La Vérité*, n° 594, p. 49.

cet héritage. De ce point de vue, le développement des comités contre l'utilisation de la violence et de la terreur par le régime bureaucratique, l'écho très large qu'ils rencontrent malgré les appels de l'Eglise, sont un indice sûr que ce mouvement est engagé. L'accroissement d'une différenciation au sein même de l'Eglise entre les prêtres, pour qui l'assassinat de Popieluszko constitue un avertissement sans voile, et la hiérarchie supérieure, est lui-même très révélateur. Cette différenciation n'est d'ailleurs pas sans rappeler les aspects pris au cours de la révolution française par les coalitions du bas-clergé contre les évêques. La marche du mouvement peut paraître lente au gré des impatiences. C'est oublier ce que Friedrich Engels écrivait par exemple en 1890 :

« D'après la conception matérialiste de l'histoire, le facteur déterminant dans l'histoire est, en dernière instance, la production et la reproduction de la vie réelle. Ni Marx ni moi n'avons jamais affirmé davantage. Si, ensuite, quelqu'un torture cette proposition pour lui faire dire que le facteur économique est le seul déterminant, il la transforme en une phrase vide, abstraite, absurde... Les formes politiques de la lutte de classes et ses résultats, les formes juridiques et même les reflets de ces luttes réelles dans le cerveau des participants, théories politiques, juridiques, philosophiques, conceptions religieuses... exercent également leur action sur le cours des luttes historiques et, dans beaucoup de cas, en déterminent de façon prépondérante la forme. » (6).

### III.- LE MOUVEMENT OUVRIER POLONAIS ET LA QUESTION NATIONALE

#### La révolution politique et le droit des nations à disposer d'elles-mêmes

Nous avons donc vu, à propos de l'Eglise en Pologne, comment la bureaucratie stalinienne ouvre un champ de manœuvre à l'impérialisme parce qu'elle constitue un instrument de violence contre la nationalité opprimée. C'est aussi sur le terrain de l'oppression nationale que s'exprime le caractère totalement contre-révolutionnaire de la caste bureaucratique. Mais en même temps, c'est dans de toutes nouvelles conditions que resurgit la question nationale dans les Etats dominés par la bureaucratie du Kremlin. Trotsky écrivait dans *La Révolution trahie* ;

« En tant que force politique consciente, la bureaucratie a trahi la révolution. Mais la révolution victorieuse, fort heureusement, n'est pas seulement un programme, un ensemble d'institu-

tions politiques, c'est aussi un système de rapports sociaux. Il ne suffit pas de la trahir, il faut encore la renverser. Ses dirigeants ont trahi la révolution d'Octobre, mais ils ne l'ont pas encore renversée. La révolution a une grande capacité de résistance, qui coïncide avec les nouveaux rapports de propriété, avec la force vive du prolétariat, avec la conscience des meilleurs éléments, avec la situation sans issue du capitalisme mondial, avec l'inéluctabilité de la révolution mondiale. »

A l'époque où Lénine se prononçait pour le droit des nations à disposer d'elles-mêmes, ce mot d'ordre se trouvait en étroite relation avec la lutte révolutionnaire pour le socialisme : « La Russie est une prison des peuples, non seulement par suite du caractère militariste et féodal du tsarisme, non seulement parce que la bourgeoisie grand-russe soutient le tsarisme, mais aussi parce que la bourgeoisie polonaise a sacrifié la liberté des nations et la démocratie en général aux intérêts de l'expansion capitaliste (...). Nous formulons cette revendication — la liberté pour toutes les nations opprimées par le tsarisme de se séparer de la Russie — parce que la lutte pour le

(6) Friedrich Engels : *Lettre à Joseph Wedemeyer*, in *Sur la religion*. Editions Sociales, pp. 268-269.

*socialisme ne serait qu'un vain mot si on ne la rattachait pas étroitement à la prise de position révolutionnaire touchant toutes les questions démocratiques, y compris la question nationale.* » (Lénine, *Œuvres*, Tome 21, pages 429-430).

Plus d'un demi-siècle après Lénine, il est clair que la subordination au Kremlin des pays où l'impérialisme et la bourgeoisie ont été expropriés, la revendication du droit des nations à disposer d'elles-mêmes est devenue un levier fondamental de la mobilisation des masses qui coïncide « avec la capacité de résistance de la révolution et les nouveaux rapports de société », et est donc rattachée étroitement aux mots d'ordre d'ensemble de la révolution politique.

Nous ne nous étendrons pas ici sur la manière dont s'exprime aujourd'hui en Pologne l'oppression nationale. Nous avons montré dans notre précédent article que c'est dès la formation de l'Etat de la République populaire de Pologne que la bureaucratie du Kremlin a exercé sur la nation son oppression économique et politique. Le pillage économique par la caste du Kremlin des Etats comme la Pologne n'est d'ailleurs que l'expression de son parasitisme politique. Il ne vise que la préservation de ses privilèges et c'est pourquoi, sur la base de la propriété sociale, la réalisation des rapports égaux entre les nations exige la réappropriation du pouvoir politique par la classe ouvrière en URSS et dans tous les pays soumis à la bureaucratie. Par ailleurs, il est clair qu'en l'absence du soutien policier et militaire du Kremlin, les bureaucraties des « pays de l'Est » resteraient suspendues en l'air. C'est ce qu'ont tragiquement démontré les interventions de 1956 en Hongrie et en 1968 en Tchécoslovaquie.

Compte tenu de l'importance que cette question prend aujourd'hui en Pologne, il nous semble surtout nécessaire de l'aborder du point de vue de la conscience et de l'expérience du prolétariat révolutionnaire et de ses militants.

En effet, sous les feux brutaux de la révolution politique, plusieurs partis se sont constitués en Pologne. Le contenu

social de la révolution est clairement marqué par le fait qu'aucun de ces partis ne remet en cause la propriété sociale. D'autre part, ils placent tous au premier rang de leurs revendications la « liberté du pays », l'indépendance nationale qui est nécessairement l'un des mots d'ordre centraux de la révolution politique, et témoignent ainsi de leur totale inclusion dans le processus de la révolution politique. Cependant, ce qui caractérise aussi la plupart de ces partis réside dans leur refus, jusqu'à présent, de formuler ou de concrétiser une filiation avec le mouvement historique de la lutte pour la révolution internationale.

D'autre part, un grand nombre d'entre eux se constituent en adoptant une référence à la « tradition socialiste nationale », liée surtout au Parti socialiste polonais (PPS).

Ainsi, toute une série de problèmes découlent de l'extraordinaire régression idéologique que le stalinisme a engendrée et nourrie dans le mouvement ouvrier mondial avec une dimension incomparablement plus étendue dans les pays dominés par la bureaucratie stalinienne. Les idées de Lénine et de Trotsky ne sont pas connues et la grande majorité des travailleurs polonais ne se reconnaissent pas dans ces noms. On ne peut ignorer le résultat de l'entreprise gigantesque de falsification dont le stalinisme est l'auteur, ce problème est encore plus compliqué en Pologne par l'acuité de la question nationale.

C'est pourquoi nous devons revenir sur la place de la question nationale polonaise dans l'histoire du mouvement ouvrier révolutionnaire : sur les positions de Rosa Luxemburg au début de ce siècle et sur les conséquences de la guerre « jusqu'au bout » contre la Pologne en 1920.

### L'erreur de Rosa Luxemburg

En s'opposant de manière résolue à ce que la revendication de l'indépendance nationale de la Pologne soit un mot d'ordre du parti ouvrier, Rosa Luxemburg s'est politiquement trompée. Cependant, le développement de l'histoire politique donna à cette erreur une

importance qui dépassa de loin celle qu'elle avait tenue effectivement dans l'œuvre théorique et l'activité de la grande militante révolutionnaire. Rappelons ce que Lénine disait d'elle en 1922 : « *Il arrive aux aigles de descendre plus bas que les poules, mais jamais les poules ne pourront s'élever aussi haut que les aigles. Rosa Luxemburg s'est trompée, mais malgré ses erreurs, elle était et reste un aigle.* » (Lénine, *Œuvres*, Tome 33, pages 211-212, Editions Sociales, Paris 1963).

Jusqu'en 1919, quand après sa sortie de prison, elle abandonnera sa position, Rosa Luxemburg s'opposera au mot d'ordre du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Là réside pour l'essentiel le fondement de l'attitude qu'elle prit devant la question polonaise et, en tout premier lieu, devant le Parti socialiste polonais (PPS). Fondé en 1892 à Paris, le PPS tint son premier congrès à Varsovie en 1894. Sous la direction de Pilsudski, il se donna pour objectif d'établir un Etat polonais souverain et démocratique. Dans un article de 1897, Rosa Luxemburg résuma son opposition radicale avec le PPS : « *Après que le développement capitaliste a enchaîné de plus en plus la Pologne et la Russie, métamorphosant les anciens défenseurs de la liberté nationale : noblesse et clergé catholique, ainsi que la bourgeoisie, en un rempart qui protège la domination étrangère, le nationalisme ne peut plus être considéré que comme l'expression idéologique du mécontentement de la couche de population que le processus capitaliste anéantit. C'est-à-dire, en Pologne, la partie de la petite-bourgeoisie en train de disparaître.* » (Cité par Gilbert Badia : *Rosa Luxemburg*, Editions Sociales, page 445).

C'est sur cette appréciation que Rosa Luxemburg, avec Léon Jogichés, fondèrent le Parti social-démocrate de Pologne qui, à partir de 1900 fusionna avec le parti de Lithuanie sous le sigle de SDKPIL. En 1903, le SDKPIL refusa de se joindre au Parti ouvrier social-démocrate russe (POSDR) parce que celui-ci, sous l'impulsion de Lénine, avait inscrit à son programme le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Tous les dirigeants du

SDKPIL ne partagèrent pas exactement les conceptions de Rosa Luxemburg. Julian Mazchlewski, en particulier, écrivit « *qu'il ne cesserait jamais de protester contre le partage de la Pologne et de revendiquer son indépendance* ». Malgré tout, le parti se rangea pour l'essentiel derrière elle, et c'est dans ces conditions que fut proclamé en décembre 1918 le Parti communiste des ouvriers polonais (KPRP). Celui-ci réalisait la fusion du SDKPIL et d'une fraction animée par des militants liés au Parti bolchevique dont Karl Radek, qui avait rompu avec le PPS.

Lénine a largement réfuté les conceptions de Rosa Luxemburg à propos de l'indépendance de la Pologne. Lui reprochant de s'en tenir à des considérations générales, Lénine abordait cette question avec les mêmes prémisses qu'elle : l'époque de l'impérialisme est celle de l'oppression croissante des nations du monde entier par une poignée de grandes puissances. Mais il en tirait une conclusion diamétralement opposée : « *La lutte pour la révolution internationale socialiste est impossible sans la reconnaissance du droit des nations à disposer d'elles-mêmes.* » (Lénine, *Œuvres*, Tome 21, page 228). « *Emportée par sa lutte contre le nationalisme en Pologne, Rosa Luxemburg a oublié le nationalisme des Grands-Russes, bien que ce nationalisme là soit le plus redoutable à l'heure actuelle, bien qu'il soit moins bourgeois mais plus féodal, bien qu'il soit le principal frein à la démocratie et à la lutte prolétarienne.* » (Lénine, *Œuvres*, Tome 20, page 435). Et Lénine ira encore plus loin en démontrant que l'attitude de Rosa Luxemburg aboutissait à favoriser le nationalisme de l'Etat oppresseur et, qu'à l'inverse, le nationalisme d'une nation opprimée, « *comprend un contenu démocratique général qui va contre l'oppression* ». Lénine écrivait dans « *Du droit des nations à disposer d'elles-mêmes* » (*Œuvres*, Tome 24, page 300-301) : « *Dans tout nationalisme bourgeois d'une nation opprimée, il existe un contenu démocratique général qui va contre l'oppression, et c'est ce contenu que nous appuyons*

*sans restrictions, tout en mettant à part, rigoureusement, la tendance à l'exclusivisme national, en luttant contre la tendance du bourgeois polonais à écraser le juif, etc., etc.* ».

Ce n'est cependant pas sur un plan théorique que les conceptions de Rosa Luxemburg eurent tous leurs effets. Lénine jugeait d'ailleurs que le droit de séparation « *n'impliquant pas la nécessité de se séparer* », il n'était pas critiquable que « *les marxistes de telle ou telle nation opprimée fassent campagne contre la séparation* » (Œuvres Tome 24, pages 300-301).

L'important résidait surtout dans le fait que la construction d'un véritable parti marxiste en Pologne, lié à la III<sup>e</sup> Internationale, échoua dans une large mesure du fait des conséquences des positions fausses sur la question nationale. Contrairement au PPS qui ne cessa de se développer dans la classe ouvrière polonaise — où l'aspiration à la souveraineté nationale dominait alors que les classes féodales et bourgeoises l'avait abandonnée après la défaite de l'insurrection de 1863 —, le KPRP resta un parti minoritaire et largement isolé du prolétariat et des masses paysannes. La déclaration du vieux révolutionnaire polonais Ludwig Warynski : « *Je connais une nation plus malheureuse que les Polonais : la classe ouvrière* » ne provoqua que de la méfiance à l'égard de cette Internationale qui passait pour être hostile à l'indépendance et pro-russe.

Mais plus encore : le KPRP puisait surtout sa force dans l'espoir qui était né en Pologne au voisinage du développement du mouvement ouvrier russe. On ne peut dire que, de Varsovie ou Petrograd, s'engagea la première dans la révolution de 1905. C'est aussi précisément dans cette force que résida sa plus grande faiblesse lorsque la bureaucratie stalinienne fit peser le poids de la révolution de 1917 dans le sens de la contre-révolution. En mai 1926, les militants obéirent aux directives du Komintern et soutinrent de manière honteuse le coup d'Etat du maréchal Pilsudski.

Les années qui suivirent cette capitulation furent celles d'un désarroi total

des militants et de la lente agonie du parti jusqu'à sa dissolution qui, plus que les dangers que pouvait représenter un parti sans influence, trouva surtout du point de vue de la bureaucratie sa raison dans la politique du pacte signé par Staline avec Hitler. Le premier pas dans la signature du Pacte germano-soviétique fut l'extermination des cadres de l'Armée Rouge à la veille de la guerre. Mais Hitler exigeait de Staline un gage plus actif de son amitié encore toute fraîche. La liquidation du KRPR devait ainsi rendre plus facile l'invasion de la Pologne par l'armée allemande. De son côté, Staline obtenait du pacte qu'il lui laissât les mains libres pour intervenir en Pologne, à l'Est de la ligne Ribbentrop-Molotov, sous le couvert de la « libération » de 8 millions d'Ukrainiens et de Russes blancs. L'occupation de l'Ukraine occidentale et de la Russie blanche visait, aux dires de la bureaucratie du Kremlin, à donner à la population de l'URSS un dédommagement « patriotique » pour l'alliance détestée avec Hitler. Elle n'a été, en réalité, que la coopération étroite de Staline avec Hitler pour la mise en esclavage de 24 millions de Polonais, et la voie ouverte pour les massacres de la Seconde Guerre mondiale.

C'est pourquoi, en outre, Staline ne s'est pas contenté de dissoudre le Parti communiste polonais en avril 1938. La presque totalité du parti, de sa direction à sa base, fut alors exterminée en Union soviétique et en Espagne. Seuls, parmi les membres du comité central, Gomulka et Bierut échappèrent à la liquidation physique ; le premier pour la raison qu'il était emprisonné par le gouvernement du colonel Beck. Le second servit à l'époque de dénonciateur à Staline. Enfin, les militants communistes rescapés de l'extermination rejoignirent le PPS et participèrent notamment aux bataillons ouvriers organisés par le Parti socialiste pour la défense de Varsovie en septembre 1939.

Il est bien entendu impossible de prédire quel aurait été l'avenir du Parti communiste polonais si Rosa Luxemburg n'avait pas été assassinée en 1919.

Il faut cependant souligner que son opposition à l'indépendance de la Pologne était, en dehors de toutes considérations théoriques, encouragée par un certain nombre de faits. D'une part, Rosa Luxemburg quitta la Pologne à la fin du siècle dernier afin de rejoindre le parti allemand qui était alors le phare de la II<sup>e</sup> Internationale, et l'essentiel de son activité se développa par rapport au SPD et à la classe ouvrière allemande. D'autre part, dans la lutte qui l'absorba contre la capitulation de la social-démocratie à l'approche de la Première Guerre mondiale, Rosa Luxemburg tordit probablement d'elle-même trop le bâton dans l'autre sens en ne distinguant pas le chauvinisme du nationalisme des pays opprimés. Avec la caractérisation de l'impérialisme, l'élaboration sur la question nationale à notre époque revient avant tout à Lénine.

Il reste que l'erreur de Rosa Luxemburg continue aujourd'hui de porter malgré elle des conséquences qu'on ne peut toujours pas négliger, et ce surtout parce que l'extraordinaire régression idéologique entraînée par le stalinisme continue, conduit la majorité des Polonais, à identifier l'erreur de la militante internationaliste Rosa Luxemburg avec l'oppression de la Pologne pour le profit des intérêts de caste de la bureaucratie stalinienne.

### La guerre « jusqu'au bout » contre la Pologne

Il n'y a pas que les militants révolutionnaires les plus capables qui peuvent faire des erreurs. Trotsky note aussi que les révolutions peuvent en commettre. C'est à cette échelle qu'il faut apprécier la signification de la « guerre jusqu'au bout » menée en 1920 contre la Pologne de Pilsudski, tentative qui a eu des conséquences considérables et dramatiques pour la révolution russe comme pour le développement du mouvement ouvrier en Pologne. Et ces conséquences se retrouvent dans les problèmes actuels dans la mesure où, nécessairement, le peuple polonais projette l'expérience qu'il a faite du stalinisme sur le passé : c'est à ce qu'il connaît aujourd'hui qu'il aurait échappé en 1920.

C'est ce qu'Adam Michnik appelle « le choix d'une tradition » (1) et qu'il formule dans des termes que, sans aucun doute, partagent de nombreux Polonais. Il n'est pas question de refaire l'histoire au conditionnel passé et d'essayer de savoir ce qui se serait passé si les armées de la Révolution russe l'avaient emporté devant Varsovie.

Par contre, la nécessité de revenir sur les problèmes posés par l'offensive de l'Armée Rouge en 1920 est reliée à ce qu'implique « le choix d'une tradition » quant aux questions les plus actuelles qui découlent aujourd'hui de la révolution politique en Pologne.

Trotsky a exposé l'essence de cette guerre dans son autobiographie et dans le livre inachevé qu'il écrivit sur Staline (2).

Il y démontre qu'après plus de deux ans de guerre civile, l'URSS n'avait aucun intérêt à une guerre avec la Pologne. Celle-ci fut provoquée par l'initiative prise par Pilsudski d'envahir l'Ukraine, en accord et sous l'impulsion des puissances impérialistes (en particulier la Grande-Bretagne et la France), qui tentaient par tous les moyens de détruire le jeune Etat soviétique.

Elle est encore plus évidente avec la présence des 15 000 officiers et sous-

(1) « Pilsudski a empêché le bolchévisme en Pologne. Le symbole en est le "miracle de la Vistule" (...). Nous devons à la victoire remportée en 1920 sur les Bolchéviques vingt ans d'une pensée polonaise indépendante dont des générations se sont nourries et se nourrissent encore. Oui, la résistance actuelle à la soviétisation est dans une large mesure possible grâce aux réserves culturelles créées par la République dans l'entre-deux guerres qui, elle, n'aurait pas existé sans la victoire de Pilsudski sur Boudienny. Si c'était l'Armée Rouge qui avait gagné la bataille devant Varsovie, si un Comité révolutionnaire provisoire s'était mis à gouverner la Pologne, peut-être habiterais-je aujourd'hui à Kolyma, ou le Birobidjan ; qui sait si je parlerais polonais, si des générations de l'intelligentsia ne seraient pas la pâture des ours polaires, si la culture polonaise aurait évité le désastre qui s'est abattu sur la culture russe sous l'empire de Staline. » (Adam Michnik, *Penser la Pologne*, Maspero, pages 181-182).

(2) *Ma Vie*, Gallimard, pages 462-466 et *Staline*, Grasset, pages 474-482.



officiers français qui, en 1920, travaillaient dans les états-majors polonais et qui conduisirent même certaines unités au combat, avec la présence du général Weygand à Varsovie comme avec le fait que le gouvernement hongrois envoya à la Pologne ses stocks de guerre. Après la défaite de l'Armée Rouge à Varsovie, la bourgeoisie française attribua celle-ci au général Weygand. C'était faux sur le plan militaire. Par contre, sur le plan politique, cette attribution comportait une part de vérité : la guerre de la Pologne contre l'URSS avait en tout premier lieu été dictée par la coalition des Etats impérialistes contre la Révolution d'Octobre.

L'erreur de la révolution, et en particulier de Lénine, ne réside nullement dans le fait qu'elle se soit défendue. Par contre, le fait de continuer la guerre jusqu'à Varsovie, a constitué une erreur dont les conséquences polonaises furent considérables. Sous-estimant en particulier l'état d'esprit des masses polonaises, l'Armée Rouge fut conduite à la défaite par le peuple même qu'elle voulait libérer. La conséquence la plus immédiate fut que Pilsudski sortit de la guerre avec un prestige fortifié, et qu'un coup terrible fut porté au développement de la révolution en Pologne et au mouvement ouvrier polonais.

Laissons la parole à Trotsky :

« Le premier ministre de Grande-Bretagne Bonar Law, lut à la Chambre des Communes la lettre que j'avais adressée aux communistes français dans le dessein de démontrer que nous nous serions préparés, pour l'automne de 1920, à écraser la Pologne. On trouve la même affirmation dans le livre de l'ancien ministre de la Guerre en Pologne Sikorski, mais avec citation du discours que j'avais fait au congrès international en juillet 1920. Tout cela, d'un bout à l'autre, n'est que pure sottise. Bien entendu, je n'ai jamais eu l'occasion d'exprimer des sympathies à la Pologne de Pilsudski, c'est-à-dire à la Pologne de l'oppression et de la persécution qui se déguise sous des phrases patriotiques et des airs d'héroïsme. (...) Mais en conclure

que nous voulions la guerre avec la Pologne ou que nous la préparions, c'est mentir devant les faits et devant le bon sens. De toute notre énergie, nous voulions éviter cette guerre. Nous n'avons négligé aucune mesure utile dans ce sens. (...) Mais, de notre côté, en même temps que les premiers grands succès, il fallut bien voir que nous avions surestimé les possibilités qui s'ouvraient à nous. Une opinion se forma et s'affirma d'après laquelle la guerre qui, au début avait été purement défensive, devait se transformer en une guerre d'offensive révolutionnaire. Bien entendu, en principe, je n'avais rien à répliquer à des arguments de cette sorte. Toute la question était de savoir quels étaient les rapports de forces. Il y avait une inconnue : quel était l'état d'esprit des ouvriers et des paysans polonais ? Quelques-uns de nos camarades polonais, comme le défunt J. Marchlewski, compagnon de Rosa Luxemburg, jugeaient de la question d'une façon très réservée. L'appréciation de Marchlewski fut un important élément dans la tendance que j'eus à sortir le plus vite possible de la guerre. Mais il y eut d'autres voix. Certains exprimèrent d'ardents espoirs en une insurrection des ouvriers polonais. En tout cas, Lénine avait tracé un plan très net : mener l'affaire jusqu'au bout, c'est-à-dire entrer dans Varsovie pour aider les masses ouvrières polonaises à renverser le gouvernement de Pilsudski et à s'emparer du pouvoir. La résolution esquissée dans le milieu gouvernemental gagna sans difficulté les imaginations du haut commandement et du commandement du front de l'est.

D'autre part, la guerre de Pologne confirma ce qui avait été démontré par les hostilités de Brest : les événements d'une guerre et ceux d'un mouvement révolutionnaire de masse ont différentes mesures. Là où les armées en action comptent par journées et semaines, le mouvement des masses populaires calcule d'ordinaire par mois et années. Si l'on ne tient pas compte exactement de cette différence des vitesses, les roues dentées de la guerre ne peuvent que casser les roues dentées de la révolution, et non pas les mettre en mouve-

ment. En tout cas, c'est ainsi qu'il en est advenu dans la guerre de Brest, c'est ainsi qu'il en est advenu dans la grande guerre de Pologne. Nous avons dépassé notre propre victoire, courant à une pénible défaite.

(...) *L'erreur de calcul stratégique dans la guerre de Pologne a des conséquences historiques formidables. La Pologne de Pilsudski sortit de la guerre fortifiée d'une façon inattendue. Par contre, un coup terrible avait été porté au développement de la révolution polonaise. La frontière établie d'après le traité de Riga séparait la République soviétique de l'Allemagne, ce qui eut, dans la suite, une importance exceptionnelle dans la vie des deux pays... Lénine, bien entendu, comprenait mieux que personne la signification de l'erreur "varsoviennne" et y revint plus d'une fois, par la pensée et par la parole.*

*Dans les écrits des "épigones", Lénine est figuré à peu près comme les peintres d'icônes de Souzdal représentent les saints et le Christ : au lieu d'une figure idéale on a une caricature. Quels que soient les efforts des dessinateurs de Bon Dieu pour s'élever au-dessus d'eux-mêmes, ils n'expriment, en fin de compte, sur la planche, que leurs propres goûts et, par suite, donnent leur propre portrait, seulement idéalisé. Etant donné que la direction des épigones est soutenue par l'interdiction de douter de son infailibilité, Lénine, dans la littérature des épigones, est représenté non pas comme un stratège révolutionnaire qui a génialement analysé les situations, mais comme un automate qui mécaniquement trouvait des décisions sans erreur. Le mot de génie a été, à l'égard de Lénine, prononcé par moi pour la première fois, lorsque d'autres ne se décidaient pas à le dire. Oui, Lénine a été génial de toute la génialité humaine. Mais il n'était pas un compteur mécanique qui ne commet pas de fautes. Il en commettait beaucoup moins que tout autre n'en aurait commises dans sa situation. Cependant, quand Lénine commettait des erreurs, elles étaient très grosses : elles étaient à l'échelle du plan colossal de tout son travail. »*

## Le mouvement ouvrier polonais et l'internationalisme

La question nationale, les problèmes qu'elle pose et, à plusieurs reprises, la sous-estimation de son importance, ont profondément marqué les relations entre le mouvement ouvrier polonais, ses militants les plus avancés et le courant internationaliste du prolétariat révolutionnaire mondial. Le combat mené par Marx et Engels au sein de la I<sup>re</sup> Internationale pour qu'elle donne son appui total au mouvement de libération national polonais répondait, dans leur esprit, à l'exigence que « *le prolétariat ait sa propre politique étrangère* ». Dans une célèbre « rectification », Marx opposait au mot d'ordre de l'Europe conservatrice : « *Une Europe asservie, avec comme assise une Pologne asservie* », le mot d'ordre de l'Association internationale des travailleurs : « *Une Europe libre s'appuyant sur une Pologne libre et indépendante* » (Procès-verbaux du Conseil général de la I<sup>re</sup> Internationale, pages 247-248).

Près de quarante années d'oppression par la bureaucratie stalinienne ont maintenu l'actualité de la rectification de Marx. Le respect de l'indépendance de classe du prolétariat, de l'indépendance des organisations ouvrières et du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes sont les principes qui sont au cœur du développement de la révolution politique et qui doivent nécessairement guider l'action internationaliste à l'égard de la révolution polonaise.

Nous avons essayé de montrer que l'histoire du mouvement ouvrier polonais conduisait au fait que ces partis ne pouvaient se construire comme les simples exécuteurs testamentaires d'une tradition nationale mais qu'en même temps, le stalinisme était presque parvenu à rompre la continuité de la mémoire historique du prolétariat, et fait ressurgir des formes dépassées par l'histoire. Presque... il est cependant remarquable que la révolution politique, pour ses besoins propres, réunit peu à peu les conditions de la réappropriation par le prolétariat polonais des traditions internationalistes. Il faut souligner l'importance considérable de l'appel à manifester le 1<sup>er</sup> Mai à l'ini-

tiative de *Solidarité*, la portée de l'appel lancé par le 1<sup>er</sup> Congrès de *Solidarité* aux travailleurs d'URSS et d'Europe de l'Est.

Pour la IV<sup>e</sup> Internationale, la crise de direction révolutionnaire, qui caractérise, au premier chef, la situation politique mondiale, exige pour avancer vers son dénouement une discussion honnête avec les courants qui se dégagent de la crise du mouvement ouvrier. La libre discussion, la confrontation des idées sur la base de la démocratie ouvrière sont essentielles à la reconstruction d'une Internationale ouvrière digne de ce nom.

Est-il nécessaire d'insister sur la place cruciale que tient, dans un tel processus, le débat avec les militants, les courants, les partis politiques se forgeant

dans le cours de la révolution politique, se situant sur le terrain de la défense de la propriété sociale, du combat implacable contre la bureaucratie ?

Que l'on lise *Lettres de Prison* d'Edmund Baluka (dont il est rendu compte dans ce numéro de *La Vérité*), et l'on verra le degré atteint par la réflexion et l'élaboration politiques au sein du mouvement qui dresse la « société » (comme le disent les militants polonais, c'est-à-dire tout ce qui travaille, produit, crée) contre la bureaucratie.

Oui, comme il était indiqué au début de cet article, la révolution politique s'approfondit.

A. FORESTIER

# INFORMATIONS OUVRIÈRES

tribune libre de la lutte des classes  
organe central du Parti communiste internationaliste  
(parution toutes les semaines)



## BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM, Prénom (une case d'espacement entre les deux)

--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

N° (rue, bd, av., etc.)

nom de la voie

--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

Code postal

Ville

--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

Cocher la durée 10 numéros : 50 F  20 numéros : 100 F  1 an : 200 F

Pour le réabonnement  
indiquer le n° d'abonnement

1 an sous plis clos : 300 F

Joindre le règlement à l'ordre d'Informations ouvrières 87, rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 Paris

CCP 21 831 73 Paris

*Le PCI combat pour  
un parti des travailleurs*

### JE REJOINS LE PCI



**Je désire prendre contact avec la cellule du PCI de mon entreprise, de ma localité, de mon école, de mon lycée**

**Nom, prénom :** .....

**Adresse :** .....

..... **Tél. :** .....

**Entreprise :** .....

Bulletin à remettre à un militant de votre connaissance, ou à retourner à : PCI, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 Paris.

# le déclin de l'impérialisme français et le chômage en France

par Christophe SALLERS

« **L** A faible croissance de la production attendue en Europe signifie que l'emploi n'augmentera sans doute que légèrement (création nette d'un million d'emplois entre 1983 et le milieu de 1986) et le taux de chômage continuera probablement de monter progressivement pour atteindre peut-être 11,75 % de la population active d'ici le milieu de 1986. Il y aurait ainsi près de 20 millions de chômeurs au total et environ 9 millions dans le groupe d'âge des moins de 25 ans, dont le taux de chômage pourrait alors s'établir à près de 25 %.

En 1985 et au début 1986, le taux moyen de chômage de la zone de l'OCDE pourrait être de l'ordre de 8,5 %. Sur la base de ces projections, le nombre de chômeurs atteindrait 32 millions au premier semestre 1986 (20,25 millions en Europe), soit un million de plus qu'au premier semestre de 1984. »

C'est en ces termes que les experts de l'OCDE ont défini le jeudi 20 décembre les perspectives économiques : un développement considérable du chômage, de la crise économique.

Si la décennie 1970-1980 a vu ressurgir les crises capitalistes que de nombreux experts en tous genres avaient enterrées, les années 1980 sont marquées par le « sauve-qui-peut général » de l'ensemble de la bourgeoisie pour tenter, les USA en premiers, de protéger leurs intérêts.

S'il en était besoin, ces éléments aujourd'hui partout visibles de craquements (la « semaine économique et

géopolitique mondiale » de Lacoste 1983 ne titrait-elle pas un de ses chapitres « vers un krach bancaire mondial ») confirment que nous sommes à l'époque de l'impérialisme stade suprême du capitalisme, un stade de putréfaction de tous les rapports économiques.

## La crise générale du système

Tous les médias multiplient les articles

sur la famine dans le monde, la nouvelle pauvreté, le déséquilibre économique et technologique. Autant de manifestations de cette crise générale où le régime capitaliste se maintient par un appel de plus en plus important à des mesures artificielles de toutes sortes, principalement à l'économie d'armement, sans oublier l'endettement gigantesque au niveau de toutes les composantes de l'économie (privées et publiques) et dans l'ensemble des pays, ou encore les déficits budgétaires. Fuite en avant qui n'arrive pas à ranimer le mouvement de mise en valeur du capital productif. Palliatifs de toutes sortes qui n'arrivent pas à rétablir la rentabilité du capital nécessaire à la relance de l'investissement et de l'accumulation de façon générale. (1)

(1) Louis Gill, dans son livre *Economie mondiale et impérialisme* écrit justement : « En ce sens, on peut dire que la chute de la production industrielle mondiale et des échanges internationaux de 1974-1975, si importante ait-elle été, n'a pas constitué une véritable crise au sens marxiste du terme. Le rôle de la crise est précisément, par la destruction d'une masse de valeurs, de produits créés, de forces productives, de rétablir les conditions de la rentabilité du capital, d'"assainir" l'économie et de permettre ainsi la relance de la croissance capitaliste. Les années 1974-1975 marquent cependant un point tournant dans l'évolution de la situation économique mondiale de l'après-guerre, un pas qualitatif dans la voie de l'éclatement de la crise comme telle, au sens marxiste du terme, dans la voie de la dislocation du système dans son ensemble. Les faits (de 1974-1975) ont marqué un moment très clair et très important dans la marche à la "crise universelle" dont parle Marx. c'est-à-dire l'effondrement de la production et du système bancaire, financier et monétaire mondial, à la dislocation du marché mondial et du système mondial du commerce international. L'examen des principaux indicateurs montre que 1974-1975 est une date marquante dans le sens où, à partir de cette période, un certain nombre de ressorts qui avaient tant bien que mal refonctionné à coups de relance inflationniste depuis 1949 ont cessé de marcher, ont été "cassés" dans des conditions où la relance inflationniste n'a pas été cette fois en mesure de les remettre en route. "Dans la marche à la dislocation du marché mondial et la crise universelle", partie intégrante centrale de la nouvelle période de la révolution prolétarienne mondiale, les événements de 1974-

## Le talon de fer US

C'est dans cette situation de crise que les USA utilisent leur force relative.

Ce qu'on a appelé le « monétarisme des USA » a conduit à une hausse spectaculaire des taux d'intérêt sur le dollar.

Il serait faux de croire que ceci n'a pas entraîné aux Etats-Unis mêmes d'importants problèmes. Cette hausse a aggravé les problèmes de trésorerie de plusieurs grandes sociétés déjà endettées et même menace la solvabilité des caisses d'épargne et de financement hypothécaires américaines (Saving and Loans Associations). Ajoutons que cette hausse a paralysé le marché américain d'obligations, source de financement très importante aux USA. Est-il nécessaire de rappeler la faillite de l'une des plus grandes caisses d'épargne de la région de San Francisco, la Fidelity Savings and Loans Association, la quasi-faillite de la 26<sup>e</sup> banque US, Sealler First National Bank, la crise de la Dom. Petroleum, la faillite de la banque de l'Okla-homa City's Penn Square Bank qui a aggravé la situation difficile de la grande banque de Chicago (6<sup>e</sup> banque des US), la Continental Illinois, le scandale de la Duysdale Government Securities courtier, qui a rejailli sur la Chase Manhattan Bank (3<sup>e</sup> aux USA). Enfin, sur le plan industriel la situation de Chrysler qui ne survivait que grâce à des emprunts garantis par le gouvernement fédéral américain ou de la même façon Massey-Ferguson ou encore International Harvester.

Mais tout ceci ne doit pas nous faire

1975 ont donc leur place, toute leur place. Mais ils n'ont pas constitué une crise, au plein sens du terme, parce que (...) elle n'a pas rétabli les conditions de l'accumulation, assaini le marché, relevé le taux de profit qui continue au contraire à baisser. On a vu en 1974-1975 que la marche à la dislocation du marché mondial était effectivement entamée et l'a encore fait avancer, mais la crise, au sens marxiste, est encore devant nous ! »

perdre de vue la persistance du rôle déterminant de l'impérialisme américain et de sa monnaie comme monnaie internationale.

Même artificiellement gonflé, le dollar n'est pas menacé par les autres monnaies ; au début des années 1980, la sortie des contrats internationaux est toujours libellée en dollars, 80 % des réserves en devises étrangères détenues par les banques centrales à travers le monde sont des réserves en dollars, etc.

Cette force permet aux USA de faire « payer » aux autres bourgeoisies le fardeau de la crise économique mondiale. Ainsi affaiblies, les bourgeoisies impérialistes se voient concurrencées dans tous les secteurs du marché mondial, dans toutes les zones d'influence, particulièrement en Afrique.

L'administration américaine de Reagan a harcelé littéralement les grands organismes internationaux de financement : la banque mondiale, sa filiale, l'Association internationale pour le développement AID, la banque africaine de développement, la banque asiatique de développement, la banque interaméricaine de développement, le FMI afin de réduire le financement aux pays du Tiers-monde.

Le sommet de Versailles, en juin 1982, la session annuelle du FMI à Toronto verront les USA refuser d'augmenter de 50 % les ressources du FMI :

Georges Cornu, *L'état du monde 84*, explique :

*« Malgré l'évidence de la montée des périls, le ministre des Finances américain affirmera imperturbablement à Toronto que le système financier international reste sain et que le danger réside dans les interventions inopportunes des gouvernements pour stimuler l'activité économique. »*

*Ce n'est vraiment qu'à la fin de l'année 1982 lorsqu'il devint clair que le Brésil allait tomber à son tour, généralisant les faillites à l'ensemble de l'Amérique*

*latine, que l'attitude américaine changera. »*

Les USA utilisent toutes les palettes possibles pour défendre et accroître leur leadership.

Parallèlement à la crise du taux de change international, les Etats-Unis décidaient de prendre un certain nombre de mesures concrétisées par des propositions de loi concernant les restrictions des importations américaines de biens étrangers. En effet, les Etats-Unis importaient toujours une part plus importante de leur textile, de leur acier, de leurs automobiles, motocyclettes, radios, postes de TV, navires et autres produits.

L'excédent commercial des Etats-unis s'évapore en 1971-1972 : le taux couverture (2) de leurs importations par leurs exportations devient inférieur à 100 pour la première fois depuis la Seconde Guerre mondiale.

Le congrès se prononce alors pour une restriction des importations, une hausse des tarifs douaniers et un durcissement des contingentements (limites quantitatives à l'importation).

Prenons le cas de l'acier : en 1977, les pays de l'OCDE, identiquement touchés par la crise de l'acier, s'engagent à respecter « les courants d'échange traditionnels ». Les Américains décident de fixer un prix de référence (« trigger price ») en-dessous duquel toutes les importations d'acier aux Etats-Unis sont passibles de rétorsion. Le « trigger price » jusqu'alors aligné sur les industries les plus performantes (les japonaises), donc nettement inférieur aux prix américains, sont alors protégés et peuvent vendre à un prix inférieur à celui des sidérurgistes européens. Il y a 152 plaintes américaines entre novembre 1981 et février pour cause de dumping et de subventions,

(2) Taux de couverture  $\frac{\text{Exportations}}{\text{Importations}} \times 100 =$   
x %. Si x > 100, déficit. Si x < 100, excédent.

contre les sidérurgistes européens, en même temps que les Etats-Unis mettent en place ce « trigger price » en l'élevant de 12 %. Ils tentent par là de transférer leurs difficultés intérieures dans la sidérurgie sur les Européens. Un contentieux s'instaure à ce sujet entre les Etats-Unis et la CEE.

Ces mesures accroissent la nécessité pour les bourgeoisies européennes de restructurations de la sidérurgie dans les pays de la CEE, restructurations accompagnées de baisse des capacités de production (ce qui est dû en partie à ces mesures de protection organisées par les Etats-Unis à l'encontre des Européens). En effet, l'offensive américaine lancée en novembre 1981 contre les exportations européennes est d'autant plus importante que les exportations de la CEE vers les Etats-Unis représentent 20 % de la production d'acier communautaire. Ce problème se pose toujours actuellement puisque, selon *Le Monde* du 3 janvier 1985, les Américains n'ont toujours pas donné leur aval à l'accord sur les tubes d'acier exportés par les Européens vers les Etats-Unis. « *Cet accord, mis au point le 28 décembre 1984, devait limiter la part des tubistes européens sur le marché européen à 7,6 % pour 1985. Cette part a été de près de 15 % en 1984 contrairement à un « arrangement » signé en 1982 qui la fixait à 5,9 %.* » *Les Américains considèrent cette part de 7,6 % trop élevée.*

Cet exemple du marché de l'acier montre combien l'impérialisme US impose aux bourgeoisies européennes la prise en compte de ses propres difficultés comme norme.

### L'Europe s'enlise...

« *L'Europe s'enlise dans la récession* ». C'est ainsi que les économistes caractérisent les conséquences de cette situation en Europe.

« *Les économies européennes ont pratiquement cessé de créer des emplois,*

*un million à peine dans l'ensemble de la CEE entre 1973 et 1981 (...). Depuis 10 ans, le taux de chômage n'a cessé d'augmenter (...). L'emploi industriel quant à lui s'est contracté dans toute la communauté quand il ne s'est pas, comme au Royaume-Uni ou en Belgique, littéralement effondré. Ainsi la montée du chômage en Europe n'est-elle pas seulement angoissante par son ampleur, elle l'est aussi par son caractère apparemment inexorable, alors que la croissance de la population active y est bien moins rapide qu'aux Etats-Unis (...). Face à la crise, chaque pays tente simultanément de gagner des parts de marché chez les autres et de protéger sa propre industrie : aides publiques, réglementations, normes, tout est bon pour contourner le principe du marché unique. Le risque de dislocation du marché commun se profile à l'horizon de la crise. » (3).*

L'Europe frappée par la crise et la politique américaine voit chaque pays confronté à la concurrence interimpérialiste mondiale. La France, dans ce cadre, est l'un des maillons les plus faibles.

### La compétitivité internationale de l'économie française

La France comme les autres pays n'échappe pas à la crise, mais derrière les indications conjoncturelles de la crise se profilent des évolutions dites structurelles propres à la France, évolutions d'ailleurs que nous retrouvons au niveau de l'Europe.

Elles démontrent une seule chose : l'impasse dans laquelle se trouve la bourgeoisie française face à la crise du système capitaliste, se résignant à occuper, dans la division internationale du travail, une place de sous-traitant, placée sous la tutelle de l'impérialisme américain. Lentement, le déclin économique français est en marche.

(3) « *La semaine économique et géopolitique* ».



Pour la seule période 1980-1983, le franc a perdu 2/5<sup>e</sup> de sa valeur. De ce fait, afin de réduire l'ensemble des déficits publics et extérieurs, une politique de rigueur ayant pour objectif de limiter la consommation privée et collective a été mise en œuvre par le second gouvernement Mauroy.

Une telle politique répond à la stratégie du CNPF qui est de pratiquer conjointement une politique déflationniste sur le marché intérieur afin de réduire le déficit commercial et d'orienter l'épargne et de favoriser les exportations de marchandises et de capitaux. Non seulement le privilège à l'exportation (thème de l'assemblée générale annuelle du CNPF le 20 décembre 1984) exerce ses effets dramatiques sur l'emploi, la production et la couverture du marché intérieur (génératrice d'inflation) mais, y compris à l'exportation, les résultats sont médiocres, la part des produits manufacturés de la France dans le total des exportations de produits manufacturés des pays développés recule de 9,3 % en 1981, elle est passée à 8,7 % en 1983.

D'ailleurs, le président de la commission économique du CNPF reconnaissait le 11 septembre 1984 que « nous n'avons pas su tirer tout le profit possible de la reprise » et « que la partie est loin d'être gagnée » (*Les Echos* du 19 septembre).

Ainsi, la bourgeoisie française, afin de maintenir la compétitivité-prix de ses exportations, a eu recours à une diminution du taux de marge moyen (indice de prix des exportations - indice de coût) de l'industrie française (valeur voisine de 0 en 1980 contre 27 % en 1970), conjointement à une dépréciation du franc, ces mesures ayant épuisé leurs effets, une politique brutale d'austérité s'attaquant aux conditions de vie des travailleurs est mise en œuvre et ce afin de privilégier les exportations (4).

(4) Taux de marge moyen : rapport indice des prix des exportations/indice de coût.

Le gouvernement attendait des exportations qu'elles prennent le relais grâce à une compétitivité-prix améliorée par la dévaluation de 1982 et par la reprise d'activité des économies des pays industrialisés tirés par la relance américaine. En fait, 1983 n'a pas permis de rattraper le retard pris par les exportations en 1982 (+ 2,4 % en 1983 contre - 2,9 % en volume l'année précédente) et la compétitivité-prix a été gommée en partie par l'augmentation des marges sur les produits industriels exportés. Ainsi, en valeur, la progression des exportations est de 14,2 % par rapport à 1982 (+ 90 milliards de francs). Cela explique que le taux de couverture en 1983 a augmenté, le déficit du commerce extérieur a été réduit à - 43 milliards de francs.

Peut-on pour autant conclure à l'amélioration de la situation de l'industrie française du point de vue de sa compétitivité ?

Non, pour deux raisons principales : — tout d'abord, l'aggravation de la part des produits industriels étrangers ; nous notons une progression du taux de pénétration du marché intérieur par les produits industriels étrangers, notamment dans les produits de haute technologie, à forte valeur ajoutée.

Tableau : la part des produits industriels importés dans le marché français :

	1980	1981	1982	1983
Machines de bureau et traitement de l'information	71,4	76,9	83,3	
Electronique professionnelle	29,4	31,2	33,3	34,5

Ce qui ressort de ce tableau, c'est une aggravation de dépendance de l'économie française en ce qui concerne les produits de haute technologie. (Au Japon, l'industrie est équipée de 13 fois plus de robots qu'en France.)

— la deuxième raison est que la structure des échanges ainsi que l'effort d'exportation rendent encore plus vulnérables les industries françaises à un renchérissement des importations dû à la hausse brutale du dollar alors que les importations sont de plus en plus inélastiques ; ainsi qu'au retournement prévisible de conjoncture ou une politique protectionniste des Etats-Unis et du Japon (ces deux pays ont, comme on l'a vu, des marchés très fermés alors que monte aux Etats-Unis un protectionnisme de moins en moins déguisé (acier, textile, habillement, vin).

Plus intéressantes sont les parts de marché par grande catégorie de produits (parts de marché sectorielles). Ainsi, si la France maintient ses parts de marché mondial en ce qui concerne les biens d'équipement (bien que nous avons vu que les parts de marché de la France dans le total des exportations de produits manufacturés des pays développés reculent : de 9,3 % en 1981, elles sont passées à 8,7 %), c'est plus en raison de la répartition géographique du solde des produits industriels. Il est certes positif en 1980 avec les pays de l'OPEP (+ 32 milliards), les pays de l'Est (+ 9 milliards) et les pays dits en voie de développement (+ 30 milliards), mais il est négatif avec les pays de la CEE (- 32 milliards) et avec les autres pays développés de l'OCDE (- 23 milliards). C'est pour cette raison que dans la hiérarchie des nations, la France est souvent classée parmi les pays intermédiaires. Excédentaires à l'égard des pays moins développés qu'elle, elle est largement déficitaire vis-à-vis des pays plus développés.

Le déficit s'est néanmoins réduit du fait de la baisse des importations (politique déflationniste), mais ceci ne cache pas le fait que la France s'oriente de plus en plus vers une économie de sous-traitance sur le marché mondial. Les travaux du IX<sup>e</sup> Plan mémorandum du gouvernement français « pour un espace européen de la recherche et de

l'industrie » montrent assez bien l'impuissance de la CEE à élaborer un projet politique économique commun face à l'impérialisme américain.

Les pays de la CEE montrent une incapacité à défendre leurs intérêts. La plupart des Etats membres (Angleterre, RFA) tournent le dos aux grands programmes industriels européens de portée stratégique, refusant d'assumer des situations conflictuelles avec Washington et même avec Tokyo alors que ces pays pratiquent une politique protectionniste et mènent une offensive contre la politique agricole commune de la CEE. Mitterrand est ainsi isolé dans sa recherche d'un espace européen de la recherche et de l'industrie.

### **Le déclin spécifique de l'impérialisme français**

Isolé sur le plan de la riposte à l'égard des USA, combattu en Afrique et dans l'ensemble de ses anciennes colonies, la position de l'impérialisme français est très affaiblie.

Pour la fondation européenne du Managment, la France, en termes de compétitivité, passe de la 15<sup>e</sup> place à la 19<sup>e</sup> (5). La présence de Raymond Barre à la présidence de certaines des réunions de cet organisme n'explique pas tout. D'autant plus que cet organisme, qui analyse tous les aspects économiques et sociaux estime que « *de graves erreurs en matière politique macro-économique ont été commises depuis la crise de 1973-1974 (...). Au cours des quinze dernières années, les concurrents étrangers ont gagné une part toujours plus grande du marché si bien que la pénétration des importations pour les produits industriels est passée de 19,3 % en 1970 à 46,7 % en 1983 (...).* »

Les différents gouvernements depuis

(5) Sur la base de l'indice calculé par cet organisme, les USA viennent en tête (avec l'indice 70,97), suivis par le Japon et la Suisse. La France est dans le « peloton de queue », avec l'indice 48,83 après l'Irlande et avant l'Italie, la Turquie, la Grèce, l'Espagne et le Portugal.

1981 tentaient de « rattraper » cette situation de dérapage en allant au-devant de toutes les demandes du CNPF en matière de reprises d'investissements privés. L'enveloppe des prêts bonifiés à long terme a été augmentée. De 13 milliards en francs dans la loi de finances initiale de 1981, elle a été portée à 17 milliards en juin 1981 et à 22 milliards en octobre. Les taux d'intérêt des crédits à moyen terme, notamment aux PME, ont été réduits grâce à la suppression des commissions qui s'y rattachaient, la déduction fiscale pour investissement a été portée à 15 % pour les dépenses effectuées en 1982 contre 10 % auparavant, le soutien direct à l'investissement sous forme d'aide à l'industrie était porté de 3,9 milliards de francs à 5,8 milliards de francs entre le budget 1981 et 1982 et l'aide aux entreprises publiques est passée de 0,7 milliard en 1981 à 2,5 milliards en 1982.

Dans le même temps, le plan Delors puis celui de Bérégovoy, les coupes claires dans la sidérurgie, chantiers navals, automobile, les réductions dans le bâtiment, aérospatiale, la SNCF, les PTT, le budget des hôpitaux ou encore la suspension de la loi du 11 février 1950.

Toute l'énergie d'un gouvernement, d'une majorité à l'Assemblée nationale tendus vers les intérêts financiers des capitalistes, un matraquage repris par tous où l'économie, le bénéfice, les marges brutes, etc. sont édifiés comme ultimes moyens de retrouver « la voie de la prospérité ». Mais cette capitulation permanente et ses efforts sur tous les plans n'ont pas été récompensés : ils n'ont pas séduit la bourgeoisie. La classe ouvrière tend à se mobiliser contre les plans anti-ouvriers et désavoue ceux qui la mènent par son absence massive. Ce qui conduit à un isolement sans précédent sous la V<sup>e</sup> République du gouvernement et les résultats tant espérés ne sont pas là.

La chute du volume de l'investissement, particulièrement sensible dans l'industrie en 1981 où elle avait été de

4 % environ, est voisine de 8 % en moyenne sur l'année 1982 et de 7 % pour ce qu'on appelle le secteur concurrentiel. L'investissement industriel en baisse presque continuellement depuis 10 ans se situe en 1982 à un niveau de 10 % inférieur à celui des années 1972-1973.

L'étude économique de l'OCDE pour 1982-1983 explique :

*« La reprise de la croissance du PIB qui s'est manifestée au second semestre de 1981 sous l'impulsion de la consommation privée et des exportations s'est relativement vite essouffée et au deuxième semestre de 1982, le PIB est resté quasi stationnaire. Ce ralentissement, imputable à la détérioration du commerce extérieur au premier semestre a concerné toutes les composantes de la demande intérieure au deuxième semestre tandis que s'améliorait la balance extérieure. La reprise de la production industrielle qui apparaissait acquise à l'automne 1981 après trois semestres de recul a été de courte durée puisqu'au premier semestre de 1982, elle a de nouveau diminué. Entre le deuxième trimestre de 1981 et le deuxième semestre de 1982, la baisse aura été de 3,25 % environ, rythme comparable à celui enregistré dans l'ensemble des pays européens de l'OCDE. La production des industries de biens de consommation qui avait fléchi au cours de l'année 1980 a augmenté depuis le début de 1981. Cette évolution s'est poursuivie en 1982 sous l'effet conjugué du dynamisme de la demande des ménages et de la reconstitution des stocks de produits finis au niveau des détaillants et des grossistes. La production dans le secteur des biens intermédiaires dont la chute avait été accentuée en 1980, a subi des fluctuations plus irrégulières, après une légère reprise au deuxième semestre 1981, elle a diminué en 1982. La production de biens d'équipement professionnels affectée par la baisse de l'investissement à l'étranger a connu également une forte dégradation en 1982 par rap-*

port à 1981. Dans le secteur du bâtiment et des travaux publics, la situation n'a pas cessé de se détériorer depuis le début de l'année 1980. Le recul de l'activité a surtout touché le logement mais également depuis le début de 1982 la construction de bâtiments industriels et commerciaux. Au total, la valeur ajoutée dans le secteur du bâtiment et du génie civil, qui avait diminué de près de 2 % par semestre (à taux annuel) entre le début de 1980 et la fin de 1981 a enregistré une baisse de 3,5 % en moyenne en 1982. La valeur ajoutée dans le secteur des services et du commerce par contre, stimulée par la demande des ménages, s'est accélérée au premier semestre 1982.

La faiblesse de la croissance de la production en 1982 a limité les progrès escomptés sur le plan de l'emploi. Alors que l'on s'attendait il y a un an, selon les prévisions officielles, à une légère progression des effectifs employés, on aurait assisté à une quasi-stagnation en moyenne sur l'année (- 0,2% contre - 1 % en 1981) due pour une partie à l'acquis négatif du deuxième semestre de 1981 mais également à une nouvelle baisse après la mi-82. Cette évolution n'aurait pas permis de contenir la progression du chômage en 1982 ».

Notons enfin pour conclure ce chapitre l'augmentation des faillites en 1984. Pour les huit premiers mois de l'année, on recense 17 289 règlements judiciaires et liquidations de biens soit 10,2 % en plus qu'en 1983 : l'industrie a vu son nombre de faillites augmenter de 9,81 % dans les huit premiers mois de 1984. Le secteur le plus touché est celui des services aux entreprises, soit 14,7 % de plus qu'en 1983, suivi du secteur des services aux particuliers (+ 14,5 %), enfin les hôtels, cafés, restaurants (+ 13,3 %).

### La montée du chômage

La situation économique mondiale et de la France en particulier a ses impli-

cations dans la lutte des classes en France.

Le chômage ou les tentatives de modifier le Code du travail, les relations sociales ne sont pas le produit de l'air du temps. Dans la situation économique mondiale, face à la baisse de la place de l'impérialisme français pour tenter de reconquérir sa place, ce dernier doit être compétitif. Et pour le capital, la masse totale de capital à engager pour créer un nouvel emploi devient de plus en plus grande et il devient par conséquent dans la logique du capitalisme de plus en plus difficile d'assurer un niveau d'emploi qui augmente au même rythme que la quantité de « main-d'œuvre » à la recherche de travail. Ces travailleurs « en surplus » ne peuvent se trouver un emploi, non parce que les besoins de la population sont saturés et qu'on produit trop de richesses, mais parce que le capitalisme ne peut les employer d'une façon rentable et l'expansion du capital ne peut se faire que si elle est rentable. (6)

Le capital s'accumule en se concentrant, en se centralisant par masses énormes dans les mains d'une poignée de capitalistes. Simultanément, il rejette de la production une quantité sans cesse croissante de travailleurs. Les mêmes causes qui président à l'accumulation du capital engendrent une mise en disponibilité croissante de

(6) Marx explique : « La demande de travail effective étant réglée non seulement par la grandeur du capital variable déjà mis en œuvre mais encore par la moyenne de son accroissement continu, l'offre de travail reste normale tant qu'elle suit ce mouvement. Mais quand le capital variable descend à une moyenne d'accroissement inférieure, la même offre de travail qui était jusque là normale devient désormais anormale, surabondante de sorte qu'une fraction plus ou moins considérable de la classe salariée ayant cessé d'être nécessaire pour la mise en valeur du capital, et perdu sa raison d'être, est maintenant devenue superflue, surnuméraire. Comme ce jeu continue à se répéter avec la marche ascendante de l'accumulation, celle-ci traîne à sa suite une surpopulation croissante. » (Karl Marx, *Le Capital*, Editions sociales, p. 73-74).

la force ouvrière. Accumulation du capital et accroissement de la surpopulation relative sont les deux axes indissociables d'un même mouvement. Accumulation de richesse à un pôle et accumulation de misère à l'autre pôle, voilà la loi générale de l'accumulation capitaliste.

Dans le mode de production capitaliste, le développement des techniques qui permet de décupler la puissance du travail humain et créer ainsi les bases matérielles de conditions de vie améliorées pour la masse de la population se tourne en fait en une puissance contraire qui s'oppose aux conditions d'existence même du salarié. La production capitaliste existe d'abord et avant tout pour la valorisation du capital, pour son accroissement. Les « puissances scientifiques » de la production, continuellement élargies, au lieu de servir à l'élimination de la misère des masses, servent à accroître le capital pendant qu'augmente le nombre de chômeurs et d'assistés sociaux.

*« Enfin, la loi qui toujours équilibre le progrès de l'accumulation et celui de la surpopulation relative, rive le travailleur au capital plus solidement que les coins de Vulcain ne rivaient Prométhée à son rocher. C'est cette loi qui établit une corrélation fatale entre l'accumulation du capital et l'accumulation de la misère, de telle sorte qu'accumulation de richesse à un pôle, c'est égal à accumulation de pauvreté, de souffrance, d'ignorance, d'abrutissement, de dégradation morale, d'esclavage, au pôle opposé, du côté de la classe ouvrière qui produit le capital même. »* (Marx, op. cit., p. 88).

L'accumulation du capital s'accompagne d'une accumulation de misère et de pauvreté.

### L'exemple d'un département

Examinons la situation classique d'un département français moyen depuis septembre 1984.

L'analyse officielle de la situation s'exprime dans les termes suivants : « le taux de chômage qui est donc de 12,9 % dans l'Eure est différent selon les bassins d'emploi. Evreux : 10,8 %. Il dépasse pour la première fois les 10 % dans le bassin d'Evreux qui outre le chef-lieu englobe les villes de Pacy, Saint-André, Damville, Conches, Verneuil, Breteuil. Le nombre de demandeurs d'emploi est passé de 5 753 en septembre 1983 à 7 281 en septembre 1984, soit une augmentation de près de 27 % en un an.

Vernon : 12,4 %. Dans le secteur Vernon, les Andelys, Gisors, le taux de chômage atteint 12,4 % avec une augmentation des demandeurs d'emploi de près de 24 % en un an (3 816 en septembre 1983 et 4 721 aujourd'hui).

Bernay : 13,8 % et Pont-Audemer : 14,8 %. Dans l'ouest du département, un des premiers secteurs touchés par la crise, l'augmentation du nombre des demandeurs d'emploi en un an est moins sensible qu'ailleurs : + 14,9 % dans le bassin de Bernay et + 3,5 % dans celui de Pont-Audemer.

Il est vrai que le taux de chômage est élevé depuis longtemps dans ces deux régions. Il atteint 13,8 % à Bernay (3 736 demandeurs) et 14,8 % à Pont-Audemer (3 120 demandeurs).

Louviers : 16 %. Le bassin d'emploi de Liyvières où se trouve également la vallée de l'Andelle, est désormais celui où le taux de chômage est le plus élevé. Il a détrôné Bernay et Pont-Audemer car 16 % des actifs sont privés d'emploi. Entre septembre 1983 et septembre 1984, le nombre de chômeurs a augmenté de près de 21 % en passant de 3 978 demandeurs à 4 807.

Le tableau I reproduit page 49 marque l'évolution de la situation dans le département

Dans le même département l'escalade de la précarité s'accélère, le préfet publie une statistique issue des diffé-

rents organismes de secours qui est édi-  
fiante :

#### Nombre de personnes recues en 1983 :

Passages à la délégation .....	3 600
Personnes accueillies .....	1 550
Personnes concernées .....	3 800
Nombre d'enfants concernés ..	1 600
Premier accueil en 1983 .....	1 106

#### Analyse des situations :

##### Nationalité :

Française .....	81 %
Etrangère .....	19 %

##### Age :

Moins de 25 ans .....	20 %
Moins de 40 ans .....	70 %

##### Situation familiale :

Mariés ou en couple .....	33 %
Célibataires .....	43 %
Séparés ou divorcés .....	24 %

##### Logement conditions précaires ;

(Ami, foyer, sans domicile fixe, etc.) .....	40 %
Dettes de loyers .....	25 %
Demandes d'hébergement d'urgence .....	8 %

##### Ressources :

Aucune ressource .....	38 %
Moins de 20 F par jour .....	85 %
Colis alimentaires distribués ...	1 500
Problèmes de santé .....	4 %

### Une situation d'ensemble

La situation n'est pas spécifique à l'Eure. Il suffit pour s'en convaincre d'un coup d'œil rapide sur le chômage dans l'ensemble du pays.

Le nombre d'emplois a diminué de 190 000 en 1983. Il s'agit de la plus mauvaise année de ce point de vue depuis 25 ans.

Les secteurs les plus touchés (diminution d'effectifs) sont le textile-habillement, cuir chaussures, industries du bois, c'est-à-dire les industries

traditionnelles de biens de consommation, ensuite viennent la sidérurgie, les matériaux de construction, le verre, la chimie lourde, le papier carton et le bâtiment, l'automobile (baisse d'effectifs supérieure à 3 % par an depuis 4 ans).

L'étude de l'INSEE sur l'emploi 1982-1983 constate : « *La croissance des effectifs des secteurs tertiaires a diminué de moitié entre les années 1975-1980 et les années 1980-1984. Elle ne suffit plus à compenser les pertes d'emplois industriels. Dans les commerces, les effectifs salariés progressent de plus en plus lentement et pourraient même diminuer au cours de l'année 1984, comme dans le secteur des transports-télécommunications dès 1983. Les services marchands ou non-marchands, en particulier la santé, avaient joué un rôle moteur dans la croissance de l'emploi tertiaire au cours des années 70. Ils enregistrent aujourd'hui des évolutions de plus en plus faibles si l'on excepte la croissance d'une partie de ces secteurs liée à la politique budgétaire menée en 1981 et 1982. Dès 1982, le nombre de salariés des services rendus aux entreprises s'est mis à fléchir en liaison avec la crise profonde que connaît l'industrie. (...) Depuis 1980, le rythme de baisse de l'emploi agricole avoisinerait à nouveau 3 % par an. Ce retour aux taux antérieurs pourrait être lié aux nouvelles mesures incitant les agriculteurs âgés à interrompre leur activité, et aux difficultés croissantes d'installation des jeunes, compte tenu des coûts élevés des investissements et de la faible rentabilité moyenne d'une exploitation.* »

Il est nécessaire, pour avoir un tableau d'ensemble de la situation de la classe laborieuse, d'ajouter (à ces données qui touchent tous les secteurs, voir les tableaux II et III) d'une part le chômage partiel et d'autre part les pré-retraités qui ne sont pas comptabilisés dans les statistiques.

TABLEAU I

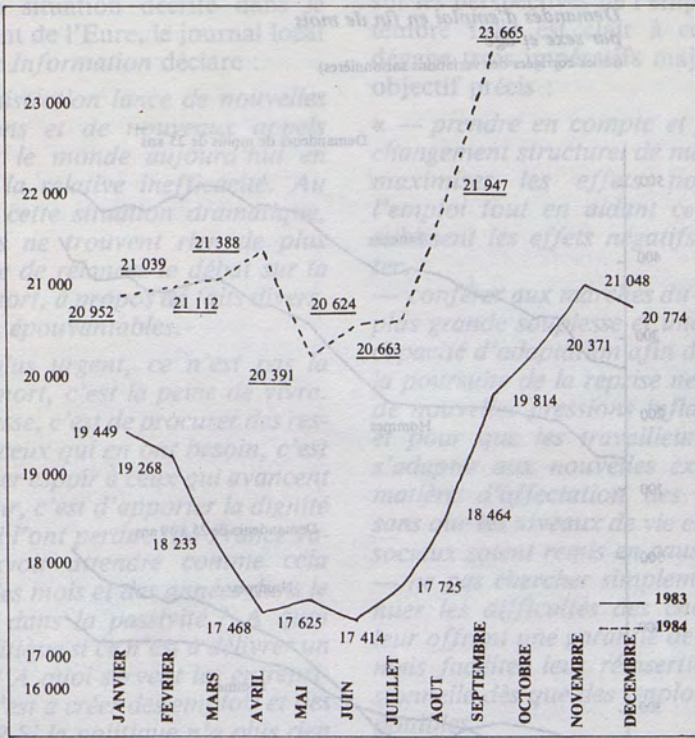
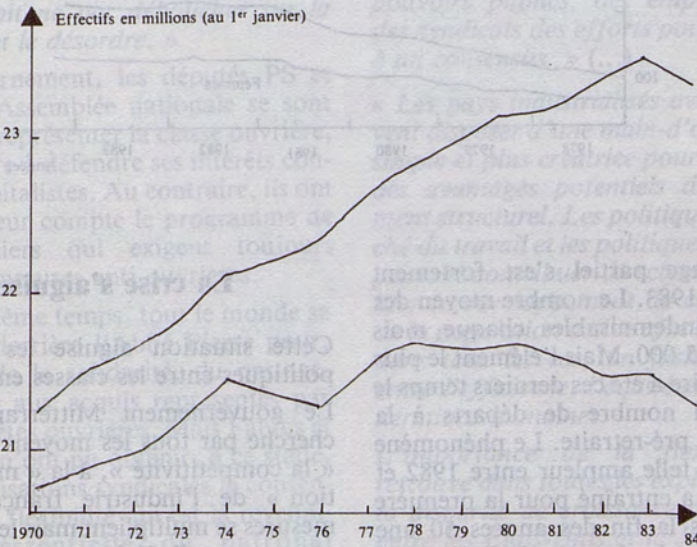


TABLEAU II

Emploi, population active et chômage, de 1970 à 1984

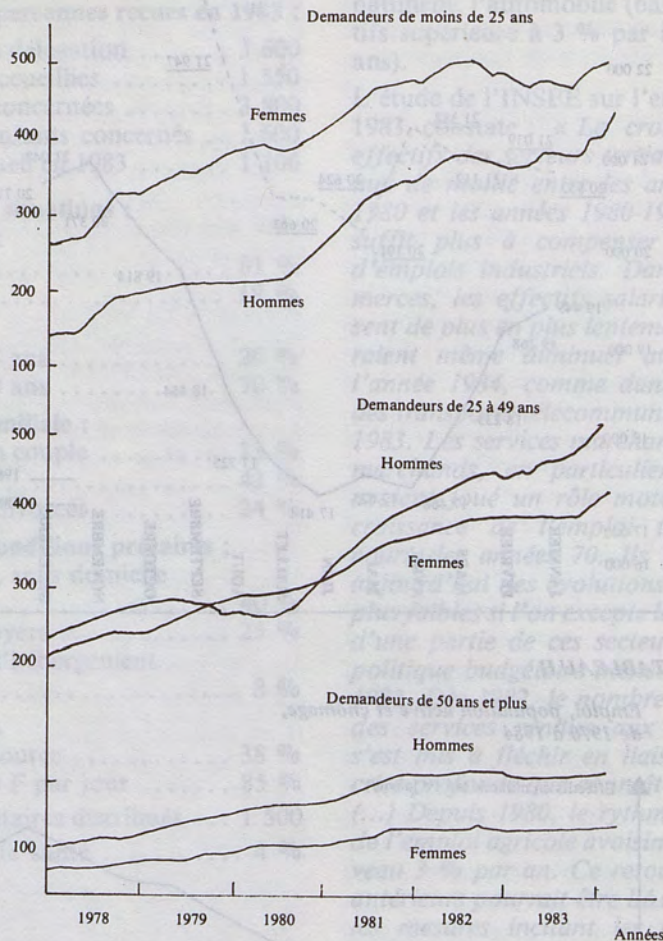


1. Les militaires du contingent sont inclus dans ces chiffres d'emploi.

TABLEAU III

**Demandes d'emploi en fin de mois  
par sexe et âge**

(séries corrigées des variations saisonnières)



Le chômage partiel s'est fortement étendu en 1983. Le nombre moyen des journées indemnisables chaque mois est de 1 215 000. Mais l'élément le plus spectaculaire a été ces derniers temps le très grand nombre de départs à la retraite ou pré-retraite. Le phénomène a pris une telle ampleur entre 1982 et 1983 qu'il a entraîné pour la première fois depuis la fin des années 50 une diminution de la population active totale.

### La crise s'aiguise

Cette situation aiguise les rapports politiques entre les classes en France.

Le gouvernement Mitterrand-Fabius cherche par tous les moyens à aider à « la compétitivité », à la « modernisation » de l'industrie française. Les mesures se multiplient mais le chômage augmente et l'affolement gagne tout le monde.



Face à la situation décrite dans le département de l'Eure, le journal local *Eure Inter Information* déclare :

« *L'administration lance de nouvelles commissions et de nouveaux appels mais tout le monde aujourd'hui en reconnaît la relative inefficacité. Au milieu de cette situation dramatique, les médias ne trouvent rien de plus urgent que de relancer le débat sur la peine de mort, à propos de faits divers, il est vrai, épouvantables.*

*Mais le plus urgent, ce n'est pas la peine de mort, c'est la peine de vivre. Ce qui presse, c'est de procurer des ressources à ceux qui en ont besoin, c'est de redonner espoir à ceux qui avancent dans le noir, c'est d'apporter la dignité à ceux qui l'ont perdue. La France va-t-elle pouvoir attendre comme cela pendant des mois et des années dans le silence et dans la passivité ? A quoi sert la politique si ce n'est à délivrer un message ? A quoi servent les entreprises si ce n'est à créer des emplois et des richesses ? Si la politique n'a plus rien à dire, si le gouvernement n'a rien à faire, si les entreprises n'ont plus rien à créer, on ne voit pas comment la détérioration de la situation générale du pays ne s'accélérerait pas et comment on pourrait ne pas déboucher sur la violence et le désordre. »*

Le gouvernement, les députés PS et PCF à l'Assemblée nationale se sont refusés à représenter la classe ouvrière, c'est-à-dire à défendre ses intérêts contre les capitalistes. Au contraire, ils ont repris à leur compte le programme de ces derniers qui exigent toujours d'autres mesures anti-ouvrières.

Dans le même temps, tout le monde se mobilise derrière l'Abbé Pierre pour, au nom de la solidarité, du partage, s'attaquer aux acquis représentés par les conquêtes ouvrières. Mais Fabius et le CNPF n'ont pu obtenir, à ce stade, des organisations syndicales le consensus sur la flexibilité qui est la revendication essentielle du patronat aujourd'hui. Le rapport de l'OCDE

sur les perspectives de l'emploi en septembre 1984 est clair à ce sujet. Il dégage trois impératifs majeurs et un objectif précis :

« — *prendre en compte et faciliter le changement structurel de manière à en maximiser les effets positifs sur l'emploi tout en aidant ceux qui en subissent les effets négatifs à s'adapter.*

— *conférer aux marchés du travail une plus grande souplesse et une meilleure capacité d'adaptation afin d'éviter que la poursuite de la reprise ne déclenche de nouvelles pressions inflationnistes, et pour que les travailleurs puissent s'adapter aux nouvelles exigences en matière d'affectation des ressources sans que les niveaux de vie et les acquis sociaux soient remis en cause*

— *ne pas chercher simplement à atténuer les difficultés des chômeurs en leur offrant une garantie de ressources mais faciliter leur réinsertion professionnelle dès que des emplois sont disponibles.*

*Les négociations collectives ayant une grande influence sur les arbitrages à opérer entre les emplois, le revenu et les conditions de travail, la mise en œuvre de ces politiques exigent des pouvoirs publics, des employeurs et des syndicats des efforts pour parvenir à un consensus. » (...)*

« *Les pays industrialisés avancés doivent disposer d'une main-d'œuvre plus souple et plus créatrice pour tirer parti des avantages potentiels du changement structurel. Les politiques du marché du travail et les politiques connexes peuvent contribuer directement à faciliter le développement de ces qualités de la population active afin de réaliser, dans tous les cas, un juste équilibre entre l'efficacité, l'équité et les considérations humaines.*

*L'importance de la flexibilité se retrouve dans toutes les explications de la disparité de croissance de l'emploi entre les Etats-Unis et le Japon d'une part et les grands pays européens de*

*l'autre ; cette disparité s'expliquerait en grande partie par la plus grande flexibilité des marchés du travail dans les deux pays qui occupent le premier rang. Les témoignages avancés à l'appui de cette thèse demeurent fragmentaires et il ne semble faire aucun doute que les marchés du travail américain, japonais et européen continueront d'avoir des caractéristiques socio-économiques différentes. Il faut donc définir avec précision les divers aspects de la flexibilité du marché du travail et réunir des preuves avant d'en tirer des conclusions réalistes sur l'action à mener. (...)*

*Si l'on veut pouvoir soutenir la reprise sans provoquer de nouvelles pressions inflationnistes, il faudra dans l'avenir immédiat continuer à pratiquer dans la plupart des pays membres une politique de modération des coûts de main-d'œuvre par rapport aux niveaux de productivité et ce pour deux raisons.*

*D'une part les marges bénéficiaires doivent être reconstituées pour contribuer à susciter des taux d'investissement suffisamment élevés pour soutenir la croissance de la production et de l'emploi. D'autre part, cette politique contribuera à ralentir le mouvement en faveur d'une substitution du capital au travail dans le processus de production. Les prélèvements assis sur les salaires et la législation relative à la sécurité de l'emploi ont aussi renforcé cette tendance en augmentant les coûts de main-d'œuvre non salariaux. »*

On ne peut être plus clair sur les objectifs, la reconstitution de marges bénéficiaires des entreprises, la compétitivité de l'économie française imposent que les droits arrachés par la classe ouvrière française soient remis en cause, que la précarité de l'emploi soit instituée pour tous. Mais il ne suffit pas de décréter pour obtenir. Le développement du chômage, la situation économique, la montée des prix, la baisse relative du pouvoir d'achat sont une réalité puissante.

La classe ouvrière, par l'abstention et de nombreuses grèves partielles, exprime un profond mouvement qui prend appui sur le rapport de force exprimé et imposé en 1981. Lors de la négociation sur la flexibilité, les organisations syndicales ont refusé. Elles ont dû prendre en compte cette situation.

Michel Jobert, ancien ministre de Pompidou et de Mitterrand, dans son quotidien du soir écrit : « *Les longues (sept mois) et infructueuses négociations entre le patronat et les syndicats sur la "flexibilité" du travail révèlent la profondeur du malaise et l'inadaptation de la société française. Voici quelques semaines, les négociateurs, au terme de leurs efforts d'ajustement aux nécessités, ou aux réalités comme on veut, allaient parapher l'accord. C'était sûr. Des chefs syndicaux responsables et courageux ayant mesuré leurs responsabilités historiques en quelque sorte, se sont publiquement prononcés pour cet accord. Mais ils ont voulu consulter "la base". La base a répondu : Non ! Il s'agit de la base syndicale, c'est-à-dire de l'infrastructure multiple des cadres et délégués à l'action professionnelle. » (Le Soir, 11 janvier 1985).*

Immédiatement, devant ce refus, le CNPF demande au gouvernement par la voix de Gattaz de reprendre la négociation, c'est-à-dire de décider par décret ou par mesure soumis à l'Assemblée nationale et donc imposé aux syndicats.

A deux mois des élections cantonales, le gouvernement Mitterrand-Fabius est pris dans l'étau de fer des relations de classes. Imperceptiblement, pendant que le maillon français de l'impérialisme devient de plus en plus faible, les conditions de l'explosion sociale s'accroissent.

Samedi 12 janvier 1985  
C. SALLERS

« UNE CONSTITUTION A LIRE AUT RESPECTER »

A LIRE

## LA GUERRE COMMENCE EN ALGERIE

par Mohamed HARBI

## CONDORCET, L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET LA NAISSANCE DU CITOYEN

par Catherine KINTZLER

## L'AFRIQUE ETRANGLEE

par René DUMONT et Marie-France MOTTIN

## PHILOSOPHIE - ECOLE, MEME COMBAT

(Colloque philosophique de Sèvres)

## VIETNAM

par Stanley KARNOW

Tous ces livres sont en vente à la SELIO  
87, rue du Faubourg-Saint-Denis - 75010 PARIS

Tous les livres dont il est rendu compte dans ce  
numéro de *La Vérité* sont en vente à la SELIO.

L'autre : cette disparité s'explique en grande partie par la plus grande flexibilité des marchés du travail dans les deux pays qui occupent le premier rang. Les témoignages avancés à l'appui de cette thèse demeurent fragmentaires et il ne semble faire aucun doute que les Japonais et Euro-

peens ont d'avoir des caractéristiques économiques différentes. Il faut donc définir avec précision les divers aspects de la flexibilité du marché du travail et des conclusions de la recherche.

Si l'on veut pouvoir saisir la raison sans provoquer de nouvelles polémiques inflationnistes, il faudra dans l'avenir immédiat privilégier la plupart que de modulation des coûts de main-d'œuvre par rapport aux facteurs de productivité et ce pour deux raisons. D'une part, les recherches effectuées jusqu'à présent démontrent que l'investissement est insuffisamment élevé pour soutenir la croissance de la production et de l'emploi. D'autre part, cette dernière contribuera à ralentir le processus de faveur d'une substitution du travail dans le processus de production. Les préférences des salariés et la sécurité de l'emploi sont en cause dans cette tendance en augmentant les coûts de main-d'œuvre non salariaux.

On peut être plus précis sur les objectifs à atteindre dans ce domaine. Il est clair que la précarité de l'emploi est instituée pour tous. Mais il ne suffit pas de décréter pour obtenir le développement du chômage, la situation économique, la montée des prix, la balance relative du pouvoir d'achat sont une réalité poignante.

La classe ouvrière, par l'abstention et de nombreuses grèves partielles, exprime un profond mouvement qui prend appui sur le rapport de forces exprimé et imposé en 1981. Lors de la négociation sur la flexibilité, les organisations syndicales ont refusé. Face

à cette situation, le gouvernement a décidé de reprendre le dialogue et de décider de mesures soumises à l'Assemblée nationale et donc imposées à tous les niveaux.

Tous les livres sont en vente à la VÉRITÉ, 10 rue de la Vierge, 75010 Paris. A deux mois des élections cantonales, le gouvernement Mitterrand-Fabius est pris dans l'étau de fer des relations de classes. Imperceptiblement, pendant que le maillon français de l'impérialisme devient de plus en plus faible, les conditions de l'explosion sociale s'accroissent.

Samedi 12 janvier 1985  
C. BALLERS

La classe ouvrière, par l'abstention et de nombreuses grèves partielles, exprime un profond mouvement qui prend appui sur le rapport de forces exprimé et imposé en 1981. Lors de la négociation sur la flexibilité, les organisations syndicales ont refusé. Face à cette situation, le gouvernement a décidé de reprendre le dialogue et de décider de mesures soumises à l'Assemblée nationale et donc imposées à tous les niveaux.

La classe ouvrière, par l'abstention et de nombreuses grèves partielles, exprime un profond mouvement qui prend appui sur le rapport de forces exprimé et imposé en 1981. Lors de la négociation sur la flexibilité, les organisations syndicales ont refusé. Face à cette situation, le gouvernement a décidé de reprendre le dialogue et de décider de mesures soumises à l'Assemblée nationale et donc imposées à tous les niveaux.

La classe ouvrière, par l'abstention et de nombreuses grèves partielles, exprime un profond mouvement qui prend appui sur le rapport de forces exprimé et imposé en 1981. Lors de la négociation sur la flexibilité, les organisations syndicales ont refusé. Face à cette situation, le gouvernement a décidé de reprendre le dialogue et de décider de mesures soumises à l'Assemblée nationale et donc imposées à tous les niveaux.

La classe ouvrière, par l'abstention et de nombreuses grèves partielles, exprime un profond mouvement qui prend appui sur le rapport de forces exprimé et imposé en 1981. Lors de la négociation sur la flexibilité, les organisations syndicales ont refusé. Face à cette situation, le gouvernement a décidé de reprendre le dialogue et de décider de mesures soumises à l'Assemblée nationale et donc imposées à tous les niveaux.

La classe ouvrière, par l'abstention et de nombreuses grèves partielles, exprime un profond mouvement qui prend appui sur le rapport de forces exprimé et imposé en 1981. Lors de la négociation sur la flexibilité, les organisations syndicales ont refusé. Face à cette situation, le gouvernement a décidé de reprendre le dialogue et de décider de mesures soumises à l'Assemblée nationale et donc imposées à tous les niveaux.

La classe ouvrière, par l'abstention et de nombreuses grèves partielles, exprime un profond mouvement qui prend appui sur le rapport de forces exprimé et imposé en 1981. Lors de la négociation sur la flexibilité, les organisations syndicales ont refusé. Face à cette situation, le gouvernement a décidé de reprendre le dialogue et de décider de mesures soumises à l'Assemblée nationale et donc imposées à tous les niveaux.

La classe ouvrière, par l'abstention et de nombreuses grèves partielles, exprime un profond mouvement qui prend appui sur le rapport de forces exprimé et imposé en 1981. Lors de la négociation sur la flexibilité, les organisations syndicales ont refusé. Face à cette situation, le gouvernement a décidé de reprendre le dialogue et de décider de mesures soumises à l'Assemblée nationale et donc imposées à tous les niveaux.

La classe ouvrière, par l'abstention et de nombreuses grèves partielles, exprime un profond mouvement qui prend appui sur le rapport de forces exprimé et imposé en 1981. Lors de la négociation sur la flexibilité, les organisations syndicales ont refusé. Face à cette situation, le gouvernement a décidé de reprendre le dialogue et de décider de mesures soumises à l'Assemblée nationale et donc imposées à tous les niveaux.

La classe ouvrière, par l'abstention et de nombreuses grèves partielles, exprime un profond mouvement qui prend appui sur le rapport de forces exprimé et imposé en 1981. Lors de la négociation sur la flexibilité, les organisations syndicales ont refusé. Face à cette situation, le gouvernement a décidé de reprendre le dialogue et de décider de mesures soumises à l'Assemblée nationale et donc imposées à tous les niveaux.

« UNE CONSTITUTION QU'IL FAUT RESPECTER »

## Le PCF et la Constitution de la V<sup>e</sup> République

par C. FOSTIER

**L**ES élections européennes du 17 juin 1984 ont marqué en France un tournant dans la situation politique. Marquées par une forte abstention ouvrière et une radicalisation au sein des forces de la bourgeoisie elles ont traduit une double polarisation qui a fait apparaître le gouvernement Mitterrand-Mauroy-Fiterman comme suspendu dans le vide ; sa base sociale ayant condamné sa politique et les forces de la bourgeoisie se regroupant contre lui. Elles ont été suivies par une série d'événements traduisant l'aggravation de la crise politique : manifestation du 24 juin organisée par la hiérarchie catholique, retrait de la loi Savary, annonce d'un référendum, démission du ministre de l'Éducation nationale accélérant celle du gouvernement tout entier, formation du gouvernement Fabius sans ministres du PCF, non du Sénat à Mitterrand.

Ainsi, après trois ans de gouvernement, la crise politique s'accroît et le mouvement des masses qui n'a pu être domestiqué, se dirige contre les institutions de la V<sup>e</sup> République à l'aide desquelles le gouvernement fait passer ses plans dirigés contre les travailleurs.

Depuis cet été 1984, la direction du PCF qui a, rappelons-le, décidé de quitter le gouvernement après un cuisant échec électoral, a adopté un nouveau discours à propos des institutions de la V<sup>e</sup> République et de sa Constitution. Rares sont aujourd'hui les interventions des responsables de ce parti dans lesquelles ne sont pas dénoncés avec véhémence la prééminence de l'exécutif sur le législatif autrement dit, l'abaissement du rôle du Parlement. S'il est vrai, et c'est un point essentiel sur lequel nous reviendrons, que l'abrogation de la Constitution, dans le droit-fil des positions du PCF depuis 1958, n'est jamais revendiquée, il n'en est pas moins nécessaire d'examiner les arguments actuellement avancés afin de mieux saisir le véritable sens de ce nouveau discours.

C'est ainsi que dans le projet de résolution préparatoire au 25<sup>e</sup> Congrès du PCF, on peut lire cette appréciation : « *Le gouvernement voit son statut réduit à un rôle d'exécutant des choix politiques du chef de l'Etat. Le Parlement ne dispose plus que d'un rôle abaissé pratiquement au point zéro.* » De même, au terme d'une réunion du groupe parlementaire PCF, le communiqué contient ce jugement : « *les parlementaires communistes ont constaté avec inquiétude l'abaissement du rôle du Parlement dans la vie nationale.* »

A la mi-novembre, *l'Humanité*, organe central du PCF, mène une enquête intitulée « *voyage au centre des institutions* » qui permet à ses auteurs de découvrir l'impossibilité pour la majorité parlementaire de s'opposer aux décisions gouvernementales. « *Il existe en effet, écrivent-ils, tout un arsenal à la disposition du gouvernement pour museler sa majorité parlementaire : l'article 49, alinéa 1 ; l'article 49, alinéa 3.* »

Enfin, quelques mois après que Claude Cabannes, éditorialiste de *l'Humanité*, eut écrit de la Constitution de 1958 qu'elle était la « *loi suprême du pays* », il est revenu à Charles Fiterman, ex-ministre des Transports et membre du Bureau politique, d'estimer que : « *L'une des raisons des difficultés de la non-application des lois et mesures positives décidées dans les premières années du septennat tenait au caractère des institutions politiques de notre pays.* »

Aucun doute n'est possible, le discours du PCF s'est modifié depuis sa sortie du gouvernement en juillet 1984. Ses responsables semblent soudain découvrir que le régime installé en 1958 a fait des partis politiques au pouvoir, des appendices de l'Etat. Et on voit fleurir dans la presse du PCF des affirmations jusqu'alors inhabituelles : « *la question de la démocratie ne peut prendre qu'une place capitale dans la démarche communiste du rassemblement contre*

*la crise* », peut-on y lire un jour pour, le lendemain, y trouver : « *Il s'agit d'élargir toujours plus la démocratie pour imposer le critère des hommes sur celui du secret de la finance et de l'Etat.* » Georges Marchais s'exclame : « *Nous voulons en France une véritable démocratie politique* », suivi par Charles Fiterman se prononçant en faveur d'une « *démocratie moderne* » : « *Je parle d'instaurer une nouvelle République.* »

Au préalable, notons que pour les travailleurs qui ont porté à l'Assemblée nationale une majorité PS-PCF, le respect de la démocratie a un contenu bien précis : la majorité PS-PCF doit faire ce pour quoi elle est élue. Telle n'est pas, comme on va le voir, la conception de la démocratie que se font les dirigeants du PCF. Bien au contraire.

D'une part, disent-ils, les trois années de gouvernement PS auquel nous n'avons participé que de façon marginale démontrent l'impossibilité d'une amélioration de votre sort par « *le haut* », en raison d'un blocage dû à la politique menée par le Parti socialiste qui détient à lui seul la majorité à l'Assemblée nationale. C'est ce qu'exprime avec une grande clarté le journal *L'Humanité* : « *L'attente de changement d'en haut est rangée au Musée de l'Histoire.* »

D'autant plus que les dirigeants du PCF prétendent constater un appauvrissement de la vie politique, une perte de responsabilité des citoyens qui n'ont, disent-ils, aucun moyen de peser sur les décisions prises. Les institutions, poursuivent-ils, en raison de leur caractère « *monarchique* », paraissent lointaines aux gens et la vie politique s'en trouvant amenuisée, il revient au PCF d'« *œuvrer pour le développement de la place des gens dans la vie politique* », par leur rapprochement avec le pouvoir.

C'est ici qu'intervient la seconde idée importante avancée aujourd'hui par le PCF. En effet, à la question : « *Où est*

le pouvoir réel », Georges Marchais, s'appuyant sur l'exemple d'Yvon Gattaz, président du CNPF détenant un grand pouvoir économique sans être ministre, répond : *« C'est une illusion de penser que le pouvoir n'est rien d'autre que le pouvoir d'Etat et qu'en conséquence il faut d'abord voter pour changer le gouvernement avant de commencer à agir pour changer les choses. C'est le contraire. C'est partout où les décisions sont prises qu'il faut intervenir pour en imposer d'autres ; c'est dans chaque domaine de la vie sociale qu'il faut par la lutte faire reculer la crise conquérir de nouveaux avantages, de nouvelles positions, de nouveaux droits. »*

Tous les travailleurs connaissent l'origine des licenciements, de la baisse du pouvoir d'achat et de la remise en cause des acquis : la politique pro-capitaliste menée depuis 1981 par les gouvernements Mauroy-Fiterman — poursuivie par Fabius, à laquelle s'est soumise la majorité PS-PCF. Et tous savent que ce sont les décisions prises « en haut » grâce à la Constitution de 1958, qui ouvrent la voie au patronat pour décider des plans dirigés contre les travailleurs.

C'est alors le moment choisi par les dirigeants du PCF, qui chaque matin se désolent de l'impuissance d'un Parlement face à la politique d'austérité menée par le gouvernement, pour faire croire aux travailleurs que les solutions par le haut, c'est-à-dire par la souveraineté de la majorité PS-PCF relèveraient de l'utopie.

Il leur faudrait, selon eux, prendre le pouvoir partout... où il n'est pas réellement, tel est en effet le contenu de cette déclaration de Charles Fiterman qui donne tout son sens à sa proposition d'une nouvelle République : *« Je parle d'instaurer une nouvelle République dans le pays et je crois que cela passe d'abord par l'entreprise, par la vie économique, par l'accès à la responsabilité des gens. »*

## Des licenciements

### « raisonnables » et « auto-gérés »

Les exemples concrets de cet « accès à la responsabilité des gens » envisagé par le PCF indiquent clairement son contenu.

Contre les licenciements et la baisse du pouvoir d'achat, il est proposé aux travailleurs de s'investir dans la gestion des entreprises : *« Il faut, selon Philippe Herzog, changer la gestion des entreprises et il faut que ce soit les gens eux-mêmes qui le fassent. »* De quelle manière ? En développant, dit-il, des *« luttes tous azimuts telles que par exemple l'élaboration de tableaux de financement alternatifs à ceux des directions »*. C'est ce que les responsables du PCF appellent « faire de la politique autrement ».

L'illustration en est donnée par ce qui vient de se passer à Creusot-Loire. Le gouvernement vient de décider le licenciement de 2 600 salariés pour l'usine centrale, celle de la ville même du Creusot.

Dans ce cas précis, la « nouvelle » politique qu'il propose a consisté pour le PCF à soutenir un plan alternatif, le plan Robleu, du nom d'un cadre de cette entreprise, qui prévoyait 1 700 licenciements. Lorsque la décision a été prise « en haut » de licencier 2 600 travailleurs, le PCF s'est lamenté en ces termes : *« Les médias ont fait un silence remarquable autour de la proposition (plan Robleu) venue du Creusot qui, reconnaît le Tribunal de Commerce de Paris, repose sur une bonne connaissance de l'entreprise et est construire de façon sérieuse et permettant la reprise d'un nombre raisonnable de salariés. Et c'est le refus de cette proposition (1 700 licenciements) qui aujourd'hui risque de coûter cher, très cher. Or, c'est cette solution humaine, moderne, démocratique, qu'il faut faire prévaloir en rassemblant tous les intéressés, en déployant la lutte contre la casse. »*

Voici donc un premier exemple des solutions par le bas vantées aujourd'hui par le PCF : rassembler ouvriers, cadres, et l'archevêque d'Autun, Monseigneur Lebourgeois, pour organiser ensemble et démocratiquement le licenciement de 1 700 travailleurs.

Aux 10 000 travailleurs du Creusot qui, le 6 septembre, se rassemblent en une puissante manifestation en tête de laquelle ils placent les élus PS et PCF, montrant par là même leur volonté de voir respecté le mandat qu'ils ont confié à la majorité PS-PCF, de voir appliquer la démocratie, les dirigeants du PCF opposent ce que Paul Boccara, membre du comité central, appelle « *des rassemblements décentralisés et majoritaires partiels. Ceux-ci pourraient se fonder avant tout sur l'intervention des travailleurs dans la gestion des entreprises et de toutes les activités, et en relation avec elle sur l'intervention des gens dans la vie des localités et des régions.* »

C'est d'ailleurs à ce niveau, celui des régions et des municipalités que le PCF propose de régler le problème de l'emploi. Alors que les dizaines de milliers de licenciements dans l'automobile, les chantiers navals, etc. sont autorisés par la politique menée « d'en haut », Georges Marchais, dans le même discours où il revendique une « démocratie politique » affirme : « *Nous avons donc lancé l'idée de créer des fonds régionaux d'initiatives décentralisées pour l'emploi et la formation. Ces fonds régionaux, gérés de façon décentralisées, regrouperaient les représentants des pouvoirs publics, des employeurs et des travailleurs, des élus et des banques.* »

Après le repli sur leur entreprise afin d'y disputer une part de gestion à leur patron, les travailleurs sont invités à se rassembler avec eux pour y discuter de l'emploi, c'est-à-dire de la meilleure façon d'organiser les licenciements : « *Ces choix anti-crise impliquent une*

*véritable décentralisation qui a pour nom : autogestion communale* ».

### Respecter la Constitution de la V<sup>e</sup> République

La boucle est ainsi bouclée. D'une critique de certains aspects des institutions, les dirigeants du PCF aboutissent à quelques propositions « originales » : l'autogestion communale, la gestion des entreprises par les ouvriers, et une « véritable décentralisation » dont tous les travailleurs savent qu'elle est aujourd'hui le moyen utilisé par le gouvernement pour infliger ses plans meurtriers...

Une question vient naturellement à l'esprit : à quoi peut-on donc bien servir un discours dénonçant les institutions mais qui a pour traduction concrète une politique assurant la mise en place d'une politique d'austérité menée à l'aide de ces mêmes institutions ?

Les dirigeants du PCF sont conscients de plusieurs choses. Tout d'abord, ils sont bien placés pour savoir que c'est la maturation du mouvement des masses qui a créé une situation dans laquelle il leur devenait de plus en plus difficile de participer au sauvetage du régime en restant au gouvernement.

Ensuite, ils peuvent, comme tout un chacun, constater le degré atteint par la crise politique et enfin ils observent que les attaques du capital et du gouvernement amènent de plus en plus les travailleurs à se heurter aux institutions de la V<sup>e</sup> République dont les dirigeants du PCF connaissent les failles.

Mais c'est justement ce qui inquiète les responsables du PCF contraints de remarquer : « *En discréditant les partis, les élus du suffrage universel et les institutions intermédiaires, le capitalisme en crise joue gros : sans mouvement populaire de masse, il dispose d'un Etat à sa dévotion ; mais en affaiblissant les mécanismes institutionnels qui peuvent amortir les chocs de la lutte des classes, il se prive des rem-*



*parts qui peuvent le protéger d'un éventuel mouvement populaire anti-crise. »*

On comprend dans ces conditions la véritable portée de la politique menée par le PCF : alors que par le biais des institutions de la V<sup>e</sup> République, c'est l'Etat bourgeois lui-même qui est menacé, il faut détourner le mouvement des masses vers de pseudo pouvoirs locaux, régionaux, etc., afin de mieux servir de rempart au seul pouvoir qui soit, le pouvoir d'Etat.

On voit ainsi comme un discours dénonçant les institutions et revendiquant la démocratie politique est utilisé à des fins visant à la préservation de ces mêmes institutions au détriment de la démocratie. Par conséquent, on devine aisément les raisons pour lesquelles le PCF ne réclame en rien l'abrogation de la Constitution de 1958, mais au contraire se prononce par son respect : *« Nous demandons qu'elle soit au moins respectée et que le gouvernement soit effectivement responsable devant le Parlement »*, déclare Guy Ducloné, vice-président du groupe parlementaire du PCF, qui ajoute *« Je suis sûr que le pays a besoin d'une participation plus grande des citoyens à la vie politique, de l'entreprise à l'Etat. »*

### **Le PCF et l'instauration de la V<sup>e</sup> République**

Il est nécessaire de revenir sur les conditions de la mise en place de cette Constitution dont le PCF réclame le respect.

En 1958, la bourgeoisie française est en déclin. Elle se doit de liquider son empire colonial, voit son régime parlementaire se décomposer et s'avérer de moins en moins capable de maîtriser ses propres contradictions que la guerre d'Algérie porte à un point de rupture alors que les forces de la classe ouvrière sont intactes malgré la politique de ses directions PS et PCF.

Après la crise ministérielle du 15 avril 1958, l'Assemblée nationale vote l'investiture de M. Pflimlin. Le 13 mai à Alger, les colons qui refusent tout compromis et voient en Pflimlin un homme d'abandon de l'Algérie française, organisent une grève générale et une manifestation qui se transforme en véritable insurrection. Un Comité de salut public est formé à la tête duquel se trouve le général Massu qui, avec Salan, apportent à ce mouvement l'appui de la hiérarchie militaire. C'est un coup d'Etat qui commence.

Le premier résultat de ce coup d'Alger fut l'investiture de Pflimlin qui, dès sa première déclaration, confirma son attachement à l'Algérie française et sa confiance au général Salan, lui-même à la tête des ultras d'Alger.

Dès le départ, Pflimlin s'était fixé pour objectif de sauver le régime, de préserver l'unité de l'armée et de maintenir l'ordre. L'Etat bourgeois était en effet dans une situation périlleuse, comme coupé en deux entre Alger et Paris, ouvrant ainsi une brèche dans laquelle pouvait s'engouffrer une classe ouvrière combative et menaçante. La politique de Pflimlin était toute tracée : composer avec Alger, avec les ultras, espérer un accord avec les « factieux ». Toute une partie de la bourgeoisie et de sa représentation politique espèrent encore que le système politique parlementaire est encore le meilleur moyen de résoudre ses contradictions et appelle les ultras à respecter la raison d'Etat.

Mais le 15 mai, le général de Gaulle entre en scène, par sa candidature au pouvoir afin de sauver la nation divisée et l'Etat bourgeois menacé, et est immédiatement soutenu par Alger où la pression monte.

Afin de sauver l'ordre et le régime, Pflimlin fait voter le 16 mai la loi constituant l'état d'urgence qui interdisait toute manifestation et toute réunion publique. Le 20 mai, il fait voter des pouvoirs spéciaux pour l'Algérie qu'il

transmet au général Salan. Cette politique de conciliation avec les colons et les généraux d'Alger fraie le chemin du pouvoir au général de Gaulle de plus en plus soutenu par une bourgeoisie qui progressivement estime que seul un sauveur, un homme providentiel, parviendra à remettre l'Etat bourgeois sur les rails. Le dimanche 1<sup>er</sup> juin, celui-ci se voit accorder l'investiture, et le lendemain, le nouveau gouvernement reçoit les pleins pouvoirs pour six mois. Quelle a été, pendant ces jours décisifs, la politique du PCF dont nous n'abordons ici que quelques aspects ? (1)

Le 13 mai au matin, *l'Humanité* jugeait en ces termes le gouvernement Pflimlin : « M. Pflimlin a dissipé lui-même l'équivoque qui entourait sa tentative. Il y a quelques semaines encore, il affirmait qu'on ne réglerait rien par la force en Algérie. Nous voilà maintenant fixés. Il poursuivra la guerre en essayant de faire mieux que ses prédécesseurs. » Le lendemain, on apprenait que lors du vote d'investiture, les députés du PCF s'étaient abstenus pour donner, selon un communiqué du groupe parlementaire « la possibilité au gouvernement de se constituer. » La raison ? « Le président désigné déclare qu'il ne cédera pas devant le coup de force factieux. »

Ainsi donc au moment où les masses sont prêtes à lutter pour défendre leurs droits et leurs conquêtes, pour imposer la paix en Algérie, la direction du PCF les met à la remorque d'une fraction de la bourgeoisie prête à capituler devant les « ultras ». Les dirigeants du PCF iront jusqu'au bout de cette politique : le 16 mai ils voteront l'état d'urgence qui supprime le droit de manifestation, le droit de se réunir et fournit ainsi au gouvernement les moyens légaux d'attaquer le mouvement ouvrier. Etienne Fajon explique ce vote de la

façon suivante : « Par 461 voix contre 114, les députés approuvaient l'état d'urgence contre les menées factieuses. Tout en formulant les réserves qui s'imposaient, le groupe communiste guidé par la préoccupation essentielle de faire échec à l'entreprise de la dictature et par la nécessité d'un vote massif à cet effet, apportait ses suffrages au projet. En déclenchant l'assaut contre la République, il y a quatre jours, de Gaulle et ses complices croyaient vaincre sans coup férir. Leur coup a manqué. C'est la démocratie, ose-t-il conclure, qui a remporté une première victoire. » Mais ce n'est pas tout : le 20 mai, les députés du PCF voteront avec l'ensemble de leurs collègues un texte qui exprime « à nos soldats et à leurs chefs la profonde reconnaissance de la nation pour les services rendus à la patrie et au drapeau de la République qui, dans la légalité, sortiront vainqueurs de l'épreuve actuelle. » « Leurs chefs », c'est-à-dire Salan et Massu ! Ces prises de position, cet alignement complet sur la bourgeoisie ne pouvaient que désorienter les masses pourtant prêtes à combattre. Parallèlement à sa politique menée au Parlement, le PCF organisa systématiquement la démobilisation des travailleurs. Du 13 au 28 mai, ce fut l'ère dite de la vigilance qui combinait les grandes proclamations, les réunions inutiles de comités bureaucratiquement composés, et l'affolement organisé des militants, en un mot, une vaine et stérile agitation qui avait pour fonction de remplacer l'action.

Pourtant, malgré la politique menée par le PS et le PCF, 300 000 travailleurs manifestèrent le 28 mai et les mots d'ordre les plus repris étaient : « Paix en Algérie », « le fascisme ne passera pas ». Ce défilé impressionnant et militant aurait pu servir de point de départ à une mobilisation plus vaste encore et être utilisé comme un tremplin vers la grève générale.

Le lendemain, *l'Humanité* appelle à l'union de tous les républicains et ne

(1) Voir à ce sujet la brochure de R. Langlade « Comment de Gaulle a pris le pouvoir ».

donne aucune consigne. Enfin, le 30 mai, la Fédération de l'Education nationale organise la première grève générale à l'échelle de toute une corporation et un meeting à Paris auquel ses dirigeants invitent tous les travailleurs. Le PCF et la CGT ne répondent pas à cet appel. Le 1<sup>er</sup> juin, de Gaulle parvient au pouvoir. Le gouvernement Pflimlin soutenu par le PCF, couvrant Massu, Salan, et l'armée, avait pavé la route du général de Gaulle.

Les contradictions sociales, économiques et coloniales que le système parlementaire n'a pu contenir, ont contraint la bourgeoisie à faire appel à « l'homme providentiel » afin de sauver son Etat. Cette transition d'un système de domination à un autre, grosse d'une irruption révolutionnaire des masses, n'a pu se dérouler sans grand dommage pour la bourgeoisie qu'en raison de la politique des directions du mouvement ouvrier. Pour sa part, le PCF a parfaitement joué son rôle de défenseur de l'Etat bourgeois en empêchant les masses d'utiliser dans leurs propres intérêts la crise de domination que connaissait alors la bourgeoisie. Il a ainsi fortement contribué à la mise en place des institutions de la V<sup>e</sup> République. Ce n'est qu'une fois assurée la défaite sans combat des travailleurs, permettant la mise en place de la V<sup>e</sup> République, qu'il dénoncera les institutions de celle-ci comme antidémocratiques avant d'y voir le cadre légitime de l'union de la gauche.

### Une stratégie constante

La politique menée par le PCF depuis 26 ans peut à première vue apparaître comme aberrante.

En mai 1958, le système de démocratie parlementaire dans lequel la classe ouvrière possède ses organisations est directement menacé par un coup d'Etat bonapartiste dont le but avoué est la liquidation des syndicats et partis ouvriers, dont le PCF. Les dirigeants de ce parti mènent une politique de

soutien à une aile de la bourgeoisie prête à capituler devant de Gaulle. Plutôt que d'organiser la mobilisation des masses, le PCF préfère l'installation d'un régime bonapartiste. Dix ans plus tard, 10 millions de travailleurs sont en grève générale, occupent les usines et veulent en finir avec de Gaulle. Le pouvoir est à prendre. Le PCF paralyse le mouvement, assure la reprise du travail, et sauve le pouvoir chancelant.

En 1977, les partis ouvriers remportent une victoire écrasante aux élections municipales qui précèdent d'un an les législatives pour lesquelles tout le monde s'accorde à prévoir une défaite des partis RPR-UDF. En août 1977, revenant de vacances en Corse Georges Marchais découvre que le Parti socialiste est un parti socialiste-démocrate et entame une campagne de division où tous les coups sont réservés à la direction du PS. La majorité RPR-UDF remporte la majorité des sièges au 2<sup>e</sup> tour, le régime est une nouvelle fois sauvé. De 1978 à 1981, la division redouble et au cours de la campagne électorale des présidentielles de 1981, le candidat « anti-Giscard » Georges Marchais réserve ses coups contre François Mitterrand, seul capable de battre Giscard. De 1981 à juillet 1984, le PCF siège au gouvernement, y applique avec constance une politique procapitaliste utilisant à cette fin tous les mécanismes de la Constitution née du coup d'Etat de 1958. Cette Constitution qu'il prétend améliorer en coulant sa politique dans le moule de la « décentralisation » et de la « régionalisation » qui sont précisément des instruments du régime bonapartiste. (2)

Au premier abord, la politique de ce parti que l'on nous présente tantôt comme révolutionnaire, tantôt comme électoraliste, peut paraître surprenante, aboutissant pour lui à une cascade de défaites électorales...

(2) Ces problèmes feront l'objet d'un prochain article de *La Vérité*.

Cependant, au-delà des modalités diverses qu'elle peut revêtir, une constante se dégage : le soutien complet aux institutions de la V<sup>e</sup> République et à sa Constitution. Le PCF aurait-il donc un goût prononcé pour le bonapartisme, comme le PCI italien une préférence pour la démocratie parlementaire, ou le PCE espagnol un penchant pour les institutions franquistes ?

Remarquons tout d'abord qu'au sortir de la 2<sup>e</sup> Guerre mondiale, le PCF a apporté son active contribution à la mise en place de la IV<sup>e</sup> République et de son régime parlementaire qu'il a défendu jusqu'en mai 1958 contre toute menace venant... de la classe ouvrière, année où il ouvre la voie du pouvoir au général de Gaulle instaurant son régime bonapartiste.

Et c'est maintenant depuis plus d'un quart de siècle que contre vents et marées, et qu'au prix de pertes électorales et militantes, il défend inlassablement les institutions en place.

Ainsi donc, depuis 1945-46, le PCF a défendu deux types de systèmes politiques de la bourgeoisie : la démocratie parlementaire et le bonapartisme.

C'est qu'en réalité, la politique de ce parti n'est pas déterminée par les formes que prend à un moment donné la domination de classe de la bourgeoisie

ni par ce qui apparaît comme lui étant le plus favorable. Les causes réelles de sa politique sont à chercher ailleurs : l'appareil dirigeant du PCF est partie intégrante de l'appareil international, dirigé par la bureaucratie du Kremlin. Cette couche sociale contre-révolutionnaire qui a exproprié le prolétariat soviétique du pouvoir, craint plus que tout le développement de la révolution prolétarienne, et apporte par conséquent son soutien, quelque en soit le prix, à la défense de l'Etat bourgeois sous les formes où il existe.

Dans le précédent numéro de la revue, il a été expliqué que « *l'Etat n'est pas une idée ou une autorité abstraite mais une réalité matérielle qui se concentre dans sa fonction de coercition à l'égard de la société exercée au compte de la classe dominante. Les institutions constituent donc la forme concrète d'existence d'un pouvoir d'Etat donné, d'une forme de domination précise.* »

En soutenant la démocratie parlementaire de 1946 à 1958, puis les institutions bonapartistes jusqu'à nos jours, le PCF n'a pas affirmé sa préférence pour l'une ou pour les autres, mais plutôt son attachement à la défense de l'Etat bourgeois quelles qu'en soient ses formes immédiates.

C. FOSTIER

Dans

## « TRIBUNE INTERNATIONALE »

N° 27 (janvier 1985)

— Un ensemble de documents sur les positions et l'activité du Parti des Travailleurs du Brésil : le combat pour la démocratie face au collège électoral de la dictature

**La « reconversion industrielle en Europe » : la riposte.**

**Un dossier sur la situation dans l'Etat espagnol : plans de licenciements et lutte des travailleurs.**

— La résolution adoptée par le Congrès de réunification de la Fédération des Mineurs du Pérou

**La reproduction du document secret pour la réunion du Conseil national de Sécurité US pour l'Amérique Centrale.**

La Pologne à l'heure du FMI :

Des articles sur l'Afrique, la Nouvelle-Calédonie, le XXIX<sup>e</sup> Congrès du PCI.

## TRIBUNE INTERNATIONALE

Journal politique de « IV<sup>e</sup> Internationale »

(Centre international de reconstruction)

le numéro : 10 F

(Voir les conditions d'abonnement, la formule d'abonnement couplé avec *La Vérité*, à la fin de la revue)

Les causes réelles de la situation sont à chercher ailleurs. Les causes réelles de la situation sont à chercher ailleurs.

# « TRIBUNE INTERNATIONALE »

N° 27 (janvier 1982)

Un ensemble de documents sur les positions et l'activité du Parti des Travailleurs du Brésil : le combat pour la démocratie face au collège électoral de la dictature.

La « reconversion industrielle en Europe » : la riposte. Un dossier sur la situation dans l'état.

Espagne : plans de licenciements et lutte des travailleurs. La résolution adoptée par le Congrès de réunification de la Fédération des Miniers du Pérou.

La reproduction du document secret pour la réunion du Conseil national de Sécurité des US pour l'Amérique Centrale. La Pologne à l'honneur du FMI. Des articles sur l'Afrique, la Nouvelle-Calédonie, le XXIX<sup>e</sup> Congrès du PCI.

# TRIBUNE INTERNATIONALE

Journal politique de « IV<sup>e</sup> Internationale » (Centre international de reconstruction) le numéro : 10 F

(Voir les conditions d'abonnement, la formule d'abonnement couplé avec La Vérité, à la fin de la revue)

CHRONIQUE : DEFENSE DU MARXISME

## A propos du « Déclin du marxisme » de Lucio Colletti

par Pierre RAPHAEL

**A**VANT d'en venir au vif du sujet, sacrifions aux présentations d'usage : Lucio Colletti, né en 1924, est professeur de philosophie à l'université de Rome. Pendant 14 ans, de 1950 à 1964, il fut membre du Parti communiste italien.

Aujourd'hui, après bien des tournants intellectuels et politiques, il nous livre enfin, dans un ouvrage traduit récemment en français, sous le titre aguichant « Le déclin du marxisme », cette vérité tout à la fois insoutenable et bouleversante : « Le marxisme est en crise. »

Comme il fallait s'y attendre, cette déclaration officielle de rupture fut accueillie par une certaine presse avec une jubilation fort peu feinte : cette fois-ci le coup de grâce est vraiment donné, et, qui plus est, il l'est par les pistolets de la théorie pure ! C'est ainsi qu'on relève, dans le journal *Libération* du 24 septembre 1984, ce verdict sans appel : le livre de Colletti « a le mérite, assez rare, de réfuter, au sens de Popper, le marxisme, non pas par des arguments politiques qui évaluent le destin politique et les incarnations des théories de Marx, mais par des arguments strictement philosophiques qui en soulignent les impasses ».

### Un nouvel assaut...

Bigre ! L'assaut est si rude que les bras nous en tombent. Tâchons cependant de faire face. Et pour commencer, accordons sans peine au plumitif de *Libération* que la production de pacotille servie en France depuis des années par des charlatans prompts à dénoncer en Marx « le père du Goulag », si du moins elle a jamais pu prétendre au rang de « réfutation du marxisme à coup d'arguments politiques », a indiscutablement provoqué à la longue une certaine nausée. Le besoin d'un « supplément d'âme » était dans l'air : les hasards d'une traduction bâclée et l'incomparable sixième sens par lequel

certain éditeurs et journalistes devan- cent la demande de leur clientèle sociale ont fait le reste.

Venons-en maintenant au fond de l'affaire. Qu'il soit pour le moins incongru, voire franchement comique, de vouloir « **régler son compte au marxisme à coup d'arguments strictement philosophiques** », quand on sait que la résolution prise en commun par Marx et Engels de régler leur compte avec leur « **conscience philosophique d'autrefois** » a pour ainsi dire signé l'acte de naissance du marxisme, voilà qui n'effleure même pas le journaliste de *Libération*. Rendons au moins à Colletti ce qui est à Colletti : avoir su discerner que le « secret » du marxisme résidait avant tout « **dans l'unité de la théorie et de la pratique que la doctrine a réalisé** » (1). Quant au « secret » de Colletti, il n'est peut-être pas si étranger que cela aux pesan- teurs de l'histoire concrète. Pour le savoir, il faut se résoudre à suivre un moment Colletti sur le terrain qui est le sien, et, pour parler comme Engels, à « **mordre dans cette pomme acide** ».

Le nerf de l'argumentation philosophi- que développée par notre auteur tient à cette distinction à ses yeux essentielle : la distinction, introduite par Kant dans un Essai de 1763, entre « l'opposition réelle » et la « contradiction ». Quel sens faut-il lui attribuer, et comment expliquer la fascination qu'elle exerce sur Colletti ? Elle signifie d'abord que la « contradiction » (entre A et non-A) ne peut jamais être que le fait de la pensée : la contradiction est seulement logique, elle ne se rencontre que dans la sphère du discours, jamais dans les choses. Ce qui en revanche se rencon- tre dans la réalité, aussi bien dans la nature que dans la société, ce sont uni- quement et exclusivement des « oppo- sitions réelles », c'est-à-dire des con- flicts opposants deux choses positives

(A et B), jamais une chose positive (A) à une chose négative (non-A).

Empruntons à Kant l'exemple, souvent retenu par Colletti, d'un corps soumis à deux forces contraires : l'une de ces forces imprime au corps un mouve- ment dans une direction déterminée, l'autre s'exerce avec une égale puis- sance sur le même corps, mais dans la direction contraire. L'action de cha- cune des forces annulant celle de l'autre, le résultat de cette compensa- tion réciproque n'est autre que le repos. Tel est le modèle de toute « opposition réelle » (ou « Realrepug- nanz » comme Kant l'appelle encore). Si l'on adopte ces prémisses, c'est alors tout le matérialisme histori- que qui se trouve ruiné dans sa préten- tion à la scientificité. On ne peut à la fois, insiste Colletti, faire œuvre de science et admettre l'existence de « contradictions dans la réalité ». Il y a là, selon lui, une incompatibilité radicale : « **Pour la science — comme on le sait (sic) — les contradictions sont seulement logiques, sont toujours et uniquement des « erreurs subjectives à éliminer** » (2).

Tout se ramène finalement à cette anti- thèse centrale : d'un côté, le monde de la « science », qui a lié à jamais son sort au principe de non-contradiction (une chose ne peut être à la fois elle- même et son contraire), et où n'ont donc droit de cité que les « **oppositions réelles** » ; de l'autre, le monde des « **idéologies** », où le marxisme, pour avoir parlé de « contradictions objec- tives », côtoie pêle-mêle Hegel, Heideg- ger et Nietzsche dans une même « **réac- tion contre la science** » (d'où, soit dit en passant, le titre italien original de l'ouvrage *Tramonto dell'Ideologia* — le crépuscule des idéologies —). Alors, querelle de mots ou méritoire effort de rigueur ? Un premier indice nous mettra sur la bonne voie. En réac- tivité, contre la dialectique matériali- ste, la distinction opérée en son temps par Kant, Colletti s'attribue un peu vite le mérite exclusif d'une véritable

(1) : Le déclin du marxisme, page 167

(2) : Le déclin du marxisme, page 115



« redécouverte ». Le mot d'ordre du « retour à Kant » a en effet dans le mouvement ouvrier une longue histoire ; bien entendu, Colletti avait dès 1974 prévenu l'objection : « **Mon intérêt pour Kant n'a donc rien de commun**, protestait-il alors, **avec celui des révisionnistes allemands de la Seconde Internationale, Edouard Bernstein ou Conrad Schmidt, qui étaient attirés, eux, par l'éthique de Kant. J'ai essayé, au contraire, de réévaluer l'apport de Kant à l'épistémologie, contre l'héritage de Hegel** ». (3)

### ...Avec les armes d'Eugen Dühring

Ce que Colletti ignore — ou plutôt, feint d'ignorer — c'est que le premier « théoricien », dans la social-démocratie allemande, à mobiliser la doctrine kantienne des « oppositions réelles » contre la dialectique de Hegel ne fut autre... qu'Eugen Dühring lui-même, ce privat-dozent de l'université de Berlin que Bernstein tenait en grande estime et qui s'était attiré une foudroyante réplique d'Engels qui lui a valu de passer à la postérité.

Écoutons bien ce que disait Dühring sur la contradiction dialectique de 1875 : « **La contradiction est une catégorie qui ne peut appartenir qu'à la combinaison de pensées, mais non à une réalité. Dans les choses, il n'y a pas de contradictions, ou, en d'autres termes, la contradiction posée comme effective est elle-même le comble du non-sens ...L'antagonisme de forces qui se mesurent l'une ou l'autre dans une direction opposée est même la forme fondamentale de toutes les actions dans l'existence du monde et des êtres qui le composent. Mais ce conflit entre les directions des forces des éléments et des individus ne se confond pas le moins du monde avec l'idée des absurdes contradictions** » (4).

(3) : Politique et Philosophie, Editions Galilée, page 24

(4) : Cité par Engels, in l'Anti-Dühring, page 149 (souligné par nous)

Tout y est déjà : l'idée d'une contradiction objective est un pur non-sens, la contradiction n'existe que dans la pensée, dans la réalité, il n'y a que des conflits entre les directions des forces, ce que le sobre Kant baptisait justement « **oppositions réelles** » ; rien n'y manque, pas même la charge hargneuse contre Hegel et la « dialectique de la contradiction » (5).

Notre déception est grande : ainsi Colletti ne ferait que répéter Dühring... à un siècle de distance ! C'est vraiment « beaucoup de bruit pour rien » ! Mais peut-être sommes-nous en train de céder à la tentation d'un grossier amalgame. Croisant le fer contre la « dialectique de la contradiction », Dühring n'en poursuivait pas moins un but étroitement « utilitaire » : c'est qu'il avait sa conception bien à lui du « **socialisme** », il voulait la société bourgeoise, mais sans ses « **anomalies** » (entendez ses « **contradictions** », car pour l'entendement de Dühring, tout particulièrement, la contradiction vaut en général « **comme une contingence, pour ainsi dire comme une anomalie et un paroxysme de maladie passager** » (6). Pour venir à bout de cette difficile opération, il n'avait rien trouvé de mieux que d'appliquer la vieille recette éprouvée par Proudhon : supprimer par la pensée les contradictions de la société existante, en décrétant que dans la réalité il n'y a pas de place pour les contradictions !

Tel n'est pas le cas de Colletti, chevalier servant de la « **Science pure** ». Mais alors pourquoi semblable acharnement contre la « **contradiction** » ? Un passage de l'essai central de son livre nous éclaire sur l'enjeu proprement politique d'une telle insistance : « **On pourrait d'abord avoir l'impression que tout se réduit au fond à une question de terminologie. Le marxisme**

(5) Cf. la fin du passage cité par Engels dans l'Anti-Dühring, page 149

(6) : Hegel, Science de la Logique, Livre 2, page 82

aurait tort de désigner improprement comme des « contradictions » dans la réalité ce qui devrait être appelé plus opportunément « conflit de force » ou justement « opposition réelle ». En réalité, la question en jeu est tout autre que terminologique. « En désignant les conflits d'intérêts dans la société industrielle comme des « contradictions du capitalisme », Marx ne tombe pas dans une erreur de forme (...) Le cas de l'opposition entre travail salarié et capital est typique : le capital, qui est considéré comme le produit et l'objectivation aliénée du travail humain, est conçu de telle façon qu'il se rend indépendant ou « étranger » par rapport à son créateur et s'oppose à lui jusqu'à dominer » (7).

Voilà donc où menait la réhabilitation de la distinction kantienne : entre Capital et Travail, voyez-vous, il n'y a nullement contradiction, il y a seulement « **opposition réelle** » ! Reprenons l'exemple de Kant, il sera ici très instructif : si Capital et Travail sont dans le même rapport que deux forces exerçant leur pouvoir en sens contraire sur un même corps, et dont les effets s'annulent pour produire le repos, cela signifie en dernière analyse que le développement de l'opposition Capital-Travail ne mène pas nécessairement au renversement du capitalisme et à son remplacement par le socialisme : car, tout comme un corps trouve un certain équilibre sous la poussée de deux forces agissant en sens inverse l'une de l'autre, de la même manière, le capitalisme peut fort bien s'accomoder de ces forces contraires que sont le Capital et le Travail, du moment qu'elles se neutralisent réciproquement !

Et voilà comment une subtilité apparemment verbale sert mal à une remise en cause radicale de la nécessité historique de la révolution prolétarienne : le capitalisme n'est en effet le capitalisme, c'est-à-dire une **réalité histori-**

(7) : Le déclin du marxisme, page 115 et 166 (souligné par nous)

que et transitoire, que parce qu'il est une **réalité contradictoire**.

Cela est vrai, d'une manière plus générale, de tous les modes de production qui se sont succédés dans l'histoire : « La seule voie réelle par laquelle un mode de production et l'organisation sociale qui lui correspond marchent à leur dissolution et à leur métamorphose est le développement historique de leurs antagonistes immanents. C'est là le secret du mouvement historique que les doctrinaires, optimistes ou socialistes, ne veulent pas comprendre » (8).

Le fond de toute la question est là : si la contradiction a une telle importance, c'est qu'elle est le ressort du « **mouvement historique** » ; c'est pourquoi s'évertuer à concevoir « la contradiction dans la réalité » en faisant préalablement abstraction du mouvement n'a bien évidemment aucun sens. Tout marxiste conséquent ne pourra à ce sujet que souscrire pleinement à l'affirmation capitale de Hegel : « Der Widerspruch ist das Fortleitende », la contradiction est ce qui fait aller de l'avant.

Cela, Colletti se refuse à le comprendre pour l'excellente raison qu'il a d'abord substitué, par voie d'abstraction, au mouvement réel de purs fantômes logique pour « découvrir » ensuite, très « logiquement » d'ailleurs, que la « réalité » ainsi réduite à l'abstraction ne comportait pas de contradiction. L'artifice est par trop éculé ! Comme Engels le faisait déjà remarquer à Dühring : « **Tant que nous considérons les choses comme en repos et sans vie, chacune pour soi, l'une à côté de l'autre, et l'une après l'autre, nous ne nous heurtons certes à aucune contradiction en elles (...)** Mais il en va tout autrement dès que nous considérons les choses dans leur mouvement, leur changement, leur vie, leur action réciproque l'une sur l'autre. Là, nous tom-

(8) : Marx, le Capital, Livre I, Tome II, page 166 (Editions Sociales)

bons immédiatement dans des contradictions » (9).

### Un grossier subterfuge

En fin de compte, tout le procès que Colletti se donne l'air d'instruire au nom de la « science » contre l'idée de contradiction dialectique, repose sur un grossier subterfuge philosophique : affirmer avec lui que le principe de logique formelle en vertu duquel le discours se doit d'éviter les contradictions, est en même temps un « **principe de détermination réelle** » (10), c'est-à-dire ce qui permet de définir la réalité des choses, c'est tenir sans problème pour acquis que la réalité se réduit à la juxtaposition d'objets isolés, de choses enfermées sur elles-mêmes (ce qu'il aurait précisément fallu démontrer).

C'est là l'extrapolation du logique au réel la plus indue et la plus incontrôlée qui soit ! A partir du moment où l'on se permet de métamorphoser des classes sociales (Capital et Travail) en entités logiques dotées pour les besoins de la preuve de « forces égales » (admirez la prouesse), il n'y a alors plus rien d'étonnant à ce que l'on se refuse à voir dans le capitalisme une réalité contradictoire. L'inconvénient de toute cette construction, c'est qu'elle ne résiste pas un seul instant à une confrontation avec le processus historique vivant, qui, lui, ne connaît pas d'abstractions telles que des classes prises en soi, entrant après coup en rapport de l'extérieur, une fois définitivement constituées, pour donner finalement naissance à la « contradiction ».

Ainsi que l'explique Marx dans *Misère de la Philosophie* : « **La bourgeoisie commence avec un prolétariat qui lui-même est un reste du prolétariat des temps féodaux. Dans le cours de son développement historique, la bour-**

que, la bourgeoisie développe nécessairement son caractère antagoniste, qui à son début se trouve être plus ou moins déguisé, qui n'existe qu'à l'état latent. A mesure que la bourgeoisie se développe, il se développe en son sein un nouveau prolétariat, un prolétariat moderne, » etc. (11).

Nous touchons ici au point décisif : loin de définir une relation logique entre des termes séparés, la contradiction dialectique qualifie toujours un mouvement, un processus de développement ; c'est le mouvement de la lutte des classes qui constitue le rapport Capital-Travail comme contradictoire, loin qu'il faille admettre la fiction de classes toutes formées préexistant à leur entrée en lutte.

L'on comprend alors que l'impuissance de Colletti à concevoir des « **contradictions dans la réalité** » renvoie à une attitude théorique plus profonde. Toute la « séduction » exercée par Colletti auprès d'une fraction de l'intelligentsia vient de ce qu'il part en guerre contre la dialectique en défense de la « science » et... du « **matérialisme** » ! Mais le « matérialisme » dont il fait ses délices a tôt fait de montrer le bout de son nez ; à la page 125 de son livre, Colletti nous fait cet aveu : ...« le matérialisme, autrement dit — **pour autant que ce dernier puisse concerner la philosophie** (souligné par nous) — **le réalisme empirique en gnoséologie** ».

Autrement dit, Colletti nous demande de lui concéder une petite chose : par matérialisme, il faut comprendre une « **théorie de la connaissance** » ; par matérialisme, il faut simplement entendre la reconnaissance de la réalité du monde extérieur auquel la « science » nous donne accès. Ainsi « **apprivoisé** » par la philosophie, le matérialisme peut alors s'identifier à une variante du

(9) : Anti-Dühring, page 150

(10) Le déclin du marxisme, page 130 ; et aussi à la même page : « à la base du principe de la « contradiction logique à éviter », il y a ce fondement réel qui est l'objet existant même »

(11) : *Misère de la Philosophie*, page 131 (souligné par nous)

« néo-positivisme » fort en vogue aujourd'hui dans les pays anglo-saxons (celui de Carnap et Popper). Colletti regarde la « matière » avec les yeux du philosophe et nous dit ensuite : « Je ne vois pas de contradictions ». Et il voudrait qu'on le croit sur parole ! Son point de vue, c'est celui de la contemplation passive de la « réalité donnée » : c'est là le sens de son « matérialisme » purement philosophique. Nous consentons bien volontiers à reconnaître que la dialectique ne peut être d'aucune utilité à qui adopte pareil point de vue...

Mais c'est parce qu'elle est d'autant plus indispensable à celui qui entend agir pour la « **transformation du monde** » : si elle n'est rien pour le matérialisme **philosophique**, elle est en revanche tout pour le matérialisme **pratique**, car « **pour le matérialiste pratique, c'est-à-dire pour le communiste, il s'agit de révolutionner le monde existant, d'attaquer et de transformer pratiquement l'état de choses qu'il a trouvé** » (13).

Toute compréhension profonde de la dialectique passe nécessairement par là : la dialectique ne prétend pas être en effet une sorte de « super-logique » dont la vocation serait de remplacer la logique formelle en sommant les sciences existantes d'observer fidèlement ses prescriptions ; elle ne substitue aucunement au principe de non-contradiction le principe symétriquement opposé selon lequel « **plus c'est contradictoire, plus c'est vrai** », contrairement à ce que Dühring et Colletti voudraient nous faire croire. Ce serait complètement manquer sa signification que de la tenir pour un « **instrument de pure démonstration** » (Engels). Cela est si vrai que ce qui définit la dialectique matérialiste, ce n'est pas même la reconnaissance platonique de l'existence de contradictions dans la réalité (une telle attitude

procéderait encore de l'interprétation du monde), c'est la volonté d'utiliser ces contradictions comme point d'appui pratique pour le levier révolutionnaire.

### « **L'algèbre de la révolution** »

Voilà pourquoi la meilleure définition qui ait jamais été donnée de la dialectique, est encore celle du vieux révolutionnaire russe Herzen dont Lénine disait : « Il s'est assimilé la dialectique de Hegel. Il a compris qu'elle était « **l'algèbre de la révolution** » » (14).

Un exemple nous permettra de mieux cerner ce qui est en jeu. Dans une interview accordée en 1974, Colletti, au moment même où il s'interrogeait en « pur philosophe » sur la contradiction, devait dire, concernant la « définition dialectique » donnée par Trotsky de l'URSS comme « Etat ouvrier dégénéré » : « **C'est un concept qui m'a toujours laissé perplexe. Par ailleurs, je ne peux proposer aucune définition plus précise** » (15). Laissons Colletti à sa perplexité toute philosophique et rappelons en quels termes Trotsky s'est efforcé de dégager toute l'importance théorique et pratique de sa « définition » : « **La contradiction entre les fondements socialistes établis par la Révolution et le caractère d'une caste, issue de la dégénérescence de la révolution, est non seulement un fait historique indiscutable, mais encore un élément moteur. C'est sur cette contradiction que nous nous appuyons dans notre lutte pour renverser la bureaucratie** » (16).

Nous avons là toute la différence qui sépare la prostration d'un « matérialisme » académique et pédantesque devant les « faits » de l'attitude théoriquement exigeante du matérialisme militant pour lequel une « définition

(13) : L'Idéologie Allemande, page 54

(14) Œuvres, Tome 18, « A la mémoire de Herzen », page 19.

(15) « Politique et Philosophie », page 21.

(16) L. Trotsky : « Défense du marxisme », page 150.

précise » ouvre la voie à l'intervention du facteur révolutionnaire. Le « matérialiste » de cabinet décrète : il n'existe pas de contradiction, dans la réalité il n'y a que des faits positifs. C'est pourquoi il s'incline devant la première contradiction venue. Le dialecticien révolutionnaire part de la contradiction non seulement comme d'un « **fait historiquement indiscutable** » mais comme d'un « **élément moteur** ». C'est pourquoi il ne renonce jamais à transformer la réalité.

### La clef des positions de Colletti

Nous commettrions cependant une erreur profonde en considérant que les positions actuelles de Colletti découlent de prémisses purement philosophiques. En fait, sa trajectoire politique nous donne pour ainsi dire la clef de son cheminement intellectuel. Pendant toute une première étape, Colletti évolue à l'intérieur du Parti communiste italien dans le sillage de Della Volpe, chef de file d'un courant philosophique réinterprétant Marx à la lumière de Kant et de Hume ; et c'est comme disciple de Della Volpe que Colletti défendit l'idée que chez Marx la contradiction Capital-Travail n'est pas une « **contradiction dialectique** » mais ce que Kant appelait une « **opposition réelle** » sans contradiction. La trouvaille n'est donc pas neuve ! Ce qu'il faut par contre rappeler, c'est qu'à l'époque, ce néo-kantisme positiviste avait conduit Della Volpe à justifier théoriquement le combat pour l'application intégrale de la Constitution italienne comme élément de la « **voie italienne** » au socialisme, et à déceler la présence « **d'éléments de démocratie directe** » à la Rousseau dans... la Constitution ultra-stalinienne de 1936 ! Comme le disait Colletti lui-même en 1974 : « **Della Volpe lui-même était un intellectuel à l'ancien style, qui a toujours travaillé avec l'idée qu'il devait y avoir division du**

**travail entre la théorie et la pratique. La politique pouvait être laissée aux professionnels de la politique** » (17).

C'est le moins que l'on puisse dire !

Puis s'ouvre une deuxième étape, lorsque Colletti quitte le PCI en 1964, l'année de la chute de Kroutchev, ainsi qu'il le souligne lui-même dans son interview de 1974 ; cette deuxième étape coïncidera avec une phase de doutes et d'interrogations qui amènera Colletti à tenter dans un premier temps de mettre en place une revue commune avec la gauche du PSIUP (« **La Sinistra** »), puis à une collaboration éphémère avec le groupe « **Il Manifesto** » expulsé du PCI en 1970. Sur le plan théorique, Colletti revient alors sur quelques-unes de ses positions antérieures : ainsi, il prend conscience que pour Marx, la relation Capital-Travail est bien une « **contradiction dialectique** », contrairement à ce qu'il avait lui-même soutenu durant des années avec son maître Della Volpe. Mais c'est pour ajouter immédiatement que pour lui, la science exclut toujours la notion de réalité contradictoire ! D'où l'idée que, puisque Marx tient le capitalisme pour une réalité contradictoire, il y a chez lui une dualité entre l'homme de science et le révolutionnaire. Enfin, Colletti en est aujourd'hui arrivé à formuler la conclusion logique de cet itinéraire quelque peu tortueux : pour la science, il ne saurait y avoir de réalité contradictoire, il faut donc abandonner l'idée que le capitalisme est une réalité contradictoire et par là même se défaire de toute référence même formelle au marxisme, désormais rejeté tout entier du côté de « **l'idéologie** ».

Sur le plan politique, Colletti, qui, après avoir flirté avec le Parti républicain, a échoué dans le Parti socialiste de Craxi, compte maintenant parmi les partisans d'une réforme constitutionnelle « **à la française** », autrement dit d'un Etat fort dont il justifie le besoin

(17) : Politique et Philosophie, page 21

par les nécessités de la lutte contre le « terrorisme ».

Le mécanisme de son évolution la plus récente trouve en effet pour une part décisive, son origine dans la réaction d'un intellectuel décomposé vis-à-vis du « terrorisme » : **« Onze ans après 1968, la situation italienne est encore en pleine mer. Il serait nécessaire de se demander pourquoi un phénomène que d'autres pays occidentaux surent résorber rapidement et sans efforts, s'est tant prolongé chez nous, jusqu'au pourrissement et ensuite, ait dégénéré dans le terrorisme ouvert »** (18). En fait, comme le montre sa démarche dans le premier essai intitulé « Les idéologies de 1968 à aujourd'hui », Colletti a tendance à rendre responsable du « pourrissement » de la situation italienne la domination persistante d'idéologies s'ordonnant invariablement autour d'un même thème : la science engendre l'asservissement de l'homme. Hier, c'était le thème favori de tous les groupes étudiants qui s'en prenaient au « révisionnisme » du PCI ; aujourd'hui, c'est le leit-motiv de tout un courant nihiliste se réclamant de Nietzsche et de Heidegger. D'où sa propre réaction en défense de

la « science » et son ralliement au néo-positivisme de Popper. Dans cette optique, le seul véritable reproche qu'il adresse aux dirigeants du PCI, c'est d'être restés à mi-chemin dans leur effort de « révision » du marxisme : **« Le révisionnisme des partis occidentaux (il s'agit des Partis communistes) ne pouvait pas s'expliquer par les insuffisances et les erreurs subjectives de leurs dirigeants. Derrière cette « révision », se cachait la confession, même incohérente et à demi-mot, de l'impossibilité matérielle de continuer à se mouvoir dans le monde à la lumière des vieux schémas »**. Comme on le voit, jusque dans le naufrage, Colletti demeure fidèle à ses origines : pur produit du stalinisme, il a agi en la circonstance **« comme le singe atteint de myopie dans la fable : ayant mis ses lunettes sur la queue et les ayant nettoyées sans résultat (les « vieux schémas » sans doute !), il décida qu'elles ne servaient à rien et les brisa contre une pierre. Chacun agit comme il l'entend mais ce n'est pas la faute des lunettes. »** (20)

Pierre RAPHAEL

(18) : Le déclin du marxisme, pages 73-74

(19) : Le déclin du marxisme, page 70 (souligné par nous)

(20) : Trotsky, comment vaincre le fascisme, page 134

## la « Vie de Karl Marx » de Franz Mehring

(Traduction, notes et avant-propos de Gérard BLOCH)

**L**E contenu de ce numéro de La Vérité était déjà décidé lorsqu'est parue l'édition française de la « Vie de Karl Marx » de Franz Mehring, traduite, présentée et annotée par Gérard Bloch. Il n'est donc pas possible de publier dans ce numéro l'article conséquent que mérite cette importante réalisation (cela sera fait dans le prochain numéro de La Vérité). Et c'est sans conteste, dans la rubrique Défense du Marxisme qu'il faut en rendre compte.

En effet, les conditions mêmes de la parution d'une traduction française de la biographie de Marx par Franz Mehring illustrent le fait que faire connaître la réalité de l'action et de la pensée de Marx ne relève pas de préoccupations académiques mais reste un enjeu politique. N'est-il pas étonnant en effet que l'œuvre majeure de Mehring, traduite depuis des dizaines d'années en espagnol et en anglais, ait dû atten-

dre 1984 pour être publiée en français ? Sur la dernière période (douze ans, car l'affaire remonte à 1972), Gérard Bloch explique comment les Editions sociales (contrôlées par le PCF), acquirent les droits du Mehring pour éviter son édition tant que l'ouvrage n'était pas tombé dans le domaine public, se précipitant alors pour sortir une édition sans la moindre note...

Car l'importance du travail du camarade Gérard Bloch — auquel il a consacré des années de sa vie, comme le souligne une note parue dans la Quinzaine littéraire, c'est que les substantiels commentaires et les notes dont il accompagne sa traduction du livre de Mehring, utilisant tous les éléments nouveaux mis à jour depuis la période où Mehring avait écrit, « restituent », comme le dit encore justement l'article de la Quinzaine littéraire, l'œuvre de Mehring dans toute sa dimension. Par

*là-même, la discussion de telle ou telle appréciation de Mehring, à partir d'écrits de Marx et d'Engels (dont nombre étaient inconnus de Mehring) conduit à un approfondissement de la réflexion sur les positions élaborées par Marx dans le cours de son combat.*

*C'est cela qui donne une actualité frappante, du point de vue des problèmes de la lutte des classes, à cet ouvrage.*

*Comme il ne nous est pas possible, dans ce numéro, de traiter de ces questions, nous avons choisi, pour illustrer le contenu du travail accompli par Gérard Bloch, de reproduire ci-dessous un extrait des « notes ». Il s'agit de celle intitulée « Et le dernier mot est à la Pologne », et qui se rapporte au chapitre consacré au Manifeste communiste.*

Et le dernier mot est à la Pologne...

L'Association démocratique poursuivra son activité en pleine expansion jusqu'à la révolution de Février. Marx présidera, à la place de Jottrand absent, la séance du 20 février où Engels, expulsé de Paris le 29 janvier, puis calomnié par l'officieux *Moniteur parisien*, exposera les conditions de son expulsion ; ensuite, le 22, ils participeront tous deux, dans la salle comble de *La Vieille Cour de Bruxelles, rue des Sœurs noires*, à la réunion solennelle convoquée par l'Association démocratique pour le deuxième anniversaire de l'insurrection de Cracovie. Sous la présidence de Spilthoorn, cette réunion, à laquelle participait Lelewel, entendit intervenir, parmi d'autres orateurs, Marx, puis Engels.

Les discours prononcés par Engels et Marx l'ont été en français. Ils figurent dans une brochure éditée apparemment à l'initiative de Marx, ce qui montre l'importance qu'il leur attribuait. Ils constituent en fait le dernier mot de leur théorie de la révolution avant que celle-ci n'ait lieu, et par là même de ce que nous avons appelé leur « ligne de la démocratie ». Comme, en outre, on ne les trouve dans leur texte original français que dans des ouvrages rares et épuisés, et que Mehring les a complètement ignorés, avec tout ce qui relève de la deuxième année de la *Gazette allemande de Bruxelles*, nous en reproduisons ci-dessous d'importants extraits, dans l'ordre inverse de celui où ils ont été prononcés.

Engels a dit notamment :

*« A Cracovie, on le voyait bien, il n'y avait plus d'hommes qui avaient beaucoup à perdre ; il n'y avait point d'aristocrates ; toute démarche qui fut prise portait l'empreinte de cette hardiesse démocratique, je dirais presque prolétaire, qui n'a que sa misère à perdre, et qui a toute une patrie, tout un monde à gagner. Là, point d'hésitation, point de scrupules ; on attaquait les trois puissances à la fois ; on proclamait la liberté des paysans, la réforme agraire, l'émancipation des Juifs, sans se soucier un instant si cela pût froisser tel ou tel intérêt aristocratique.*

*La révolution de Cracovie ne voulut ni rétablir l'ancienne Pologne ni conserver ce que les gouvernements étrangers avaient laissé subsister des vieilles institutions polonaises ; elle n'était ni réactionnaire ni conservatrice.*

*Non, elle était encore plus hostile à la Pologne elle-même qu'à ses oppresseurs étrangers, hostile à l'ancienne Pologne, barbare, féodale, aristocratique, basée sur le servage de la majorité du peuple. Loin de rétablir cette ancienne Pologne, elle voulut la bouleverser de fond en comble et fonder sur ses débris, avec une classe toute nouvelle, avec la majorité du peuple, une nouvelle Pologne moderne, civilisée, démocratique, digne du XIX<sup>e</sup> siècle, et qui fût, en vérité, la sentinelle avancée de la civilisation.*



La différence de 1830 et de 1846, le progrès immense fait au sein même de la Pologne malheureuse et sanglante, déchirée ; l'aristocratie polonaise séparée entièrement du peuple polonais et jetée dans les bras des oppresseurs de sa patrie ; le peuple polonais gagné irrévocablement à la cause démocratique ; enfin, la lutte de classe à classe, cause motrice de tout progrès social, établie en Pologne comme ici, voilà la victoire de la démocratie constatée par la révolution cracovienne, voilà le résultat qui portera encore ses fruits quand la défaite des insurgés aura été vengée.

Oui, Messieurs, par l'insurrection de Cracovie, la cause polonaise, de nationale qu'elle était, est devenue la cause de tous les peuples ; de question de sympathie qu'elle était, elle est devenue question d'intérêt pour tous les démocrates. Jusqu'en 1846, nous avions un crime à venger ; dorénavant, nous avons à soutenir des alliés, et nous le ferons. »

Et Marx :

« Il y a dans l'histoire des analogies frappantes. Le jacobin de 1793 est devenu le communiste de nos jours. (...) »

Qu'est-ce que le communisme de la révolution cracovienne ? Était-elle communiste pour avoir voulu rétablir la nationalité polonaise ? Autant vaudrait dire que la guerre que l'Europe coalisée fit à Napoléon pour sauver les nationalités, était une guerre communiste, et que le Congrès de Vienne se composait de communistes à couronne. Ou bien la révolution cracovienne était-elle communiste pour avoir voulu instituer un gouvernement démocratique ? Personne ne taxera les citoyens millionnaires de Berne et de New York d'avoir des velléités communistes.

Le communisme nie la nécessité de l'existence des classes ; il veut abolir toute classe, toute distinction de classe. Les révolutionnaires de Cracovie n'ont voulu qu'effacer dans les classes les distinctions politiques ; aux différentes classes, ils voulaient donner des droits égaux.

Mais en quel point enfin était-elle communiste, cette révolution cracovienne ?

Serait-ce par hasard parce qu'elle tentait de briser les chaînes de la féodalité, d'affranchir la propriété tributaire et de la transformer en propriété libre, en propriété moderne ?

Si l'on disait aux propriétaires français : « Savez-vous ce que veulent les démocrates polonais ? Les démocrates polonais veulent introduire chez eux la forme de propriété qui existe déjà chez vous », alors les propriétaires français répondraient : « Ils font très bien. » Mais dites, avec M. Guizot, aux propriétaires français : « Les Polonais veulent abolir la propriété telle que vous l'avez instituée par la révolution de 1789, et telle qu'elle existe encore chez vous », « comment, s'écrieront-ils, ce sont donc des révolutionnaires, des communistes ! Il faut écraser les infâmes. » L'abolition des jurandes, des corporations, l'introduction de la libre concurrence, s'appelle maintenant en Suède du communisme (...).

Personne ne niera qu'en Pologne la question politique se rattachait à une question sociale. De tout temps, l'une est inséparable de l'autre. (...)

Les hommes qui étaient à la tête du mouvement révolutionnaire de Cracovie avaient la conviction intime qu'une Pologne démocratique pouvait seule être indépendante, et une démocratie polonaise était impossible sans l'abolition des droits féodaux, sans le mouvement agraire, qui transformerait les paysans tributaires en propriétaires libres, en propriétaires modernes. Mettez à la place de l'autocrate russe des aristocrates polonais, et vous aurez donné au despotisme des lettres de naturalisation. (...)

*La révolution de Cracovie a donné un exemple glorieux à toute l'Europe, en identifiant la cause de la nationalité à la cause de la démocratie à l'affranchissement de la classe opprimée.*

*Si cette révolution a été étouffée pour un moment par les mains sanglantes d'assassins soldés, elle surgit maintenant glorieuse et triomphante en Suisse et en Italie. Elle trouve la confirmation de ces principes en Irlande, où le parti étroitement national est descendu dans la tombe avec O'Connell, et où le nouveau parti national est avant tout réformateur et démocratique.*

*C'est la Pologne encore qui a pris l'initiative, non plus la Pologne féodale, mais la Pologne démocratique, et dès ce moment son affranchissement est devenu le point d'honneur de tous les démocrates d'Europe. »*

Le jour même où se tenait la réunion commémorative de l'insurrection cracovienne de 1846, le 22 février 1848, les premières barricades s'élevaient à Paris, ce qui allait amener Marx et Engels à poursuivre sur un autre terrain leur lutte pour la révolution communiste universelle.

Ainsi, c'est sur l'exaltation de la révolution polonaise que se clôt d'une certaine manière ce premier chapitre de la lutte pour l'Internationale. C'est une manifestation de la solidarité prolétarienne avec la Pologne qui en ouvrira le second chapitre, après quelques préfaces, à Londres, à St-Martin's Hall, le 28 septembre 1864. Comment ne pas relever qu'à l'heure où nous écrivons, à un niveau historique incomparablement plus élevé, le peuple polonais s'est hissé, par sa conscience et son héroïsme, à l'avant-garde de la révolution prolétarienne mondiale ? Comment douter qu'il soit appelé à jouer, dans les prochaines années, un rôle à la mesure de celui qui lui est revenu naguère, dans la lutte pour la démocratie, pour le socialisme, pour le parti mondial des opprimés et des exploités ?

CHRONIQUE :  
LES DEVELOPPEMENTS  
DANS L'ECONOMIE MONDIALE

Prévisions et souhaits de l'OCDE :

## Agressivité accrue des USA Europe : « Flexibilité partout »

par Michel DAUBERNY

**L'**EVENEMENT le plus important des trois derniers mois, concernant les développements en cours et à venir dans l'économie mondiale, aura certainement été la réélection de Ronald Reagan à la présidence des Etats-Unis. Si le résultat des élections en lui-même n'a rien de surprenant, il constitue pourtant, du point de vue en particulier des rapports entre l'Amérique et les autres économies, un fait lourd de conséquences.

La politique mondiale des Etats-Unis impulsée par Reagan depuis quatre ans va devoir tenter de pleinement se matérialiser, c'est-à-dire chercher encore plus à subordonner le reste du monde à l'objectif prioritaire de la stabilité de l'ordre économique et social aux Etats-Unis.

En 1983 et 1984, l'économie américaine a connu une incontestable reprise, contrastant avec la situation existant dans la plupart des autres Etats capitalistes, marqués par la montée du chômage. Cependant, si la croissance a été vive au cours des six premiers mois de 1984, elle manifeste depuis une tendance au ralentissement qui intervient alors que deux problèmes inquiétants sont loin d'être réglés. En effet, le déficit budgétaire tourne

toujours autour des 200 milliards de dollars et le déficit de la balance commerciale ne cesse de s'aggraver. La persistance de ces déficits démontre que, malgré une politique offensive, caractérisée par des taux d'intérêts élevés, et un dollar fort, l'impérialisme américain n'a pas encore avancé assez loin dans la réalisation des ses plans visant à imposer ses produits, ses capitaux au reste du monde. La réélection de Reagan prenait toute sa significa-

tion lorsqu'après l'annonce de la faible croissance économique du troisième trimestre, le gouvernement américain accentuait son « pressing » sur ses partenaires pour qu'ils limitent leurs exportations vers les Etats-Unis.

### Moins patients et plus agressifs

Selon Washington, l'Europe et le Japon ne joueraient pas le jeu en profitant de la faiblesse de leurs monnaies vis-à-vis du dollar pour écouler à bas prix leurs marchandises sur le territoire américain. Dans ces conditions, déclarait un représentant du gouvernement Reagan, « nous seront beaucoup moins patients et beaucoup plus agressifs ». Dans le domaine des échanges d'acier, les Etats-Unis ont démontré qu'il ne s'agissait pas de paroles en l'air. Les importations de tubes d'acier en provenance de la CEE ont été bloquées et sept pays non européens ont signé un accord d'autolimitation de leurs exportations d'acier vers les Etats-Unis. Il s'agit du Japon, de l'Espagne, de l'Australie et de l'Afrique du Sud, mais aussi de pays parmi les plus endettés du monde, le Brésil, le Mexique et la Corée du Sud, qui voient ainsi se réduire une de leurs sources de revenus, et donc une partie de leur capacité de remboursement.

Les capitalistes ne s'y trompent pas, les Etats-Unis n'ont pas l'intention de baisser les bras, Reagan en a repris pour 4 ans, et il compte bien « terminer le travail ». Alors, dès les premiers jours de 1985, on a vu le dollar atteindre de nouveaux sommets (9,72 F dès la reprise de la Bourse à Paris le 2 janvier). Sur les places financières, la cause semble admise, il y a d'une part l'économie américaine et d'autre part les autres. Et comme, aux dires des experts, cela devrait durer au moins encore un an, le dollar risque d'attirer en 1985 toujours plus de capitaux vers les coffres du Trésor américain.

Parmi les multiples prévisions qui fleu-rissent chaque fin d'année, celles de

l'OCDE méritent une certaine attention car sous les froides statistiques et le style pesant des rapports économiques percent parfois les éléments du constat que les bourgeoisies font sur l'état des économies capitalistes. On y sent aussi poindre les orientations que les experts jugent souhaitables pour le plus grand bien du système impérialiste, mais si les capitalistes ont des intérêts généraux, ils sont aussi en concurrence, et ce qui est présenté comme le plus souhaitable pour les 24 pays de l'OCDE, l'est généralement avant tout pour les Etats-Unis.

### Un bilan inégal et des perspectives prudentes

En introduction de ses dernières « perspectives économiques » (1), l'OCDE constate qu'en « 1984 la performance économique de la zone OCDE dans son ensemble a été la meilleure que l'on ait observée depuis quelques années ». Il faut en effet remonter un peu dans le temps pour trouver non pas une situation, un état comparable mais des résultats statistiques comparables « un taux de croissance de 4,75 %, le plus élevé depuis 1976 » (année de la reprise, largement inflationniste, après « l'accès » de crise de 1974-1975.

« Une progression des échanges mondiaux de 9 %, la plus rapide depuis 1976 : un taux d'inflation de 5 %, le plus faible depuis 1972. Le nombre des emplois s'est accru de 5 millions soit la progression la plus forte depuis 1979. »

Malgré de tels résultats, les experts de l'impérialisme jugent sans euphorie la situation, et semblent même inquiets : « Mais tout cela ne va pas sans problèmes. La croissance est inégalement répartie. En Europe en particulier, la reprise s'opère à un rythme relativement faible et de ce fait la création d'emplois a été insuffisante pour empêcher le chômage de s'aggraver

(1) Perspectives économiques de l'OCDE, décembre 1984.

encore : celui-ci atteint maintenant plus de 11 % de la population active, taux le plus élevé de l'après-guerre. »

Par ailleurs, « certains nuages assombrissent l'horizon, en particulier la possibilité que le déficit des finances publiques et celui de la balance extérieure courante des Etats-Unis se révèlent insoutenables à moyen terme et de manière plus générale, le problème de la configuration des balances courantes des différents pays, les difficultés non encore résolues de l'endettement des pays en développement ainsi que la persistance, voire l'extension, des mesures et des politiques commerciales à caractère discriminatoire ».

« La croissance est inégalement répartie », c'est le moins qu'on puisse dire. En effet, alors qu'aux Etats-Unis, le PNB a augmenté en 1984 de 8,75 % il ne progressait en Europe que de 2,25 % en moyenne (voir graphique).

D'autre part, il faut préciser que la forte reprise économique aux Etats-Unis observée en 1983-1984 a permis de retrouver, au début de 1984 seule-

ment, le niveau de la production industrielle de fin 1979 ! Ce qui n'est pas le cas pour l'ensemble des pays de l'OCDE d'Europe.

La vigueur de la reprise aux Etats-Unis au premier semestre 1984 est bien réelle, mais elle ne doit pas cacher pour autant le fait que les crises capitalistes sont toujours des périodes de destruction des forces productives. Une reprise même limitée, par définition succède à une chute !

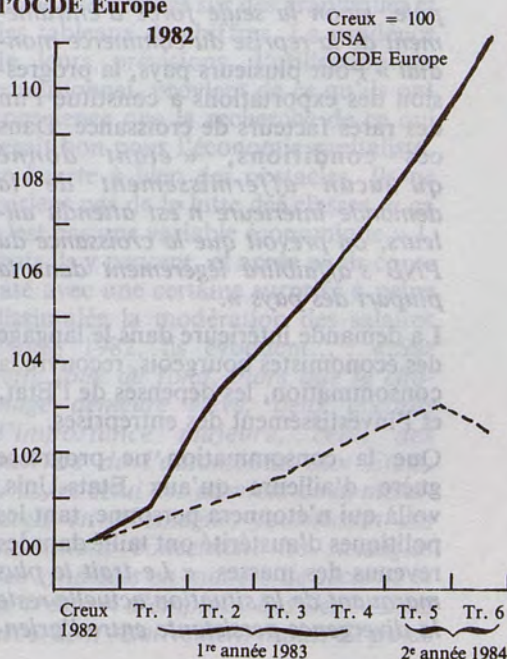
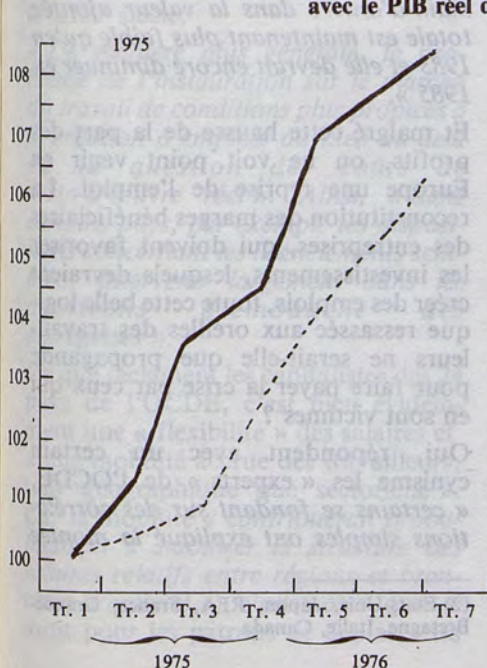
Les graphiques représentent la croissance de la production réelle — une fois annulés les effets de l'inflation — aux Etats-Unis et en Europe lors des reprises commencées en 1975 et en 1982. Dans le premier cas, la reprise aux Etats-Unis entraîne la reprise en Europe, dans le second, les évolutions sont pratiquement divergentes.

### En Europe, toujours plus de chômeurs

Ce sont les chiffres du chômage qui permettent le mieux de juger des effets

#### LA REPRISE EN EUROPE ET AUX ETATS-UNIS

Comparaison du PNB réel des Etats-Unis  
avec le PIB réel de l'OCDE Europe



Creux = 100  
USA  
OCDE Europe

destructeurs de la crise. En 1981, il y avait 24,6 millions de chômeurs dans les pays de l'OCDE, en 1984 ils étaient 31,2 millions. Si les Etats-Unis ont ramené leur taux de chômage à son niveau de 1981 (7,5 % de la population active), celui de l'Europe ne cesse de progresser passant de 8,2 % en 1981 à 11 % en 1984. Le chômage des jeunes atteint dans certains pays des niveaux dramatiques : 41,2 % en Espagne, 33,5 % en Italie et 26,1 % en France. Un gaspillage énorme de forces productives, et qui pourrait s'aggraver, le taux de chômage en Europe passant à 11,5 %, si comme le prévoit l'OCDE, la croissance du PNB (Produit National Brut) réel de la zone OCDE ayant « peut-être atteint son point culminant au 1<sup>er</sup> semestre de 1984 » devrait s'affaiblir en 1985. Le ralentissement de la croissance américaine se traduirait par un moindre besoin d'importations. Or ce sont les importations américaines qui ont tiré le commerce mondial en 1984, comme le déclare le récent rapport annuel du GATT (accord général sur les tarifs douaniers et le commerce). « *La reprise vigoureuse aux Etats-Unis a été la principale, sinon la seule force d'entraînement de la reprise du commerce mondial* » Pour plusieurs pays, la progression des exportations a constitué l'un des rares facteurs de croissance. Dans ces conditions, « *étant donné qu'aucun affermissement de la demande intérieure n'est attendu ailleurs, on prévoit que la croissance du PNB s'affaiblira légèrement dans la plupart des pays* ».

La demande intérieure dans le langage des économistes bourgeois, recouvre la consommation, les dépenses de l'Etat, et l'investissement des entreprises.

Que la consommation ne progresse guère d'ailleurs qu'aux Etats-Unis, voilà qui n'étonnera personne, tant les politiques d'austérité ont taillé dans les revenus des masses. « *Le trait le plus marquant de la situation actuelle reste la divergence persistante entre l'orien-*

*tation expansionniste de la politique budgétaire des Etats-Unis et la tendance générale à l'austérité budgétaire que l'on constate dans les autres pays de l'OCDE.* »

Et la politique de rigueur budgétaire avec son train de hausses des impôts, de blocage des dépenses de fonctionnement de l'Etat, de coupes dans les dépenses sociales, s'accompagne d'une politique de rigueur tout court, en matière de pouvoir d'achat des travailleurs, pour le plus grand bénéfice des capitalistes : « *Avec une forte reprise de productivité du travail en 1984, les coûts unitaires de main-d'œuvre dans les industries manufacturières des 7 grands pays, (2) sont restés inchangés par rapport à 1982. Il faut remonter à 1959 pour retrouver une aussi longue période de stabilité.* »

Dans tous les pays l'exploitation s'est renforcée, c'est ce que signifie « *la forte reprise de la productivité du travail* » qui mesure l'augmentation de la production par salarié.

Le résultat c'est que dans la plupart des pays les profits ont augmenté, puisque la « *part des coûts de main-d'œuvre dans la valeur ajoutée totale est maintenant plus faible qu'en 1983 et elle devrait encore diminuer en 1985* ».

Et malgré cette hausse de la part des profits, on ne voit point venir en Europe une reprise de l'emploi. La reconstitution des marges bénéficiaires des entreprises, qui doivent favoriser les investissements, lesquels devraient créer des emplois, toute cette belle logique ressassée aux oreilles des travailleurs ne serait-elle que propagande pour faire payer la crise par ceux qui en sont victimes ?

Oui, répondent avec un certain cynisme les « experts » de l'OCDE, « *certaines se fondant sur des corrélations simples ont expliqué la montée*

(2) Etats-Unis, Japon, RFA, France, Grande-Bretagne, Italie, Canada

du chômage pendant la seconde moitié des années 70 par des augmentations "injustifiées" des coûts réels de main-d'œuvre. Mais la nouvelle poussée du chômage observée en Europe depuis 1979 ne peut guère s'expliquer de cette manière », la productivité ayant augmenté plus vite que les salaires. Et s'il n'y a pas eu de création d'emplois malgré une reprise des investissements, c'est que le problème paraît tenir en partie à ce que les augmentations passées des coûts de main-d'œuvre ont favorisé la transformation des techniques de production. La "rationalisation" semblait être pour beaucoup d'entreprises le principal objectif de leurs investissements.

### La « flexibilité partout »

Mais pourquoi l'OCDE si soucieuse des intérêts des patrons se livre-t-elle à cette démythification de la sacro-sainte « modernisation » ? Tout simplement pour dire qu'il faut aller encore plus loin.

La baisse des salaires ne suffit pas, le capital exige de revenir sur ce que les travailleurs lui avaient arraché depuis le XIX<sup>e</sup> siècle.

*« De manière plus générale, le problème de l'instauration sur le marché du travail de conditions plus propices à la création d'emplois ou bien au-delà de la question des coûts de main-d'œuvre réel ». Ainsi, « dans certains pays, par exemple les dispositions concernant les licenciements semblent intervenir largement dans les décisions d'embauche des entreprises ».*

Ce que réclament les capitalistes des 24 pays de l'OCDE, c'est bien évidemment une « flexibilité » des salaires et « une mobilité accrue des travailleurs, tant géographique que sectorielle ». Car la mobilité « contribuerait probablement à stabiliser la structure des salaires relatifs entre régions et branches d'activité », c'est-à-dire que le droit pour les patrons de déplacer les

travailleurs comme des pions d'une région à l'autre, d'une industrie à l'autre, est un moyen de toujours tirer plus vers le bas les salaires en réduisant les effets acquis. »

D'ailleurs l'OCDE prévoit une nouvelle modération de la progression des salaires et « cette tendance pourrait se trouver accentuée dans le cas où l'augmentation de la masse salariale viendrait à être moins rapide que celle des taux de salaire, dans le cas où la création d'emplois continuerait d'être axée de plus en plus sur des emplois à temps partiel et ou sur les secteurs de l'industrie et des services à faibles rémunérations ». Pour ne pas parler des TUC !...

Les thèmes les plus sophistiqués sur la « flexibilité », la « mobilité », comme sur le « libre jeu de l'offre et de la demande » ne camoufleront jamais la constante recherche par les capitalistes d'une plus grande exploitation.

### Des « facteurs structurels »

Il ne faudrait pas croire que les « experts internationaux » regardent le monde seulement sur des graphiques et des tableaux de chiffres. La prudence de leurs prévisions, l'utilisation du conditionnel, provient de ce qu'ils ont conscience que la recherche de ce qui serait bon pour l'économie capitaliste, se heurte à bien des obstacles. Ils ne parlent pas de la lutte des classes, « ça n'est pas une variable économique » !, mais ils y pensent, et après avoir constaté avec une certaine surprise à peine dissimulée la modération des salaires depuis 1982, ils évoquent... : « Sur cette toile de fond, alors que le chômage demeure élevé, deux accords d'importance majeure, celui des ouvriers de l'automobile aux Etats-Unis, et celui des ouvriers de la métallurgie en Allemagne, fournissent des indications concernant les stratégies des syndicats en matière de sécurité et de création d'emplois. Les deux textes accordent relativement moins de poids

aux rémunérations proprement dites qu'à d'autres aspects des relations professionnelles ». La baisse de la durée hebdomadaire du travail de 40 à 38,5 h en Allemagne ne les inquiète guère : « L'effet de ces mesures sur les coûts unitaires sera sans doute nettement moins sensible et dépendra de l'évolution des méthodes de travail et de la productivité dans le cadre d'une durée du travail réduite. » Et ce qui restera de l'accord, ce sera « des augmentations de salaires... très faibles ».

Mais cependant, en Europe, les perspectives dépendent aussi « de facteurs structurels qui, dans certains pays, entravent peut-être la reprise » Le journal *Le Monde* dans son bilan économique de 1984 (3) précisait que par « facteurs structurels », il fallait entendre « habitudes sociales, législation, etc. », pour exprimer ensuite bien des regrets car « la crise aide à briser les rigidités. Cependant, les résistances au changement restent fortes comme en témoigne en France l'échec, à la veille de Noël, des négociations sur une plus grande flexibilité du marché de l'emploi ». Et en Grande-Bretagne, il y a les mineurs qui refusent aussi d'être brisés...

Tout cela ne suscite pas l'enthousiasme des experts de l'impérialisme, d'autant plus que de leur point de vue, rien de fondamental ne semble réglé. Car même si les profits se sont nettement améliorés depuis 2 ans, « le redressement prévu des taux de rendement (4) jusqu'en 1985 sera dans la plupart des cas insuffisant pour ramener ceux-ci à leur niveau des premières années 70 et surtout des années 60 ». Autrement dit, les bases de la crise et par là même de la guerre économique demeurent, y compris aux Etats-Unis. « Il est possible que le redressement plus rapide des taux de rendement aux Etats-Unis accentué par des dispositions fiscales et des conditions financières avantageu-

(3) *Le Monde* du 25 décembre 1984

(4) Il s'agit du rapport entre les profits bruts (avant impôts) et le stock de capital brut.

ses pour la rentabilité des entreprises ait fait naître l'impression qu'à moyen terme la rentabilité économique et financière qui était la plus élevée dans ce pays, contribuant ainsi à entretenir la fermeté du dollar. **MAIS AUCUN FAIT CONCRET NE PERMET JUSQU'A PRESENT D'AFFIRMER QUE LES DETERMINANTS FONDAMENTAUX DE LA RENTABILITE SE SONT MODIFIES ET EN PARTICULIER QUE LA BAISSSE TENDANCIELLE DES TAUX DE PROFIT (5) SE SOIT INVERSEE.** » (souligné par nous).

Cette référence à l'une des lois inhérentes à la production capitaliste n'est pas un coup de chapeau de l'économie politique bourgeoise au marxisme, mais bien plutôt l'avertissement « qu'il faut terminer le travail ». Voilà qui explique le ton très prudent adopté par l'OCDE, en particulier lorsqu'elle évoque en conclusion de son « bilan et perspectives », les risques éventuels pour l'économie internationale, qui lui paraissent devoir être avant tout :

1.- « Les performances inégales des pays de l'OCDE », c'est-à-dire les évolutions différentes entre les Etats-Unis et les autres. « Jusqu'à quel point le système actuel peut-il tenir quand les pays présentent des performances économiques aussi différentes qu'ils ont à faire face dans le même temps à toute une gamme de problèmes internes également différents ? »

2.- « L'endettement des pays en voie de développement ».

Car malgré les accords signés par le Mexique avec ses créanciers, « on peut toutefois douter que cet exemple puisse être largement suivi et certains des pays débiteurs « de la deuxième vague » tardent beaucoup à s'entendre avec le

(5) Il s'agit ici du rapport entre les profits bruts et la valeur ajoutée brute. La valeur ajoutée brute peut être assimilée à la somme des salaires et charges et des profits bruts (avant impôts...). Ce taux n'est pas identique au taux de profit utilisé par les marxistes :  $(\text{plus value})$

C + V



FMI sur des programmes de redressement.

3.- « La multiplication des politiques commerciales interventionnistes ». Les restrictions quantitatives, en particulier les limitations volontaires des exportations affectent maintenant 15 % des importations totales de produits manufacturés de la deuxième OCDE. Car, loin d'être temporaires, « les mesures de protection ont généralement été reconduites et même renforcées », alors que sont largement recon-

nus, note l'OCDE : « les avantages qui pourraient découler d'une avancée plus résolue dans la voie du libéralisme ».

Mais n'est-ce pas le champion du libéralisme, les Etats-Unis, qui menacent « d'être beaucoup plus agressifs ? »

Il en est du libéralisme comme du désarmement, que les autres commentent, pour mieux les écraser !

Michel DAUBERNY

## Edmund Baluka "lettres de prison"

« **L**E 23 février 1983, c'est-à-dire au moment de l'instruction par le vice-procureur militaire, le lieutenant-colonel Andrejz Kamienski a demandé que je présente, sous forme d'interrogatoire, mon "credo politique" qui devait, à son avis, être annexé aux pièces à conviction. Les phrases qui vont suivre n'ont rien à voir avec ce "credo", mais elles essaieront d'être la quintessence du programme du Parti socialiste polonais du travail. Et, pour moi, fondateur de ce parti, mon propre programme d'action politique.

Le Parti socialiste polonais du travail lutte pour que le mot socialiste retrouve sa crédibilité et le respect dont il était entouré ; bien que cette tâche soit fort difficile, après tout ce qu'a fait le stalinisme en URSS, après ce qu'a fait le POUP en Pologne et les partis de ce type qui gouvernent en Tchécoslovaquie, en Roumanie, en Bulgarie, en RDA ou en Hongrie.

Pour le PSPP, le plus difficile sera de convaincre la société polonaise que le mot de socialisme peut être en pratique réalisé ; mais qu'il est actuellement un slogan creux qui sert de paravent au régime bureaucratique du pouvoir d'Etat actuel. » (*Lettres de prison*, pages 248-249).

Ainsi s'exprimait en 1983, face aux juges du tribunal militaire l'ouvrier révolutionnaire Edmund Baluka. Le 30 juin, le tribunal rendait son verdict : cinq ans de prison. Le livre *Lettres de prison* fait vivre le combat d'Edmund Baluka derrière les barbelés et les barreaux des geôles de Jaruzelski mais ne se limite pas à cela car il évoque la vie militante de celui qui fut président du comité de grève de Szczecin, lors des grandes grèves de 1970-1971, qui est l'un des fondateurs du PSPP.

Dans leur avertissement, les auteurs expliquent : « Ce livre est fait d'éléments auto-

biographiques. Il n'est pourtant pas une autobiographie. Il n'est pas non plus une œuvre d'historien. Les eaux se sont mêlées car les protagonistes, tout un peuple, n'ont pas dit leur dernier mot. Pouvait-il en être autrement ? Non. Les grands événements qu'ont connus depuis 4 ans François et Edmund Baluka, le combat de 1970-1971, continuent d'être au centre de la question polonaise. »

Certes, le peuple polonais est loin d'avoir dit son dernier mot. Mais *Lettres de prison* est bien plus qu'un livre sur certains aspects

des événements gigantesques qui ont ébranlé la Pologne et directement l'URSS et les pays d'Europe de l'Est. C'est un extraordinaire témoignage vivant sur une révolution ouvrière en cours, et par là même un ouvrage qui tiendra une place historique dans le combat des exploités et des opprimés de tous les pays pour leur émancipation. C'est aussi un témoignage exaltant sur le combat et la résistance d'un homme qui, dans les pires circonstances, resta fidèle à la devise par laquelle il concluait une lettre à sa compagne et camarade de combat Françoise : « **Vivre à genoux, c'est l'infamie** », et qui affirma devant les juges les motifs politiques de ce courage, faisant de sa défense le plus impitoyable des réquisitoires contre une dictature réactionnaire qui ose utiliser l'épithète de « socialiste » pour se définir. Fermeté dont Edmund Baluka souligne combien elle est liée au combat collectif des prisonniers et comment ce combat s'appuie sur la résistance des ouvriers, des paysans, des intellectuels, des jeunes dont les prisonniers sont les meilleurs représentants. Il écrit dans une lettre à propos de ses « compagnons d'infortune » :

« ... Ce mot d'infortune ne nous va absolument pas. Ce sont des gens qui sont durs, mais ce sont des durs qui raisonnent. Ce sont des gens faits pour la victoire. Voilà quels sont mes amis. L'enjeu social important l'est aussi bien globalement que sur le plan individuel. Il ne sera pas exagéré d'écrire que les murs du pavillon 14 à Barczewo se sont refermés sur un immense arsenal d'énergie, et cette énergie ne pourra être brisée par personne ni même amenuisée. »

Cette « immense énergie » de ceux qui continuaient la lutte dans les prisons de Jaruzelski, nourrie par la résistance de tout un peuple, faisaient que la question de la libération des prisonniers politiques concentrait — avec l'exigence du rétablissement de Solidarité dans ses droits — la mobilisation du peuple polonais. A la fin du mois de juillet 1984, la bureaucratie était contrainte à reculer, les travailleurs de Pologne et leurs représentants arrachaient la libération de la grande majorité des prisonniers politiques.

Le 15 août, « tombait » le telex dont la reproduction est l'introduction du livre : « **Le chef historique des grèves de décembre 1970 dans les chantiers navals de Szczecin, M. Edmund Baluka, 50 ans, a été libéré samedi dernier...** »

Mais cette liberté, arrachée par la lutte, est comme le dit le titre de la première partie du livre « une liberté surveillée ». La bureaucratie, la clique de Jaruzelski ont dû reculer, elles n'entendent pas lâcher prise. La période qui s'ouvre sera marquée par une reprise de la répression, par le refus des « autorités » de réintégrer dans leur emploi les prisonniers politiques libérés, par des violences contre les manifestations. Elle aboutira au monstrueux assassinat du père Popielusko :

« **L'épreuve pour ceux qui sont sortis de prison continue. S'il faut rendre hommage à leur courage et à leur détermination, la marginalisation dans laquelle on essaie de les confiner va de pair avec la menace de bannissement que le gouvernement se propose d'introduire dans le Code pénal.**

**Tortures : le père Popielusko est assassiné fin octobre dans des conditions atroces par des officiers du ministère de l'Intérieur. Tortures psychiques. On veut faire peser sur les militants la menace, l'incertitude, le doute, la terreur...**

Pour Edmund Baluka et sa famille, c'est l'épreuve de la séparation qui continue. Edmund déclare ainsi plusieurs fois à sa femme, à des amis : « J'étais dans une petite prison à Barczewo, mais je suis aujourd'hui dans une grande prison. » Il est épié, suivi. Ses conversations avec son fils et sa femme au téléphone, sont souvent empêchées et même parfois interrompues. Il n'hésite pas à dire : « Après toutes ces années de détention, je crois que psychologiquement cette liberté, c'est plus dur. C'est très dur ! »

Et pourtant, par quelle « petite prison » Edmund Baluka n'est-il pas passé ? En deux ans et huit mois de détention, en 973 jours, Edmund Baluka a vu en tout et pour tout — au bout de deux ans et demi d'attente — son fils et sa femme deux fois trois heures, c'est-à-dire moins de six heures, moins de 345 minutes. Et dans quelles conditions... » (*Lettres de prison*, pages 25 et 26).

On le sait, malgré les demandes répétées de françoise Baluka — appuyées par une large campagne en France et à l'échelle internationale — le régime au pouvoir à Varsovie refuse toujours un visa à François et à Midaël Baluka. Infamie contraire aux droits les plus élémentaires de la personne. Que la parution des « Lettres de Prison » soit un appel à poursuivre et à amplifier

cette campagne, comme celle menée pour la libération de tous ceux qui sont encore emprisonnés ou que l'on arrête à nouveau !

Car, face à la férocité du régime, l'action continue. Edmund Baluka informe une dépêche en date du 24 novembre « syndicaliste de première heure de Solidarité qui avait été interné dès la proclamation de l'état de siège en décembre 1981 » a « avec une quinzaine de militants de l'opposition démocratique constitué un comité pour la défense des droits de l'homme à Szczecin ». « Des comités analogues », ajoute la dépêche, « ont été créés à Varsovie Wrocław et Cracovie. Tous leurs fondateurs ont été avertis par la justice que leur activité était "illégal" et passible de 3 à 5 ans de prison. »

Edmund Baluka a d'ailleurs, avec Jan Kosztecki, été inculpé pour la fondation de ce comité. Quant aux conditions de la « petite prison » : lors de la première visite de Françoise et Mikaël, Edmund Baluka dit à Françoise : « N'oublie pas que c'est l'enfer. »

Les Lettres de Prison font vivre ce que fut, dans l'enfer des prisons de Jaruzelski, le combat des militants de Solidarité — celui d'Edmund Baluka — pour leur dignité, pour leurs droits de prisonniers politiques, un combat dans lequel ils usèrent de la seule arme qui leur restait : leur propre vie.

C'est par le recours à la grève de la faim qu'Edmund Baluka et ses camarades de Solidarité, membres ou non de partis politiques, arrachent la reconnaissance de fait qu'ils sont bien des détenus politiques : le droit de porter leurs propres vêtements, celui de se rencontrer.

Les Lettres de Prison sont cependant plus — bien que cela suffirait à en faire un ouvrage hors du commun — qu'un extraordinaire témoignage sur les prisons de Jaruzelski et sur la trempe de ceux qu'on voulait y briser pour briser la résistance de tout un peuple.

Ce que ce livre fait revivre, qu'il illustre avec à la fois passion et rigueur, ce sont les étapes du combat des travailleurs polonais contre la bureaucratie usurpatrice et corrompue : 1956, 1970-1971, 1976, la grève générale d'août 1980, le développement de Solidarité, sa légalisation, le coup de force de décembre 1981 et la résistance de tout un peuple. Il témoigne aussi de la richesse politique des discussions et des réflexions de la confrontation d'idées, dont l'immense

mouvement qui s'est rassemblé dans Solidarité est le terrain. Il éclaire le contenu profondément révolutionnaire, ouvrier, des événements gigantesques qui sont loin d'avoir atteint une conclusion : « La guerre ouverte contre le peuple, tel a été le dernier argument dont disposait le système d'exercice du pouvoir, s'appuyant sur la doctrine despote de Staline. Ceux qui exercent actuellement le pouvoir en Pologne ne disposent pas d'autres atouts. Le 13 décembre, s'il a momentanément knock-outé le mouvement social et la société polonaise, signifie avant tout le knock-out du système lui-même », écrivait Baluka de sa prison le 2 mai 1983).

Et dans la mesure où cette histoire est saisie au travers d'un itinéraire individuel, celui du militant ouvrier Edmund Baluka, soulignons que cet itinéraire illustre parfaitement la définition que Jean Jaurès donnait du courage « le courage, c'est de chercher la vérité et de la dire ».

Et l'on sait à quel prix Edmund Baluka l'a dite, la réaffirmant devant ses juges en exposant ses convictions socialistes : « Je resterai toujours fidèle à l'idéologie socialiste, armé de la connaissance de l'œuvre de Marx et de Lénine, mais surtout de l'histoire centenaire des luttes des socialistes polonais et de l'histoire entre autres du PPS (Parti socialiste polonais). »

Mais, faisant du banc des accusés une tribune, Edmund Baluka ne se contente pas d'opposer les principes du socialisme à ceux qui « enfoncent les derniers clous dans le cercueil des théories socialistes », il démontre ce qu'est l'internationalisme en pratique. C'est ainsi qu'après avoir cité un extrait de l'acte d'accusation qui dit qu'Edmund Baluka « militait également dans le mouvement syndical dont les principes politiques reposent sur l'hostilité ouverte aux partis communistes de type marxiste-léniniste et aux pays socialistes ». S'adressant à ses juges, Edmund Baluka déclare :

« Messieurs du Tribunal,

Cette citation n'aurait pas très grande importance, si je n'avais tenu à montrer la vérité sur ceux qui sont les vrais ennemis des partis marxistes-léninistes, ceux qui sont vraiment hostiles à l'idéologie instaurée dans les pays appelés socialistes.

On ne peut pas exiger de syndicalistes des pays capitalistes qu'ils aiment les partis

politiques d'Europe de l'Est qui ont choisi de s'abriter derrière le paravent du marxisme-léninisme. On ne peut pas non plus exiger qu'ils chantent *hosanna* au système de la République populaire de Pologne. On ne peut cependant pas soupçonner les syndicalistes occidentaux de haine pathologique pour les idées socialistes. Non seulement c'est une grave erreur, mais c'est même un grave tort fait aux travailleurs exploités par les employeurs, confrontés aux problèmes du chômage, etc. C'est tout à fait différent ! Monsieur le Procureur, les yeux du prolétariat des pays socialistes sont tournés vers l'Est depuis l'année 1905, lorsque s'est produit le premier choc tectonique sous l'empire tsariste. 78 ans ont passé. 78 ans d'espoir, de doute, de tentatives. Les nuages des années trente sont venus couvrir l'espoir, et ont amené le doute. Mais le regard du prolétariat, un regard qui jauge, est toujours posé sur l'Est. »

Et dans une lettre du 2 mai 1983, alors qu'il était emprisonné à Kornowo, Edmund Baluka écrivait au Comité pour la défense des syndicats libres en URSS et en Europe de l'Est : « **Président du Comité de liaison pour la défense des syndicats libres en URSS et en Europe de l'Est, derrière les barreaux, je ne puis être utile à grand chose, dans votre combat qui unit les prolétaires dans leur lutte contre l'exploitation, dans leur lutte pour le pouvoir des masses ouvrières. Je sais pertinemment que vous avez des milliers de problèmes propres dans vos pays respectifs. Mais le combat qui se déroule actuellement en Pologne est partie prenante du vôtre. Seuls, nous ne ferons pas grand chose, tous ensemble, c'est la voie de la victoire.** »

Mais ce n'est pas seulement l'unité des luttes des travailleurs dans des continents et des pays différents que Baluka affirme, c'est aussi le lien des luttes passées et de celles d'aujourd'hui, la continuité du combat séculaire pour l'émancipation qu'il dresse contre les bureaucrates falsificateurs. Pour stigmatiser, au-delà des individus, le caractère d'un régime qui bafoue la justice, il se réfère aux luttes des travailleurs sous l'empire tsariste :

« **Monsieur le Président, Messieurs du tribunal, Tout procès politique doit être replacé dans un contexte différent et apprécié différemment ; mais tous les procès politiques ont un canevas commun du point de vue de leurs causes et de leurs suites.**

Je citerai ici un passage de Maxime Gorki, qui ne concerne pas directement la Cour ni Monsieur le Procureur. Il y a trop eu de marques de savoir-vivre dans cette salle, pendant les débats, trop d'honnêteté ou de maîtrise de soi — je m'en suis moi-même étonné — pour que cette déclaration soit applicable à ces lieux.

Je l'adresse en fait, Messieurs du tribunal, à un plus large cercle de notre peuple, à tous ceux qui exercent ou ont une influence sur l'exercice du pouvoir d'Etat en Pologne.

J'ai donc repris dans la cellule de ma prison, une des lectures obligatoires de ma jeunesse à l'école. Ce livre, c'est *La Mère* de Gorki. Et bien que l'histoire véridique qu'il raconte se passe en 1902 dans la Russie tsariste, à Sormowo, elle se retrouve aujourd'hui dans la situation de la Pologne, et pas seulement de la Pologne.

Le dirigeant d'un groupe socialiste qui comparait devant le tribunal pour avoir organisé une manifestation le 1<sup>er</sup> mai, termine ainsi sa déclaration finale. Je cite : « **Je n'avais pas l'intention de vous heurter personnellement. Bien au contraire, en participant malgré vous à cette comédie que vous appelez un tribunal, je ressens une sorte de pitié à votre égard. Malgré tout, vous êtes des hommes, et c'est toujours triste de voir des hommes, même du camp adverse, avilis à ce point par une force de contrainte, au point de perdre tout sentiment de dignité humaine.** »

Est-il besoin d'ajouter qu'il faut lire *Lettres de prison* ? Il faut faire connaître ce livre, le diffuser, le faire lire. C'est l'un des moyens de répondre à l'appel d'Edmund Baluka qui, de sa prison, écrivait : « **Dans votre combat, soyez mobilisés par ce mot d'ordre : Vive la lutte révolutionnaire des travailleurs polonais !** »

F. FORGUE

(Edmund Baluka, *Lettres de prison*, Editions Acié)

## « Forteresse Amérique », « Les années Reagan »

**P**EU avant l'élection présidentielle américaine paraissent deux livres sur l'Amérique de Reagan. Ecrits par deux anciens journalistes au Monde, ils ne présentent pas, on s'en doute, une analyse marxiste de l'impérialisme américain, qu'il s'agisse des relations Europe-Amérique, exposées dans l'ouvrage de Jacqueline Grapin **Forteresse Amérique** ou dans celui de Nicole Bernheim **Les années Reagan**, qui veut tracer le portrait de l'Amérique profonde des années quatre-vingt.

Mais ces deux livres, au demeurant fort différents, sont intéressants par les informations qu'ils rassemblent, qu'il s'agisse de la politique d'armement de l'impérialisme US comme moteur de la reprise économique et de son financement, ou qu'il s'agisse de ses effets aux Etats-Unis mêmes dans le domaine de la santé, de l'enseignement, etc.

Le premier, **Forteresse America** est en fait un panégyrique de la politique impérialiste de Reagan, même si l'auteur regrette que dans la redistribution des cartes, les impérialismes euro-

péens soient réduits au rôle « d'enjeu » plutôt que « d'acteur ». Ecrit par une spécialiste de questions militaires, il véhicule une idéologie bourgeoise réactionnaire, une haine de l'URSS et de la Révolution d'Octobre tout à fait similaire à l'idéologie véhiculée par les officiers instructeurs décrivant aux conscrits le « péril rouge ». C'est du point de vue de la défense du « monde libre », de l'impérialisme que Jacqueline Grapin expose les problèmes posés au sein de l'Alliance Atlantique, dans les deuxième et troisième parties de son ouvrage.

La première partie, plus intéressante, « **la restauration américaine** », expose la politique économique de Reagan et les raisons du spectaculaire redressement de la monnaie américaine qui, explique Jacqueline Grapin, « **est intervenu moins en raison d'un quelconque assainissement économique et financier que sur une base fondamentalement politique : le réarmement des Etats-Unis** ». Le moteur de la reprise, ce sont les dépenses militaires qui ont

triplé. Après l'aéronautique qui est le premier secteur à bénéficier des programmes d'armement, vient la radio et les équipements de télévision, « une branche qui a reçu 12 milliards de dollars en 1980, et en recevra 25 en 1987. Son taux de croissance est dans le domaine civil de 4 %. Dans le domaine militaire, il est de 13 %. (...) Même dans les secteurs qui peuvent s'estimer privilégiés par des taux de croissance satisfaisants sur les marchés civils, rien ne vaut le militaire : les composants électroniques (...) se développent au rythme de 8 % par an d'un côté, de 15 % de l'autre ». « Voici donc le réarmement, cause à la fois du déficit budgétaire et de la hausse des taux d'intérêts nécessaire pour le financer, doublement responsable de la hausse du dollar ».

Et à l'heure des additions, les Etats-Unis font payer les autres : c'est le pillage et pas seulement des pays semi-coloniaux. « Le monde se développe à crédit sous l'égide américaine », écrit Jacqueline Grapin, voulant voir dans l'expansion monétaire de ces dernières années une réédition quatre siècles plus tard de l'expansion monétaire consécutive à la découverte de l'Amérique par les Espagnols et les Portugais, qui provoqua un immense développement économique. Mais aujourd'hui, il ne s'agit pas d'or, de valeurs réelles, mais de monnaie de singe...

L'ouvrage de Nicole Bernheim se situe lui sur un tout autre plan. « Dans l'Amérique de Reagan, brutale et sûre de son bon droit, je ne reconnaissais plus du tout celle que j'avais tant admirée dix ans avant », l'Amérique où dans les années 1960-1970 « la recherche d'une nouvelle société, la guerre du Vietnam et le combat pour les droits civiques des Noirs mobilisaient des millions de jeunes », écrit l'auteur. Le livre ne prétend pas être

une analyse exhaustive du système Reagan, mais se veut un portrait de l'Amérique profonde des années quatre-vingt. Derrière l'Amérique « sottée, va-t-en-guerre, contente de soi, égoïste », c'est la quête de cette Amérique des années 60, « toujours là mais effarée, intimidée, pleine de complexes à l'égard des gagnants ».

Cela nous vaut d'abord une série de portraits du personnel politique de l'équipe Reagan, comme de ses opposants démocrates dont certains sont assez cocasses. Mais le plus intéressant n'est pas là. Il est dans la description de la réalité sociale de l'Amérique de Reagan. « Pendant l'hiver 1982, écrit Nicole Bernheim, des milliers de chômeurs des régions industrielles du Nord ont pris la route à la recherche d'un emploi avec femmes et enfants, jouant, un demi-siècle plus tard, l'odyssée lamentable décrite par Steinbeck dans Les Raisins de la colère ». Et de montrer comment les Etats-Unis, qui détiennent « le privilège... d'être à la fois le pays le plus riche du monde et le seul, parmi les industrialisés, à peu près totalement dépourvu de système de protection sociale » ont vu avec Reagan une réduction drastique des dépenses sociales.

Mieux vaut dans l'Amérique de Reagan, comme l'auteur l'écrit, « être jeune, blanc, riche et en bonne santé ».

Ce que veut faire le patronat français en matière de protection sociale, de liquidation du droit à la santé, il suffit de regarder le système Reagan pour s'en rendre compte. « Un lit d'hôpital sur trois appartient maintenant à une chaîne gérée selon des normes commerciales, un sur huit à une entreprise à but lucratif. C'est ce qui fait dire à un sociologue de l'université de Harvard, Paul Starr, que le système de santé américain est "le plus inégalitaire du monde". Le "medicare" dont bénéficient en principe tous les Américains de plus de soixante-cinq ans, n'est qu'une assurance de base qui paie

les frais "raisonnables" d'hospitalisation au-delà d'une franchise de 300 dollars et 80 % des honoraires de médecins "approuvés" au-delà de 75 dollars. Après soixante jours, le malade paie une part grandissante des frais d'hospitalisation, et, après cent cinquante jours, leur totalité. »

« Le "medicaid", entièrement gratuit, est réservé aux indigents. Mais, quand on voit l'état des hôpitaux publics de la plupart des grandes villes américaines, on ne peut que souhaiter de ne pas tomber dans cette catégorie de patients.

Même modeste, cette "couverture sociale" attribuée à ceux des Américains qui en ont le plus besoin est vivement attaquée par les partisans du président Reagan... Autre cible des reaganistes, le non moins modeste système de retraites dont vivent exclusivement 60 % des vingt-cinq millions d'Américains de plus de soixante-cinq ans... Il y a des familles dans lesquelles il faudra choisir entre l'opération de grand-mère et l'université pour le petit dernier. »

« Tiers monde à domicile », titre Nicole Bernheim, décrivant les ghettos noirs des grandes villes américaines. « L'une des raisons essentielles pour lesquelles on ne voit pas comment le système Reagan pourrait s'éterniser, malgré les commentaires flatteurs dont il a fait l'objet dans les milieux d'affaires du monde entier, est l'existence, aux Etats-Unis, d'un véritable "Tiers monde à domicile". Même si, contrairement à tous les pronostics, les ghettos noirs et latino-américains n'ont pas explosé au plus fort de la récession des années quatre-vingt, leur persistance crée une situation extraordinairement dangereuse et malsaine. (...) Les familles des ghettos noirs ont été les principales victimes des réductions de budgets sociaux décidées par l'administration Reagan comme remède au déficit budgétaire : réduction des coupons d'alimentation gratuits distribués aux familles pauvres, des contrôles de gros-

sesse des femmes enceintes, des repas gratuits aux écoliers... et, peut-être plus grave que tout, abandon de nouveaux programmes de formation professionnelle. » Au bout de tout cela, une clochardisation de dizaines et dizaines de milliers d'Américains, la « charité » comme au XIX<sup>e</sup> siècle, « situation aggravée, précise l'auteur, après la décision du président Reagan de rétrocéder aux autorités locales la responsabilité de nombreux services sociaux, l'Etat fédéral réservant de plus en plus son financement à la défense nationale ».

Quant à l'enseignement, ce sont aujourd'hui des générations entières qui sont sacrifiées. Ce qui amène Nicole Bernheim à écrire très justement : « La relance économique qui s'affirme depuis 1982 a, certes, réduit le chômage, mais il s'agit plus, dans l'industrie de réembauche que de véritables créations d'emplois... Les grands secteurs industriels traditionnels restent à plat. Les nouveaux, comme le tertiaire, s'informatisent de plus en plus. Ce qui offre de brillantes perspectives aux jeunes dotés d'une bonne formation, mais pas aux millions de laissés pour compte de la reprise : on ne reclasera pas sur ordinateurs de vieux ouvriers ni des garçons et des filles qui savent à peine lire et écrire... Tout semble indiquer que des millions de salariés vont donc être perdus à jamais pour le marché de l'emploi en l'absence quasi-totale d'infrastructure sociale capable de les soutenir. Y aura-t-il encore "un job quelque part" pour les ouvriers vieillissants d'industries en pleine mutation ? Y en aura-t-il jamais pour ces millions de garçons et de filles dépourvus d'un minimum de connaissances ? »

CESAR CORTE

(Forteresse América de J. Grapin, Editions Stock, Les années Reagan de N. Bernheim, Editions Stock)



## « KREMLIN-PCF - CONVERSATIONS SECRETES »

**U**N livre intitulé « **Kremlin-PCF - Conversations secrètes** », est paru au mois de novembre chez l'éditeur Olivier Orban. Bien évidemment, ce livre a donné lieu à de nombreux commentaires et fait couler beaucoup d'encre. Ce qu'il contient : les notes prises par Jean Kanapa (ancien membre du BP du PCF, mort en 1978) dans la période qui a précédé et suivi immédiatement l'invasion de la Tchécoslovaquie par les chars de la bureaucratie du Kremlin le 21 août 1968, occupation qui, rappelons-le, dure toujours, plus de 16 ans après. (1)

Bien évidemment, le moment choisi pour la parution de ce livre n'est pas sans importance, quelques jours après l'adoption par le Comité Central (avec 6 abstentions) du projet de rapport pour le 25<sup>e</sup> Congrès du PCF, qui va se tenir en février. A ce sujet, on a assisté depuis à une mise en scène pour le moins étrange. Un militant du PCF, masqué est filmé par « Antenne 2 » et affirme parler au nom d'autres responsables du PCF conservant eux aussi l'anonymat. Ce qui a fait dire à d'anciens cadres du PCF — ayant rompu avec ce parti — que ce n'est pas la première fois que l'on assiste à ce genre de scénario qui a l'avantage pour le PCF, dans une situation de crise que personne ne peut contester, de créer une situation facilitant l'épuration...

Venons-en aux documents eux-mêmes. Au-delà des intentions de l'auteur des notes, Jean Kanapa, celles-ci établissent fort bien le mécanisme des décisions, la réalité du rapport de dépendance absolu du PCF,

comme parti, avec la bureaucratie du Kremlin dont il est à la fois une composante et une projection. Du temps de Staline, comme depuis, la discussion a toujours eu lieu dans les sommets de l'appareil. Discussion où chaque clique, chaque « camp » cherchait à faire prévaloir ses positions. Mais ces discussions d'hier, de 1968 et d'aujourd'hui, ont toujours lieu dans un cadre et sur ce point les « notes » sont d'une très grande clarté : quels sont les meilleurs moyens à mettre en œuvre pour étrangler la révolution politique menaçant son pouvoir ? Comment assurer la pérennité d'un pouvoir, dans une situation de crise de la bureaucratie elle-même, crise qui, en particulier depuis la mort de Staline, a libéré des éléments de dislocation ? La réponse sera toujours la même : répression contre les masses, élimination d'une partie de l'appareil, qui n'a pas su « tourner », « sentir le vent ».

Ce qui est en cause, la discussion entre Souslov-Ponomarev et Waldeck Rochet du 15 juillet 1968 l'établit assez bien.

**« Les principaux moyens de propagande sont tombés dans les mains des antisocialistes, sont utilisés chaque jour contre le PCT et contre l'amitié avec les pays socialistes. Même le *Rude Pravo* n'est plus contrôlé, dans une grande mesure, par le Parti. Bien que le rédacteur en chef soit un bon communiste, il est en fait sans pouvoir.**

**On attaque violemment les membres du Parti, on leur colle des étiquettes. Des centaines de permanents sont maintenant sans travail. Au lieu de les défendre devant les calomnies, on les limoge. Ce qui ligote les bons communistes. (...)**

**Nous ne pouvons pas rester les bras croisés. La défaite du socialisme en Tchécoslovaquie n'est pas une affaire seulement intérieure. Cela romprait tous les maillons du camp. Cela ouvrirait la frontière devant Bonn. Cela changerait du coup les frontières du camp socialiste. » (...)**

(1) Nous ne revenons pas sur plusieurs aspects traités par *Informations Ouvrières* lors de la sortie du livre, notamment sur l'évidente authenticité des notes qui de ce fait, comme l'indique *Informations Ouvrières*, n'apportent rien de qualitativement nouveau sur les relations de dépendance entre l'appareil du PCF et la bureaucratie du Kremlin mais qui présentent un grand intérêt quant au caractère et à la forme des liens de dépendance.

« — PONOMAREV : Y a-t-il analogie avec 56 ? Il y a un processus particulier (l'ennemi l'a appris) (c'est) plus difficile pour nous. En 56, il y avait le club Petofi et l'intervention ouverte antisocialiste. (...) »

« Depuis des mois, la presse publie des flots d'articles contre le rôle dirigeant du Parti. Et leurs auteurs sont toujours en place. Dubcek dit : nous sommes contre les mesures administratives, nous les convainçons. Mais les ministres sont chassés, trois quarts des secrétaires fédéraux et la moitié des secrétaires de sections sont au chômage, comme la moitié du comité central ! Il y a la liberté de la presse, sauf pour la presse du parti. (...) La bourgeoisie ne se gêne pas — vous le savez bien — pour étouffer le mouvement ouvrier. De Gaulle appelle les tanks... Mais les dirigeants tchèques, eux, disent qu'ils ne peuvent rien.

Votre voyage sera difficile, car Dubcek va vous donner toutes les assurances que vous voudrez. » (...)

« WALEDECK ROCHET : Laisser basculer la Tchécoslovaquie aurait des conséquences très graves. Mais le recours aux moyens extrêmes aurait aussi des conséquences très graves. Voilà pourquoi nous sommes inquiets. Nous n'avons pas de solution. Mais dans les deux cas, ça serait grave. La contre-révolution ouverte en Hongrie rendait l'intervention soviétique justifiée et NECESSAIRE. Mais ici, ce serait plus difficile. C'est pourquoi il faut utiliser toutes les formes de pression. S'ils proposent des (rencontres) bilatérales, il faut l'accepter. »

Il y a un parfait accord entre Souslov-Ponomarev et Waldeck Rochet sur le caractère intolérable de la situation. Tous les trois réaffirment en préalable la justesse de l'écrasement des conseils ouvriers en Hongrie en 1956 par les chars de la bureaucratie. La discussion porte sur les moyens de stopper la révolution politique qui met en cause, comme ils le réaffirment également tous trois, le statu quo établi en 1944-1945 entre Staline et Roosevelt, entre la bureaucratie du Kremlin et l'impérialisme américain, sur le dos des peuples du monde. Ponomarev n'y va pas quatre chemins : « La bourgeoisie ne se gêne pas, vous le

savez bien, pour étouffer le mouvement ouvrier. De Gaulle appelle les tanks... Mais les dirigeants tchèques, eux, disent qu'ils ne peuvent rien... » « Ah, si nous avions un De Gaulle tchèque », se lamente Ponomarev. Ce n'est pas tant l'homme qui fait défaut mais les conditions politiques ! Il faudrait que la direction du PCT écrase elle-même au compte de la bureaucratie tout entière la révolution politique. Mais l'appareil du PCT est mortellement frappé. C'est sur cette toile de fond commune que la discussion a lieu entre Souslov-Ponomarev et Waldeck Rochet. C'est ce même cadre qui préside à la rencontre suivante.

C'est-à-dire l'entretien au Kremlin entre Leonie Brejnev et Waldeck Rochet le 16 juillet 1968.

Non moins intéressant est le document rapportant la rencontre du 19 juillet 1968 entre Alexandre Dubcek et Waldeck Rochet :

« DUBCEK : (...) Si j'ai bien compris, le camarade Waldeck Rochet nous a traduit les idées des camarades soviétiques.

W. ROCHET : Non. Je ne suis aucunement chargé de traduire les opinions des camarades soviétiques. Je suis allé à Moscou en toute indépendance. J'ai écouté, entendu. J'en ai conclu que la situation était grave. J'ai évoqué tout à l'heure certaines remarques des camarades soviétiques parce qu'elles comptent dans le débat. Mais nous avons pour notre part nos propres remarques.

DUBCEK : Quand vous avez défini la situation en Tchécoslovaquie, c'est l'opinion des Soviétiques ou la vôtre ? (...) Nous sommes ici, vous et nous, en tant que représentants de nos partis. Et il serait bon, naturellement, que nous connaissions l'opinion du bureau politique du Parti communiste français, l'opinion propre du Parti communiste français. »

Dans la suite de l'entretien, Dubcek cherche à donner des assurances à celui qu'il considère, comme l'indique clairement l'extrait cité ci-dessus, comme l'envoyé du bureau politique du PCUS. Il manœuvre, il cherche à gagner du temps, il minimise pour ce faire, dans la langue de bois tradi-

tionnelle, le mouvement de révolution politique. Vraiment, il ne se passe pas grand chose à Prague. Rien, presque rien. Mais, pas plus W. Rochet que Brejnev ne peuvent se contenter des « assurances » d'A. Dubcek. Il s'agit de l'existence de la caste du Kremlin, de son monopole politique.

Le 21 août 1968, les troupes de la bureaucratie entrent à Prague et occupent la Tchécoslovaquie. Des centaines de morts, des milliers d'emprisonnés, la terreur stalinienne s'abat sur les peuples de Tchécoslovaquie.

La bureaucratie est passée du stade de la « discussion » des moyens à celui de l'exécution sans phrases.

Le PCT s'avère incapable d'écraser la classe ouvrière, les « partis frères » le feront à sa place.

Il s'agit des intérêts de la caste du Kremlin, de l'appareil international du stalinisme dans son ensemble. « Un maillon du socialisme ». On peut discuter des formes de la soumission, de la meilleure manière de défendre l'ordre, au compte de la bureaucratie, des dizaines de pages, on ne discute pas de la soumission elle-même.

Nous ne pouvons dans cette note de lecture donner des extraits de tous les documents écrits par Kanapa et publiés dans le livre « Kremlin-PCF », document qui sont au nombre de onze. Mais il paraît nécessaire toutefois de porter à la connaissance des lecteurs de *La Vérité* les quelques extraits suivants de la rencontre entre Waldeck Rochet et Brejnev, du 4 Novembre 1968, c'est-à-dire un mois et demi après l'intervention, rencontre à laquelle participe également G. Marchais.

Brejnev (montre un dossier et dit) : « Voilà, tout ça est dirigé contre le PCF. Quel dilemme ! D'autant plus que pendant 50 ans, nos deux partis ont toujours été unis et que cela a été si important pour nos partis, pour tout le mouvement. (...) »

Depuis 50 ans, nos deux partis ont toujours été unis, nos relations reposaient sur l'identité de vues sur toutes les grandes questions internationales. Unité de vues concernant la lutte anti-impérialiste (...).

**Je ne veux pas dire que tout a toujours été parfait chez nous. Vous pouvez voir nos statistiques (sauf militaires). Notre classe ouvrière est restée fidèle à ses idéaux. Elle a dû faire preuve de beaucoup de résolution. C'était ça, notre crédit. Nous aussi, les gens de notre âge, nous avons contribué à augmenter ce crédit. (Je ne pouvais pas aller voir ma mère). Il y avait des mécontents, mais pas contre le pouvoir soviétique — contre les boulangers.**

**W. ROCHET : J'ai vécu chez vous. En 1930.**

Brejnev se moque alors ouvertement de ses subordonnés français

**« BREJNEV : En 1920, c'était pire. Quand j'étais jeune (suit l'histoire...) à l'usine, 80 % des ouvriers qualifiés renvoyaient leurs familles dans les villages.**

**SOUSLOV : Les camarades français ont aidé les gens de la Volga à lutter contre la famine.**

**DUCLOS : On a quêté dans les rues.**

**BREJNEV : Merci aux communistes français. (...) »**

Les derniers documents publiés dans le livre « Kremlin-PCF » présentent les différents projets en vue du communiqué commun PCUS-PCF en préparation. Le PCUS a écrit le sien, le PCF également. Ce dernier veut manifester quelques « nuances » sur la question de l'intervention en Tchécoslovaquie en rappelant sa condamnation au mois d'août. Ponomarev, qui représente le BP du PCUS, déclare :

**« Et maintenant, il faudrait un communiqué confirmant la position prise par le PCF le 21 août ! Ce serait saper à la base tout ce qui a été acquis. (...) Il y a déjà le retrait des troupes, à l'exception d'un petit contingent. Tout ça a été fait de concert avec le PCT, et demain on publierait un communiqué où vous maintiendriez votre vieille position ! Nous ne pouvons accepter qu'on parle des positions respectives sur la Tchécoslovaquie. Ce serait utilisé par les droitiers en Tchécoslovaquie. Les droitiers n'ont pas abandonné la lutte, y compris au sein de la direction du Parti. »**

Pour la bureaucratie, l'unité de la politique

contre-révolutionnaire nécessite que soit réaffirmée l'unité de commandement dans l'appareil, avec les conséquences que manifestent obligatoirement une telle situation de crise. Mais, précisément qu'il s'agisse de la Hongrie et de la Pologne en 1956, de la Tchécoslovaquie en 1968, de la Pologne aujourd'hui, à une échelle et une profondeur jamais atteintes, cette « unité de commandement », ce monolithisme, indispensables au fonctionnement de la politique contre-révolutionnaire, sont minés de toute part. L'impérialisme ne peut plus se satisfaire du statu quo de 1944-1945. Dans tous les continents, la classe ouvrière, les masses

exploitées sous différentes formes manifestent leurs exigences sociales et politiques. Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes se dresse fondamentalement contre l'impérialisme et la bureaucratie stalinienne.

En ce sens, les notes de feu Jean Kanapa ne font que confirmer la faillite historique de ce corps étranger à la classe ouvrière, allié de l'impérialisme, qui explosera sous les coups de la révolution mondiale.

G. BAUVERT

(Kremlin-PCF - Conversations secrètes,  
Editions Olivier Orban)

## « Trotsky : textes et débats »

Présentation de Jean-Jacques Marie

**L**E 28 août 1940, une semaine après l'assassinat de Léon Trotsky par l'agent de Staline, Ramon Mercader, l'organisation trotskyste américaine, le Socialist Workers Party (SWP), convoquait un meeting pour rendre hommage au grand révolutionnaire, révolutionnaire dont le gouvernement impérialiste américain avait une telle crainte qu'il refusa le transfert de ses cendres aux États-Unis.

Dans le discours qu'il y prononça, James P. Cannon, l'un des fondateurs du SWP, après avoir été l'un des créateurs du Parti communiste aux États-Unis, déclarait : **« Dans l'époque terrible que nous vivons, bien des choses disparaîtront. Staline et Hitler et Roosevelt et Churchill, et tous les mensonges, toute l'injustice et toute l'hypocrisie qu'ils incarnent disparaîtront dans le sang et le feu. Mais l'esprit de l'homme communiste que le camarade Trotsky incarnait ne disparaîtra pas. »**

Près d'un demi-siècle est passé depuis, avant tout marqué par la lutte constante des exploités et des opprimés. La crise politique, sociale, économique qui frappe tout le système impérialiste et chacun des États capitalistes, l'action des travailleurs des pays industriels dressés contre les plans du capital, comme la lutte émancipatrice des peuples écrasés et pillés par l'impérialisme, les développements impétueux de la révo-

lution politique, témoignent du fait que la théorie de la révolution permanente n'est pas seulement la généralisation de la dynamique même de la révolution prolétarienne internationale à l'époque de l'impérialisme mais qu'elle est le guide nécessaire de ces luttes.

La nécessité de la révolution politique contre la bureaucratie usurpatrice et contre-révolutionnaire n'est plus seulement un pronostic scientifique, établi à partir de l'analyse de la bureaucratie, mais « une force matérielle » présente dans l'action des millions d'hommes.

Aussi, est-il de plus en plus difficile d'ignorer Trotsky ou de le traiter par les moyens « classiques » de la calomnie stalinienne. Pourtant, la volonté de défigurer la pensée et l'action de Trotsky et ce qu'il représente reste aussi forte, si les techniques se modifient. C'est ainsi que, dans le précédent numéro de *La Vérité*, il a été nécessaire d'exposer une nouvelle tentative de falsification : l'édition et la présentation de « morceaux choisis » de Trotsky par J.-P. Scott, membre du PCF (1).

Aussi n'en est-il que plus agréable d'avoir à signaler aux lecteurs de *La Vérité* l'exis-

(1) Voir l'article de C. Fostier dans le numéro 594 de *La Vérité*.

tence en français, sous une forme pratique, d'un choix de textes et d'une présentation de l'œuvre de Trotsky honnêtes, utiles et consciencieux. Il s'agit, dans la collection **Textes et débats** paraissant au Livre de Poche d'un Trotsky présenté par Jean-Jacques Marie.

L'ambition de cette collection est de faire connaître l'œuvre et l'action de celui auquel l'ouvrage est consacré par des extraits de textes, accompagnés d'un commentaire et suivie parfois par des extraits des critiques et des analyses qu'ils ont suscitées. Dans le cadre d'une telle formule, Jean-Jacques Marie ne pouvait avoir la prétention de fournir un substitut d'une biographie politique ni de prétendre faire connaître — sous une forme condensée — « toute » l'œuvre de Trotsky.

Ces deux écueils sont évités : ce que les 450 pages de ce volume fournissent, c'est un accès aux positions de Trotsky, à sa pensée, éclairée à partir du choix d'un certain nombre de thèmes. Les brefs commentaires, l'utilisation des textes des adversaires de Trotsky, de commentaires et de critiques, aident à situer chacun des extraits d'un ouvrage de Trotsky, de comprendre dans quel combat politique ils s'inscrivaient.

Ce petit livre conduira sans aucun doute à la lecture des ouvrages principaux de Trotsky et à la lecture des « œuvres » publiées par l'Institut Léon Trotsky sous la direction de P. Broué.

Les thèmes par rapport auxquels l'ouvrage est divisé sont les suivants : « **La Révolution. Révolution russe et révolution permanente** » ; « **Quelle armée pour la Révolution ?** » ; « **L'économie de transition** » ; « **Trotsky contre Staline** » ; « **L'Art et la Culture** » ; « **Front unique, Front populaire et fascisme** » ; « **La nature de l'URSS** » ; « **La IV<sup>e</sup> Internationale** ».

Comme on le voit, par la simple énumération des parties qui composent le volume, ce sont les grands aspects de la pensée et de l'action — inséparables dans son cas — de Léon Trotsky qui sont dégagés. Certes, ce panorama — dans les limites imposées — ne peut être que fragmentaire. On peut regretter qu'il n'y ait pas un chapitre en tant que tel sur « Trotsky historien », qu'il ne soit pas revenu sur sa place comme dirigeant de la III<sup>e</sup> Internationale, etc.

Mais ce genre de regrets prouve simplement que ce livre donnera à ceux qui le liront

l'envie d'en savoir plus, ce qui est le but poursuivi. Il se conclut par un chapitre sur la IV<sup>e</sup> Internationale, rétablissant ainsi, en donnant la parole à Trotsky, la vérité historique. Car très souvent, ceux qui veulent bien aujourd'hui « saluer » Trotsky, veulent ignorer ce que lui-même pourtant définissait comme son œuvre la plus importante : le combat pour la construction de la IV<sup>e</sup> Internationale, de nouveaux partis dans chaque pays.

Léon Trotsky écrivait en effet en 1935 : « **Et pourtant, je crois que le travail que je fais en ce moment — malgré tout ce qu'il a d'extrêmement insuffisant et fragmentaire — est le travail le plus important de ma vie, plus important que 1917, plus important que l'époque de la guerre civile.** »

Revenant sur les attaques de ceux qui, sur ce point central, ont falsifié l'action et la pensée politique de Trotsky, Jean-Jacques Marie écrit — et nous citons intégralement ce passage, car il montre comment le travail du « présentateur » situe l'action de Trotsky dans le développement de la lutte des classes :

« **En 1938, Trotsky propose pourtant de proclamer la IV<sup>e</sup> Internationale. Décision vide de sens et pure folie, selon son biographe Deutscher ou l'ancien opposant Victor Serge ; décision qui suscite quarante ans après l'humour des pamphlétaires officiels du Kremlin dont l'un évoque en termes caustiques la proclamation de la nouvelle Internationale : "Septembre 1938... Une vingtaine d'hommes se pressent dans l'atmosphère enfumée d'une modeste chambre d'un faubourg parisien ; on dirait des amis de longue date qui ne s'étaient pas vus il y a bien longtemps et se retrouvent enfin pour bavarder entre deux tasses de café. Mais avant de se séparer, ils déclarent avoir fondé une Internationale. Ni plus, ni moins ! La IV<sup>e</sup> Internationale naissait avec une surprenante facilité. Elle était proclamée par des invidius qui, dans leur majorité, ne représentaient qu'eux-mêmes."** (M. Basmanov : *Vers quoi les trotskystes détournent-ils la jeunesse ?*, p. 4).

A cet humour journalistique, Staline et la Guépéou substituèrent alors la calomnie et le meurtre. La jeune Internationale, si faible fût-elle, inquiétait en effet les pouvoirs établis qui se préparaient à déchaîner la guerre la plus féroce de l'histoire de l'humanité et craignaient qu'il n'en sorfit la révolution.

C'est ce qu'explique à Hitler — qui ne le nie pas — l'ambassadeur de France à Berlin, M. Coulondre, le 25 août 1939. L'ambassadeur rapporte ainsi sa conversation avec le chancelier nazi : « Si le sang français et le sang allemand coulent, il n'y aurait pas à payer que cet impôt du sang, si lourd qu'il fût ; les ravages de la guerre certainement longue entraîneraient un cortège d'atroces misères. Si je pensais effectivement, ai-je marqué, que nous serions victorieux, j'avais aussi la crainte qu'à l'issue de la guerre, il n'y eût qu'un vainqueur réel, M. Trotsky... M'interrompant, le Chancelier s'écria : Pourquoi, alors, avoir donné à

la Pologne un chèque en blanc ? » (*Livre jaune français sur les causes de la guerre*, p. 314).

N'est-ce pas, après tout, parce qu'il avait la même crainte, que Staline fit assassiner Trotsky ?

Le représentant du gouvernement français auprès de Hitler, ce dernier et Staline ne considéraient donc pas la IV<sup>e</sup> Internationale avec la désinvolture des militants fatigués et des feuilletonistes... »

F. FORGUE

(Trotsky : *Textes et débats*, Livre de poche)

## les marxistes et l'école

**A**U moment où les TUC, la flexibilité, les « stages » des jeunes, et une effroyable pénurie dans l'enseignement manifestent l'application sans phrases par le gouvernement des volontés patronales, il faut se dépêcher, si ce n'est fait, pour les besoins mêmes du combat politique, de lire le livre de Michel Eliard. C'est pourquoi il est nécessaire de revenir — ne serait-ce que brièvement — sur son contenu. On y trouvera, avec la compréhension de l'offensive d'ensemble de la V<sup>e</sup> République contre l'enseignement, une compréhension matérialiste de la question scolaire, permettant notamment de réfuter toute illusion à l'égard de certain ministre beau-parleur...

Michel Eliard s'est attaqué dans son livre à deux mystifications qui, au cours des deux dernières décennies vinrent aider puissamment la démolition scolaire entreprise sous la V<sup>e</sup> République.

Ces mystifications s'énoncent ainsi : le régime, notamment par la prolongation de la scolarité obligatoire en 1959-1967, aurait favorisé la « démocratisation » de l'enseignement. En second lieu, l'adaptation de l'enseignement aux besoins de l'économie capitaliste devrait consister en un surcroît de qualification, allant de pair avec les progrès technologiques.

Ces mystifications aidèrent à sceller l'accord qui se noua, dans les années 1960-1970, entre la « droite » et la « gauche », pour « moderniser » l'enseignement et vinrent camoufler maintes capitulations des dirigeants officiels du mouvement « laïque ».

En s'attelant à démystifier ces prétendues vérités premières, Eliard avait donc affaire à forte partie.

On ne s'étonnera pas dès lors que son livre, destiné à opposer les faits à cet échafaudage politique et idéologique, fourmille d'un certain nombre de données chiffrées, de tableaux comparatifs permettant :

— de réduire à néant la thèse de l'œuvre civilisatrice de la V<sup>e</sup> République

— de montrer la formidable résistance de la jeunesse et des classes laborieuses, par la mise en échec notamment des objectifs de déqualification et de déscolarisation des « rénovateurs ».

Ne prenons qu'un exemple : l'enseignement technique. Eliard cite, en conclusion de son livre, le fameux passage du *Capital* où Marx qualifie les embryons d'enseignement technologique comme « des ferments de transformation, dont le terme final est la

**suppression de l'ancienne division du travail** ». Il estime que cet enseignement « se trouve en contradiction flagrante avec le mode capitaliste de l'industrie et le milieu économique où il place l'ouvrier ». Cela n'échappe pas au CNPF, dont la haine tenace, l'acharnement à démolir les acquis démocratiques d'enseignement technique arrachés par la classe ouvrière en 1949, sont suivis pas à pas par Eliard.

Le lecteur de 1985 sera frappé de la comparaison entre les déclarations du CNPF, en 1955 par exemple, demandant « l'organisation de la formation professionnelle dans les conditions (sic) les plus fructueuses et les moins coûteuses », ses propositions et... toutes les réformes scolaires de la V<sup>e</sup> République, de Fouchet à Chevènement-Carraz. Ces réformes ont été littéralement dictées par le CNPF, acharné jour après jour les acquis ouvriers et démocratiques de l'après-guerre.

Mais ce que démontre, en regard, le livre d'Eliard, c'est la **formidable résistance** du prolétariat et de la jeunesse. Les chiffres parlent. Par le V<sup>e</sup> Plan, De Gaulle et Fouchet voulaient ramener à 98 000 les élèves de CET. La grève générale ruine cet espoir : ils sont 334 000 en 1970, à la fin du plan ! De même, Fouchet et Peyrefitte voulaient ramener le passage des bacheliers à l'université à 35 %, ils sont 57 %. La lutte

des classes est passée par là, et le nombre des étudiants, malgré la V<sup>e</sup> République, a atteint le million.

Quant aux fallacieuses thèses dites de la « reproduction » des inégalités sociales par l'école, elles ont conduit au rapport Legrand, c'est-à-dire, sous prétexte d'aide aux « enfants défavorisés », à la proposition de différencier l'enseignement en écoles pour riches et pour pauvres.

Eliard établit à l'inverse : **« L'histoire de l'école montre qu'il n'y a pas de relation mécanique entre les rapports de production et la structure du système scolaire. Celui-ci est le produit complexe de rapports de force entre les classes sociales, et apparaît étroitement lié à la question du pouvoir politique »**.

Pas de relation mécanique en effet : à l'heure où la bourgeoisie en décadence détruit sa propre école, sa propre civilisation, la défense des acquis démocratiques revient à la révolution prolétarienne. En France, où la bourgeoisie républicaine construisit, contre le clergé, « les meilleures écoles du monde » (Engels), ces contradictions n'en sont que plus criantes.

Le livre d'Eliard permet de les saisir... et de les utiliser dans le combat.

Michel SERAC

*« L'école en miettes », de Michel ELIARD  
Editions PIE*

**Une formule  
d'abonnement groupé :**

**LA VÉRITÉ et TRIBUNE INTERNATIONALE**

**Pour 1 an : 4 numéros de *La Vérité*  
8 numéros de *Tribune internationale***

— pli ouvert : 150 F  
— pli fermé : 220 F

Chèque ou mandat à l'ordre de : *La Vérité - Tribune internationale*  
87, rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 Paris



**Bulletin d'abonnement**

NOM : .....  
PRENOM : .....  
ADRESSE : .....

- LA VERITE  
 TRIBUNE INTERNATIONALE  
 LA VERITE et TRIBUNE INTERNATIONALE

- Pli ouvert  
 Pli fermé

(cocher la formule choisie)



## « sur les problèmes du gouvernement ouvrier et paysan »

*(Extraits du rapport préparatoire  
au XX<sup>e</sup> Congrès de l'OCI - 1975)*

**C**HACQUE numéro de La Vérité reproduira des documents de notre mouvement, à l'échelle nationale et internationale. Comme il était expliqué dans le précédent numéro de la revue, ces documents — qu'il est parfois difficile aujourd'hui de se procurer — illustreront l'histoire de notre parti et du combat pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale. Ils montreront comment les organisations trotskystes ont fait face aux problèmes surgis de la lutte des classes, quelles réponses ils y ont apportées, comment ils y sont intervenus. Dans ce numéro, nous reproduisons intégralement tout un chapitre du rapport préparatoire au XX<sup>e</sup> Congrès de l'OCI, consacré aux problèmes du gouvernement ouvrier et paysan.

Le XX<sup>e</sup> Congrès de l'OCI s'est tenu en décembre 1975, c'est-à-dire dans une situation où le renversement du régime salazariste au Portugal (avril 1974), avait marqué le commencement de la révolution prolétarienne au Portugal et après la défaite subie par l'impérialisme au Vietnam. C'est dans ces conditions que l'introduction notait que ce qui était nécessaire à l'OCI pour aller de l'avant, c'était une appréciation théorique claire « de la période de l'imminence de la révolution intégrant les données théoriques permettant de caractériser les rapports entre la nature des appareils bourgeois et les organisations qu'ils contrôlent, et tout ce qui amène les grandes masses à prendre conscience de la nécessité d'engager le combat révolutionnaire contre la bourgeoisie et l'Etat ».

**L**es conquêtes sociales arrachées dans les pays avancés après la fin de la Seconde Guerre impérialiste ont été plus importantes que celles que le prolétariat avait arrachées dans la période ascendante du capitalisme. Et pourtant, avec Lénine, nous disons : « *L'impérialisme, c'est la réaction sur toute la ligne.* »

### « La réaction sur toute la ligne »

Il n'y a là qu'une contradiction apparente. Dans la phase ascendante du capitalisme, le prolétariat a arraché ses droits (organisation, libertés, premières conquêtes sociales, etc.), le constituant comme classe, par les méthodes de la lutte des classes révolutionnaire. A l'époque de l'impérialisme, qui est l'ère des guerres et des révolutions, toute lutte d'envergure pose le problème de l'Etat, remet en cause avec le pouvoir de la bourgeoisie la société bourgeoise ; la bourgeoisie, pour endiguer la montée révolutionnaire des masses et préserver son Etat, à l'aide des appareils bourgeois, a été dans l'obligation de céder au prolétariat les plus importantes conquêtes sociales (Sécurité sociale, Assedic, enseignement, garantie contre le chômage, statut de la Fonction publique, politique de logement, etc.). C'est ainsi que nous avons pu écrire que dans les pays avancés, la classe ouvrière avait accru, dans les deux à trois dizaines d'années qui viennent de s'écouler, sa densité politique. Nous le savons, cela n'a pu être concédé par l'impérialisme qu'en relation avec les injections grandissantes de crédits militaires dans l'économie et leurs conséquences, l'extraordinaire gaspillage et destruction des forces productives accumulées dans la période antérieure et l'extension du parasitisme économique et social (cf. extraordinaire accroissement de la bureaucratie d'Etat), menace terrible contre la substance même du prolétariat producteur de plus-value. Il nous faut préciser. Le moteur de l'extorsion de la plus-value, ce sont les injections grandissantes de crédits d'armement, source du gaspillage le plus forcené avec ses résultats : inflation, capitaux flottants ne pouvant s'investir que dans la spéculation, crise monétaire chronique préparant à terme l'écroulement du marché mondial, pollution, etc. Mais l'économie d'armement, qui obéit aux lois du capital, a permis la réalisation du processus d'accumulation du capital. Cependant,

cette phase de l'impérialisme depuis la guerre ne peut être considérée comme une nouvelle époque du capitalisme garantissant le progrès des forces productives mises en action par le système de la propriété privée. Ces thèses d'un nouveau stade du capitalisme défendues par les stalinien ayant découvert le capitalisme monopoliste d'Etat, ou par Mandel au nom du néo-capitalisme, camouflent en réalité que dans cette phase non seulement toutes les tendances à la barbarie de l'impérialisme stade suprême du capitalisme (Lénine) sont en place, mais se sont considérablement renforcées. Dans la période du capitalisme ascendant, les guerres, et la préparation à la guerre en général, générateurs du progrès technique, élargissaient les relations capitalistes comme étape vers la constitution du marché mondial. Dans la phase du capitalisme pourrissant, l'économie d'armement, facteur de dislocation du marché mondial préparant la barbarie, est l'expression de la révolte des forces productives étouffant dans le carcan de la propriété privée et des Etats nationaux.

Nous le savons également, dans la phase du capitalisme ascendant, les conquêtes sociales arrachées par le prolétariat à la bourgeoisie pouvaient en quelque sorte être absorbées par le capitalisme, les conquêtes sociales contraignaient les capitalistes à étendre, à différencier, à élargir le mode de production capitaliste (techniques, développement des forces productives).

A l'époque de l'impérialisme, la tendance est exactement inverse ; les conquêtes sociales arrachées par le prolétariat à la bourgeoisie par crainte de la révolution agissent comme facteur approfondissant la crise de tout le système capitaliste. C'est pourquoi l'impérialisme ne peut que remettre en question les conquêtes sociales arrachées par le prolétariat (atteintes à la Sécurité sociale, les hôpitaux publics, sélection, etc.).

Nous avons ainsi devant nous le tableau de relations complexes :

— L'impérialisme, c'est la réaction sur toute la ligne, la tendance à la réalisation de la barbarie, mais le prolétariat, par sa lutte de classe arrache des conquêtes sociales, approfondit la crise de tout le système, étend ses positions que l'impérialisme doit lui disputer.

— L'impérialisme, c'est le capitalisme en

putréfaction qui aggrave considérablement toutes les tendances inhérentes au parasitisme social, mais également la tendance à l'accroissement de la masse des salariés (exode de la campagne vers la ville), en même temps qu'il précipite les couches supérieures de l'aristocratie ouvrière (déqualification, automatisation, etc.), dans le prolétariat. C'est ainsi que des couches immenses de la petite-bourgeoisie des villes et des campagnes, précipitées comme salariées, s'agglomèrent en masses de plus en plus compactes autour du prolétariat industriel. D'où, parallèlement à la putréfaction, la classe ouvrière voit dans la lutte de classe s'accroître sa densité sociale et politique.

Lénine, dans une discussion au VII<sup>e</sup> Congrès du Parti (1918), établit clairement les données du problème que nous soulevons. Il dit :

« Quelles que puissent être les destinées de notre révolution, de notre détachement de l'armée prolétarienne internationale, quelles que puissent être les péripéties ultérieures de la révolution, la situation des Etats impérialistes qui se sont embarqués dans cette guerre, et qui ont amené les pays les plus avancés à la famine, à la ruine, à la barbarie, est, en tout cas, objectivement sans issue. Et il faut reprendre ici ce que Friedrich Engels disait il y a trente ans, en 1887, en considérant la perspective probable d'une guerre européenne. Il disait que les couronnes traîneraient par dizaines sur le sol de l'Europe sans que personne veuille les ramasser ; qu'une effroyable ruine serait le lot des pays européens, et que le résultat final des horreurs de la guerre européenne ne pourrait être que celui-ci, je cite : "Ou bien la victoire de la classe ouvrière, ou bien la création de conditions rendant cette victoire possible et nécessaire".

Engels s'exprimait sur ce point avec une précision et une circonspection remarquables. A la différence de ceux qui déforment le marxisme et qui nous servent des élucubrations attardées selon lesquelles le socialisme ne pourrait pas s'instaurer sur des ruines, Engels comprenait admirablement que toute guerre, même dans une société avancée, ne se bornerait pas à semer les ruines, la barbarie, la souffrance, les calamités parmi les masses, étouffant dans leur sang, qu'on ne pouvait pas garantir que la victoire du socialisme en serait la conséquence, mais que le résultat en serait : "ou bien la victoire de la classe ouvrière, ou bien la création de conditions rendant cette victoire possible et nécessaire". En d'autres termes, plusieurs pénibles étapes transitoires sont encore possibles, avec des destructions massives de valeurs culturelles et de moyens de production, mais il ne peut qu'en résulter un essor de l'avant-garde des masses laborieuses, de la classe ouvrière, et le passage à une situation dans laquelle cette classe prendra le

pouvoir pour bâtir une société socialiste. Car, si grande que soit la destruction des valeurs culturelles, celles-ci ne pourront pas être rayées de l'histoire : il sera difficile de les reconstruire, mais jamais aucune destruction ne les anéantira complètement. Dans telle ou telle de ses parties, dans tel ou tel de ses vestiges matériels, cette civilisation est indestructible, la difficulté sera seulement de la reconstituer. Voilà donc le point de vue selon lequel nous devons garder l'ancien programme en y ajoutant une définition de l'impérialisme et du début de la révolution sociale. (...)

Il me semble qu'il est théoriquement erroné de supprimer l'ancien programme, qui définit le développement conduisant de la production marchande au capitalisme. Il ne contient rien d'inexact. Les choses se sont passées et se passent effectivement ainsi, car la production marchande a donné naissance au capitalisme. Quelles que puissent être les péripéties ultérieures de la lutte, si nombreux que puissent être les zigzags que nous aurons à parcourir (et il y en aura beaucoup : nous voyons par expérience quels détours gigantesques fait l'histoire d'une révolution, et seulement chez nous pour le moment ; les événements seront autrement rapides et complexes, leur rythme sera autrement vertigineux, leurs tournants seront autrement compliqués lorsque la révolution deviendra européenne, il faut pour ne pas nous perdre dans ces zigzags et ces détours de l'histoire, pour conserver la perspective générale, pour apercevoir le fil directeur qui traverse tant le développement capitaliste que la route vers le socialisme, route qui nous apparaît naturellement comme droite, et que nous devons nous représenter comme telle afin d'en voir le commencement, la suite et la fin — alors qu'en réalité elle ne sera jamais droite mais d'une complexité invraisemblable —, il faut, pour ne pas nous perdre dans des détours, pour ne pas être désorientés dans les périodes de recul, de retraite, de défaite momentanée, quand l'histoire ou l'ennemi nous rejettent en arrière, il importe à mon avis, et ce sera la seule attitude théoriquement juste, de ne pas abandonner notre ancien programme fondamental. Car nous n'en sommes encore en Russie qu'à la première étape de transition du capitalisme au socialisme. L'histoire ne nous a pas donné l'état de paix que nous concevions en théorie pour un certain temps, qui était souhaitable, et qui nous eut permis de franchir rapidement ces étapes de transition. Nous voyons tout de suite combien la guerre civile a créé de difficultés en Russie et comment elle se mêle à toute une série de guerres. (...)

Cette époque, époque de faillites formidables, de violentes solutions militaires de masse, de crises, s'est ouverte, nous le voyons nettement, mais nous n'en sommes qu'au commencement. »

Dans cette citation, Lénine aborde les problèmes de la Révolution mondiale, du point

de vue de « l'histoire universelle » sur une perspective qui ouvre cette longue période de « chaos » dont la révolution portugaise nous offre les prémisses, période pendant laquelle doivent être résolues les tâches historiques du prolétariat. Mais si nous partons de ce point de vue, il nous faut étendre l'analyse dont nous venons d'esquisser les prémisses.

Nous le savons, l'organisation, les droits, les libertés, les conquêtes sociales qui constituent le prolétariat comme classe indépendante, représentent ou matérialisent ses « institutions ». Les « institutions » du prolétariat développées, ce sont l'Etat ouvrier, la dictature du prolétariat, qui, par la Révolution, modifie « qualitativement » la position sociale de la classe ouvrière. L'impérialisme s'assujettit les « institutions » en assujettissant les appareils qui « qualitativement » deviennent dès lors des organes bourgeois contrôlant les « institutions » ouvrières qui restent néanmoins institutions constituant la classe ouvrière comme classe indépendante. En Union soviétique, on est en droit d'écrire que l'impérialisme s'est « assujetti » par la dégénérescence de l'Etat ouvrier l'organe bourgeois que constitue la bureaucratie soviétique. Mais les conquêtes de la Révolution d'Octobre continuent, même avec l'Etat ouvrier dégénéré, à représenter les institutions développées, garantissant l'élargissement de la densité sociale et politique du prolétariat international.

Reprenons : l'impérialisme, c'est la réaction sur toute la ligne ; par sa lutte de classe, le prolétariat arrache des conquêtes sociales (institutions) dans les pays avancés et dans toute une série de pays (pays de l'Est, Chine, Vietnam, Cuba, etc.). La révolution arrache des « conquêtes sociales » (institutions) développées. Par ses conquêtes, le prolétariat, qui pourtant est menacé dans sa substance, accroît sa densité sociale et politique, approfondit la crise du système impérialiste qui, pour se défendre contre la révolution, corrompt les organes dirigeants des « institutions » de la classe ouvrière internationale, transformant les organes dirigeants en organes bourgeois.

La tendance irréversible de la bourgeoisie à l'époque de l'impérialisme, c'est la barbarie marquée par la tendance à la liquidation de tous les acquis antérieurs de la civilisation, liquidation des droits, garanties, libertés,

conquêtes sociales, conquêtes de la Révolution d'Octobre, organisations, tendance à la liquidation, à la destruction des « Institutions de la classe ouvrière ». A cette tendance s'oppose la lutte des classes internationale du prolétariat arrachant de nouvelles conquêtes sociales, y compris les conquêtes sociales plus développées que représente l'expropriation dans les pays de l'Est, la Chine, le Vietnam, Cuba. D'un côté, les conquêtes sociales, y compris les conquêtes sociales développées, sont gérées, contrôlées par des appareils bourgeois qui « refusent de se séparer du demi cadavre politique de la bourgeoisie ». De l'autre, elles approfondissent la crise de l'impérialisme (et par voie de conséquence la crise des organes bourgeois contrôlant les « institutions » de la classe ouvrière (1)). C'est dans le cadre de cette analyse que doit être appréciée la possibilité théorique de ce que, « sous l'influence d'une combinaison tout à fait exceptionnelle de circonstances (guerre, défaite, krach financier, offensive révolutionnaire des masses, etc.) des partis petits-bourgeois, y compris les staliniens, puissent aller plus loin qu'ils ne le veulent eux-mêmes dans la voie de la rupture avec la bourgeoisie. »

### « Du pronostic historique à la réalité pratique »

Trotsky qui écrivait ces lignes ajoutait : « Il est cependant inutile de se perdre en conjectures. » Les combinaisons tout à fait exceptionnelles de circonstances considérées par Léon Trotsky à la veille de la Seconde Guerre impérialiste, se sont dans la Seconde Guerre impérialiste et les 30 années qui ont suivi, généralisées. Les guerres, Corée, Vietnam, Algérie, Angola, n'ont pas cessé et ne cessent pas. Les défaites à Cuba, au Vietnam et les reculs de l'impérialisme dans le monde face aux offensives des masses (France, Angleterre, Allemagne, Europe, y compris recul de l'impérialisme aux USA) se sont succédé et se succèdent, le krach financier menace à tout moment. La tendance, sous le poids de cette « combinaison de circonstances », des partis petits-bourgeois d'aller plus loin qu'ils ne l'auraient voulu dans la voie de la

(1) Nous laissons de côté la question de la « dénaturation » des institutions ouvrières contrôlées par les organes bourgeois.

rupture avec la bourgeoisie, s'est matérialisée à diverses reprises, matérialisant « la voie de la lutte pour le gouvernement ouvrier et paysan », et l'« exigence adressée par la IV<sup>e</sup> Internationale au nom de la classe ouvrière à tous les partis et organisations qui s'appuient sur les ouvriers et les paysans et parlent en leur nom, de rompre politiquement avec la bourgeoisie ».

C'est ainsi que cette « variante » considérée par Trotsky comme « peu vraisemblable », réalisée dans les pays de l'Est, en Corée, le Vietnam, Cuba, a transformé le pronostic historique en réalité pratique. Nous l'avons expliqué à de multiples reprises : cette « possibilité théorique » envisagée par Trotsky, réalisée pratiquement, a le même caractère que celle envisagée par Marx et Engels lorsqu'ils écrivaient que la révolution en Angleterre n'aurait pas nécessairement à détruire l'appareil d'Etat. On sait qu'avec la transformation du capitalisme en impérialisme, en Angleterre l'Etat bourgeois avec ses structures bureaucratiques, son armée, sa police, doit être détruit. Cependant, la possibilité théorique envisagée par Marx et Engels, étant correcte, rendait compte des tendances mises à nu par l'analyse, mais qui se sont trouvées infléchies par la réalité pratique du développement historique. Il reste que ces tendances pourtant totalement dépassées, analysées par Marx et Engels pour l'Angleterre, et en partie pour les USA, continuent à jouer un rôle décisif dans la réalité concrète (cf. Watergate) (2).

Avec les « théories » sur le socialisme dans un seul pays et la coexistence pacifique, camouflages de la politique contre-révolutionnaire, nous avons assisté à une longue période de soutien à l'impérialisme qui ne s'est jamais démenti et a entraîné le prolétariat à subir les plus cruelles défaites. Cette politique dure et ne saurait être remise en question par la bureaucratie stalinienne passée définitivement du côté de l'ordre bourgeois. Mais, y compris dans cette période, les masses se sont engagées dans de puissantes offensives révolutionnaires. Les Thèses du XVII<sup>e</sup> Congrès rendent compte de cette période dans laquelle se sont cristallisées toutes les tendances que nous avons qualifiées comme la période de

l'imminence de la révolution, préparée par les conquêtes arrachées par la révolution : conquêtes sociales dans les pays avancés, indépendance politique dans les pays arriérés, conquêtes révolutionnaires développées dans les pays de l'Est où Staline, en dépit de sa volonté de préserver les régimes capitalistes (en Roumanie, Staline pensait maintenir le roi sur le trône) dut se résoudre à l'expropriation. En Yougoslavie, durant la guerre et surtout en Chine en 1948-1950 s'est exprimé avec éclat le fait que dans certaines conditions les directions petites-bourgeoises, y compris les directions stalinienues, pouvaient aller plus loin qu'elles ne le désiraient dans la voie de la rupture avec la bourgeoisie. Préparés dans la guerre et l'immédiat après-guerre, les facteurs qui ont cristallisé en 1968 la période de l'imminence de la révolution, se sont élargis avec la marche en avant de la révolution politique (Berlin-Est 1953, révolution hongroise des conseils 1956, Pologne 1956). En 1968, la grève générale de mai-juin 1968 et le Printemps de Prague lient en un nœud solide tous les facteurs et tendances concourant à caractériser la période de l'imminence de la révolution. La machine de la contre-révolution construite par l'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin s'enraye ; la cadence du développement révolutionnaire s'accélère : grèves de la Baltique, Révolution portugaise, défaite de l'impérialisme US et échecs des bureaucraties de Moscou et de Pékin au Vietnam.

La révolution mondiale n'est pas un processus qui progresse en ligne droite.

Car nous avons beau être dans une situation objective dans laquelle la crise révolutionnaire la plus aiguë peut éclater absolument à l'improviste, le Parti révolutionnaire n'est pas construit. Les masses, même avec une confiance ébréchée, avec la plus forte des méfiances, sont dans l'obligation de se saisir de leurs organisations et positions contrôlées par les appareils bourgeois. D'où un processus contradictoire, où elles se saisissent de leurs organisations en même temps que les appareils bourgeois tendent à les expulser de leur mouvement (Portugal).

Les conquêtes sociales et celles plus développées, les conquêtes d'Octobre 1917, sont autant de positions pour réaliser les tâches historiques, par la dictature du prolétariat. Les tâches historiques ne peuvent être résolues qu'à l'échelle internationale. Elles sont insolubles dans le cadre du « socialisme

(2) Nous ne nous expliquerons pas plus sur la question des délais, problème analysé à diverses reprises dans les documents de l'OCI (résolutions, articles et discours).

dans un seul pays » qui, avec le blocus impérialiste, met à l'épreuve les organes bourgeois. Les conquêtes d'octobre 1917 sont les bases pratiques de la révolution politique qui régènerait la révolution russe, première victoire de la révolution internationale du prolétariat. Les conquêtes d'Octobre 1917, préservées par la lutte de classe internationale du prolétariat, sont des positions de la révolution mondiale, qui seule peut les sauver.

Si nous étendons le parallèle aux pays avancés, nous avons dans son essence le même mouvement. Les conquêtes sociales arrachées à l'impérialisme dans les pays avancés ne sauraient être « durablement » garanties sans la victoire de la révolution prolétarienne. C'est ainsi que la lutte contre les gouvernements bourgeois dans les pays avancés concentre la lutte de classe pour la défense des acquis, tandis que les organes bourgeois dans les pays avancés, en URSS, etc., combattent, déforment, trahissent les positions ouvrières, défendant ainsi l'ordre de la bourgeoisie.

Un même processus concentre la lutte de classe du prolétariat contre les gouvernements bourgeois et les appareils bourgeois en même temps que la classe ouvrière s'efforce de se saisir des organisations contrôlées par les appareils bourgeois pour réaliser ses aspirations.

### **Front unique ouvrier, gouvernement ouvrier**

Le gouvernement du Front unique ouvrier apparaît donc nécessairement aux masses comme une nécessité immédiate et urgente pour défendre leurs revendications (le simple fait que le gouvernement du Front unique ouvrier est mis à l'ordre du jour dans les pays européens traduit la profondeur de la crise révolutionnaire qui s'avance). C'est ainsi que chaque pas en avant dans la lutte effective contre la bourgeoisie et les gouvernements bourgeois représente tout à la fois un pas en avant dans le combat contre les appareils bourgeois dominant le mouvement ouvrier, contre la bureaucratie du Kremlin usurpant les conquêtes d'Octobre. Chaque pas en avant dans la lutte effective contre la bourgeoisie, donc contre les gouvernements bourgeois (revendications, conquêtes sociales) qui est un pas en avant contre les directions traditionnelles, est un pas en avant vers le gouvernement du Front

unique ouvrier qui donne son expression aux besoins des larges masses, lesquelles doivent se convaincre par leur propre expérience et par l'intervention des organisations de la IV<sup>e</sup> Internationale construisant leur parti, de la nécessité de la dictature du prolétariat. Mais si tout pas en avant dans la lutte effective est dirigé contre la bourgeoisie et les gouvernements bourgeois, toute lutte effective désorganise l'Etat bourgeois miné par la crise générale du système, d'où, sur la base de l'aggravation de toutes les contradictions du capitalisme décadent, la multiplication et l'approfondissement de crises politiques au sein des classes dominantes. Dans sa première phase, toute révolution remet toujours en question l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, selon les circonstances sous des formes diverses. Les masses laborieuses dans la révolution portugaise ont démantelé l'appareil d'Etat, créant un vide politique, lequel est le produit complexe d'une situation où, d'un côté la bourgeoisie portugaise a subi des défaites successives, l'impérialisme mondial et particulièrement l'impérialisme US étant momentanément ligotés (crise Watergate, crainte de l'effondrement du franquisme, etc.) et de l'autre le prolétariat, en dépit des coups qu'il porte à l'Etat bourgeois, est impuissant par ses directions contre-révolutionnaires, le PCP se plaçant à l'avant-garde de la contre-révolution.

Telle est la base du mot d'ordre de gouvernement du PSP et du PCP sans ministre bourgeois ni représentant du MFA.

Au Vietnam, le vide a été rendu total par l'effondrement de l'appareil d'Etat comprador. Le « GRP à Saïgon » comme étape vers l'unification du Vietnam s'est imposé comme une nécessité immédiate. Lénine explique que quelles que soient les destructions opérées par l'impérialisme, les contradictions objectives qui nécessitent la révolution continueront à exister dans les « segments épargnés ». Ajoutons jusqu'à la barbarie. Si nous poussons jusqu'au bout le raisonnement de Lénine, nous aboutissons à ceci : dans ces segments où la lutte des deux classes se poursuit, chacune des classes conserve ses positions de classe. C'est ainsi que dans l'Etat bourgeois portugais démantelé, le MFA, y compris avec l'armée démantelée, représente la totalité de l'Etat bourgeois et les bases de sa reconstruction. Certes, le MFA contrôlant

l'armée décomposée n'est pas le seul organe de l'Etat bourgeois ; la bourgeoisie portugaise et l'impérialisme, si le MFA, déchiré par ses contradictions, n'arrive pas à jouer son rôle, se retrancheront même derrière la Constituante. Mais cela signifierait pour la révolution un nouvel approfondissement. Dans certaines limites, la comparaison peut être étendue entre la situation au Portugal et les pays où l'impérialisme a été exproprié. En URSS, au Vietnam, en Chine, dans les pays de l'Est, la bureaucratie, organe bourgeois, joue mutatis mutandis le même rôle que le MFA, segment de l'Etat bourgeois démantelé, avec lequel le PCP s'identifie, avec qui le PS refuse de rompre. La bureaucratie stalinienne qui est passée définitivement du côté de l'ordre bourgeois a soutenu le MFA contrôlant l'armée comme instrument bourgeois de l'impérialisme portugais.

Revenons au Programme de Transition. Après la révolution d'Octobre, l'Internationale communiste définit les diverses variantes du gouvernement ouvrier (équivalent au gouvernement ouvrier et paysan pour d'autres pays).

Une de ces variantes est le gouvernement de la dictature du prolétariat.

Des deux autres, le premier est le gouvernement du ou des partis ouvriers comme gouvernement bourgeois, le second du ou des partis ouvriers unis, gouvernement de Front unique ouvrier, ayant rompu avec la bourgeoisie dans les conditions analysées par le Programme.

Nous savons que cette possibilité théorique a été envisagée dans la pratique par Lénine après l'insurrection de Kornilov. Toutes ces variantes sont alors envisagées dans la perspective proche de la révolution européenne brisant les cadres de la démocratie bourgeoise. Signalons que pour Léon Trotsky en 1922, la perspective théorique d'un gouvernement de Front unique ouvrier rompant avec la bourgeoisie, venant au pouvoir à la suite d'une majorité parlementaire était possible. L. Trotsky explique même que, sous certaines conditions, le PC, parti révolutionnaire, pouvait être amené à participer à ce gouvernement.

L. Trotsky ultérieurement pour la Chine examine la possibilité d'une dictature du prolétariat avec la Constituante comme marche concrète de la révolution prolétarienne.

La trahison de la social-démocratie, la dégénérescence et les monstrueuses trahisons de la bureaucratie stalinienne et de ses agences nationales ont renforcé la voie à la tendance inhérente de l'impérialisme réactionnaire sur toute la ligne, la tendance à la dictature, au fascisme et au bonapartisme remettant en cause les libertés constitutives du prolétariat comme classe indépendante. Pour sauver la bourgeoisie, les appareils laissent passer Hitler et Franco. Aujourd'hui, au Portugal, nous avons vu le PCP engager le combat pour limiter toutes les positions ouvrières, libertés, droits, garanties, afin de déblayer le chemin vers la dictature militaire. C'est ainsi que dans tous les pays, y compris les pays avancés, la défense des libertés est devenu un puissant levier pour dégager concrètement les voies de la révolution prolétarienne.

Poursuivons. La révolution permanente n'est pas seulement une théorie valable pour les pays arriérés. Dans ceux-ci, au Vietnam, en Chine, en Corée, les tâches démocratiques ont été réalisées par l'expropriation de l'impérialisme, bien qu'à une première étape, ce sont des « directions petites-bourgeoises, y compris les staliens », ayant malgré elles rompu avec la bourgeoisie, qui ont été portées au pouvoir. Dans ces victoires, la révolution place sur le devant de la scène des partis qui bien qu'ayant rompu avec la bourgeoisie sont dirigés par des organes bourgeois, défenseurs de l'ordre bourgeois. L'impérialisme a pu s'accomoder de ces victoires de la révolution, parce que les directions petites-bourgeoises continuent à monter la garde, en alliance avec lui, de l'ordre bourgeois à l'échelle internationale et dans les forteresses de l'impérialisme, les pays européens en particulier, et le Japon.

### La marche à la révolution en Europe

La révolution portugaise a ouvert la voie de la révolution européenne. L'impérialisme est mortellement menacé. Voilà pourquoi le PCP, sur l'injonction de la bureaucratie du Kremlin, engage toutes ses forces dans la contre-révolution, avec l'appui du PCF. La révolution portugaise, les développements des crises pré-révolutionnaires en Espagne, en France, en Italie, en Angleterre, nécessitent donc la compréhension tant théorique que pratique du front unique ouvrier et du mot d'ordre du gouvernement ouvrier et

paysan, qui doivent être développés sous les formes les plus concrètes en relation avec les aspirations des masses.

Parce que ce sont les forteresses européennes de l'impérialisme, les obstacles dressés contre le Front unique ouvrier et le gouvernement ouvrier et paysan dans les pays occidentaux seront incommensurablement multipliés. La rupture des directions petites-bourgeoises dans un pays européen avec la bourgeoisie, en jetant complètement à bas l'alliance contre-révolutionnaire déséquilibrerait tout le système de l'impérialisme mondial et de la « coexistence pacifique », ouvrant la voie des révolutions politiques et des révolutions prolétariennes.

Certes, la courbe de l'histoire a pris des chemins détournés et imprévus depuis la révolution de 1917, mais l'ensemble de ce qui précède nous permet de vérifier le programme lorsqu'il dit :

**« En tout cas, une chose est hors de doute, si même cette variante (la rupture des directions petites-bourgeoises avec la bourgeoisie) peu vraisemblable se réalisait un jour quelque part et qu'un gouvernement ouvrier et paysan dans le sens indiqué plus haut s'établisse, il ne représenterait qu'un court épisode dans la voie de la dictature du prolétariat. »**

Pour l'Europe et en particulier pour la France, nous pouvons affirmer que le gou-

vernement ouvrier et paysan s'il se réalise dans le sens indiqué par le Programme ne représentera qu'un court épisode dans la voie de la dictature du prolétariat, car la réalisation d'un tel gouvernement ouvrier et paysan signifierait pour l'impérialisme US la nécessité de tenter de déclencher la guerre civile à l'échelle de tout le continent contre les révolutions prolétariennes et la révolution politique en URSS.

Il est bien évident que nous n'établissons pas un pronostic. Le gouvernement ouvrier et paysan sera-t-il imposé comme résultat d'une guerre civile, l'impérialisme US déchaînant toute sa puissance contre révolutionnaire, ou bien la venue au pouvoir d'un gouvernement ouvrier et paysan, préface à la dictature du prolétariat, déclencherait-elle la guerre civile ? Les formes, les situations, les combinaisons de forces seront les plus diverses, il reste que dès aujourd'hui, nous observons au Portugal les prémises de la guerre civile. Aveugles et traîtres sont ceux qui ne comprennent pas ou se refusent à comprendre qu'à l'ombre des gouvernements de coalition s'organisent les forces d'une bourgeoisie qui, bien que son appareil d'Etat soit complètement démantelé, luttera jusqu'au bout pour le reconstruire comme instrument de coercition contre les masses laborieuses. »



## lettre du Moyen-Orient

AU COMITE DE REDACTION DE LA VERITE

Chers amis,

*Peut-être trouverez un intérêt à publier cette lettre qui m'a été transmise. Bien que certaines questions me semblent discutables, c'est précisément pour cela que le document présente un intérêt pour nos lecteurs. Il est indéniable que les militants qui suivent le FPLP cherchent les voies d'un marxisme « non stalinien !! ». Habbache dans toutes les situations critiques s'est toujours retrouvé du côté du Kremlin, de même que Hawatmeh. Et cette affirmation amène notre correspondant à voir dans la politique de Moscou, une certaine volonté « d'indépendance » par rapport à Washington.*

*Le Kremlin ne cherche pas, n'a jamais cherché à jouer un rôle propre, et dans la mesure où il cherche à « contrôler politiquement », c'est pour aider Washington dans sa recherche d'une solution politique imposée à toutes les composantes y compris les dirigeants d'Israël. Cela dit, le tableau et les informations montrent que la « paix américaine » au Moyen-Orient passe par l'écrasement des masses palestiniennes — Arafat s'y emploie ! — et juives. Cela dit, la discussion est ouverte.*

A.D.

Chers amis,

1.- La réunion du Conseil national palestinien à Amman. Il faut montrer que cette réunion qui a pu avoir lieu en définitive après avoir été repoussée à plusieurs reprises, parce que le quorum n'était pas atteint, est la **conséquence directe** de la double défaite : à Beyrouth (évacuation) et à Tripoli (idem). Le départ à Tunis a rompu les liens physiques qui retenaient Arafat aux

masses palestiniennes, celles de camps de réfugiés à Rachidié, Bourg-Al-Baragneh, Sabra, Chatila, etc. Ces amarres sont été rompues et la direction Arafat est alors soumise aux pressions des gouvernements en place sans que la contre-pression des masses puisse les neutraliser. C'est son cours opportuniste foncier qui se donne libre cours.

Faire ça à Amman, faut le faire : chez le

Boucher de Septembre Noir ! Je vous rappelle qu'en septembre 1970, l'armée israélienne avait massé des troupes sur le Jourdain, pour intervenir au cas où des troubles-fête viendraient déranger Hussein dans ses basses œuvres. Assad (pas encore président à l'époque, et simple ministre de la Défense syrien) avait fait mine de bouger, mais la mobilisation israélienne lui a fourni le prétexte de faire revenir ses troupes en arrière.

Le fait que seul Amman ait accepté de recevoir le CNP est absolument tragique. C'est un complot bien organisé contre les masses. Arafat avait pensé, dit-on, à réunir le Congrès sur un bateau en pleine mer...

Certes, officiellement, le CNP n'a pas repris la proposition du « petit boucher », la résolution 242 du Conseil de Sécurité (cette taverne de brigands). Mais vous le savez peut-être, la direction élue (CE) vient d'adopter à Tunis, selon les sources de Washington, une recommandation positive sur la 242. Mais ceci n'est au fond qu'un détail en face de la signification du contexte du CNP : reprise officielle des relations entre Amman-Le Caire, voyage du n° 2 irakien à Washington, et contacts entre représentants israéliens et jordaniens. Sans nul doute, à nouveau se prépare une initiative « politique », se plaçant après les élections américaines (il est clair qu'Arafat avait attendu, aussi pour cette raison, pour pouvoir réunir le CNP).

En gros, la situation est la suivante après la réunion d'Amman.

a) Arafat est solidement épaulé par l'axe Amman-Le Caire-Bagdad-Ryad, qui représente l'impérialisme américain de la façon la plus directe, et la plus sûre.

b) La scission dans le Fath est à peu près oubliée. Parti sur des mots corrects, elle a dégénéré en mai 1983 en un groupe inféodé au régime syrien, au nom de la « coopération stratégique » qui est aujourd'hui le bien commun du FD et du FPLP. Le régime de Damas (en proie à des dissensions internes graves) est incapable pour le moment de former un pôle OLP qui lui soit inféodé. Jebbil, la Saika, etc. sont des formations minuscules, rejetées par les masses

palestiniennes, y compris en Syrie, y compris dans la partie du Liban occupée par Damas. Assad mène en ce moment un jeu serré avec Israël à propos de l'occupation israélienne au Liban.

Je rappelle que l'objectif syrien réel est le retrait israélien du Golan, non seulement terre syrienne historique mais plateau dominant la plaine dans laquelle se trouve Damas. Or, le Golan est annexé par Israël. Assad doit donc jouer serré car l'enjeu est de taille. Mais il y a, par-delà cela, une conivence fondamentale entre Damas et Tel-Aviv, y compris sur la partition de facto du Liban.

c) La situation est plus complexe du côté du FPLP et du FDLP. Ici aussi, la défaite au Liban a eu des conséquences catastrophiques (pour le FPLP). Le FP avait su toujours conserver une certaine indépendance par rapport à Moscou, contrairement au FD, qui très tôt est tombé dans l'orbite du stalinisme. Or, suite à la crise du Fath, l'OLP, le FP, le FD et le parti stalinien (minuscule) ont formé une « Alliance démocratique » (comme vous le savez « la défense de la démocratie » est un drapeau traditionnel des Front populaires) l'hiver dernier et se sont posés en intermédiaires entre les « deux fractions rivales du Fath ».

Ceci correspondait parfaitement à la politique de l'OLP en jouant les arbitres : d'une part, on soutient Assad à fond, de l'autre, Gromyko rencontre Arafat à Berlin-Est. Vous avez, je crois, une fable française parlant d'un saint homme de chat, Raminagrobis, tentant de « réconcilier » les adversaires pour mieux les dévorer. L'« Alliance démocratique » est parvenue en mai dernier à signer un texte remis à Arafat « les Accord d'Aden », mais Arafat est plus malin qu'eux : c'est resté lettre morte « causez toujours... »

D'autre part, et c'est capital pour ce point : les bases du FP (et du FD), les militants, leurs familles se trouvent en Syrie, et n'ont pas été évacués vers la Tunisie. Autrement dit, ils sont physiquement prisonniers de la dictature militaire.

L'évolution de Habbache vers l'orbite stalinienne est un fait relativement nouveau, et

risque d'avoir des répercussions locales graves.

d) La tenue du congrès à Amman a eu un impact énorme ici. En effet, de partout on capte les émissions de la T.V. jordanienne, et les débats du CNP étaient retransmis en direct pendant toute leur durée. En Cisjordanie, les rues étaient désertes, tout le monde était devant son écran (dans les camps de réfugiés, il n'y a pas l'eau courante parfois, mais il y a la télévision). Toute la reconstruction politique sous le poids des forces contre-révolutionnaires après Beyrouth-Tripoli a tendu ainsi à n'offrir aux masses que ce pôle là. Comme vous le savez, les forces de répression ont complété le « tableau » tragique : jeunes manifestants pro-Arafat tués, l'un à Bir-Zeit, et l'autre à Ramallah (aussi étudiant à Bir-Zeit, venu du territoire de Gaza). L'« Alliance Nationale » pro-syrienne (Jebil, Abou Moussa, Saïha, etc.) sert maintenant de repoussoir, et les problèmes d'explication politique se trouvent énormément compliqués ; la « gauche » OLP (Habbache, ...) ne facilite rien, d'autant plus qu'elle a déserté le terrain programmatique, pour des manœuvres diplomatiques de « réconciliation », sous le chapeau du stalinisme. Ils ont besoin d'une bonne inoculation anti-stalinienne ; je veux parler évidemment des militants, la direction importe très peu à ce sujet.

Tous ont aussi collaboré, chacun à sa façon, sur son terrain, à renforcer le prestige d'Arafat qui réapparaît comme le seul centre d'organisation du mouvement national palestinien. Le parti stalinien a dans un premier temps organisé en Cisjordanie une pétition des principaux notables (des dizaines) contre le CNP à Amman. Mais tous ont remis leur signature (sauf Barrou Chakai) ; sans doute contre-ordre de Moscou.

e) Les résolutions du CNP vont donc dans le sens de la capitulation, et ratifient pour la première fois, comme politique non seulement de la tendance Arafat dans le Fath, mais comme politique officielle de l'OLP ;

- reprise de l'objectif « convocation de la Conférence de Genève », lancé par Hussein. Cette conférence n'a tenu qu'une

seule séance, en décembre 1973 (!) avec d'un côté Israël, de l'autre l'Égypte et la Syrie, avec deux co-présidents : américain et soviétique. Objectif : une paix globale au Moyen-Orient. Il s'agissait pour Washington de capitaliser les fruits de la guerre du Kippour (octobre 1973). Mais, très vite, les Américains ont rejeté ce cadre vide qui ne leur servait plus à rien : ils s'étaient réinstallés en force au Caire, dans la principale capitale du « monde arabe », et c'est ce qui comptait. Aujourd'hui, pour Hussein, cette exigence est un moyen de pression sur Washington : « *dégagez-vous des relations spéciales avec Tel-Aviv, autrement c'est l'ordre au Moyen-Orient qui risque de sauter* ». Pour Arafat, c'est un cadre où la direction de l'OLP peut apparaître sur la scène diplomatique, et il précise : sous le patronage du Conseil de Sécurité, où régulièrement la mission israélienne et la délégation permanente de l'OLP sont convoquées en même temps pour les débats sur le Moyen-Orient. Le cadre est ainsi fixé.

Mais là encore, Arafat ne se fait pas d'illusions : Genève est un leurre, qui permet seulement de faire un appel à Washington. Il est très possible que l'émissaire spécial américain R. Murphy qui officiellement est là pour les négociations Liban-(Syrie)-Israël à Nakoula ait rencontré Arafat à Amman au moment de la réunion du CNP.

- la politique d'Arafat d'ouverture envers Le Caire, décriée tout d'abord même pas ses lieutenants, a été ratifiée au CNP. Ce dernier n'a même pas demandé (formellement) l'abrogation des accords de Camp-David par l'Égypte, lesquels accords situent la représentation des « intérêts nationaux palestiniens », entièrement dans le cadre du régime Hachémite (Hussein).

f) La nouvelle composition du Comité exécutif : sur 14, 10 sont des membres du Fath soit ses alliés (y compris les notables expulsés de Cisjordanie) ; 1 à Habbache, 1 à Haxatmeh, 1 PC. Je rappelle que la première réunion du CE à Tunis a sans doute ratifié la résolution 242, peut-être avec des « mais ».

g) Mais la grande innovation, c'est l'orientation pro-jordanienne déclarée à laquelle

tendait tout le cours des événements depuis la guerre du Liban, et qui a été le véritable objectif du soutien US à cette guerre. C'est tout le sens du plan Reagan du 1<sup>er</sup> septembre 1982 : Hussein doit représenter l'OLP dans des négociations avec Israël. Tout ce plan n'aurait été que fêtu au vent si on ne pouvait l'imposer à l'OLP. C. Weinberger vient encore de répéter qu'il est plus actuel que jamais. Il y a eu pas mal de plans américains (Rogers, etc.) mais qui ne pouvaient aboutir à cause de la quadrature du cercle que représente la nécessité pour l'impérialisme de concilier le maintien des composantes du statu-quo. Et le véritable obstacle était bien sûr le mouvement palestinien.

Pratiquement, la direction de l'OLP vient d'adopter à Ammam, puis à Tunis, le principe d'une délégation « jordanienne » dont **ferait partie** sous une forme ou sous une autre une représentation de l'OLP, aux futures (?) négociations avec Israël.

h) On peut dire sans conteste que l'OLP historique est morte et a enterré son programme de libération nationale (République palestinienne démocratique et laïque). Cela était inscrit depuis 10 ans (Conférence de Rabat puis d'Alger). Ça entraîne des conséquences importantes.

Je dois dire que j'ai hésité tout d'abord. J'ai d'abord expliqué qu'on pouvait très bien aller à Ammam pour combattre ouvertement, rallier, organiser contre la ligne d'Arafat, que c'était une arène qu'il ne fallait pas évacuer, etc. Mais j'ai vite dit que c'était faux, les dés étaient pipés, la crise de l'OLP trop profonde.

2.- Tout cela a aussi des conséquences négatives ici. Les Fils du Village sont influencés par le FP dans un certaine mesure, d'autant qu'ils ne trouvent pas autre part, à l'OLP, un pôle politique. Le FP leur permet d'afficher une position anti-Arafat, mais la confusion est énorme. Tout en se réclamant du marxisme anti-stalinien.

3.- Le militant des Fils du Village Hussein Abu-Hussein, de Oum-El-Fahem, avocat et personnalité bien connue de toute la région du « petit triangle » (la région arabe annexée par l'Etat d'Israël en 1949 après qu'Abdalla (le grand père du petit Boucher)

l'eut donnée), est toujours arrêté. La police lui reproche d'avoir organisé un groupe armé qui tirait des coups de feu sur les maisons des agents du Shinbet ; l'histoire est fautive de bout en bout. Il y a eu provocation, et les flics lui avaient fait savoir depuis 1981 qu'ils le cherchaient.

La presse aux ordres raconte qu'un portrait d'Arafat est pendu dans son cabinet d'avocat. C'est évidemment faux.

#### 4.- La situation économique

A peu près certain : le taux d'inflation pour 1984 dépassera 60 %. Le chômage se développe partout, il avait toujours été faible par rapport à la crise économique mondiale, actuellement plus de 7 %.

Comme je vous l'avait dit avant les élections à la Knesset de fin juin, le gouvernement d'Union nationale doit essayer de résoudre la crise économique incroyable. La grande mesure, c'est le « blocage des prix, salaires et impôts ». Evidemment, les prix ont grimpé pendant le premier mois de la nouvelle politique d'un cours de 16 % et quelque... !! Les salaires par contre sont bel et bien bloqués.

Les premiers mouvements d'importance ont eu lieu : manif des milliers d'ouvriers des usines Ata (à côté de Haïfa). Mais absence de perspective totale et désespérée. Les « villes de développement » frappées par le chômage, parfois à 30 %, sont lourdes de mouvements désespérés.

#### 5.- La « gauche sioniste » se regroupe.

Le parti MAPAM (6 députés à la Knesset), le mouvement des droits civiques (3 députés) et les dirigeants de « Paix maintenant » de Jérusalem ont décidé de s'unifier en « un mouvement socialiste » appelé provisoirement « Massad », centre social-démocrate. Ils regrouperaient ceux qui, en dehors de l'orbite stal et de la liste progressiste (très pauvre en secteur juif), s'opposent à gauche à la coalition d'Union nationale. C'est loin d'être sans problèmes ! Le parti Mapam est un mouvement de militants, mais la « liste des Droits civiques » est surtout composée, comme on dit ça, de « généraux sans soldats », et le Mapam n'a absolument pas envie d'offrir à ces derniers, les premiers.

6.- A propos de la « liste progressiste »

Il faut bien comprendre qu'il se situe sur la ligne d'Arafat à 100 %. Ils ont repris à leur compte les résolutions 242, 36-ter et Camp David, alors que la direction Arafat s'en démarque encore officiellement. Alors...

Indéniable que la situation soit ainsi passablement complexe, d'autant plus, comme il a été noté plus haut, que les forces contre-révolutionnaires jouent le rôle de repoussoir réciproque pour les masses. Celles-ci font confiance (mitigée souvent) à Arafat, mais il ne sert à rien d'aider à renforcer les illusions.

La question est différente quant aux forces

influencées politiquement par le FP de Habbache. Ils contrôlent des syndicats importants, des conseils étudiants, ou y sont fortement minoritaires. Il y a une base réelle, je le répète : ils se réclament d'un marxisme-léninisme antistalinien.

De ce point de vue, le secteur arabe de la « liste progressiste » ne se réclame pas du mouvement ouvrier, et ses violentes querelles avec les stals relèvent beaucoup de rivalités de notables dans les collectivités locales (particulièrement à Nazareth, principale ville arabe en Israël) ; la composition sociale est le plus souvent bourgeoise (médecins, avocats, gros commerçants).

## **LA VÉRITÉ**

**Revue théorique du comité central  
du PCI**

**Paraît tous les trimestres**

**FRANCE :**

**1 an : 4 numéros**

**— pli ouvert : 80 F**

**— pli fermé : 120 F**

Chèque ou mandat à l'ordre de  
*La Vérité*,  
87, rue du Faubourg-Saint-Denis  
75010 Paris

## **TRIBUNE INTERNATIONALE**

**Journal politique de « IV<sup>e</sup> Internationale  
(Centre international de reconstruction) »**

**Paraît deux fois par trimestre,  
en alternance avec *La Vérité***

**FRANCE :**

**1 an : 8 numéros**

**— pli ouvert : 100 F**

**— pli fermé : 150 F**

Chèque ou mandat à l'ordre de  
*Tribune internationale*,  
87, rue du Faubourg-Saint-Denis  
75010 Paris

Rédaction et administration :  
87, rue du Faubourg-Saint-Denis - 75010 Paris

Directeur : Pierre LAMBERT  
Rédacteur en chef : François FORGUE  
Secrétariat de rédaction : Daniel VIVIERS, Luis FAVRE,  
Christian FOSTIER, Pierre RAPHAEL, Jorge ADAMASTOR

IMP. ABEXPRESS - 847.71.21



---

Commission paritaire : n° 51695